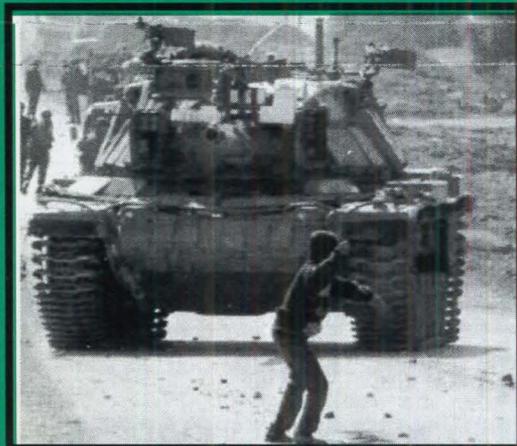


● correspondance de presse internationale

inprecor



DOSSIER Palestine & Israël, la seconde Intifada



ÉCOLOGIE et SOCIALISME

PROJET
de résolution
soumis au
débat du XV^e
Congrès
mondial
de la IV^e
Internationale

- EUROPE : Conférence de la gauche anticapitaliste européenne
- ALLEMAGNE : La teutomanie du PDS
- ESPAGNE : Aperçu des débats de la gauche espagnole
- IV^e INTERNATIONALE : Résolutions du Comité exécutif international
- RÉSISTANCES À LA MONDIALISATION CAPITALISTE : Attac, Forum social mondial, Marche mondiale de Femmes, Le point de vue du DSP d'Australie
- INDEX des articles parus en 2000

Europe

Succès de la Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne	François Vercammen	3
Conférence européenne de la Gauche anticapitaliste	Communiqué de presse de la LCR	4

Allemagne

La teutomanie au congrès de Cottbus du PDS	Winfried Wolf	5
--	---------------	---

Jeunesse - IV^e Internationale

XVII ^e camp international des jeunes révolutionnaires	P. D.	8
--	-------	---

Espagne

Les débats de la gauche espagnole	J. M.	9
La crise de l'Izquierda Unida reste ouverte	Jaime Pastor	9
Le débat sur les cause de la crise de l'IU a eu lieu	Diosdado Toledano & Pedro Montes	13
PSOE : Une nouvelle génération aux commandes ?	Antonio Garcia Santesmases	15

IV^e Internationale

Le Comité exécutif international convoque le XV ^e Congrès mondial	J. M.	17
L'écologie en débat du Comité exécutif international	Compte rendu du CEI	17
« ÉCOLOGIE ET SOCIALISME »		
projet de résolution du CEI pour le débat du XV ^e Congrès mondial		19
Mobilisation contre la « Plan Colombie »	Résolution du CEI	33
La guerre à outrance du régime philippin et soutien au RPMP	Résolution du CEI	34

Afrique équatoriale

Solidarité urgente	(réd.)	34
--------------------	--------	----

DOSSIER : Israël et Palestine face à la seconde Intifada

L'automne sanglant...	Résolution du CEI	35
Nasser Soumi, artiste-plasticien palestinien	(réd.)	35
Al Aqsa Intifada : le refus de capituler	Majed Nassar & Nassar Ibrahim	36
Le langage des chiffres et de la cartographie	(réd.)	38
Un appel urgent à l'opinion publique israélienne	document	40
Le Tanzim du Fatah, ou la révolte de la base	Toufik Haddad	42
L'Intifada va s'intensifier même si les pourparlers recommencent	Marwan Al Barghouti	43
Ainsi se développe un régime d'apartheid	Azmi Bishara	44
Le silence du camp de la paix	Michel Warschawski	47
Les conditions de coopération avec les organisations israéliennes	PNGO	48
La fête est finie, lettre ouverte à un ami de la La Paix maintenant	Michel Warschawski	49
L'État, la société civile et l'armée en Israël depuis la guerre du Liban	Sergio Yahni	52

Résistances à la mondialisation capitaliste

Forum social mondial, Porto Alegre, 25-30 janvier 2001	J. M.	59
Attac, un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action	Pierre Rousset	60
La désobéissance civile et le mouvement anti-néolibéral	Peter Boyle	63
Les femmes déblayent la voie	Susan Caldwell	64

INDEX des articles parus en 2000 (n° n° 443/444 — 453/454)

Les Nôtres

Hommage à un vétéran vietnamien, Hoang BINH (1905 - 2000)	Hoang Khoa Khôi	
---	-----------------	--

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur le site de nos camarades québécois :

www.lagauche.com

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85,

75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 52 44

E-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

ATTENTION !

INPRECOR déménage (ce qui vous vaut ces deux numéros en un) et change de numéros de téléphone. Mais le E-mail et l'adresse postale restent les mêmes !

Abonnement

(11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- **Autres destinations** 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 270 FF (6 mois) 520 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir Inprecor** (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF)

Nom - Prénom :
 Rue :
 Commune / Code postal :
 Ville :
 Pays :
 Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Succès de la Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne

Par
François Vercammen*

Les 4 et 5 décembre a eu lieu, à Paris, une Conférence européenne qui a rassemblé une série de partis et mouvements de la gauche radicale, à l'occasion du sommet de l'Union européenne (UE) sous présidence française. Faisant suite à une première réunion du même genre à Lisbonne au printemps 2000, celle-ci fut convoquée par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale).

Avaient répondu à l'invitation : l'Alliance électorale rouge (RV, Norvège), l'Alliance rouge-verte (RGA, Danemark), le Parti socialiste écossais (SSP), l'Alliance socialiste de Londres (LSA) et les Alliances socialistes (Angleterre, Pays de Galles), le Parti socialiste des travailleurs (SWP, Grande Bretagne), La Gauche (Luxembourg), le Bloc de gauche (Portugal), Zutik (Pays Basque), Espacio alternativo (Espagne), SolidaritéS (Suisse), ÖDP (Turquie), et le Mouvement d'unité patriotique (Communauté chypriote turque). Zutik, Espacio Alternativo et l'ÖDP ne purent être présents, tout en marquant leur accord avec le but de la réunion et le projet de déclaration. Le MUP, dont le local venait d'être plastiqué par l'armée turque, s'était fait représenter par un camarade de la Gauche chypriote de la communauté grecque. Le Parti Socialiste (Angleterre), (l'ancien "Militant") qui fait partie d'une organisation internationale, le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO), avait envoyé un observateur. Lutte Ouvrière avait décliné l'invitation.

Les objectifs de la réunion et les critères d'invitation avaient été initiés par les camarades du Bloc de gauche portugais lors de leur contre-sommet de Lisbonne : saisir l'occasion du sommet de l'UE pour prendre position à partir de la politique concrète de l'UE, et faire émerger un courant anticapitaliste nettement distinct de la social-démocratie, des Verts et des Partis communistes qui appuient la politique social-néolibérale. Pour donner force et crédibilité à cette démarche,

il fallait commencer par réunir des partis et mouvements représentatifs électoralement ou influents sur le plan syndical et social ou électoral.

Pluralisme

En pointillé, il y avait bien entendu l'idée d'une vaste recomposition pluraliste, qui rompe radicalement avec le sectarisme et s'engage dans le rassemblement de courants et d'organisations dont l'origine, l'histoire, le programme et la pratique ont longtemps divergé mais qui ont compris que c'est par leur unité qu'ils peuvent occuper l'espace politique dégagé par la dégénérescence néolibérale de la social-démocratie et l'effondrement du stalinisme.



Nice : dans la rue, ensemble, contre le sommet de l'Europe-puissance

Si l'on regarde de plus près, on aperçoit bien cet aspect pluraliste. Les courants ex-maoïstes sont très forts dans le RV norvégien, dans le Bloc portugais (UDP) et l'ÖDP turque. Au Danemark, le PC apporte sans doute le plus de militants, et au Luxembourg, il est de loin le plus fort dans La Gauche. Si le SWP trotskyste est fort en Angleterre, les Alliances ne pourraient se développer sans le soutien notamment du CPGB (une des branches de l'ex-PC). La forte visibilité des courants organisés ne devrait pas effacer le rôle des militants "inorganisés" et des personnalités pour initier ou souder l'unité. C'est le cas par exemple de l'Angleterre, où Ken Loach, Paul Foot et Tariq Ali y ont contribué fortement. C'était

d'autant plus indispensable parce qu'il ne s'agit pas d'unifier les révolutionnaires, mais de gagner des pans entiers de la gauche militante (syndicale, sociale et politique) encore attachée à la social-démocratie néolibérale, et également des Verts et des PC social-démocratisés. Rappelons par ailleurs que le courant trotskyste international est à son tour très diversifié, avec Socialisme International, le CIO et la IV^e Internationale.

L'ordre du jour concret de la réunion de Paris visait à aboutir à une déclaration politique et une conférence de presse communes. Mais la LCR, pays-hôte, avait tenu à élargir l'ordre du jour par un aperçu sur les prochaines échéances de la lutte contre la mondialisation capitaliste, avec en point de mire le Forum social mondial qui se tiendra en janvier prochain à Porto-Alegre et un débat

sur la Charte des droits fondamentaux dès lors que la CES (Confédération européenne des syndicats) s'y était fortement engagée : elle avait d'abord refusé d'avaliser un texte régressif sur le plan social puis s'était alignée par la suite. D'autant que ce débat trouve un écho notable dans le mouvement syndical français fortement mobilisé dans les rues de Nice.

Deux débats

L'essentiel, le vrai pas en avant, fut la déclaration commune (voir en p.4). La volonté politique a permis d'y arriver tout en abordant les débats contradictoires qui ont traversé la réunion.

D'abord, la construction très hétérogène que constitue l'UE — rassemblement d'Etats nationaux sous l'égide d'un proto-Etat supranational — pèse différemment dans chaque pays sur la société, le mouvement

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

social et les courants politiques. Les anticapitalistes et révolutionnaires n'y échappent pas. Internationalistes en général, ils ont aussi à résoudre en pratique les grandes questions stratégiques et les menus problèmes qui découlent de deux siècles (ou plus) du développement de l'Etat bourgeois.

Pour les organisations radicales des pays scandinaves (et pour partie la Grande Bretagne), la lutte contre l'UE passe par la dissolution de celle-ci, avec une succession de "non" et une sortie ultérieure de chaque pays créant une vaste crise dans l'UE qui ouvre l'horizon d'une « coopération interna-

tionale plus vaste ».

Une stratégie inverse est avancée par des organisations de pays aujourd'hui hors-UE (tels que Chypre, Suisse, Turquie) : ils proposent l'entrée de leur pays dans l'UE, non pas pour les avantages qu'elle apporterait à leur population et classe ouvrière, mais afin de rejoindre le combat commun avec le mouvement social mobilisé au sein de l'UE.

Dans les pays qui se situent au "cœur" de l'UE, se battre pour en sortir serait totalement incompris : là, il s'agit de combattre l'UE par une lutte unifiée pour des revendications européennes communes sur le plan

social, économique, environnemental, politique, culturel. Ce qui implique aussi des propositions institutionnelles alternatives. L'ouverture d'une crise de l'UE se ferait par ce combat commun et par une démarche radicalement démocratique qui arrache le processus constituant aux gouvernements.

La deuxième discussion dans la réunion, portait sur la formulation d'une exigence démocratique d'autodétermination : qui décidera — les peuples ou les classes ouvrières — lorsqu'il s'agit d'entrer dans l'UE (les pays de l'Est) ou bien dans le cas d'une crise institutionnelle majeure de l'UE ? Il ne

Conférence européenne de la Gauche anticapitaliste

Communiqué de presse de la LCR

Dix ans après l'adoption du traité de Maastricht, l'Union européenne (UE) se prépare, au sommet de Nice, sous présidence française, à franchir une nouvelle étape, celle de "l'Europe-puissance".

En dix ans, l'UE a démontré à quel point elle est anti-sociale et anti-démocratique, une machine de guerre contre les classes ouvrières et populaires en Europe et dans le monde.

L'UE manque désespérément de soutien populaire et de légitimité politique. Le récent « non » danois l'a encore montré. Comme le montrent les luttes sociales européennes qui se heurtent frontalement à la politique néolibérale, menée au nom de l'Europe. Comme le montre la résistance croissante contre l'impact de la globalisation capitaliste, incarnée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI). La responsabilité politique incombe entièrement à nos gouvernements. La social-démocratie et certains Partis Communistes et Partis Verts qui l'ont rejoint au gouvernement (en France, Allemagne, Italie), ont appliqué cette politique néolibérale avec plus d'efficacité que les partis bourgeois conservateurs. Ils ont entraîné des secteurs entiers du mouvement syndical. La Confédération européenne des syndicats (CES), au lieu de développer un mouvement syndical actif et combatif, s'est alignée sur la Commission au nom de la politique du moindre mal.

Nous, partis et mouvements anticapitalistes d'Europe, nous luttons contre l'UE, ses institutions et sa

politique. Nous sommes partisans d'une autre Europe, sociale, démocratique, pacifique et solidaire, d'une société socialiste démocratique.

Nous luttons pour un changement radical de politique, de perspectives et de société.

Et pour commencer, nous luttons pour arrêter cette machine infernale qu'est l'UE. Face au Conseil européen des Ministres, face à la Conférence intergouvernementale, face à l'autocratie galopante, nous disons : stop !

Nice ouvrira une nouvelle étape de l'histoire européenne. L'UE s'affiche désormais comme une puissance impérialiste qui défendra ses intérêts partout dans le monde. Le principe de ce changement a été décidé suite à la guerre des Balkans ; on passe maintenant aux décisions pratiques.

Premièrement, par la création d'une force armée européenne, intervenant au sein ou indépendamment de l'OTAN, à l'échelle internationale. Mais la priorité est de stabiliser sa propre périphérie, dans le pourtour méditerranéen et à l'Est. Cette politique de remilitarisation ne réussira pas sans créer un climat euro-militariste. Comme nous avons toujours combattu le militarisme dans nos propres pays et l'OTAN, nous ferons de même face à cette montée en puissance militaire de l'UE.

Deuxièmement, par l'annexion marchande des pays de l'Est, en les soumettant à "l'acquis communautaire". Pour nous l'Europe va bien au-delà de l'UE. Nous sommes pour l'unification de notre continent, mais sur la base de la solidarité ouvrière et de la coopération. Nous tendons la main à ses peuples pour un combat commun contre la politique et les institutions de l'UE. Nous sommes

pour la libre circulation des personnes et donc pour la libre entrée des immigrés et pour leur pleine citoyenneté dans l'UE.

Troisièmement, par un rôle actif dans l'OMC. L'UE s'engage dans une compétition accrue avec les Etats-Unis, le Japon et les pays du Tiers-Monde. A cette fin, les gouvernements comptent réformer les traités (en particulier l'article 133), en donnant une plus grande liberté d'action à la Commission. Il est très clair que notre lutte contre l'UE est partie prenante de la résistance croissante, depuis les mobilisations de Seattle, contre la globalisation capitaliste et de la solidarité internationaliste avec tous et toutes les opprimés/es et exploités/es.



Quatrièmement, par une réforme des institutions (élargissement du domaine des votes à la majorité qualifiée, repondération des voix en faveur des grands pays au Conseil des Ministres, resserrement de la Commission, amplification des "coopérations renforcées" entre gouvernements) qui sont à la hauteur de ses ambitions impérialistes. Cette réforme vise en réalité la constitution d'un "directoire" entre les "trois grands" de l'UE : la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Nous rejetons cette "réforme" anti-démocratique qui ne vise qu'à renforcer le poids du pouvoir exécutif.

Cinquièmement, la Charte des droits fondamentaux qu'ils nous préparent est un recul sur tous les droits conquis de haute lutte par le mouvement ouvrier depuis 150 ans : le droit au travail est remplacé par "la liberté" de travailler à n'importe quelle condition ; le droit à un salaire décent et le droit à un revenu viable seront remplacés par l'aide sociale et la philanthropie. Le droit de grève n'est pas reconnu sur le plan européen. Or, cette Charte risque d'avoir force de loi. Elle sera contraignante. Elle prévaudrait sur la loi nationale ! La Commission aurait le droit de veiller à son application et d'intervenir. La Cour de Justice trancherait les litiges. Ce serait un instrument puissant pour le Patronat et les gouvernements dans chacun des pays de l'UE.

Nous sommes opposés au contenu de cette Charte et, partant, à son inclusion dans les Traités.

Nous luttons dans chacun de nos pays, et ensemble en Europe, pour un renversement de la politique néolibérale, en faveur du principe : les besoins sociaux avant le profit ! Pour chacun et chacune, cela signifie : le droit à

un emploi à plein temps et stable, un salaire décent, un revenu de remplacement viable (en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de retraite), le droit à un logement pour tous et toutes, le droit à l'éducation et à la formation professionnelle, à des soins de santé de qualité. Cela implique le redéveloppement massif des services publics, une refonte du budget de l'Etat, une redistribution radicale des richesses du Capital vers le Travail, et à cette fin, toutes les mesures anticapitalistes nécessaires pour substituer la propriété sociale à la propriété privée.

Paris, le 5 Décembre 2000

La teutomanie au congrès de Cottbus du PDS

Par
Winfried Wolf*

Formulé en quelques mots, le congrès du Parti du socialisme démocratique (PDS) de Cottbus, tenu les 14 et 15 octobre 2000, a eu un triple résultat. Premièrement, il a permis une consolidation du personnel dirigeant dans les instances de direction du PDS. Deuxièmement, l'inquiétant développement politique du PDS a reçu une nouvelle vigueur avec l'acceptation d'une argumentation teutomaniaque. Troisièmement, ce congrès fut l'expression d'un "armistice" au sein du parti, annoncé unilatéralement par la direction. Pour autant le débat sur l'orientation politique du PDS reste ouvert. C'est pourquoi le combat socialiste pour le PDS est aujourd'hui plus important que jamais, que l'on soit ou non membre du parti.

La consolidation du personnel dirigeant

Depuis sa sortie du SED (1) à la fin 1989, l'expression publique du PDS, l'élaboration de sa pensée et de ses positions ainsi que

son processus de décision portaient l'empreinte d'un nombre réduit de personnes : Gregor Gysi, Lothar Bisky, André Brie et Dietmar Bartsch (2). Au congrès précédent — celui de Münster — il y eut une rupture (3) : Gysi et Bisky annoncèrent leur retrait, Bartsch ne devint pas, comme prévu, le nouveau président du parti et André Brie, qui siège au Parlement européen, se fit rare au sein des cercles des stratèges du parti à Berlin.

Le congrès de Cottbus représente avant tout une recomposition élargie du cercle dirigeant du PDS. Qu'on en soit arrivé là tient à l'échec antérieur de ceux qui voulaient transformer le PDS en un parti « *comme il faut* », intégré dans le champ politique officiel de la grande Allemagne. En 1995, lorsque Sarah Wagenknecht (4) fut élue au comité directeur du parti, on en vint à des ultimatums et des chantages : les maîtres-queues de la cuisine du parti déclarèrent qu'ils n'étaient plus « *à la disposition* ». A Cottbus, au contraire, Gabi Zimmer (5) à qui l'on demandait si elle coopérerait avec Sarah Wagenknecht en cas d'élection de cette dernière déclara qu'elle collaborerait avec chaque membre démocratiquement élu du comité directeur.

s'agit pas d'y répondre abstraitement devant l'éternité, mais dans la dynamique politique en cours et dans la phase actuelle de la lutte de classe, des rapports de force, de la situation du mouvement ouvrier et social.

Sur ces deux questions stratégiques fondamentales et très actuelles, la réunion a ouvert la discussion sans conclure. Nous n'avons pas cherché des formules de compromis bâclées.

L'absence de toute proposition démocratique d'autodétermination permettant une activité commune en Europe est certainement la grande faiblesse du document. De ce fait, l'analyse critique forte de l'UE — qui est vraiment partagée par tous — reste, pour le moment, suspendue en l'air, sans perspective politique et pratique.

Il ne s'agit pas d'euro-scepticisme ou d'un repli nationaliste, pour autant. En effet, le communiqué de presse se prononce en faveur d'une « *Europe sociale, démocratique, pacifique et solidaire — une société socialiste démocratique* », et donne corps à cette perspective en ébauchant un programme social anticapitaliste. Ainsi cette Conférence se trouve en syntonie avec l'aile gauche du mouvement syndical et social en Europe. C'est le premier point très positif. Le second, c'est que face aux décisions du sommet de Nice, d'autres pistes d'action commune sont ébauchées, telles que le combat contre l'euro-militarisme, pour la libre circulation des personnes (des immigrés) et leur pleine citoyenneté, et contre l'UE comme facteur actif de la globalisation capitaliste.

Et après Paris ?

La discussion, à la fin de la Conférence, a dégagé un désir unanime de continuer. Comment ? Avec quel objectif à court et moyen terme ? Par quelles méthodes de travail ?

Faut-il accélérer le pas ? Approfondir et renforcer les liens organiques ? « *Apprenons d'abord à marcher ensemble avant de courir !* » disait un participant. Un autre lui répliquait « *Oui, mais décidons-nous à marcher tout de suite et dans la bonne direction* ». Les "bilans et perspectives" des partis ayant participé, pèseront fortement sur l'orientation à prendre. Le prochain sommet de l'UE (à Göteborg en Suède) offre une nouvelle occasion. Après viendra celui de Bruxelles (décembre 2001) qui, par sa situation géographique dans l'UE, créera la possibilité d'affirmer avec force qu'un courant anticapitaliste pluraliste européen a engagé le combat pour que le mouvement ouvrier et social rompe avec le social-néolibéralisme dominant. ■

* Winfried Wolf, député PDS au Bundestag et membre de la direction régionale de Bade-Württemberg, ancien rédacteur et collaborateur régulier du SoZ - Sozialistische Zeitung, bimensuel édité par l'Union pour une politique socialiste (VSP). L'article que nous reproduisons ci-dessous est paru dans le quotidien berlinois *junge Welt*.

1. SED (*Sozialistische Einheitspartei*, Parti socialiste unitaire) a été créé en 1946 par la fusion dans la zone d'occupation soviétique des partis social-démocrate et stalinien (le SPD et le KPD). Il a été le parti de la bureaucratie dirigeante en RDA jusqu'à sa disparition en 1990.

2. Gregor Gysi, avocat, député au Bundestag, président de la fraction PDS au Bundestag jusqu'au congrès de Cottbus ; Lothar Bisky, président du parti jusqu'au congrès de Cottbus ; André Brie,

député du PDS au parlement européen, un des « *idéologues en chef* », protagoniste d'un « *socialisme moderne* » anti-stalinien et modéré ; Dietmar Bartsch, trésorier du PDS, membre du comité directeur, appartient au noyau de l'appareil.

3. Le Congrès de Münster s'est tenu en avril 2000. Il a été interprété par les médias comme le début de la fin du PDS, parti irresponsable, avec trop de nostalgiques et de gauchistes. Certains secteurs de gauche l'ont par contre perçu comme une victoire contre les tendances droitières au sein du PDS. Au grand étonnement du noyau dirigeant autour de Gregor Gysi, la majorité des délégués devait rejeter la motion du Comité directeur sur la politique de paix, qui aurait effacé le pacifisme radical et de principe du PDS et créé la possibilité d'un futur assentiment des députés PDS à l'envoi des

troupes allemandes dans le cadre des opérations des Nations Unies. Pour Gysi ce vote avait surtout pour but de servir de « *signe de responsabilité* » ouvrant la porte à l'entrée du PDS dans un gouvernement SPD-Grünen-PDS, souhait à moyen terme du courant moderniste et droitier dominant le parti.

4. Sarah Wagenknecht, porte-parole de la Plate-forme communiste au sein du PDS, réélue dans le Comité directeur à Cottbus, a été rendue populaire par le Spiegel et d'autres mass-médias. La Plate-forme communiste est un regroupement au sein du PDS d'environ 2 000 membres, surtout des intellectuels, avec des tendances nostalgiques, souvent sans alternatives en ce qui concerne l'orientation politique (lien aux mouvements sociaux, participation gouvernementale).

5. Gabriele Zimmer est la nouvelle présidente du PDS.

Après le succès électoral du PDS aux élections pour le Bundestag de 1998 (6) la direction du parti eut l'intention de présenter rapidement son parti comme partenaire acceptable de coalition à tous les niveaux. A cette fin un projet fut établi fin 1998 lors d'une réunion à huis-clos du groupe parlementaire, définissant le PDS comme un « *parti-charnière* », candidat sans conditions préalables pour entrer au gouvernement fédéral dès 2002. Pour l'essentiel ce sont deux événements "extérieurs" qui ont empêché jusqu'à maintenant la mise en œuvre de cette orientation :

1. La dynamique classique du capitalisme a impitoyablement brisé les illusions de la direction du PDS en ce qui concerne une politique « *réformiste sociale* » du nouveau gouvernement fédéral constitué par le SPD et les Verts. Comme lors des décennies passées le parti social-démocrate au gouvernement se révèle "moderne" dans la mesure où il satisfait de façon efficace les exigences du moment du capital. C'était déjà le cas à la fin des années 1960 sous Willy Brandt avec la grande coalition (7), lorsque le SDP imposa des lois dignes de l'état d'urgence et les interdictions professionnelles. C'était encore le cas lorsque le chancelier social-démocrate Helmut Schmidt procéda plus tard à un démantèlement global des droits démocratiques. C'est encore le cas aujourd'hui quand — comme Sarah Wagenknecht le fit valoir à Cottbus — le SPD utilise son influence syndicale pour imposer la poursuite du démantèlement des taxes sur les entreprises, la privatisation partielle des caisses de retraite et la dérégulation accélérée de l'économie. La nouvelle orientation du PDS — un parti nettement « *positionné* » comme « *social et solidaire* » — fut en porte-à-faux.

2. La guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie freina également le cours de la direction du PDS. « *Parti antimilitariste* » aux yeux de ses membres et de l'écrasante majorité de ses électrices et électeurs, le PDS ne pouvait suivre la voie dans laquelle s'étaient engagés les Verts (8). La tentative de Münster de faire un pas décisif dans cette

direction échoua : la grande majorité des délégués s'opposa aux résolutions antérieures du comité directeur du parti et du groupe parlementaire visant à examiner au « *cas par cas* » les guerres sous mandat de l'ONU pour décider si le parti devait les soutenir ou s'y opposer. Et cela bien que Gregor Gysi eût présenté ces résolutions comme cruciales pour la « *capacité politique* » du PDS, laissant entendre que son maintien à la présidence du groupe parlementaire et sa candidature en tant que tête de liste étaient liés à leur confirmation par le congrès. Et bien que Lothar Bisky eût pour sa part déclaré peu avant le congrès de Münster qu'il n'était plus candidat à la présidence du parti, ne voulant pas servir de « *poubelle* ».

C'est pourtant moins la décision de s'opposer aux guerres sous mandat de l'ONU que les ruptures entre personnes qui ont provoqué la crise de la direction du PDS. Après Münster une fiévreuse recherche de recomposition personnelle s'engagea dans les instances dirigeantes du groupe parlementaire et du parti. Considérée comme déjà arrangée avec certitude l'arrivée, de Dietmar Bartsch à la présidence du parti fut rejetée au profit de Gabi Zimmer, que beaucoup (moi y compris) croyaient capable d'un cours inclusif, rassemblant et unifiant le parti dans sa diversité. Signe supplémentaire de la volonté d'ouverture, Roland Claus fut choisi comme chef du groupe parlementaire.

L'élection de la direction du groupe parlementaire (qui eut lieu avant le congrès, le 2 octobre), comme l'élection des instances de direction du parti au congrès de Cottbus, présentent quatre particularités :

— Il n'y eut aucune candidature opposée à la proposition unique de la direction. La candidature pour le poste de porte-parole, où Petra Pau (78 %) et Kirsten Radüge (8 %) se portèrent candidats (9), fut une exception.

— Dans l'ensemble de la direction du groupe parlementaire et parmi les nouveaux dirigeants du parti (président, trois vice-présidents, secrétaire général et trésorier) personne ne soutient la décision du congrès de Münster contre les guerres sous mandat de

l'ONU.

— L'intégration à la direction du groupe parlementaire ne serait-ce que d'un des sept députés élus à l'Ouest fut explicitement écartée.

— On tenta d'encercler la nouvelle présidente du parti, Gabi Zimmer, par des "hommes forts" qui étaient auparavant partisans d'un cours de normalisation et d'épuration du parti. Nous avons Bartsch comme secrétaire général et Porsch comme un des vice-présidents ; la candidature de Helmut Holter comme vice-président suppléant fut rapidement retirée et il se présenta « *seulement* » comme « *simple membre du comité directeur* ». Il fut d'ailleurs élu dans cette fonction avec le second meilleur score.

Les nouveaux cadres aux postes dirigeants du groupe parlementaire et du parti cumulent souvent plusieurs fonctions. Pour certains cela signifie que l'on a affaire à des titans qui jour et nuit œuvrent au service du parti dans les villes, les bourgs et les villages. D'autres pourraient voir aussi une mentalité d'assiégés. Porsch, Holter et Pau ont chacun trois responsabilités de direction aux niveaux du parti régional, du groupe parlementaire et du parti fédéral.

Il faut encore mentionner que Dietmar Bartsch avec 76,3 % et Peter Porsch avec 67,9 % des suffrages exprimés — alors qu'ils étaient candidats uniques — ont obtenu des résultats médiocres. Mais « *les élections sont les élections* », n'est-ce pas ? Ce pourrait être du reste l'épigamme pour l'ensemble du congrès...

Car l'ancien duo dirigeant montra aussitôt combien le débat de fond importait peu dans ce congrès : le magazine télévisé *Heute* de la ZDF (10) présenta samedi soir de courts extraits du discours de Gabi Zimmer et on vit ensuite le stade de football en face de la salle du congrès, où Gregor Gysi et Lothar Bisky se présentèrent en tant que... supporters de *Energie Cottbus* (11).

Brecht détourné

Au cours de la préparation du congrès il y eut un débat provoqué par mes amendements à la motion générale d'orientation, qui, accordant une place de plus en plus réduite à la critique du capitalisme, témoignait d'une tendance qui fait courir au PDS le risque de n'être presque plus différenciable des partis de droite. Ce débat doit être poursuivi avec le plus grand sérieux après le congrès, en tirant rétrospectivement les leçons de Cottbus.

En effet beaucoup de délégués et d'invités qui pénétrèrent dans le bâtiment du congrès furent indignés par le slogan qui

6. Cf. *Inprecor* n° 427 de septembre et n° 429 de novembre 1998.

7. A la fin des années soixante, le SPD participait, dans une « *grande coalition* » avec le CDU et le CSU bavarois, au gouvernement fédéral, avec l'ancien nazi Kurt-Georg Kiesinger comme chancelier et Willy Brandt comme ministre de l'extérieur et vice-chancelier. C'était l'époque de l'opposition extra-parlementaire (puisqu'il n'y avait quasi plus d'opposition parlementaire), des protestations cul-

turelles et de la radicalisation politique de la jeunesse étudiante, écolière et ouvrière. Les interdictions professionnelles (« *Berufsverbote* ») datent de 1972 (gouvernement SPD-FDP, avec Willy Brandt comme chancelier).

8. En entrant dans le gouvernement aux côtés du SPD, les Verts (*Grünen*) ont abandonné leur tradition pacifiste. Sur l'évolution des Grünen on se reportera utilement à l'article de Manuel Kellner, *Les Verts allemands : histoire d'une adaptation*, *Inprecor* n° 427 de

septembre 1998.

9. Petra Pau, présidente du parti et du groupe parlementaire du PDS à Berlin ; Kirsten Radüge, membre du Landesverband Hamburg du PDS, scissionné avant le congrès, appartient à une aile ultra-gauche, grand bouc émissaire du noyau dirigeant du PDS.

10. *Zweites Deutsches Fernsehen*, deuxième chaîne de la télévision, non commerciale.

11. *Energie Cottbus*, club de football, qui jouait ce dimanche contre *Bayern München*.

« Partei des Demokratischen Sozialismus » ou « Sozialistische Volkspartei »

Le principal article du quotidien *Neues Deutschland* de Berlin, journal de fait du « *Partei des Demokratischen Sozialismus* » (PDS), présente ainsi le congrès du 14 et 15 octobre dernier :

« *Le PDS est sorti de son congrès du week-end dernier à Cottbus avec une orientation claire vers une ouverture en direction de la société et une coopération avec le SPD. La nouvelle présidente du parti, Gabriele Zimmer, élue avec 93,3 % des voix, reçut le mandat pour son dessein de développer le PDS en tant que "sozialistische Volkspartei" (parti populaire socialiste).*

Pour comprendre la signification du terme « *Volkspartei* » dans la culture politique allemande, il faut savoir que lors des débats au sein de la social-démocratie ouest-allemande avant l'adoption du fameux Programme de Bad Godesberg (abandon de toute référence au marxisme en 1959), il y avait une polémique sur la définition du parti : « *Arbeiterpartei* » (parti ouvrier ou parti des travailleurs) versus « *Volkspartei* » (parti du peuple). Pour la droite du SPD de l'époque, devant le déclin du nombre des ouvriers industriels, il fallait s'ouvrir vers les employés et de plus en plus d'employés ainsi que les ingénieurs, techniciens et cadres, assimilés à la "classe moyenne" et défendre non plus les intérêts considérés comme « *étroits et corporatistes* » de la classe ouvrière, mais ceux des « *gens du peuple* » — pour gagner des majorités électorales. [Fr. D.]

ornait la salle. La banderole portait en gros caractères : « *...qu'une bonne Allemagne fleurisse* » et en plus petits « *Bertold Brecht* ». Plusieurs orateurs — et non des moindres — soulignèrent combien il leur importait de pouvoir utiliser à nouveau librement des mots qui dans ce pays sont confisqués par la droite, voire par les nazis. Gabi Zimmer dit dans son discours : « *L'Allemagne est belle. Je l'aime et je hais en même temps des choses qui... la font paraître haïssable... Je combats ce qui ne laisse pas s'épanouir l'Allemagne comme une bonne Allemagne... au sens de Brecht... Georges Marchais... terminait chaque discours de congrès par la formule : "Vive la France !" "Vive la France !", je me l'accorderais ici aussi.* »

Je sais que de tels mots ne sont pas pensés dans un sens "nationaliste". Ils engagent cependant politiquement dans une fausse direction qui rend le PDS interchangeable avec les partis de droite et va lui coûter cher jusqu'à dans les élections.

Premièrement un slogan de congrès doit être sans ambiguïtés. Ce n'est pas le cas de celui-ci. La demi phrase « *...qu'une bonne*

Allemagne fleurisse » pourrait être adoptée par d'autres partis, y compris par les partis de droite. La référence à un auteur (mort) n'y change rien. N'oublions jamais que les images — de gauche — de Che Guevara et de Karl Marx sont aujourd'hui devenues des supports publicitaires.

Deuxièmement, sortie de son contexte, une demi-phrase pose toujours problème. Peu de délégués et encore moins de télé-spectateurs iront chercher dans les Œuvres complètes de Brecht le volume 10, poème 3, strophe 977 pour y lire ce qu'écrivait l'auteur quelques lignes plus loin : « *...que face à l'Allemagne les peuples ne pâlisent plus comme devant un brigand* ». Le poème en question, qui date de 1950, était une proposition pour l'hymne national de la RDA, fondée en 1949, qui se présentait alors comme l'alternative à l'Allemagne impérialiste et militariste. C'était le temps où à l'Ouest Konrad Adenauer voulait la division de l'Allemagne et où le SED et le KPD poursuivaient une ligne nationale qui posait beaucoup de problèmes — même en tenant compte des conditions de l'époque. Et cet exemple doit précisément être une leçon : le KPD suivait alors les directives de Staline et il appliquait à l'intérieur du parti un régime extrêmement stalinien. Il s'isola ainsi et ne parvint plus aux élections suivantes, en 1953, à dépasser la barre des 5 %, perdant sa représentation parlementaire. Il a alors été possible de le mettre au ban sans soulever de protestations parmi les démocrates et les sociaux-démocrates.

Troisièmement, la France n'est justement pas l'Allemagne. Le slogan « *Vive la France* » est lié à la Révolution française, tandis que « *Vive l'Allemagne* » rappelle les nazis. Le PCF a d'ailleurs lui aussi un passé d'union nationale que nous devons critiquer et non louer. Par exemple il a eu une attitude timorée pendant la guerre coloniale de la France contre la révolution algérienne et accepta tant le programme nucléaire français que la notion de "force de frappe".

Relève également de la teutomanie un nouveau film publicitaire du PDS — très professionnel — montré deux fois lors du congrès. On y voit les transports de joie de l'unité allemande de 1990 et les émotions de masse. Les images du bâtiment du Reichstag et du drapeau noir-rouge-or sur le Reichstag ont manifestement été faites pour éblouir le spectateur.

La première réaction des dirigeants du PDS après le congrès de Münster fut d'enjoindre au parti de réviser immédiatement le résultat du congrès en ce qui concerne les guerres de l'ONU. On avança le congrès suivant pour avoir le plus vite possible à nou-

veau des « *rapports clairs* ». Les cadres furent avisés dans différentes conférences que de "bons" délégués devaient être élus. Pour ce congrès tous les délégués reçurent un livre-cadeau qui exposait le programme du PDS aussi exclusivement que possible du point de vue des « *réformateurs* ». Dans quelques fédérations, comme en Saxe, le comité directeur régional communiqua par courrier à tous les délégués la liste des candidatures à la direction qu'ils devaient soutenir lors du congrès.

En bref : le fameux poème de Brecht sur l'insurrection de 1953 (12) pourrait être lu aujourd'hui de la manière suivante : « *Après l'insurrection de Münster, le secrétaire de la maison du camp de concentration fit distribuer des tracts et des e-mails, sur lesquels on apprenait, que le peuple du parti avait perdu la confiance de sa direction par légèreté et qu'il ne pourrait la reconquérir que par une soumission redoublée. N'aurait-il pas été plus simple, que la direction dissolve le parti et en élise un autre ?* »

Münster tabou

La dissolution du parti — ou plutôt son autodestruction — n'est pas à l'ordre du jour, du moins pour l'instant. Peu avant les vacances d'été la stratégie fut modifiée de façon apparente. Michael Brie (13) était du reste celui qui avait reconnu à plusieurs reprises qu'une ligne d'épuration serait improductive pour les projets des « *réformateurs* ». D'où la nouvelle stratégie, dont les éléments sont les suivants : Münster devient une tache blanche dans l'histoire du PDS ; la décision d'alors est stigmatisée comme tabou ; le « *phénomène* » rencontré au congrès de Münster est identifié comme « *un problème de communication* » ; et surtout, ce dont il s'agit en premier lieu c'est de clarifier les questions de personnes et de reléguer à plus tard les questions de contenu, dont celle d'un nouveau programme.

Ainsi fut mise au point la manipulation à Cottbus. Comme s'il ne s'y était rien passé, les discours des dirigeants se référaient

12. Après une augmentation des normes de travail de 10% le 13 mai 1953 qui entraînait une baisse de 10 % du salaire ouvrier mensuel, une grève et des manifestations ont éclaté à Berlin-Est le 16 juin, écrasées dans le sang par l'Armée soviétique et les forces de police est-allemande (25 morts officiellement, plus de 400 selon les sources dissidentes, 4000 emprisonnés, 22 condamnations à la mort). Parodiant les discours officiels du moment, Bertolt Brecht a écrit un poème satirique (publié seulement après sa mort en 1956) conseillant aux dirigeants du SED de dissoudre le peuple et d'en nommer un nouveau.

13. Michael Brie, universitaire, frère d'André Brie, membre de la direction de la *Rosa Luxemburg Stiftung*, fondation liée au PDS, penseur d'un « socialisme moderne ».

Allemagne & IV^e Internationale

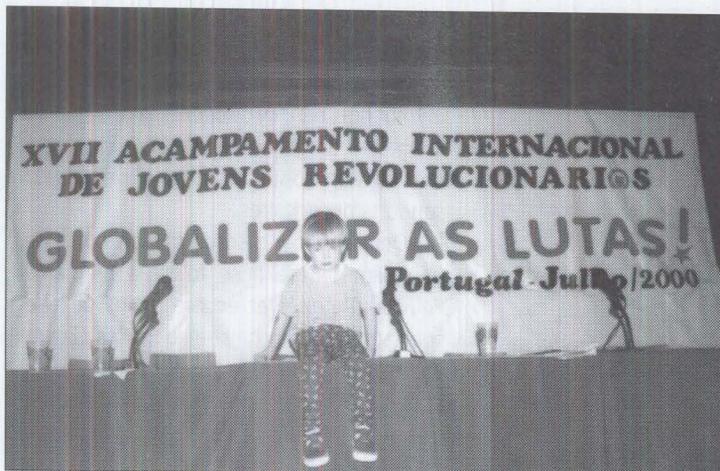
ouvertement à Münster. Des périphrases fantomatiques et cryptées masquaient les décisions prises là-bas. Et "le temps" manqua aux congressistes pour un débat sérieux sur le fond. Le congrès ne débuta que le samedi matin et ne dura qu'un jour et demi. Le samedi soir on se préoccupa plus tôt que d'habitude du sommeil des congressistes. Le débat d'orientation fut relégué à la matinée du dimanche et ainsi réduit. Des douzaines de contributions présentées furent évacuées au moyen d'une résolution de procédure globale et sans le moindre débat. Beaucoup d'autres contributions furent purement et simplement renvoyées comme "matériel" aux organes du parti.

Face à de tels procédés des centaines de membres du PDS et des douzaines de sections et d'autres structures doivent être découragés. Ils avaient investi leur énergie dans des contributions au débat qui, c'était maintenant évident, avaient nourri les corbeilles à papiers.

Une gauche du parti n'est pas le moins du monde apparue à Cottbus. Cela peut tenir à ce qu'une telle "gauche" n'en est qu'à ses débuts. cela tient aussi à l'organisation du débat général d'après laquelle moins de la moitié des inscrits sélectionnés furent en fin de compte appelés à la tribune. Au bout du compte, il n'y eut pas parmi les délégués critiques à l'égard de la direction la moindre coordination ni coopération.

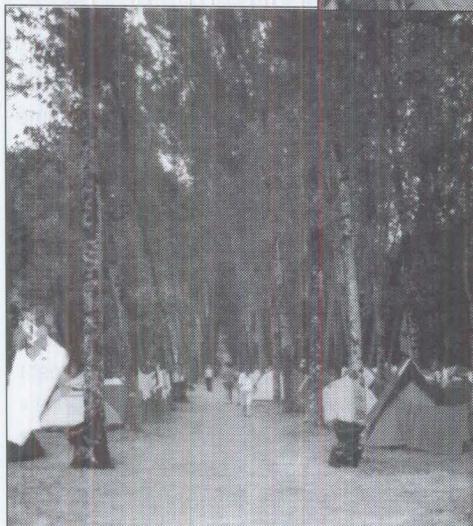
La plate-forme communiste a (à mon avis) déposé trop peu de motions et de propositions face à l'actuelle politique du PDS. Pourtant, lors du discours de présentation de sa candidature au comité directeur du parti de Sarah Wagenknecht, qui provoqua des approbations bruyantes, on a vu que persistait toujours une franchise d'expression chez beaucoup de délégués. cela fut aussi prouvé par le résultat des votes : Wagenknecht fut élue au nouveau comité directeur avec 61,6 % des suffrages exprimés — ce qui représente le meilleur résultat pour une candidate de la plate-forme communiste depuis l'existence de ce courant.

Dans le film publicitaire du PDS déjà mentionné, Gregor Gysi prend la parole pour un bref sermon, dans lequel il dit de façon mesurée, que le PDS risquerait « l'incapacité politique ». Celui qui reconnaîtrait de quel discours vient la citation peut trouver là un exemple supplémentaire du style politique que Brecht avait pointé en 1953 : il s'agit d'un extrait du discours de Gysi à la fin du congrès de Münster, dans lequel il critiquait la résolution contre les guerres de l'ONU et attribuait à deux-tiers des délégués d'alors une telle « *incapacité politique* ». ■



de la Pologne au Portugal (évidemment) — discutent, chantent, échantent dans les 10 langues "officielles" et "la" langue commune — celle de la lutte.

Vivre ensemble à 500 pendant une semaine est un défi. Tout est organisé par la coordination des délégations et pris en charge collectivement, de l'orga-



nisation du programme politique aux tours de nettoyage.

Dans cette communauté internationale et internationaliste la vigilance est continuelle contre le sexisme, l'hétérosexisme et toute



Tenu cette année au Portugal, le XVII^e camp annuel de jeunes en solidarité avec la IV^e Internationale incarnait la résistance à la "globalisation" capitaliste et le renouvellement militant.

Dix huit délégation — de la Tunisie à la Russie,

XVII^e camp international des jeunes révolutionnaires

Portugal juillet 2000

forme d'exclusion. Des espaces spécifiques permettent à ceux et celles qui le veulent de se retrouver "entre soi" pour parler (femmes, gays et lesbiennes).

Fêtes, football, chansons pas seulement révolutionnaires... on ne fait pas que de la politique.

Et on a passé le flambeau à l'Italie pour l'année 2001. Autant de luttes, de fêtes et de nouvelles expériences à échanger, pour en ressortir plus forts. [P. D.]

Les débats de la gauche espagnole

Après leur défaite électorale en mars 2000 face au Parti populaire, les principaux partis de gauche dans l'État espagnol ont connu des congrès mouvementés. Le secrétariat général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est tombé de manière inattendue entre les mains d'un candidat hors sérial. Au congrès (Assemblée fédérale) de la Gauche Unie (Izquierda Unida — IU, qui regroupe aujourd'hui essentiellement le Parti communiste espagnol et des forces de la gauche radicale) on a vu s'affronter deux dirigeants du PCE et on a assisté à la défaite de Francisco Frutos, l'actuel secrétaire général de ce parti qui postulait au poste de coordinateur général de IU. De ce fait le débat du congrès de la Gauche Unie peut sembler difficile à saisir et confus. On y a en effet assisté à un télescopage de deux enjeux principaux : la future orientation politique de la Gauche Unie (où les forces de la gauche radicale se sont opposées à l'orientation des deux principaux courants du PCE) et, ce qui fut déterminant dans la défaite de Frutos, le maintien ou non du caractère pluraliste de la Gauche Unie largement lié à l'affrontement en cours au sein de sa principale composante, le PCE, pour le contrôle de l'appareil de ce parti. Les diverses composantes de la gauche radicale ont divergé sur l'appréciation de l'importance de ce dernier enjeu.

Nous publions ci-dessous trois articles qui, sans prétendre présenter un tableau d'ensemble des débats qui traversent la gauche espagnole, en donnent une illustration.

Deux sont consacrés au récent congrès de la Gauche Unie. Le premier, écrit par Jaime Pastor, dirigeant au cours des années 1970-1980 de la LCR, section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol, présente le bilan de ce congrès du point de vue de l'Espace alternatif, courant de la gauche radicale de l'IU au sein duquel militent la majorité des militants se réclamant de la IV^e Internationale en Espagne. Le second, écrit par Diosdado Toledano, dirigeant syndical de la SEAT à Barcelone, et Pedro Montes, économiste, présente le point de vue des militants se réclamant de la IV^e Internationale, regroupés autour de la revue *Quadernos Internacionales*, qui ne se sont pas retrouvés dans le projet d'Espace alternatif. On le verra à la lecture des deux contributions, au-delà des divergences tactiques manifestes entre ces camarades durant le récent congrès de la Gauche Unie, ils ne partagent pas le même point de vue en ce qui concerne les potentialités et les chemins de la recomposition de la gauche radicale au sein de l'État espagnol.

Le troisième article enfin, de la plume d'Antonio García Santemas, porte-parole de la Gauche socialiste au sein du PSOE, présente les perspectives que développe cette tendance de la gauche de la social-démocratie espagnole. [J. M.]

La crise de l'Izquierda Unida reste ouverte

Par
Jaime Pastor*

Fin octobre 2000 s'est déroulée la VI^e Assemblée Fédérale (congrès) de l'Izquierda Unida (IU). La victoire de la liste conduite par Gaspar Llamazares (ex-coordonateur général d'IU aux Asturies et membre de la direction du PCE) avec 42,59 % — face à celle conduite par Francisco Frutos (Secrétaire Général du PCE) 39,38 %, et celle conduite par Angeles Maestro (ex-députée et membre de la direction du PCE) avec 18,02 % — permet de garder encore quelque espoir qu'une nouvelle étape dans la vie de l'organisation l'aidera à sortir de l'impasse actuelle. Mais l'étrécissement de la victoire obtenue par un bloc très hétérogène et les conditions particulières dans lesquelles ce relatif triomphe s'est produit ne donnent pas beaucoup de marge pour l'optimisme en ce qui concerne la capacité de la nouvelle direction de dépasser la crise d'orientation politique dans laquelle se trouve IU.

Avant et pendant la VI^e Assemblée

Le contexte dans lequel s'est développé le processus préparatoire de cette Assemblée a été celui d'une crise prolongée, commencée pratiquement lors des élections municipales et de celles des Communautés autonomes de 1995, aggravée après l'arrivée du Parti Populaire (PP) en 1996 et les expulsions (1) d'IU en 1997, et approfondie

avec les reculs électoraux de 1999 et de mars 2000 (2). Si l'on ajoute que — à l'exception de la campagne pour les 35 heures — IU a vécu un processus d'intériorisation de sa crise dans un cadre général de relative démobilitation sociale (dans laquelle la responsabilité des directions syndicales majoritaires est fondamentale) et a continué à zigzaguer jusqu'à arriver à un pacte de programme de gouvernement avec le PSOE, on comprendra aisément que la passivité des membres d'IU ait été le trait dominant et que le pourcentage de participation ait été si bas dans les débats et les élections de délégué/es.

Le problème du remplacement de Julio Anguita, Coordinateur général d'IU, est devenu le principal sujet des débats. Le débat politique de fond a ainsi été obscurci par les polémiques concernant les candidatures à ce poste. Ceci explique que le Projet

* Jaime Pastor est membre du courant Espacio Alternativo (Espace Alternatif). Il était membre de la présidence fédérale d'Izquierda Unida jusqu'à la VI^e Assemblée.

1. Peu avant la V^e Assemblée fédérale d'Izquierda Unida (qui s'est tenue à Madrid les 5-6-7 décembre 1997) la direction Julio Anguita a exclu le courant Nouvelle gauche (Parti démocratique de la nouvelle gauche), proche du PSOE, ainsi que d'autres secteurs. Espacio Alternativo — bien qu'aux antipodes politiques de ce courant — avait alors estimé qu'il fallait résoudre les divergences avec ce courant dans le cadre du débat de la V^e Assemblée et non en prenant des mesures administratives qui, dans bien des cas, outrepassaient les règles définies par les statuts fédéraux. L'expulsion de la Nouvelle gauche a conduit la majorité de l'Iniciativa per Catalunya (IU en Catalogne) à se séparer de l'IU.
2. Cf. *Inprecor* n° 445 de mars 2000 et n° 446 d'avril 2000.



Espagne

de Thèses Politiques et Organisationnelles ait été très peu discuté et que, sauf en ce qui concerne le conflit basque, il n'y ait pas eu de controverses politiques importantes, au delà de sujets statutaires de deuxième ordre.

Malgré tout, on ne peut nier que la présentation de trois candidatures était une manifestation de l'existence d'au moins trois points de vue différents sur la crise de l'organisation et les voies de sa solution. Pour la liste de Frutos, le recul électoral d'IU était surtout le double produit de sa présence dans le pacte de Lizarra avec les partis nationalistes basques et du manque d'homogénéité et de centralisation de l'organisation. Pour celle d'Angeles Maestro, le problème fondamental a été celui du comportement conciliateur, réaffirmé au cours de ces dernières années, envers les syndicats et le PSOE — surtout, lors du pacte signé lors des dernières élections générales ; sa liste appelait ainsi de ses vœux la reconstruction d'une IU se confrontant davantage avec ces forces, plus « communiste », plus centralisée et plus homogène, prenant des initiatives autonomes d'action. Pour l'équipe représentée par Llamazares, la crise était le fruit de l'affaiblissement du pluralisme et du fédéralisme interne d'Izquierda Unida et des mauvaises relations tant avec les « anciens » qu'avec les « nouveaux » mouvements sociaux. Pour notre part enfin, nous avons insisté sur la combinaison des causes externes (nouveau cycle de gouvernement de droite et démobilité sociale) et internes (les constants tournants par rapport au PSOE et au conflit basque, la mauvaise résolution des conflits internes avec le non-respect de l'autonomie des fédérations et le manque de pédagogie politique — radicale et unitaire en même temps — dans les relations avec les mouvements sociaux).

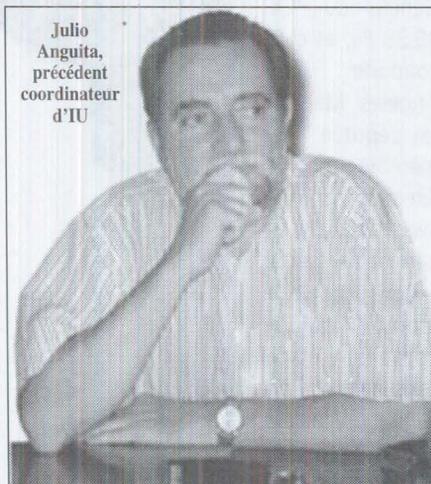
Une nouvelle ligne de fracture de la majorité

La présentation de la candidature du Secrétaire Général du PCE, Francisco Frutos, face à Llamazares ajoutait à ce panorama une nouvelle ligne de fracture au sein de la majorité. Car il y avait, d'un côté, ceux et celles qui étaient prêts à imposer la discipline PCE au sein d'IU et, de l'autre, ceux et celles qui défendaient l'autonomie de celle-ci face à leur propre parti. Le fait que finalement Julio Anguita ait décidé de rendre public son soutien à la liste de Llamazares et son acceptation d'y figurer en tant que numéro 2, a aggravé ce conflit. Le choix d'Anguita a eu des effets contradictoires : si d'un côté cela a gagné certains soutiens à la liste de Llamazares, de l'autre des doutes ont

apparus quant à sa volonté de rompre vraiment avec le passé récent.

La relative complexité des processus de différenciation explique donc que dans les trois candidatures il y ait eu une diversité de « sensibilités ». Ainsi, la liste de Llamazares embrassait aussi bien des secteurs qui avaient soutenu le récent pacte électoral avec le PSOE que d'autres, comme Espacio Alternativo, qui avaient critiqué ouvertement cet accord ; ce qui nous a rassemblés, malgré cette importante divergence, a été la volonté d'ouvrir une nouvelle étape dans laquelle le respect du pluralisme, du fédéralisme — notamment l'autonomie politique de la fédération basque pour développer sa propre politique — et de la souveraineté d'IU face à la direction du PCE, puissent être garanties. A cela il faut ajouter que lors de l'Assemblée, Llamazares a mis l'accent dans ses discours sur l'importance de renforcer les liens avec les mouvements alternatifs et a évité de faire une défense du pacte électoral avec le PSOE.

Parmi les soutiens de la candidature de

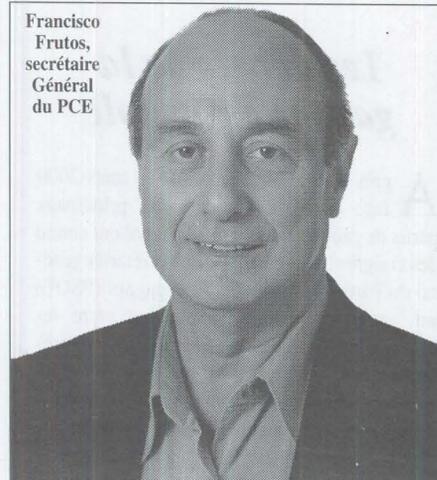


Julio Anguita, précédent coordinateur d'IU

Frutos se trouvaient des secteurs significatifs de l'appareil du PCE de Madrid, de l'Andalousie et d'autres régions, fermes partisans de l'urgence de tourner à droite sur la question basque ainsi que de renforcer l'image de « parti de gouvernement », obsédés par une conception de l'homogénéité interne qui rendrait encore plus difficile la présence de courants comme le nôtre.

Quant à la liste d'Angeles Maestro, elle rassemblait à la fois des membres de la direction du PCE (qu'on pourrait qualifier de nostalgiques du « socialisme réel ») et d'autres militants, plus radicaux et anti-staliniens, mais pour la plupart d'entre eux marqués par des traits sectaires, qui nous ont empêché d'entretenir des bonnes relations jusqu'à présent. Ils ont défendu un document politique alternatif au document officiel, mais sur le fond, sauf sur la question

Francisco Frutos, secrétaire Général du PCE



syndicale, son contenu ne l'était pas. Bien que leur plate-forme ne contenait pas de critique explicite du pacte électoral avec le PSOE, c'est peut-être cette question qui leur a permis de capitaliser le mécontentement d'une partie des délégués face aux deux principaux candidats, qui n'ont pas fait une vraie autocritique à ce sujet. L'existence de plusieurs axes de différenciation explique aussi que des membres du secteur critique du syndicat Commissions Ouvrières se soient divisés, les uns soutenant la candidature de Llamazares (reconnaissant que la bataille centrale était pour la défaite de Frutos) et les autres celle de Maestro (avec un discours plus critique des directions syndicales). Dans le cas du petit PASOC (Parti d'Action Socialiste), ils se sont partagés entre la candidature de Llamazares (donnant ainsi plus d'importance à la confrontation avec la direction du PCE) et celle de Frutos (donnant la priorité à la position anti-Anguita). Quant à un autre petit parti, la Gauche Républicaine, il est resté hors-jeu, sauf dans le cas d'un membre dissident qui finalement a été présent sur la liste de Frutos.

Un résultat important de cette Assemblée a été donc celui de la fracture interne des trois partis fondateurs d'IU et, notamment, du parti majoritaire, le PCE, qui voit enfin sa pluralité s'exprimer et se mêler ouvertement avec autres composantes d'IU.

Les positions d'Espacio Alternativo

Espacio Alternativo a abordé cette Assemblée dans des conditions difficiles. Il faut rappeler d'abord que, malgré le fait que lors de la V^e Assemblée Fédérale de 1997 on était arrivé à présenter une liste propre (en alliance avec un courant minoritaire de Madrid) qui avait obtenu 9 % des voix, depuis cette date une partie des camarades ont quitté IU (c'est le cas d'Extremadura et de La Rioja mais aussi de membres indivi-

duels dans d'autres fédérations), même s'ils restent liés à notre réseau de collectifs. Ceci n'a pas empêché notre extension à d'autres régions (c'est le cas de Murcia, des Baléares et de Castilla y León) et notamment parmi la jeunesse, lors des mobilisations étudiantes du printemps dernier ; mais nous n'avons pas pu capitaliser tout cela au sein d'IU avec une présence plus significative à cette Assemblée.

On est arrivé ainsi à cette Assemblée Fédérale avec environs 4 % des délégués/es, posant le problème de combiner une apparition politique propre avec l'option pour une des candidatures. La première tâche a été faite avec un document politique qui, sous le titre « *Pour une "gauche de gauche" alternative, fédéraliste et pluraliste* », a été publié dans le Bulletin de Débat qui a été diffusé parmi toute l'organisation et a connu des appuis sous la forme d'amendements au texte officiel. Nous y avons expliqué qu'IU devait reprendre sa crédibilité politique en affirmant sa volonté de développer un projet de gauche alternative, nettement différencié des projets social-libéral, social-démocrate étatiste ou de ceux du type nationaliste. Sur la base de cette contribution, nous nous sommes abstenus face aux Thèses officielles, partagées par Llamazares et Frutos. Pendant les jours de réunion de l'Assemblée on a diffusé aussi un numéro spécial de notre publication *Corriente alterna* ainsi que le manifeste qui avait été approuvé par notre II^e Rencontre Confédérale de mai dernier.

Le sujet le plus difficile à résoudre était celui de la candidature. Une fois écartée la présentation d'une liste propre étant donné qu'il était très difficile de pouvoir compter sur les 10 % d'avis nécessaires, on a décidé de façon presque unanime de faire partie de la liste de Llamazares. Les raisons pour cela ont été que, malgré les différences politiques avec lui et d'autres membres de cette liste, seule cette candidature offrait certaines garanties d'ouverture à l'extérieur d'IU en voulant améliorer ses relations avec les mouvements sociaux, respectant en même temps la pluralité interne, le caractère fédéral et la politique de l'organisation basque. Notre décision finale a été prise lors d'une Coordination Confédérale une semaine avant l'Assemblée, même si depuis notre II^e Rencontre du mois de mai on avait noué des relations avec Llamazares et son équipe (c'est justement à cette Rencontre que celui-ci avait participé à une table ronde sur « *La Gauche Alternative en Europe* » avec un représentant du Bloco de Esquerda de Portugal, un autre de la LCR de France et une camarade d'Espacio Alternatif)

Finalement, parmi les 32 postes obtenus

par la liste gagnante de cette Assemblée (face aux 30 de Frutos et 13 de Maestro), nous en avons obtenu deux : un pour Concha Denche (jusqu'à présent Secrétaire Fédérale de l'Environnement) et l'autre pour Oscar Matute (membre de la direction d'Esker Batua, la fédération basque). Il y a encore d'autres membres de notre courant qui peuvent être élu/es parmi les 75 membres qui correspondent aux Fédérations pour la composition définitive du nouveau Conseil Politique Fédéral. Un/e de nos camarades sera aussi probablement membre de la nouvelle Commission Permanente.

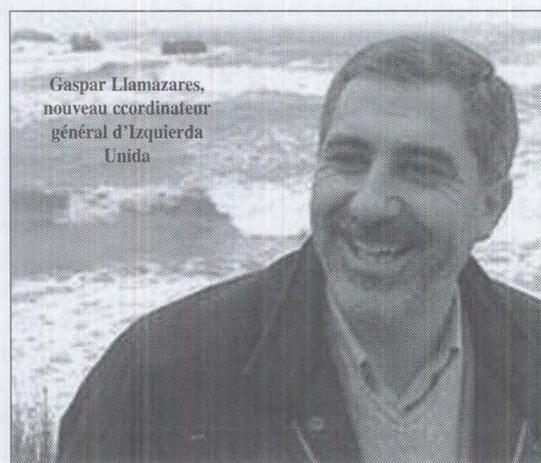
Quel avenir ?

Quelques jours avant l'Assemblée Fédérale, un des meilleurs connaisseurs espagnols de Gramsci, Rafael Díaz Salazar, publiait un article dans le journal *El País* sous le titre « *Les avenues d'IU* » (3). A son avis, le dilemme principal de cette formation se trouve entre un écosocialisme alternatif et une « *refondation communiste* » : la première option devrait être associée à une articulation « *néocommuniste* » de la question sociale et de la question écologique autour d'un projet anticapitaliste rénové ; la seconde est identifiée par lui à un repli identitaire et une réticence à faire une critique du passé qui empêchent de renouer des liens avec les nouvelles générations. L'auteur faisait son pari ouvertement pour la première alternative et demandait de reconnaître l'apport que sur ce terrain font des collectifs comme celui qui se reconnaît dans la revue de la gauche alternative *Viento Sur* (4). Même si les choix sont plus complexes que ce qu'il semble dans l'article, il serait facile de notre part de se mettre d'accord avec lui sur la nécessité de pousser dans la direction qu'il suggère.

Car, en réalité, lors de l'Assemblée d'IU on s'est trouvé face à un triple choix : il y a maintenant une IU « *post-communiste* » (celle représentée par Llamazares) face à deux variantes de « *refondation communiste* », une (celle de Frutos) qui ressemble à celle de Cossutta en Italie, et une autre (celle de Maestro) qui se meut entre le modèle portugais de Cunhal et un autre de type « *castriste* ». On peut donc affirmer que la liste gagnante se définit plus par ce qu'elle ne veut pas répéter (le retour au passé sous une forme ou sous une autre) que par un projet clair et anticapitaliste, car l'influence écosocialiste radicale au sein de ce bloc est encore très faible.

La nouvelle direction va se trouver devant plusieurs défis.

Le premier et le plus immédiat est celui de finir avec la "guerre interne". La défaite, pour la première fois dans l'histoire d'IU, d'un Secrétaire Général du PCE face à un autre membre de sa propre direction annonce un nouveau type de relations et ouvre un scénario de conflits au sein de ce parti, qui par ailleurs doit commencer à préparer son Congrès, fixé pour décembre de l'année prochaine. Le nouveau Coordinateur essaiera probablement de neutraliser ces tensions au sein d'IU avec une politique d'intégration du secteur Frutos dans la direction fédérale, ce



Gaspar Llamazares,
nouveau coordinateur
général d'Izquierda
Unida

qui peut avoir des effets contradictoires : d'un côté, cela peut aider à "pacifier" IU mais, de l'autre, le prix peut être de lui donner trop de pouvoirs et de voir bloqué le processus de "rénovation". Ce n'est pas par hasard qu'une des responsabilités demandée par le secteur Frutos soit celle de la politique internationale, où on a vu ces derniers temps le retour des discours les plus "campistes" et on continue à privilégier les relations avec les parti communistes de toutes les régions du monde (y compris les PC chinois et russe, présents à cette dernière Assemblée). En tout cas, il est clair que le débat au sein du PCE va être plus tendu et contient une menace de rupture difficile à éviter à moyen terme.

Il faut tenir compte aussi de la division

3. Cet article est paru le 26 octobre 2000, la veille même du commencement de l'Assemblée Fédérale d'IU.

4. L'auteur faisait une mention très positive aux « importants intellectuels collectifs de revues comme *Mientras tanto*, *Viento Sur* ou *El Viejo Topo* » ; il faut dire que *Viento Sur* est la revue des collectifs liés à la Gauche Alternative — qui travaille au sein d'Espacio Alternativo — et à l'organisation basque *Zutik* ; des membres d'Espacio Alternativo font partie du Conseil de Rédaction de *Mientras tanto* et d'autres collaborent avec *El Viejo Topo*, qui n'a pas vraiment un collectif propre.



Signature du « pacte anti-ETA » par le président du gouvernement Jose Maria Aznar (Parti populaire) et les deux secrétaires généraux du PSOE (Jose Luis Rodriguez Zapatero) et du PP (Javier Arenas). Le PSOE, résolument engagé dans l'union sacrée pour un règlement repressif de la question nationale basque lorsque Felipe Gonzalez dirigeait le gouvernement, poursuit cet engagement sous la direction moderniste de Zapatero.

profonde qui existe dans les deux fédérations les plus nombreuses, celle d'Andalousie et celle de Madrid, et du danger de fractionnement au sein de la fédération basque (où le PCE, minoritaire, continue à pousser vers une ligne de plus en plus modérée). Face à ces conflits la nouvelle direction va essayer de renforcer le caractère fédéral d'IU et de demander en même temps le respect des critères de pluralité et de cohésion dans le discours publique ; mais son autorité politique et sa capacité de résister aux pressions combinées d'Andalousie, de Madrid et de la direction du PCE restent encore à prouver. A tout cela il faut ajouter un obstacle pas du tout secondaire : celui qui provient d'une grave crise financière, produit non seulement du recul électoral mais aussi de la mauvaise gestion menée pendant la période récente ; développer des initiatives et campagnes politiques avec des recours très minces et une réduction substantielle de l'appareil, ce sera une tâche pas du tout facile pour une formation qui a « oublié » l'éducation nécessaire sur la recherche d'une base solide d'autofinancement comme garantie de survie politique ; il y a ainsi le risque que, par manque de moyens pour financer des permanents, ce soient les représentants institutionnels aux parlements espagnol et européen qui concentrent aussi les responsabilités politiques dans la direction fédérale.

Le deuxième problème est celui de montrer avec des gestes et des initiatives à court terme la volonté réelle de commencer une nouvelle phase dans les rapports avec les mouvements sociaux et avec les gauches nationales et nationalistes, malgré les difficultés. Tout cela est prioritaire, car le dialogue avec le PSOE, dont la nouvelle direction continue à évoluer autour de la « troisième voie », devrait jouer un rôle secondai-

re. Sans renoncer pour autant à faire un bilan des pactes municipaux avec ce parti et à essayer de les réviser en cherchant à mettre sur pied des objectifs qui poussent vers la gauche et aident à préparer une contre-offensive face au gouvernement central du PP.

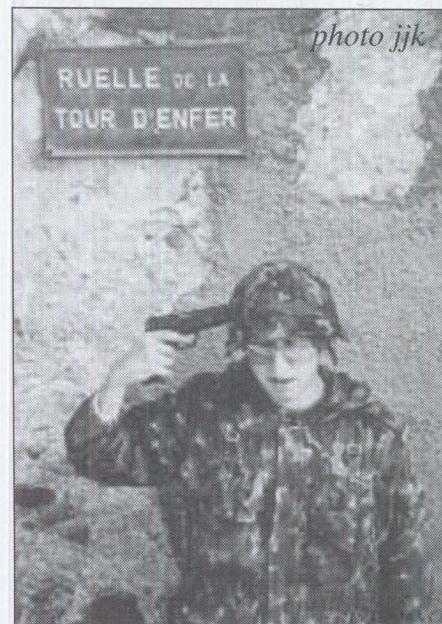
Le troisième, et sans doute le plus important problème, est de sélectionner les axes et thèmes de réponse à la situation

politique et sociale afin de rassembler toutes les forces d'IU autour d'objectifs d'intervention qui aident à dépasser la confrontation interne. Dans ce cadre, il y a quelques propositions que nous devons développer : une reformulation de la campagne pour les 35 heures, une pression unitaire sur les syndicats contre la « flexibilisation du marché du travail » et pour les droits sociaux dans l'UE ; une ferme défense d'une solution de dialogue au conflit basque basée sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination ; une opposition radicale aux réformes pénales que le gouvernement du PP veut faire approuver au parlement sous prétexte de « lutte anti-terroriste », et une réaffirmation d'un projet fédéraliste plurinational face au néo-espagnolisme du PP, d'une partie du PSOE et... d'IU ; enfin, un clair et pratique soutien aux mouvements contre la "globalisation" capitaliste et aux initiatives qui commencent aussi à se développer en coordination avec celles qui existent à l'échelle de l'UE. Autour de ceux-ci et d'autres activités qui surgissent des différents mouvements sociaux, on pourra peut-être tisser des nouveaux liens avec une gauche sociale et culturelle qui, ici aussi, paraît reprendre une nouvelle haleine en sortant de la perplexité et de la résignation dominante. Car c'est seulement avec la préparation d'une remontée de l'opposition sociale qu'on pourra mieux faire face aux futures confrontations électorales. En tout cas, ce sera sur ce terrain qu'Espacio Alternativo va essayer de travailler et de se renforcer, en se constituant en même temps comme organisation politique qui travaille dans et hors d'IU, selon les accords pris lors de notre Rencontre du mois de mai.

Le test de la question basque

Il faut rappeler que sur le conflit basque

il y a eu un amendement des fédérations basque et navarroise au document officiel discuté lors de cette Assemblée qui réaffirmait, entre autres choses, le droit des deux communautés à décider sur « leurs relations avec le reste de l'État espagnol, y comprise la possibilité de l'indépendance », c'est-à-dire le droit à l'autodétermination. Ce texte a été accepté au sein de la commission des délégués où il a été débattu et, finalement, a été incorporé au document officiel ; mais, peu de jours après, les premières voix critiques parmi des dirigeants proches de Frutos... et de Llamazares se sont fait entendre. Il est donc probable que cette matière devienne le premier test de la disposition de la nouvelle direction à respecter la politique de Esker Batua qui, malgré les injustifiables attentats mortels d'ETA, continue à défendre le droit de l'ensemble des citoyen/nes basques à décider de leur avenir.



JJKPhoto.ch

JJKPhoto.ch est une banque d'images qui a pour but d'aider les associations luttant pour un monde plus juste à illustrer leurs publications, articles, affiches, etc. Et ceci gratuitement ! Pour tout le monde, qu'on se le dise ! Ce site se visite aussi comme une galerie, reflet de notre temps.

Pour vous connecter : www.JJKPhoto.ch

Dans ce numéro d'Inprecor, histoire de vous inviter à visiter ce site, nous publions plusieurs des photos aperçues dans cette galerie moderne... dont ce qui pourrait parfaitement être un commentaire photographique au « pacte anti-ETA » signé par le PSOE avec Aznar.

Le débat sur les causes de la crise d'Izquierda Unida et sur sa solution politique a eu lieu

Par **Diosdado Toledano** et **Pedro Montes***

La VI^e Assemblée fédérale d'IU est un échec pour ceux qui voulaient la réduire à régler la succession de Julio Anguita. Le débat essentiel sur les causes de la crise et sa solution politique a réellement eu lieu, aussi bien dans le travail des commissions qu'en assemblée plénière. En grande partie, c'est à mettre à l'actif du « Document alternatif : pour la relance d'IU à gauche », une contribution au processus nécessaire de clarification tactique et stratégique.

Plus de 800 délégué(e)s ont participé à ce congrès, souvent désignés dans des conditions très discutables, sous la pression, ou même, dans le cas de Madrid, en l'absence de la plus élémentaire transparence démocratique. Les délégués partisans du « document alternatif » ont notamment défendu devant l'assemblée une critique radicale du pacte électoral avec le PSOE, la nécessité d'un tournant à gauche et l'urgence à inscrire dans les faits le droit d'autodétermination pour offrir une issue au conflit national en particulier en Euskadi.

Les deux principaux candidats en lice pour succéder à Anguita au poste de coordinateur général, Francisco Frutos et Gaspar Llamazares, au-delà de différences de style, d'opportunisme du discours et d'alliances, se sont retrouvés dans la consolidation du tournant à droite au cœur du document « Pour une gauche du XXI^e siècle ». En votant ce document, quelles que soient les sensibilités et les divergences affichées, on ne pouvait pas s'opposer clairement à ce tournant.

En faveur d'un tournant à gauche

Sur les 551 délégués présents, 152 ont voté pour le « document alternatif », soit 27,6 %. Ce document était notamment défendu par Ángeles Maestro et Susana

López, l'aile la plus à gauche du PCE, et par Jesús Albarracín, Pedro Montes, Diosdado Toledano, Domingo et J.-M. Méndez, militants de la IV^e Internationale. Les éléments essentiels du document peuvent se résumer ainsi :

— un « appel en 13 points » qui définit l'axe d'un tournant à gauche en termes d'action politique et sociale et réclame un fonctionnement plus démocratique d'IU ;

tique d'alliances, pour l'unité d'action de la gauche au service de la lutte et de la mobilisation sociale face à l'offensive néolibérale, pour un programme de transformation ; une unité qui ne se réduit pas à des accords au sommet, mais qui se construit de façon ouverte et participative ; des rapports avec les syndicats qui respectent l'autonomie de chacun et laissent donc place à toute liberté de critique des pactes antisociaux ou des

pratiques démobilisatrices

— la dénonciation du fonctionnement interne d'IU, souvent très peu démocratique comme à l'occasion de l'accord électoral avec le PSOE, où la base mais aussi le Conseil politique fédéral



— la formulation d'objectifs qui s'opposent radicalement à la politique économique et sociale néolibérale en vigueur dans l'Union européenne et défendue ici par le PP au pouvoir, mais aussi pour l'essentiel par le PSOE : contre la déréglementation salariale (au cœur des négociations actuelles entre patronat et syndicats), contre le démantèlement des services sociaux publics, pour la défense d'un secteur public de l'économie (face aux menaces de privatisation du transport ferroviaire avalisées par la droite et le PSOE, avec la complicité des directions syndicales de l'UGT et des Commissions Ouvrières), pour une politique municipale cohérente avec ces priorités et qui donne toute sa place à la participation citoyenne (avec une critique sans concession des pratiques contraires au programme d'IU) ;

— la défense des positions de la précédente assemblée fédérale d'IU en matière de poli-

tique d'alliances, pour l'unité d'action de la gauche au service de la lutte et de la mobilisation sociale face à l'offensive néolibérale, pour un programme de transformation ; une unité qui ne se réduit pas à des accords au sommet, mais qui se construit de façon ouverte et participative ; des rapports avec les syndicats qui respectent l'autonomie de chacun et laissent donc place à toute liberté de critique des pactes antisociaux ou des pratiques démobilisatrices

— la dénonciation du fonctionnement interne d'IU, souvent très peu démocratique comme à l'occasion de l'accord électoral avec le PSOE, où la base mais aussi le Conseil politique fédéral ont été court-circuités, la critique des pratiques bureaucratiques dans plusieurs fédérations, notamment à Madrid, etc.

Ce document a été enrichi pendant le congrès en intégrant les contributions de la délégation andalouse de la CUT sur la globalisation et plus largement sur la question nationale et la défense dans les faits du droit d'autodétermination.

Les points significatifs

A peine ouverte la VI^e assemblée, les partisans de Gaspar Llamazares ont proposé une modification du mode de désignation du futur coordinateur général, non plus par le Conseil fédéral mais par l'ensemble des

* Diosdado Toledano et Pedro Montes, élus au Conseil politique fédéral d'IU sur les positions de la plate-forme "pour la relance d'IU à gauche", sont également membres de la IV^e Internationale.



délégués avec des arguments clairement présidentielistes qui prétendaient « donner une plus grande légitimité au futur coordinateur... » Cette proposition a été battue, ne recevant que 295 voix contre 379 et 13 abstentions. Une cuisante déconfiture pour le camp de Llamazares qui s'était vanté auprès de la presse de pouvoir rassembler 55 % des délégués.

Dès lors les pressions sur les délégués se sont multipliées, un petit nombre d'entre



Résolument moderne, Izquierda Unida propose des cartes postales sur son site web, que les militants et sympathisants peuvent télécharger pour faire connaître l'organisation...

eux pouvant inverser le rapport des forces. La commission des mandats n'a finalement questionné la légitimité que de... 3 ou 4 délégués. Les partisans du « document alternatif » qui présentaient la candidature d'Ángeles Maestro ont été accusés de diverses intentions inavouables. Le scrutin lui-même ne s'est pas déroulé dans les meilleures conditions : les bulletins des différents candidats, par exemple, n'étaient pas du même format.



Les résultats sont les suivants : sur les 75 membres du Conseil politique fédéral, 32 soutiennent la candidature de Llamazares, 30 celle de Frutos et 13 celle de Maestro. Les minoritaires avaient donc la possibilité réelle, en tout ou en partie, d'arbitrer entre les deux candidats en tête. La réunion du Conseil politique fédéral a mis fin aux spéculations. Les partisans du « tournant à gauche » ont fait preuve de leur sérieux et de leur cohésion. Ángeles

Maestro a bien recueilli ses 13 voix et c'est donc en faisant le plein de ses propres voix que Gaspar Llamazares a été élu coordinateur général.

Et maintenant ?

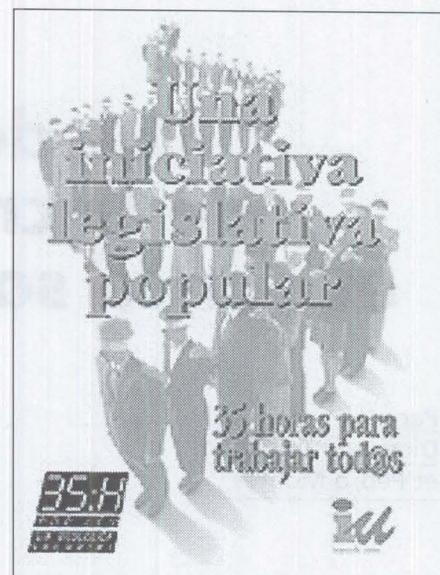
Des questions subsistent quant à l'avenir d'IU et l'issue de la crise politique et de direction qui la traverse.

L'orientation politique approuvée par la majorité va renforcer cette crise. La dérive de la nouvelle direction du PSOE vers des positions centristes libérales, les déclarations de son nouveau secrétaire général Zapatero qui qualifie de « politique de gauche » la baisse des impôts, qui présente le PSOE comme libéral et « libertaire », qui défend l'extension des privatisations, qui s'aligne sur le PP en Euskadi, tout cela pèse sur la politique d'alliances d'IU. Le rapprochement programmatique ne se conçoit que si IU prend de nouvelles libertés avec son propre programme (comme elle l'a déjà fait sur la question basque), mais avec le risque de renforcer son opposition de gauche et d'aggraver les conflits internes.

La volonté de rétablir des « relations » avec les centrales syndicales, au moment où les directions de l'UGT et des Commissions ouvrières accentuent leur politique de pactes et de démobilitation et abandonnent chaque jour davantage le langage de la lutte de classes (le nouveau secrétaire général Fidalgo vient de faire l'éloge de la modération salariale), ne va faciliter ni la remobilisation sociale, ni la recomposition syndicale sur des bases de gauche plus combattives.

Tout cela est générateur de tensions au sein d'IU et ne laisse pas espérer un fonctionnement plus démocratique, ni un nouveau style plus ouvert et participatif...

La diversité des partisans des deux candidatures majoritaires et l'accord conclu pour gouverner IU sont lourds d'instabilité. Des deux côtés se retrou-



vent des dirigeants de premier plan du PCE qui voudront trancher lors du prochain congrès du parti le conflit qui les oppose. Dans le camp de Llamazares on trouve aussi bien la droite, les barons alliés du PSOE dans le gouvernement des Iles Baléares, les partisans d'Espace alternatif et Anguita lui-même (ce qui en incommoder beaucoup), autant dire que les risques de fissure sont légion.

Cela souligne l'importance que peuvent prendre le « document alternatif » et les élus de la plate-forme « pour la relance d'IU à gauche ». Cette position regroupe divers secteurs de la gauche du PCE, la CUT d'Andalousie, influence dans les secteurs les plus combattifs des journaliers andalous, les militants de la IV^e Internationale regroupés dans *Quadernos Internacionales*, d'autres groupes trotskistes comme le PRT, des personnalités indépendantes de gauche... tous décidés à mener la bataille pour le tournant à gauche d'IU et prendre à leur niveau les initiatives d'action qui servent cet objectif.

18 novembre 2000



Affiche de campagne de IU pour une loi de 35 heures (en haut) ; le PCE le 1^{er} Mai à Madrid (à droite) et une partie du cortège espagnol à Nice contre le sommet de l'UE (en bas).

PSOE : Une nouvelle génération aux commandes ?

Par
Antonio Garcia Santesmases*

La première réflexion que suggère le récent 35^e congrès du PSOE, c'est que le pire a été évité. Mais il est aussi utile de mettre en évidence l'apparition de certains contenus idéologiques dans les discours et les propositions de la nouvelle direction.

La victoire de Zapatero

Pour beaucoup de délégués, si Bono l'avait emporté, cela aurait signifié la reproduction du pire sectarisme dont a fait ample preuve le mouvement des prétendus rénovateurs sous un vernis de populisme très indigeste. A la veille du congrès, sa défaite paraissait peu probable. Pourtant il a été battu parce qu'il s'est produit un déplacement de voix de différents secteurs de la gauche qui ont préféré opter pour "le moindre mal".

Les incertitudes du verdict de ces journées de juillet sont pourtant aujourd'hui bien lointaines. Après la victoire de Jose Luis Rodriguez Zapatero, les autres candidats ont disparu de la scène et les feux des médias se sont concentrés sur la personnalité de cet homme jeune (40 ans) qui apparaît comme le représentant d'une nouvelle génération, le « *leader des temps nouveaux* » à en croire le titre du journal *El Socialista*. Cette victoire de l'inconnu a été saluée par les médias qui soulignent une rénovation de la direction, avec la disparition des membres de la génération du congrès de Suresnes. Il a même été question d'un « *nouveau Suresnes* », ce qui mérite d'être nuancé pour bien comprendre la situation.

La « *direction de Suresnes* » n'était déjà plus aux commandes du PSOE. Certains sont décédés (Rubial, Carmen García Bloise), d'autres ont quitté la direction du parti, comme Enrique Mugica en 1994 ou Felipe Gonzalez, Alfonso Guerra et Txiqui Benegas en 1997. Il est vrai qu'à la veille du congrès, les spéculations allaient bon train quant à l'élection de Gonzalez à la présidence du parti. Zapatero, curieusement, était le plus

chaud partisan de cette proposition. Gonzalez y a finalement renoncé, ce qui a contribué à donner l'image du début d'une ère nouvelle.

Le vrai problème concerne la génération intermédiaire, ce groupe de dirigeants qui n'étaient pas à Suresnes mais qui depuis les années 80 occupaient des postes de pouvoir dans le gouvernement et les communautés autonomes. Héritiers naturels de Gonzalez, ils paraissaient tout désignés pour lui succéder. L'opportunité s'en est présentée en juin 1997. On ne peut contester qu'ils avaient les qualités requises, une grande expérience politique. Mais entre les démêlés internes du groupe dirigeant, les décisions erratiques et, finalement, le résultat des élections, ils ont dû y renoncer. La démission d'Almunia marque le retrait d'une génération de dirigeants qui a essayé de survivre en soutenant la candidature de Bono. Les grands vaincus de ce congrès sont les Laguina, Ciscar ou Rubalcaba qui ont soutenu Bono ou encore les Eguigaray et autres Jauregui qui ont soutenu Rosa Diez. C'est une génération encore bien jeune pour abandonner la vie politique, mais ce congrès les a contraints à quitter l'avant-scène.

Ils sont sensiblement de la même génération que ceux qui prennent la direction aujourd'hui. S'il y a une différence d'âge significative entre Zapatero et Gonzalez, ce n'est pas le cas entre Rubalcaba et Alvaro Cuesta. La différence tient à ce que les vainqueurs n'occupaient que des postes politiques de second rang. Députés, cadres provinciaux, chefs de cabinet de différents ministères, ils avaient peu de choses à perdre et ont su saisir leur chance. Si Bono l'emportait, il ferait bien appel à certains d'entre eux pour encadrer le groupe parlementaire. S'il perdait, ce n'était qu'une étape dans leur carrière vers le pouvoir. Par contre pour Bono, c'était un échec aux lourdes conséquences.

Tout s'est joué dans un mouchoir, avec le renfort de la minorité de gauche regroupée derrière Matilde Fernandez, qui a choisi de voter utile pour assurer la défaite de Bono. Le comportement des délégués asturiens,

dirigeants du syndicat des mineurs, est de ce point de vue très éclairant.

Pour autant, les vaincus ne vont pas disparaître définitivement. Schröder avait bien été battu par Sharping et l'un est aujourd'hui chancelier, l'autre, ministre de la défense. Une génération porteuse d'une si longue expérience politique ne disparaît pas par le seul fait d'avoir connu la défaite dans un congrès.

Le projet de la nouvelle direction

Battus dans la lutte pour la direction, les partisans de Bono ne l'ont pas vraiment été dans le domaine des idées. La nouvelle direction s'inscrit dans le projet de Felipe Gonzalez et se reconnaît dans les références idéologiques qui parcourent les documents du secteur dit rénovateur. Ce secteur avait dans un premier temps opté pour une véritable démocratisation du parti et la transparence de sa gestion. A cette époque Joaquin Leguina, paraphrasant Flores de Arcais, parlait de prendre la démocratie au sérieux et de construire un parti habitable.

Cela choquait avec une culture d'appareil très rigide, mais beaucoup de militants et de secteurs de l'opinion publique l'ont bien accueilli. Du côté des rénovateurs, on trouvait aussi un projet proche des thèses de Carlos Solchaga, défenseur d'un Etat providence de base, critique à l'encontre des revendications des syndicats et partisan d'une ouverture vers les postulats du libéralisme économique.

N'oublions pas que Solchaga a été le premier dirigeant important qui se soit prononcé pour la nouvelle direction et que l'un des nouveaux cadres dirigeants de premier plan est Jordi Sevilla, qui a défendu nombre de ses thèses dans ses livres et ses articles.

A relire la résolution approuvée au congrès et certains documents de la « *Nouvelle voie* », on est frappé par l'importance accordée aux couches moyennes urbaines. Pour les rédacteurs de ces documents, le PSOE s'est éloigné des classes moyennes urbaines, ce qui lui est fatal sur le plan électoral surtout à considérer comme eux qu'il s'agit de la majorité de la société. Le document n'est pas très clair à ce sujet : ces classes forment-elles la majorité de la société ou sont-elles décisives pour gagner la majorité électorale ? Toujours est-il que beaucoup de leurs réflexions s'attachent à analyser le mécontentement, le malaise et

*Antonio Garcia Santesmases est Professeur de philosophie à l'UNED et l'un des porte-parole du courant de la Gauche socialiste dans le PSOE.

les frustrations de ces secteurs sociaux.

A plusieurs reprises, l'accent est mis sur le changement qui s'est produit dans les sociétés développées. De sujets, nous sommes devenus citoyens, et de citoyens nous voici devenus contribuables et consommateurs. Tout le texte est parcouru par le souci de répondre à la lassitude fiscale des classes moyennes et par la nécessité de préserver la qualité des services publics en matière de santé et d'éducation pour garder son universalité à l'Etat providence.

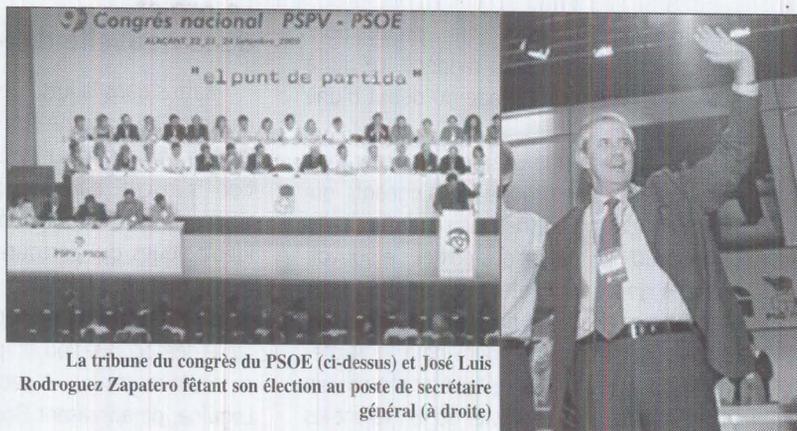
Du point de vue de l'analyse sociologique, il y a quelque chose d'indéniable. Le droit à l'éducation et le droit à la santé sont garantis, mais les citoyens réclament une plus grande

attention dans les centres de santé et une meilleure qualité dans le système éducatif public, faute de quoi, quitte à payer, ils se tournent vers le privé. Si la qualité du service public ne s'améliore pas alors que la pression fiscale reste forte, les classes moyennes urbaines décrochent. C'est le capitalisme populaire et la société des deux tiers avec les difficultés à financer des programmes universalistes et des politiques solidaires. La hantise des dirigeants politiques qui cherchent à gagner une majorité dans les élections est de devoir augmenter les impôts. C'est pourquoi dans une de ses premières déclarations à la presse, Zapatero a tenu à préciser qu'il ne comptait pas augmenter la pression fiscale et il a fustigé ceux qui pensent que c'est nécessaire si la gauche veut garantir la couverture des dépenses publiques (*El País*, « *Entrevue avec le nouveau leader de l'opposition* », 10 septembre 2000).

Le problème surgit quand on veut augmenter les dépenses en matière d'infrastructures, garantir la qualité de l'enseignement, assurer l'accueil des immigrants, mettre en œuvre un plan hydrologique national, améliorer les services de santé, combattre la fraude fiscale et traiter différemment travailleurs indépendants, classes moyennes et grands propriétaires. Tout cela est nécessaire, mais cette société, où les classes moyennes urbaines ne sont pas la majorité, voit croître dramatiquement l'exclusion sociale et la marginalisation, et se heurte au problème des alliances entre les classes

moyennes, les classes déshéritées et la classe ouvrière.

Les documents de la « *Nouvelle voie* » parlent peu de la classe ouvrière et des classes déshéritées, pourtant c'est un vrai problème et dans un monde régi par les valeurs du capitalisme populaire, les classes moyennes ont du mal à faire preuve d'altruisme, d'universalisme et de solidarité. Rien n'est simple mais c'est nécessaire si l'on prétend garantir un Etat providence. La



La tribune du congrès du PSOE (ci-dessus) et José Luis Rodríguez Zapatero fêtant son élection au poste de secrétaire général (à droite)

« *Nouvelle voie* » tient un discours optimiste, positif, créatif, salue les nouvelles technologies et les effets positifs de la globalisation, tout en restant discrète sur la destruction de postes de travail ou le développement de l'exclusion sociale. Ils ont très vite appris qu'il faut laisser au vestiaire la panoplie des mauvaises nouvelles si on veut être compétitif sur le plan électoral.

Où en est la gauche du PSOE ?

La gauche du PSOE a choisi de faire barrage au pire qu'incarnait l'autre candidature, marquée par le sectarisme et un populisme autoritaire. Elle ne pouvait pas plus accepter le recours à un catholicisme traditionaliste ou à un espagnolisme rance. Le fédéralisme, la laïcité, le féminisme et la jeunesse étaient du côté de Zapatero. La gauche savait parfaitement que le projet de Zapatero était profondément marqué par le social-libéralisme, plus près de Blair que de Jospin. Elle l'a répété à satiété avant le congrès et les faits ne sont pas venus démentir cette appréciation.

Les résultats des dernières élections ont joué en faveur des thèses de la « *troisième voie* » et affaibli les tenants d'une gauche plurielle. La droite a emporté une victoire écrasante, la gauche a été sanctionnée par la défection de son électorat, une partie de l'électorat du PSOE s'étant reportée sur le PP. Les secteurs les plus modérés y ont lu la confirmation du danger de toute alliance avec la Gauche unie, et son image de radi-

calisation. Almunia n'avait jamais vraiment cru à cette perspective et ne s'est résolu qu'en désespoir de cause à passer un tel accord. Tout s'est fait dans la précipitation et n'a pas permis de mobiliser la base sociale de la gauche. La plupart des nouveaux dirigeants pensent que cette radicalisation n'a rien apporté de bon, pas plus dans les secteurs mécontents de la Gauche unie que dans l'électorat modéré du PSOE. On a perdu à la fois à gauche et au centre. Il faut regagner l'électeur centriste et c'est ce qui explique l'accent mis sur le caractère hégémonique des classes moyennes.

La nouvelle direction bénéficie du renouvellement des générations, de l'intérêt de la nouveauté, du fait d'avoir définitivement tourné la page des procès pour corruption et du mauvais résultat des dernières élections. Elle veut aujourd'hui en finir avec les querelles et les débats internes et recommencer à parler d'une seule voix. Cela répond à l'attente de beaucoup de citoyens fatigués des divisions

souvent incompréhensibles et réduites à des affrontements personnels. C'était assez souvent la réalité, mais pas toujours. Au-delà des étiquettes, des clans, des tribus et des familles, le socialisme espagnol n'est pas à l'écart des débats qui traversent le socialisme européen. Ce débat oppose ceux qui s'efforcent de sauvegarder ce qui peut l'être de l'Etat providence sans trop charger les classes moyennes et ceux qui s'engagent dans l'exacerbation des contradictions entre les droits garantis par la Constitution et les exigences des marchés économiques, entre les promesses de la démocratie et l'autonomie des marchés financiers. Lafontaine l'a parfaitement exposé dans son dernier livre et c'est bien la situation actuelle.

Mais pour que ce débat se développe, pour que la dérive centriste libérale n'ait pas le dernier mot, il faut que la perspective d'une gauche plurielle reste le projet de la Gauche unie au-delà de son congrès et que les syndicats sortent de leur apathie. Si les syndicats ne retrouvent pas leur capacité de mobilisation et d'initiative politique, la gauche dans le PSOE n'a pas de perspective. Les adhérents du PSOE sont las des années obscures, de la corruption, des querelles de sommet. Ils veulent gagner et, en tout état de cause, retrouver l'estime de soi. Pour que le pluralisme progresse, il faut non seulement que s'affirme la minorité de gauche dans les rangs du PSOE, mais aussi que reprennent vigueur, à l'extérieur, les forces politiques et syndicales. ■

**Le Comité
exécutif international
convoque
le XV^e Congrès mondial
de la IV^e Internationale**

Le Comité exécutif international (CEI), qui est l'instance dirigeante de la IV^e Internationale entre les congrès mondiaux, s'est réuni fin octobre en Europe, pour la seconde fois en cette année 2000. Une cinquantaine de membres et d'observateurs ont pris part à ses travaux. Par son contenu, par le nombre et la qualité de ses participant(e)s, cette réunion du CEI témoignait de l'engagement des organisations regroupées au sein de la IV^e Internationale dans la remontée des mobilisations sociales et dans la réactivation politique des courants de la gauche radicale à travers le monde.

Ses débats ont été largement consacrés à la préparation du XV^e congrès mondial, que le CEI a convoqué pour l'automne 2001. Le CEI a adopté l'ordre du jour du congrès mondial, dont les débats porteront sur l'évolution de la situation politique mondiale, sur les résistances à la mondialisation capitaliste, sur la libération des homosexuel(le)s, sur l'écologie ainsi que sur les statuts de l'Internationale et sur ses tâches. Le CEI a également débattu du bilan du stalinisme et de l'étape actuelle de la restauration capitaliste dans ce que fut le bloc soviétique et a adopté une résolution qui sera versée aux discussions poursuivies dans le bulletin intérieur.

En ce qui concerne le débat sur la résolution "Écologie et socialisme" (cf. le projet, pp. 19 à 32), le CEI a décidé de faire appel aux contributions de tous ceux et toutes celles qui souhaitent s'associer à l'effort d'élaboration de l'Internationale et en conséquence de mener publiquement — dans la presse de l'Internationale — le débat autour du projet de résolution adopté (cf. le compte rendu du débat oral au CEI, pp. 17 à 19). Les autres résolutions adoptées (situation politique mondiale, résistances à la mondialisation capitaliste, libération des homosexuel(le)s, projet de statuts) feront l'objet de débats internes au travers des bulletins intérieurs et seront publiées à l'issue du congrès mondial.

Nous souhaitons que les débats de notre prochain congrès mondial puissent bénéficier de l'apport d'autres organisations révolutionnaires, que nous comptons inviter à participer activement à nos travaux. Le prochain CEI, qui se tiendra en février 2001, débattrra de ces invitations.

Le CEI a également discuté et adopté des résolutions concernant plusieurs questions d'actualité dont l'intervention US en Amérique latine au travers du Plan Colombie (cf. p. 33), la guerre du régime Estrada contre la minorité Moro aux Philippines (cf. p. 34), la nouvelle Intifada palestinienne et le durcissement répressif du régime israélien (cf. p. 35). [J. M.]

L'écologie en débat au Comité exécutif international

Lors de sa réunion du mois de novembre, le Comité Exécutif International (CEI) a discuté du projet de résolution sur « *Le socialisme et l'écologie* » qui sera soumis au débat en vue du XV^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale. Ce projet a été préparé par une commission d'élaboration mise en place à l'issue du CEI de février 2000.

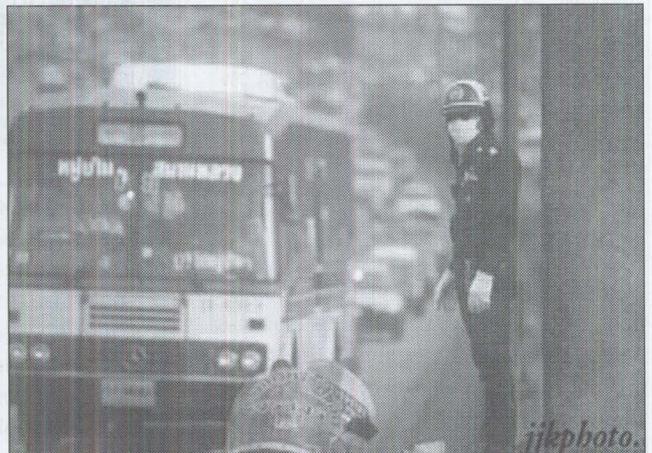
Ces notes rédigées rapidement sont loin de rendre compte de la richesse, la diversité et la complexité des contributions au débat du CEI. Un débat qui devra se poursuivre, y compris au delà de nos rangs. Le CEI a en effet décidé de mener ce débat publiquement dans la presse de l'Internationale, en invitant tous ceux qui souhaitent participer à l'élaboration d'écrire des contributions que nous souhaitons pouvoir publier (1). La publication dans *Inprecor* du document, dans sa version actuelle (donc provisoire), comme celle du compte rendu du débat oral, décidée par le CEI, vise précisément à la promotion de ce débat large et ouvert.

Comblent le retard

Comme l'a expliqué le rapporteur de cette résolution, le projet a une portée programmatique : il a l'ambition de contribuer au renouveau, sur un aspect essentiel, du programme marxiste révolutionnaire. Il vise en fait à combler le retard considérable qu'a accumulé notre mouvement dans la réflexion de fond sur l'écologie. Le projet a été rédigé à partir d'un document qui avait été préparé en 1990 et publié dans la revue *Quatrième Internationale* (2) — mais qui, faute de temps suffisant pour la discussion, n'avait pu être approuvé par le XIII^e Congrès de l'Internationale. De l'avis du rapporteur, ce texte était une excellente base de départ, mais il était nécessaire de l'actualiser, de le rendre plus lisible et, surtout, de dépasser un

certain "euro-centrisme", par la mise en évidence du rôle de plus en plus important des mouvements socio-écologiques du "Tiers-Monde". (Soit dit entre parenthèses : les expressions "Tiers Monde" ou "Sud", qui apparaissent dans le projet pour désigner les pays du capitalisme dépendant ou périphérique, n'ont aucune valeur scientifique, et ne sont utilisées que par commodité). Le document de 1990 souffrait aussi d'un certain "ouvriérisme" et il a fallu corriger cela par la référence à la significative participation, dans la bataille pour l'environnement, des mouvements paysans et indigènes.

Selon le rapporteur, le projet est une ten-



tative de diagnostic marxiste de la crise écologique, qui met au centre de l'analyse le lien de celle-ci avec la logique productiviste/destructrice du système capitaliste. Il se distingue aussi des textes écologiques habituels par une proposition radicale de solution de cette crise qui menace l'avenir de l'humanité : contre la marchandisation du monde, une économie fondée sur d'autres

1. Les contributions envoyées à notre presse (*Inprecor*, PECEI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France ou, mieux, e-mail : 100641.2324@compuserve.com) seront transmises à la commission d'élaboration reconduite par le CEI. Elles pourront être publiées (la rédaction se réservant le droit de les adapter de manière à éviter les redites et les éventuels faux débats).

2. Cf. *Quatrième Internationale* n° 39, décembre 1990-janvier 1991, pp. 89 à 116.

critères que la valeur d'échange et la loi du profit — les besoins sociaux et la préservation de l'environnement. Ce qui implique un changement des rapports sociaux et une planification socialiste/démocratique. Le texte vise aussi à promouvoir la convergence entre les mouvements sociaux et l'écologie autour de revendications d'intérêt commun.

Le rapporteur a admis que le projet est perfectible, qu'il comporte des faiblesses, des redites et des lacunes, et il a invité les camarades du CEI à contribuer, par la discussion, à son amélioration.

Beaucoup de camarades de différents pays — Luxembourg, Québec, Pays-Bas, Allemagne, État espagnol, Équateur, Grande Bretagne, Philippines, Italie, France, Brésil, Porto Rico, Portugal — ont participé au débat oral en session plénière, un débat à la fois franc et amical.

La plupart des intervenants ont reconnu l'urgence pour l'Internationale de se saisir de cette problématique, et la portée programmatique du débat ouvert. Ils ont aussi loué le travail de la commission et reconnu l'importance du projet proposé, qu'ils ont comparé à d'autres documents programmatiques approuvés dans le passé, comme celui sur la libération des femmes ou sur la démocratie socialiste. Mais les critiques et les propositions de correction n'ont pas manqué pour autant.

Des enrichissements souhaitables

Beaucoup de ces critiques ou propositions ont été reconnues comme légitimes par le rapporteur. Il a exprimé le désir d'en intégrer au moins une partie à la version remaniée du document, dans la mesure du possible — c'est-à-dire, dans les limites du texte, qui ne devrait pas dépasser le volume actuel (pour permettre sa traduction).

Voici, en les regroupant par thèmes, quelques unes de ces remarques :

● Capitalisme et environnement

— Il ne suffit pas de parler du capitalisme, il faut discuter de la technique existante dans nos sociétés et du modèle productiviste dans le rapport de la société avec la nature. Et il ne suffit pas de parler de planification démocratique : il faut insister sur la préservation de l'environnement comme un des objectifs essentiels de toute planification.

— Il faut montrer de façon plus claire les liens entre la mondialisation capitaliste et l'environnement, les dégâts écologiques résultant des « ajustement structurels » et des politiques de dérégulation.

— Il manque une référence aux dégâts éco-

logiques causés par les guerres impérialistes (ou réactionnaires), que ce soit en Europe — les bombardements de l'OTAN contre la Serbie — ou dans les pays du Sud (Philippines, Timor Oriental, etc.).

— Nous sommes contre le mode de production capitaliste, responsable de la destruction de l'environnement, mais nous ne sommes pas des avocats de la « production zéro », notamment dans les pays du Sud, qui ont besoin de développer leur productivité pour satisfaire les besoins élémentaires de leur population.

● Automobile, transports, énergie

— Il faut développer la critique de la dimension culturelle des sociétés capitalistes, leur mode de vie et de consommation. En particulier, il faudrait donner une place plus importante à la critique de la « société automobile » (ou la « dictature de l'automobile ») et à l'analyse des problèmes écologiques



immenses provoqués par le système de la voiture individuelle — promu par le marketing de l'industrie automobile, par l'idéologie individualiste bourgeoise, mais aussi par la structure urbaine des grandes villes, qui oblige les travailleurs à des grands déplacements. Il faut poser la question d'une réorganisation complète du système des transports — par exemple, le train à la place du camion, les transports collectifs à la place de la voiture — et d'une nouvelle planification urbaine. On ne peut pas faire l'économie d'une critique en règne du lobby routier et des multinationales pétrolières. Le pétrole, source de tant de pollution et de « marées noires » est de toute façon destiné à s'épuiser au cours des prochaines décennies : d'où l'urgence de la recherche de sources d'énergie renouvelables.

● Mouvement ouvrier et mouvement écologique

— Pour renforcer l'alliance entre le mouvement ouvrier et les mouvements écologiques, il faut mettre en avant des questions qui relient les deux : la santé au travail, les nouvelles sources d'emploi créées par les énergies renouvelables, etc. Il faut aussi se donner comme objectif une « écologisa-

tion » du mouvement ouvrier et de la IV^e Internationale elle-même. En même temps, il faut être clair : nous ne défendons pas tous les emplois actuellement existants, par exemple dans l'industrie nucléaire ou l'automobile. Il faut s'engager à lutter pour garantir à chacun un emploi et un revenu, mais pas nécessairement son poste de travail actuel.

— Notre autocritique, comme marxistes, face à la question écologique, doit s'accompagner d'une critique des ONG écologiques, qui sont souvent apolitiques et/ou hostiles au marxisme. Dans l'analyse des courants du mouvement écologiste manque la référence au courant dit de « l'action directe », d'inspiration libertaire, composé de jeunes très combatifs, qui ont joué un rôle important dans les mobilisations anti-néolibérales.

— Le combat écologique a souvent des liens avec les luttes de minorités nationales (par exemple, les Noirs aux USA) ou de communautés indigènes, qui sont victimes de formes particulièrement brutales de pollution et destruction de l'environnement.

— Quelle que soit l'opinion qu'on a sur l'avenir de l'énergie nucléaire, il faut trouver des solutions techniques aux problèmes des déchets nucléaires qui se sont déjà accumulés dans des proportions formidables et qui doivent être neutralisés.

— Le document de 1990 contenait une liste de revendications écologiques soutenues par notre mouvement : abolition de l'énergie nucléaire, etc. Elle a disparu de la nouvelle version, et c'est dommage, dans la mesure où il s'agit de revendications qui sont consensuelles dans l'Internationale.

Les questions à approfondir

Sur d'autres questions, par contre, le rapporteur est resté sceptique, ou dubitatif, soit par désaccord, soit parce qu'il s'agissait, à son avis, de questions controversées, qui doivent encore être discutées dans le mouvement ou qui ne sont pas indispensables dans le document :

— Le document est trop critique envers Marx et Engels. On peut montrer, en s'appuyant sur des travaux marxistes récents, qu'il y a une forte dimension écologique dans leurs écrits.

— Il faudrait être plus critique envers les partis Verts, qui n'ont plus rien de radical. Leur évolution est allée vers des positions de plus en plus modérées et droitières. Ils se sont institutionnalisés et embourgeoisés, comme le montre leur position lors de la guerre de l'OTAN contre l'ex-Yougoslavie.

— Il faudrait aborder la question démographique, qui est une donnée essentielle

(certes complexe et difficile) du débat écologique.

— Nous devons polémiquer contre l'idéologie conservatrice du « *small is beautiful* », assez influente dans le mouvement écologique.

— Il faudrait prendre position dans le débat sur les éco-taxes (selon certains camarades pour les dénoncer, selon d'autres pour les défendre, à certaines conditions).

— Il ne faut pas avoir une position fondamentaliste envers les OGM. Ils peuvent être

utiles du point de vue de la production de nourriture ou de la guérison de maladies. Ce que nous devons critiquer c'est l'appropriation privée par les capitalistes des découvertes génétiques.

Enfin, certaines critiques ou propositions n'ont pas été acceptées par le rapporteur, dans l'état actuel de sa réflexion :

— Certaines sections du document peuvent être supprimées, par exemple le chapitre sur la IV^e Internationale et l'écologie.

— Le document est trop marqué par des

préjugés anti-techniques et anti-scientifiques, d'inspiration romantique.

— Il vaut mieux abandonner le concept de "productivisme", qui risque de nous confondre avec les partisans de la "production zéro".

— On devrait lutter pour un "double pouvoir écologique" qui donne aux travailleurs sur leur lieu de travail ou d'habitation le droit de veto sur des installations pouvant être dangereuses pour leur santé.

Écologie et socialisme

*Projet de résolution présenté par le Comité exécutif international pour le débat en vue du XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale**

I. Préface

Les problèmes écologiques s'étaient posés à l'humanité à d'autres époques, mais ils ont acquis à l'heure actuelle une qualité nouvelle à cause de leur ampleur et de leur gravité. Les dégâts causés à l'environnement ont souvent des effets irréversibles sur l'homme et la nature, et la crise écologique qui se profile à l'horizon du XXI^e siècle met en danger la vie de millions de gens.

Contrairement aux courants dominants du mouvement ouvrier, qui ont ignoré ou minimisé les problèmes de l'environnement, les mouvements écologistes et les partis verts

ont le mérite incontestable d'avoir posé ces questions décisives à l'ordre du jour. Mais les solutions qu'ils mettent en avant ne sont souvent que de fausses solutions du fait qu'elles ignorent l'e

lien intrinsèque entre destruction de l'environnement et logique du profit capitaliste. Si on veut aborder sérieusement les dangers écologiques, il faut justement sortir du cadre fixé par la recherche du profit, dans la perspective d'une société socialiste, démocratiquement planifiée.

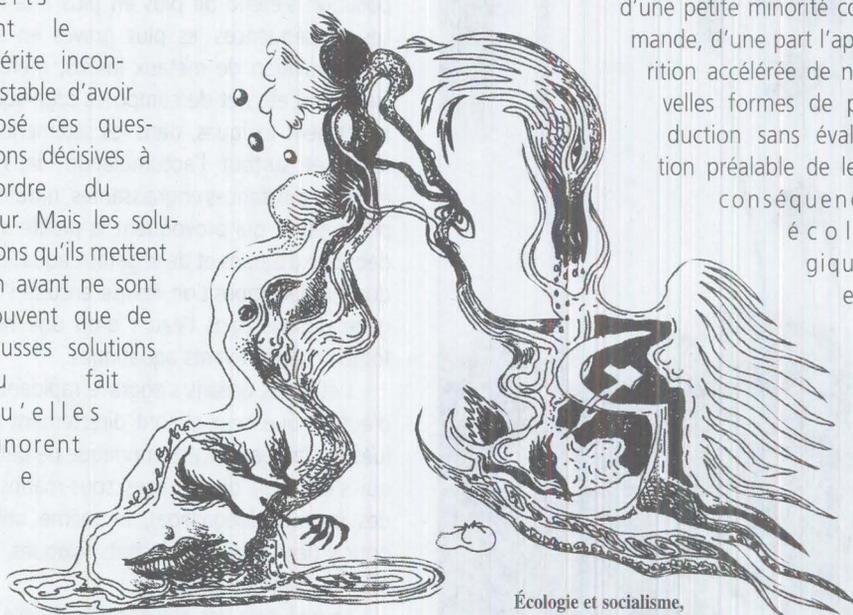
II. Données de la crise écologique

La crise écologique, comme résultat de l'action humaine sur la nature, a atteint un point où la survie de l'humanité est potentiellement en question. L'intérêt économique d'une petite minorité commande, d'une part l'apparition accélérée de nouvelles formes de production sans évaluation préalable de leurs conséquences écologiques, e t

d'autre part le maintien de techniques de fabrication pourtant reconnues comme nuisibles. Tout cela se produit alors que les progrès de la technologie augmentent les possibilités d'agir sur la nature, et donc aussi de la bouleverser et de la détruire.

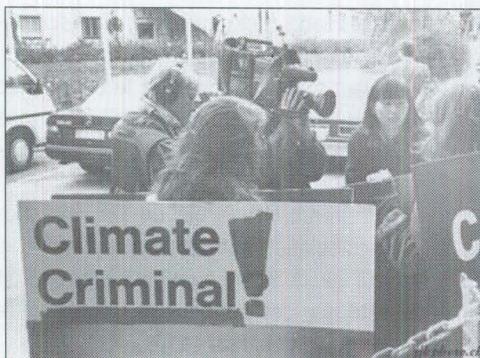
La révolution industrielle liée à l'essor du capitalisme au XIX^e siècle a accru très sensiblement la dissémination des déchets dans l'atmosphère, en portant sérieusement atteinte à la santé des travailleurs et des populations urbaines. Plus généralement, les ondes de choc écologiques d'origine humaine se sont multipliées.

Mais la crise écologique telle que nous la connaissons, n'est pas la conséquence linéaire du développement industriel depuis le XIX^e siècle. Elle est le résultat d'un saut qualitatif, enclenché à l'échelle mondiale par le boom économique capitaliste des années 1950 et 1960, par la généralisation massive de l'utilisation du pétrole et par le développement gigantesque de l'automobile, par le développement de l'industrie chimique et la généralisation de sa pénétration dans tous les secteurs d'activité, et en particulier dans l'agriculture avec les engrais et les pesticides. A partir des années 1970, ce saut qualitatif est devenu plus spectaculaire à la suite de la crise des économies bureaucratiquement planifiées et surtout, de façon particulière-



Écologie et socialisme,
dessin de Maria S. "La Gatta"

* Le Comité exécutif international soumet ce projet au débat en vue du XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale par 88,5 % votes pour, 0 votes contre et 3,8 % d'abstentions. 7,7 % de votants n'ont pas pris part au vote.



ment dramatique, à la suite de la combinaison de crise économique et d'industrialisation sauvage impétueuse dans le "Tiers Monde".

Les changements climatiques

Les activités humaines qui recourent aux combustibles fossiles (production d'énergie, transports), l'utilisation du bois de chauffe à usage domestique dans le Tiers monde et la déforestation dramatique qui en découle, ainsi que les activités agricoles, constituent une cause essentielle du réchauffement du climat en cours. Ces activités rejettent environ 7 milliards de tonne par an de gaz à effet de serre dans l'atmosphère (CO_2 , CH_4 , N_2O , CFC), dont la moitié n'est pas recyclée par les océans ou les forêts. L'effet de serre, responsable du maintien de températures propices à la vie à la surface de la planète, s'en trouve déséquilibré, ce qui induit de graves perturbations du système climatique complexe de la planète, dont le réchauffement global n'est qu'un aspect. Les conséquences dans de nombreuses régions seront catastrophiques pour l'économie de vastes communautés humaines. Les perturbations du cycle atmosphérique de l'eau sont le plus à craindre, modifiant le régime des pluies et de l'évaporation, et augmentant le nombre et la brutalité des cyclones tropicaux. La remontée du niveau des mers est probable. Selon son ampleur, elle mettra en péril des zones insulaires et littorales précises.

Ce bouleversement climatique va se combiner, au vu des tendances prévisibles, avec la diminution continue de l'ozone stratosphérique et l'augmentation corrélative du flux de rayons ultraviolets solaires, cancérigènes, atteignant le sol. La destruction de la couche d'ozone est provoquée par les effets de l'accumulation dans la haute atmosphère de composés organo-halogénés, les chloro-fluoro-carbones (CFC), utilisés principalement dans l'industrie du froid et les bombes aérosols. Même si leur interdiction est aujourd'hui presque

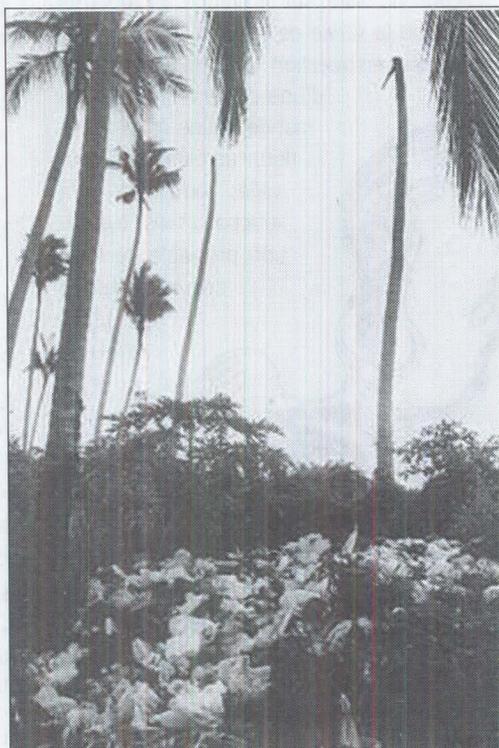
complète, les CFC déjà émis sont loin d'avoir terminé leurs effets destructeurs prévus jusqu'en 2060.

Les changements globaux dans les régulations au sein et entre les principales composantes de l'environnement terrestre (atmosphère, océans, biosphère...) vont se répercuter tout au long du XXI^e siècle, sur des échelles de temps variables mais en général très supérieures aux échelles de temps prises en compte dans les activités humaines qui en sont à l'origine. Ce fait souligne l'urgence d'intégrer les enjeux écologiques dans l'organisation d'ensemble des sociétés.

La pollution de l'air

Une grande variété de substances toxiques est disséminée dans l'air par les industries, les transports ou la dégradation de biens de consommation plus ou moins durables. La croissance débridée, et apparemment incontrôlable, de la circulation automobile en fait la principale source de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote, qui devance nettement les chauffages domestiques et industriels. L'aldéhyde formique, le mercure et l'amiante, par exemple, sont des polluants industriels, mais ils sont présents également, dans une mesure très importante, dans des biens de consommation courants, des matériaux de construction pour le formaldéhyde et l'amiante, des piles électriques (mercure).

La concentration de ces toxiques dans l'air des villes peut être mille fois plus grande que celle dans l'air des campagnes. La



pollution de l'air est devenue un véritable fléau des grandes concentrations urbaines, aussi bien celles des pays riches que celles particulièrement gigantesques et anarchiques des pays pauvres. Elle provoque en milieu urbain une augmentation alarmante des maladies respiratoires : asthme, bronchite, cancers pulmonaires. Des études européennes ont révélé que plusieurs dizaines de milliers de décès par an étaient attribuables à la pollution des grandes métropoles de l'Europe de l'Ouest.

L'amiante est à l'origine de nombreux cancers mortels chez les ouvriers des chantiers navals et du bâtiment. A cause du temps d'incubation de ces cancers, le nombre annuel de décès augmente très rapidement et révèle l'ampleur du problème : plus de 100 000 décès liés à une exposition à l'amiante sont attendus rien qu'en France dans le premier quart du XXI^e siècle. La dénonciation des dangers de l'amiante a entraîné une réduction très forte de son usage dans les pays industrialisés riches, et son remplacement par d'autres substances ; mais dans le "Tiers Monde" son usage croît massivement.

Le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote sont la cause de l'acidification des pluies qui joue un grand rôle dans la dégradation des forêts tempérées de l'hémisphère nord.

La pollution de l'eau et la dégradation des sols

Les déchets, tant d'origine domestique qu'agricole ou industrielle, débouchent sur les eaux de la planète qui servent ainsi de gigantesques égouts. Les eaux continentales, fleuves et lacs, sont les plus touchées, mais par les fleuves et les villes côtières cette pollution s'étend de plus en plus à la mer. Les conséquences les plus graves en sont l'accumulation de métaux lourds, mercure, cadmium, etc., et de composés organiques, hautement toxiques, dans les sédiments de fond, et surtout l'accumulation dans les eaux de substances engraisantes, nitrates et phosphates, qui provoquent la prolifération débridée d'algues et de végétaux aquatiques dont la décomposition épuise ensuite l'oxygène dissous dans l'eau : d'où une hécatombe d'êtres vivants aquatiques.

L'état des océans s'aggrave rapidement, d'autant que ceux-ci sont directement pollués par la quantité astronomique de pétrole qui s'échappe des forages sous-marins, et des bateaux (dégazage), et même utilisés pour y décharger des déchets toxiques, chimiques et radioactifs.

La pollution des eaux est liée à celle des sols, à la fois cause et conséquence de cer-

taines pollutions des eaux et de l'air. On voit là toutes les conséquences de pratiques agricoles imposées par la pression du marché : exploitations intensives (abus d'engrais et de pesticides), monocultures, cultures inadaptées aux écosystèmes et climats locaux etc. C'est à une destruction massive des sols à l'échelle planétaire que l'on assiste, dans laquelle se combinent pollutions, épuisement, désertification, érosion massive, et qui s'interpénètre avec les causes économiques et sociales de la faim qui frappe 800 millions d'habitants du Tiers Monde.

La destruction des forêts

Parmi les manifestations les plus dramatiques de la crise écologique, la destruction mondiale des forêts est particulièrement inquiétante, à cause de l'ampleur de ses conséquences. En 50 ans, un tiers des surfaces forestières de la planète a disparu. Elle frappe principalement les pays tropicaux. Dans les pays industrialisés, la surface forestière reste assez stable mais est atteinte d'un lent dépérissement dû à la pollution de l'air, des eaux et des sols. Par contre, dans le "Tiers Monde" c'est le déboisement qui caractérise la crise écologique. La déforestation s'instaure dans un cercle vicieux entre pauvreté et dégradation des sols arables. Autre responsable, la surexploitation des bois tropicaux, sans aucune préoccupation de gestion durable, qui détruit la biodiversité — les forêts tropicales abritent plus de 50% des espèces végétales et animales de la planète — et les ressources des populations forestières pour alimenter, à moindre coût, les marchés occidentaux de la construction ou de l'ameublement.

De plus, depuis 1997, une recrudescence d'incendies frappe l'Amazonie, l'Amérique centrale, la Russie ou l'Asie du Sud-Est. En Indonésie, des feux de forêt gigantesques, qui ont détruit 10 millions d'hectares en 3 ans, ont affecté 70 millions de personnes et ont coûté plus de 4,5 milliard de dollars. A l'échelle de la planète la déforestation aggrave l'effet de serre.

La biodiversité menacée

L'existence de dizaines de milliers d'espèce est menacée par les atteintes innombrables que subissent les écosystèmes. Un quart de la biodiversité mondiale pourrait ainsi disparaître d'ici 25 ans. Dans certains cas, ces atteintes peuvent entraîner la déstabilisation des équilibres environnementaux avec des conséquences incalculables sur les conditions de vie de l'espèce humaine.

La biodiversité doit être défendue, non

par posture sentimentale ou esthétique, mais au nom de l'espèce auquel nous appartenons. Ne maîtrisant pas les conséquences des changements irréversibles qu'il peut faire subir à l'environnement, l'homme doit veiller à déployer ses activités dans le cadre d'une nature dont les équilibres écologiques sont respectés.

Le capitalisme, qui se soucie de la pollution comme d'une guigne, qui exploite les ressources avec l'unique objectif d'une rentabilité immédiate quitte à menacer l'existence même des forêts tropicales, véritables réservoirs d'espèces animales et végétales, ou la vie marine, qui s'empare d'innovations technologiques sans se soucier aucunement de leur possible impact écologique comme dans le cas des OGM — dont la dissémination dans l'environnement est un processus irréversible et potentiellement dangereux — doit être mis en cause dans ses fondements par quiconque entend protéger les équilibres écologiques existant.

La production d'organismes génétiquement modifiés, au lieu de rester une technique de laboratoire, s'est imposée comme l'une des biotechnologies-clé utilisées par le capitalisme pour trouver de nouveaux débouchés et étendre son emprise au niveau le plus intime et jusqu'ici hors de sa portée d'une activité humaine millénaire : la reproduction et le contrôle génétique des espèces végétales et animales.

Les catastrophes industrielles et le risque nucléaire

Les conséquences écologiques désastreuses de la production capitaliste se manifestent également sous forme d'accidents de grandes dimensions, ou de risque potentiel de tels accidents, dans des installations industrielles telles que les usines chimiques et les centrales nucléaires. La catastrophe de Bhopal, ses 15 000 morts et les souffrances des victimes de l'isocyanate de méthyle qui décèdent encore par centaines chaque année, en est un des exemples les plus tragiques avec Tchernobyl.

A cause de sa nature spécifique, de la portée incalculable de ses effets néfastes possibles, et surtout de la persistance de ces effets à très long terme, et du fait que des solutions alternatives existent, le nucléaire apparaît à juste titre comme une illustration particulièrement angoissante des choix aberrants qui sont faits en matière de développement des forces productives.

Le risque radioactif ne se limite pas au



risque d'accident majeur. L'industrie nucléaire n'a toujours pas résolu, après 40 années d'existence, le problème du stockage des déchets nucléaires. Menacée de déclin, elle se cherche des vertus écologiques pour relancer de nouveaux programmes électro-nucléaires, aujourd'hui en panne. L'atome serait la solution pour réduire les émissions de CO₂. Cette assertion occulte les dangers de la pollution radioactive (rejets autorisés ou accidentels) et le fait que les transports sont de loin la première source de CO₂. De plus, un tel système énergétique, peu flexible, basé sur de grandes unités de production et la construction de centaines de nouvelles centrales, monopoliserait les investissements au détriment d'autres systèmes (économie d'énergies, énergies renouvelables), encouragerait le gaspillage énergétique lié aux surcapacités de production et aux pertes sur les réseaux de distribution, et perpétuerait un modèle de développement néfaste à long terme.

Tous les éléments de cette crise écologique, loin de créer de nouvelles urgences qui marginaliseraient les problèmes économiques, sociaux et politiques "traditionnels", s'y trouvent au contraire étroitement mêlés.

La crise écologique se manifeste comme un phénomène dramatique qui s'étend, provoquant des catastrophes locales et partielles, dans certains cas irréversibles, dans d'autres réversibles à court ou à moyen terme, ou à l'échelle de 2-3 siècles (l'âge de nombreux arbres). Tout dépend de ce qui

sera consciemment entrepris par les communautés humaines.

III. Les causes structurelles de la crise écologique

Bien qu'il ne puisse se soustraire aux lois de la nature, le mode de production capitaliste est à différents points de vue en contradiction fondamentale avec la nature et les processus d'évolution naturels. Pour le capital, seul l'aspect quantitatif, qui détermine la relation temps de travail/argent dans le cadre de la loi de valeur, est décisif : des relations qualitatives et globales ne peuvent être prises en considération.

La production capitaliste est basée sur des processus cycliques à réaliser dans les délais les plus courts possibles pour que le capital avancé puisse augmenter. Elle doit donc imposer aux processus naturels un rythme et un cadre qui leur sont étrangers. L'exploitation des ressources naturelles ne peut pas prendre en considération le temps nécessaire à leur formation et à leur renouvellement. L'extension de la production marchande ne peut pas respecter les modes d'organisation sociale préexistants. L'occupation de l'espace nécessaire au bon déroulement de la production, de l'approvisionnement en énergie et de la distribution, doit se faire sans tenir compte de l'environnement naturel, de la faune ou de la flore. Ce n'est donc pas un manque de sagesse du capitalisme qui entraîne la destruction de l'environnement, mais précisément la rationalité qui lui est propre. Voilà pourquoi les sociaux-démocrates qui revendiquent une « croissance qualitative » sont empêtrés dans la logique du capital : croissance qualitative et loi de valeur s'excluent l'une et l'autre.

La rationalité capitaliste détermine le mouvement des capitaux individuels. Mais la concurrence des capitaux entre eux rend irrationnel le système dans son ensemble : l'intelligence mise en oeuvre pour améliorer la production tout comme pour économiser les matières premières, s'arrête aux portes de l'entreprise. C'est l'environnement qui en fait les frais dans tous les domaines pour lesquels "personne" ne se sent responsable : pollution des eaux, de l'air et de la terre. En outre, la concurrence entraîne des crises de surproduction périodiques qui révèlent qu'une quantité considérable d'énergie et de matière a été investie dans des marchandises qui ne se vendent pas. De surcroît, le marché pousse à la fabrication de produits superflus du point de vue de la valeur d'usage (publicité, drogues diverses, armements, etc.) mais dont la valeur d'échange rapporte

de gros profits. La concurrence et la course aux profits et aux surprofits sont en fin de compte à l'origine d'agissements criminels, reconnus comme tels par la législation capitaliste elle-même : non-respect de la réglementation sur l'environnement, utilisation de substances toxiques, tests de qualité insuffisants, falsification d'indications de contenu, abandon de déchets dans des décharges sauvages, etc.

La crise écologique dans les métropoles impérialistes

C'est dans les pays capitalistes développés que l'exploitation économique, c'est-à-dire le processus de quantification économique du substrat naturel, social et historique préexistant est la plus avancée. La production de marchandises régit désormais tous les secteurs de la vie sociale, tandis que le processus social de production se trouve de plus en plus parcellisé et les rapports de propriété, que la concurrence entre propriétaires de moyens de production empêche de se figer complètement, de plus en plus centralisés.

Dans tous les pays impérialistes, ceci a mené aux mêmes problèmes écologiques



majeurs, une preuve de plus que ces problèmes ne sont pas à considérer comme des "pannes" ou des "ratés", mais qu'ils correspondent à cette logique du système partout dans le monde.

L'exploitation, presque achevée du dernier centimètre carré au profit d'une zone industrielle, d'un centre de commerce, d'une cité-dortoir, d'un parc de loisirs ou d'une zone administrative a allongé continuellement les déplacements nécessaires alors que la structure des besoins reste sensiblement la même. La politique des transports, basée sur la voiture individuelle à essence, a pour conséquence un surnombre chronique d'automobiles et menace toutes les grandes agglomérations de paralysie et/ou d'asphyxie.

En particulier dans le domaine de l'énergie, les rapports de propriété centralisés ont dicté la construction de grandes centrales à

combustibles fossiles ou nucléaires : un choix néfaste pour l'atmosphère et en même temps tout à fait irrationnel du point de vue d'une utilisation économique de l'énergie.

L'irrationalité du marché et la recherche du profit sont responsables de façon décisive du problème des déchets. Il est de plus en plus "avantageux" pour chaque entreprise de jeter, de mettre à la décharge ou de brûler ce qui est inutile à la production. Ainsi, les montagnes de déchets, en particulier de déchets toxiques, sont presque devenues un symbole de la société de surabondance capitaliste.

Les conséquences de ces problèmes écologiques fondamentaux sont : la destruction des sites naturels et l'urbanisation envahissante, le surembourgeoisement des routes, la pollution de l'air due à la voiture individuelle, l'empoisonnement par l'industrie chimique, la pollution radioactive due à l'énergie nucléaire, les montagnes de déchets de plus en plus grandes. Le capitalisme n'est pas à même de corriger ces "déviances". Si les ressources naturelles, comme l'eau, le bois, les sols, sont "librement" disponibles, sous le capitalisme elles sont usées, gaspillées et polluées, le plus souvent sans contrôle. Elles sont — et pas seulement au sens économique — des "facteurs exogènes". Elles restent conditionnées, c'est-à-dire elles sont l'objet de la recherche de profit privé. En d'autres termes, la nature limitée des ressources n'est perçue que par ceux qui sont contraints à les acheter. Ceux qui les vendent, ont un intérêt fondamental à l'expansion et s'opposent à toute tentative de les économiser.

Toute tentative de correction va à l'encontre de la campagne actuelle des capitalistes en faveur d'une plus grande dérégulation ; ou bien elles ne sont concevables qu'en partant de la prémisse fautive que la loi de la valeur serait à même de distinguer d'une manière quelconque entre de "bons" profits (respectant l'environnement) et de "mauvais" profits. Ainsi, les pays impérialistes sont condamnés à un rafistolage toujours en retard sur les problèmes, qui peut obtenir quelques succès tout au plus au niveau de remèdes ou de limitations partielles comme l'obligation d'installer des filtres pour l'épuration des eaux et de l'air, etc.

La production capitaliste, par ailleurs, façonne ses consommateurs. Ainsi, le comportement des individus est un facteur qui aggrave la crise écologique et entrave la sortie de celle-ci. Des changements individuels de comportement ne peuvent cependant exercer qu'une influence minime sur la nature fondamentalement destructrice de l'envi-

ronnement de la production capitaliste.

La crise écologique dans les pays dépendants

La conclusion lucide d'une étude de l'organisation de l'ONU pour l'environnement selon laquelle les problèmes écologiques du "Tiers Monde" sont des problèmes de pauvreté, est parfaitement juste si l'on n'oublie pas que cette pauvreté n'est pas le résultat d'une fatalité, mais de la politique et de l'action économique des pays impérialistes. S'il est possible, en défigurant les faits, de présenter la crise de l'environnement dans les pays impérialistes comme la conséquence d'une société d'abondance et non comme le résultat de l'économie de marché, dans les pays dépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, le rapport entre crise économique et crise écologique est absolument transparent. Pour des millions d'êtres humains, la destruction croissante de l'environnement et de la biosphère et la lutte quotidienne pour survivre font partie de la même expérience directe. Plus de 800 millions de personnes sont sous-alimentées, 40 millions meurent chaque année de faim ou de maladies dues à la malnutrition. Près de 2 milliards ne connaissent pas d'approvisionnement régulier en eau potable propre; 25 millions en meurent chaque année. Un milliard et demi d'êtres humains souffrent d'un manque aigu de bois de chauffage qui est souvent leur seule source d'énergie. La nourriture, l'eau et le combustible pour se chauffer, ces trois éléments essentiels de l'existence physique de l'homme, sont très largement insuffisants dans cette partie du monde. L'ONU estime de plus qu'environ 500 millions d'hommes sont des "réfugiés de l'environnement", forcés de quitter leurs régions d'origine suite à la sécheresse, aux inondations, à l'érosion des terres, à l'extension de l'agriculture orientée vers l'exportation, etc. C'est un fait : la crise écologique dans ces parties du monde n'est pas une "bombe à retardement", ou un problème pour le futur, mais une crise existentielle bien réelle déjà aujourd'hui.

La principale cause de la misère et de la crise écologique, c'est le mode de production capitaliste. Les structures bien connues de dépendance de l'impérialisme et du marché mondial dominé par celui-ci ont soumis la nature des pays dominés à une exploitation économique beaucoup plus directe et brutale que dans les pays impérialistes. La destruction de l'environnement suivant les besoins du marché mondial et les intérêts des multinationales y est en contradiction encore plus flagrante avec les structures

sociales et les modes de vie hérités de leur histoire. Dans tous ces pays, l'impérialisme a façonné les territoires en imposant une infrastructure construite presque exclusivement autour des centres d'activité économique dépendants du marché mondial. C'est sur cette base que sont choisis les "centres de matières premières", les centres d'affaires, les zones touristiques, les plantations et les pâturages pour une production orientée vers l'exportation. L'énorme pression sur les hommes victimes de ces processus, le refoulement des modes de vie différents et de fonctions sociales "dépassées" vers les régions marginalisées du pays, ont été et sont encore sans commune mesure avec les bouleversements dont l'homme et l'environnement souffrent, à la suite de processus déterminés par d'autres, dans les métropoles capitalistes.

Du point de vue écologique, aussi, on peut donc constater l'effet fatal de la loi du "développement inégal et combiné" dans les pays dépendants. Le marché mondial porte sa dynamique destructrice pour l'environnement et ses contradictions les plus déchirantes même dans les coins le plus "arriérés" du monde. Et son action y est incomparablement plus dévastatrice, les forces qui s'y opposent incomparablement plus faibles. On peut distinguer une série de caractéristiques structurelles de ce mécanisme :

- L'exploitation directe de matières premières pour le marché mondial (minerais, bois, coton, caoutchouc etc.) et le développement parallèle d'infrastructures, de routes, de voies ferrées, de centrales énergétiques etc.;

- La transformation de terres en terrains agricoles ou en pâturages destinés à la production pour l'exportation, par le truchement d'une politique de défrichements, qui comporte une grande dépendance des engrais chimiques et des pesticides avec la pollution qui en découle.

Ces deux processus, font du problème de la terre la question la plus brûlante dans la plupart des pays dépendants. La population rurale est refoulée dans des régions qui ne supportent pas une installation et une agriculture permanentes. Elle est forcée de défricher et d'appliquer des méthodes de

culture, qui accélèrent l'usure des terres et leur érosion. Le déboisement des versants, les forêts tropicales brûlées, la colonisation de régions arides ou exposées au danger d'inondations, la destruction des couches de terre fertiles, etc. renforcent le risque de modifications de climat à long terme et de "catastrophes naturelles".

Une urbanisation provoquée par une structure économique spécifique et le problème de la terre. Suivant les estimations de l'ONU, les villes dans les pays dépendants grandissent trois fois plus vite que celles dans les pays capitalistes industrialisés. Dans



photo jik

ces villes, les problèmes urbains bien connus sont encore plus catastrophiques pour la nature et la vie. La pollution de l'air par le trafic automobile et le chauffage domestique sont une menace aiguë. La qualité de l'approvisionnement en eau propre et des eaux épurées représente le deuxième problème des villes dans les pays dépendants. L'élimination des déchets est le troisième. Dans la plupart des grandes villes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, les ordures sont simplement entassées ou brûlées à ciel ouvert.

Pour la majeure partie de la population des pays dépendants, l'approvisionnement en énergie est un problème existentiel. 1,5 milliards d'êtres humains manquent de bois de chauffage. Le temps de travail annuel pour la recherche de bois de chauffage (ou d'autres combustibles comme le fumier, les résidus des plantes, etc.) a quadruplé et atteint parfois 190 à 300 jours ouvrables par an. Surtout dans les régions rurales proches des villes, mais aussi dans beaucoup d'autres régions, les forêts sont abattues intégralement pour cause de pénurie d'énergie.

Le problème des pays dépendants qui est actuellement le plus souvent souligné, est celui de la dette vis-à-vis des banques et des gouvernements impérialistes. Par rapport à la crise écologique, la dette oblige à

accentuer la priorité aux produits d'exportation, et fait donc augmenter la pauvreté aiguë et l'exode rural. Sur la période 1990-1995, la déforestation dans les 33 pays africains classés parmi les pays pauvres les plus endettés a été de 50% supérieure aux destructions de forêts dans les autres pays africains, et de 140% supérieure comparé au niveau moyen de déforestation dans le monde. Parallèlement, il n'y a pas de moyens pour financer des mesures de



conservation de la nature. Les institutions financières internationales, comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, font payer de plus en plus à l'homme et à la nature les conséquences de l'endettement.

Tout cela est cyniquement complété par une série de destructions directes de la nature et de crimes écologiques commis par les multinationales impérialistes. Ainsi, des unités de production dangereuses (surtout dans l'industrie chimique) sont transférées dans les pays dépendants. Là, non seulement la main-d'œuvre est bon marché, mais l'environnement peut aussi être impunément pollué.

Les gouvernements de la plupart des pays dépendants sont impuissants devant la crise écologique. Leur attachement aux intérêts impérialistes et leurs propres privilèges ou intérêts de classe prolongent la dépendance économique et la crise écologique. Même certains programmes d'aide internationale (contre la faim, contre les catastrophes écologiques ou les projets récents d'une annulation partielle de la dette en

échange de mesures de protection de l'environnement) ne font souvent que contribuer à l'enrichissement des élites au pouvoir.

La solution de la crise écologique dans les pays dépendants est inconcevable sans rupture de la dépendance de l'impérialisme. La recherche, face aux problèmes sociaux urgents, d'une "modernisation" par les crédits et l'endettement a été une erreur qui n'a fait que détériorer davantage la situation. Ceci est d'autant plus vrai pour la crise écologique. Des millions d'hommes sont contraints par la pauvreté et la dépendance économique à un comportement quotidien extrêmement destructeur de l'environnement, mais sans lequel leur simple survie ne serait pas possible. Le processus de révolution anti-impérialiste, de révolution "permanente" dans les pays dépendants devra donc aborder les problèmes écologiques d'une manière consciente, les intégrer dans le programme de lutte contre le pillage capitaliste. C'est la condition pour construire avec succès des rapports de production alternatifs, socialistes.

La crise écologique dans les anciennes sociétés bureaucratiques

Malgré la disparition de l'URSS et de la plupart des sociétés se réclamant du modèle soviétique, il est nécessaire de revenir brièvement sur leur politique face à l'environnement. Le bilan écologique de l'URSS et des pays ayant un régime de la planification bureaucratiquement centralisée, est égal, sinon pire que celui des métropoles impérialistes, notamment pour ce qui est de la pollution de l'air, des eaux et des terres, du nucléaire — Tchernobyl ! — et des problèmes de grandes agglomérations urbaines.

L'une des raisons de cette situation est le fait que ces sociétés n'aient pu surmonter que partiellement la loi de la valeur capitaliste et les contraintes objectives sur la production qu'elle comporte. Dans de nombreux secteurs-clés de la production, la dépendance du capitalisme et du marché mondial était toujours présente. L'exploitation des ressources naturelles pour une économie d'exportation ainsi que la dépendance de produits et de technologies provenant des industries capitalistes ont provoqué, dans ces sociétés aussi, une destruction inévitable de l'environnement. Et ceci d'une manière comparable à celle des pays dépendants.

L'économie planifiée a été une tentative de développer une économie qui soit directement sociale. En opposition au capitalisme où ce n'est qu'au niveau du marché qu'on

vérifie l'utilité du travail, c'est-à-dire la possibilité d'en vendre le produit, les sociétés non-capitalistes ont essayé de déterminer et de planifier les besoins sociaux avant la production. Il est évident que cette tentative ne peut réussir que si tous les besoins et intérêts spécifiques des hommes sont intégrés dans un processus global de réflexion et de décision démocratique. Lorsqu'il s'agit de répartir quelque chose qui manque réellement, la démocratie devient d'autant plus une nécessité vitale. La bureaucratization des sociétés de transition a cependant aboli systématiquement la démocratie. La multitude de besoins sociaux et nationaux, culturels et économiques des hommes fut standardisée, normalisée et intégrée par la force dans un plan central dicté d'en haut. Comme tout aspect qualitatif était enterré avec la démocratie, les caractéristiques déterminantes de ce plan ne pouvaient qu'être des normes et des taux de croissance quantitatifs. Ainsi, les sociétés de transition ont fait une priorité, parfois même plus que les sociétés capitalistes, de l'augmentation quantitative de la production, l'augmentation étant ordonnée par décrets et imposée par la répression. La protection des ressources et de l'environnement n'entraînait dans de tels plans, tout au plus, que sous forme quantitative (nombre de stations d'épuration, de filtres, dépenses de certains budgets etc.). Cette planification était dès le départ truffée d'erreurs et d'immenses fautes de planification (avec un gâchis correspondant de ressources) qui, faute de contrôle social, n'étaient repérées qu'au moment où elles étaient reconnues "d'en haut".

En outre, les différentes parties du plan correspondaient aux intérêts des différentes fractions de la bureaucratie qui le fixaient. Ainsi est né ce système de gigantisme si caractéristique pour l'URSS et les autres États bureaucratiques. Plus grands, plus vastes et plus centralisés sont les projets (exemple : détournement des fleuves sibériens), plus cela signifie de pouvoir pour les bureaucrates. On a vu apparaître des bureaucrates préoccupés de la défense de l'environnement depuis les années 70, mais ils étaient sans influence et restaient enfermés dans de petits départements annexes.

L'idéologie de la bureaucratie a prôné comme une obligation l'optimisme et la foi dans le progrès. Les bureaucrates avançaient la perspective de la "concurrence entre les deux systèmes" et du "dépassement" des sociétés capitalistes. Dans ce sens, des modèles de consommation et de modernisation capitalistes catastrophiques pour l'environnement étaient valorisés et adoptés comme valeurs idéologiques contribuant à

déterminer le cadre du plan. . Seuls des modèles basés sur une quantification des ressources naturelles (c'est-à-dire, des modèles comparables à ceux d'économistes bourgeois conservateurs) étaient acceptés par la bureaucratie.

Il va sans dire que la crise écologique ne pourra que s'aggraver dans le contexte de pillage économique et de capitalisme sauvage qui règne en Russie depuis la disparition de l'URSS, avec la bénédiction des puissances occidentales et du FMI.

IV. Mouvement ouvrier et écologie

Les écologistes accusent Marx et Engels de productivisme. Cette accusation est-elle justifiée ?

Non, dans la mesure où personne n'a autant dénoncé que Marx la logique capitaliste de production pour la production, l'accumulation du capital, des richesses et des marchandises comme but en soi. L'idée même de socialisme — au contraire de ses misérables contrefaçons bureaucratiques — est celle d'une production de valeurs d'usage, de biens nécessaires à la satisfaction de nécessités humaines. L'objectif suprême du progrès technique pour Marx n'est pas l'accroissement infini de biens ("l'avoir") mais la réduction de la journée de travail, et l'accroissement du temps libre ("l'être").

Cependant, il est vrai que l'on trouve parfois chez Marx ou Engels — et encore plus dans le marxisme ultérieur — une tendance à faire du "développement des forces productives" le principal vecteur du progrès, et une posture peu critique envers la civilisation industrielle, notamment dans son rapport destructeur à l'environnement. Le passage suivant des *Gründrisse* est un bon exemple de l'admiration trop peu critique de Marx pour l'œuvre "civilisatrice" de la production capitaliste, et pour son instrumentalisation brutale de la nature :

« *Le capital commence donc à créer la société bourgeoise et l'appropriation universelle de la nature et établit un réseau englobant tous les membres de la société : telle est la grande action civilisatrice du capital.*

« *Il s'élève à un niveau social tel que toutes les sociétés antérieures apparaissent comme des développements purement locaux de l'humanité et comme une idolâtrie de la nature. En effet la nature devient un pur objet pour l'homme, une chose utile. On ne la reconnaît plus comme une puissance. L'intelligence théorique des lois naturelles a tous les aspects de la ruse qui cherche à soumettre la nature aux besoins humains, soit*

comme objet de consommation, soit comme moyen de production ».

Par contre, on trouve aussi chez Marx des textes qui mentionnent explicitement les ravages provoqués par le capital sur l'environnement naturel — témoignant d'une vision dialectique des contradictions du "progrès" induit par les forces productives — comme par exemple le célèbre passage sur l'agriculture capitaliste dans le *Capital* :

« *Ainsi elle détruit et la santé physique de l'ouvrier urbain et la vie spirituelle du travailleur rural. Chaque pas vers le progrès de l'agriculture capitaliste, chaque gain de fertilité à court terme, constitue en même temps un progrès dans les ruines des sources durables de cette fertilité. Plus un pays, les*

avec les forêts les centres de collecte et les réservoirs d'humidité ils ont jeté les bases pour l'état désolé actuel de ces pays. (...). Les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui est en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nos avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et à pouvoir nous en servir judicieusement ».

Il ne serait pas difficile de trouver d'autres exemples. Il n'en reste pas moins qu'il manque à Marx et Engels une perspective écologique d'ensemble. La question écologique est un des plus grands défis pour un renouveau de la pensée marxiste au seuil du XXI^e siècle. Elle exige des marxistes une révision critique profonde de leur conception traditionnelle des "forces productives", et une rupture radicale avec



États Unis du Nord de l'Amérique par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce processus de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur. »

Même chez Engels, qui a si souvent célébré la "maîtrise" et la "domination" humaines sur la nature, on trouve des écrits qui attirent l'attention, de la façon la plus explicite, sur les dangers d'une telle attitude, comme par exemple le passage suivant de l'article sur *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme* (1876) :

« *Nous ne devons pas nous vanter trop de nos victoires humaines sur la nature. Pour chacune de ces victoires, la nature se venge sur nous. Il est vrai que chaque victoire nous donne, en première instance, les résultats attendus, mais en deuxième et troisième instance elle a des effets différents, inattendus qui trop souvent annulent le premier. Les gens qui, en Mésopotamie, Grèce, Asie Mineure et ailleurs, ont détruit les forêts pour obtenir de la terre cultivable, n'ont jamais imaginé qu'en éliminant ensemble*

l'idéologie du progrès linéaire et avec le paradigme technologique et économique de la civilisation industrielle moderne.

Parallèlement au développement du réformisme dans les rangs du mouvement ouvrier, la réflexion critique de Marx et Engels concernant les menaces que fait peser la civilisation capitaliste sur la nature a été mise sous le boisseau. Tout comme il s'est intégré pas à pas dans la société bourgeoise en acceptant ses principales institutions (État, armée, lois, etc.), le réformisme a repris point par point les conceptions productivistes de celle-ci. Par exemple, vers le début du siècle, le *Deutscher Metallarbeiterverband* (DMV), organisation des ouvriers de la métallurgie, dominée par la social-démocratie, explique dans une prise de position significative : « *Plus le développement de la technique sera rapide, plus vite le mode de production capitaliste aura atteint le point où il se bloquera lui-même et où il devra être remplacé par un mode de production supérieur.* »

La social-démocratie et le stalinisme, malgré leurs désaccords sur beaucoup de questions, avaient en commun une conception productiviste de l'économie et une profonde insensibilité aux questions de l'envi-

ronnement. Il faut reconnaître que les courants révolutionnaires en général — et la IV^e Internationale en particulier — n'ont commencé à intégrer la problématique écologique qu'avec beaucoup de retard...

La persistance de catastrophes écologiques, la croissance de mouvements pour la protection de la nature, les succès partiels de ceux-ci, leurs tentatives de structuration politique (partis "verts"), etc. ont conduit à des différenciations à l'intérieur du mouvement ouvrier : dans une série de pays, des syndicats entiers ou du moins de fortes minorités en leur sein s'opposent à l'utilisation "pacifique" de l'énergie nucléaire — CGIL en Italie, mineurs britanniques — et font preuve d'une sensibilité accrue face aux questions écologiques : CUT au Brésil, SUD en France, les Commissions Ouvrières en Espagne, IG-Metall en Allemagne, etc.

On peut distinguer actuellement quatre courants dans les partis et syndicats qui se réclament des travailleurs :

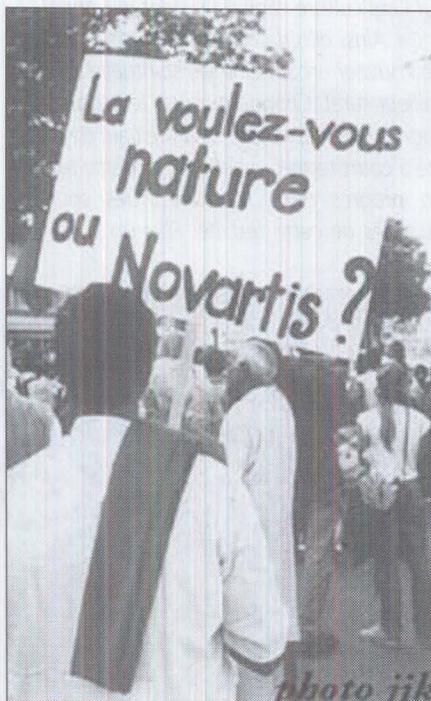
a) La fraction "béton" qui veut continuer comme si rien ne s'était passé. Même cette fraction a dû procéder à des adaptations, vu les développements catastrophiques pour l'environnement. Elle revendique aujourd'hui des normes d'émissions et de réglementations nouvelles, mais plaide pour le maintien de l'énergie nucléaire. Sans modifier ses positions myopes, elle s'est pourtant déclarée d'accord avec des "réparations" écologiques, surtout si celles-ci ouvrent de nouveaux marchés.

b) Un courant technocratique qui croit pouvoir résoudre les problèmes écologiques par l'utilisation de technologies avancées (high-tech). En réalité, il ne s'agit le plus souvent que d'un simple transfert des problèmes : que faire, par exemple, des quantités énormes de résidus de filtrage, de boues d'épuration et autres déchets ? Peter Glotz du SPD allemand plaide en faveur d'une coopération avec la fraction "end of the pipe technology" du grand capital : par une alliance entre "la gauche traditionnelle, les élites techniques et les minorités critiques des capitalistes bien orientés en matière de croissance", une innovation socialement dirigée pourrait être réalisée. Il rejette expressément la remise en cause de la propriété privée des moyens de production.

c) Le troisième courant qu'on pourrait appeler "réformiste écologique", craint lui aussi de parler des rapports de production. Une fois de plus, on prétend qu'il serait possible de débarrasser le capitalisme, traité pudiquement de "société industrielle", d'une de ses excroissances, en l'occurrence, de ses péchés écologiques. Erhard Eppler, en tant que président de la "commission des

valeurs fondamentales" du SPD allemand, a pu expliquer : « *Plus que jamais, la tâche de la social-démocratie est donc de procéder, par une nouvelle politique de réformes, à des corrections démocratiques, humaines et écologiques de la société industrielle.* »

d) Le quatrième courant, plutôt minoritaire, mais loin d'être négligeable, c'est



l'éco-socialisme, qui intègre les acquis fondamentaux du marxisme — tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Les éco-socialistes ont compris que la logique du marché et du profit (de même que celle de l'autoritarisme techno-bureaucratique des défuntes "démocraties populaires") sont incompatibles avec les exigences écologiques. Tout en critiquant l'idéologie des courants dominants du mouvement ouvrier, ils savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système.

En rupture avec l'idéologie productiviste du progrès — dans sa forme capitaliste et/ou bureaucratique (dite "socialiste réelle") — et opposé à l'expansion à l'infini d'un mode de production et de consommation destructeur de l'environnement, l'éco-socialisme représente dans le mouvement ouvrier et dans l'écologie la tendance la plus sensible aux intérêts des travailleurs et des peuples du Sud, celle qui a compris l'impossibilité d'un "développement soutenable" dans les cadres de l'économie capitaliste de marché.

Notre objectif, en tant que révolutionnaires, c'est d'être partie prenante de ce courant et de convaincre les travailleurs que les réformes partielles sont totalement insuf-

fisantes : il faut remplacer la micro-rationalité du profit par une macro-rationalité socialiste et écologique, ce qui exige un véritable changement de civilisation. Cela est impossible sans une profonde réorientation technologique, visant au remplacement des sources actuelles d'énergie par d'autres, non-polluantes et renouvelables, telles que l'énergie solaire. La première question qui se pose est donc celle du contrôle sur les moyens de production, et surtout sur les décisions d'investissement et de mutation technologique.

Une réorganisation d'ensemble du mode de production et de consommation est nécessaire, fondée sur des critères extérieurs au marché capitaliste : les besoins réels de la population et la sauvegarde de l'environnement. En d'autres termes, une économie de transition au socialisme fondée sur le choix démocratique des priorités et des investissements par la population elle-même — et non par les "lois du marché" ou par un politburo omniscient. Une économie planifiée, capable de surmonter durablement les tensions entre satisfaction des besoins sociaux et impératifs écologiques. Une transition conduisant à un mode de vie alternatif, à une civilisation nouvelle, au-delà du règne de l'argent, des habitudes de consommation artificiellement induites par la publicité, et de la production à l'infini de marchandises nuisibles à l'environnement (la voiture individuelle !).

V. Acquis et limites du mouvement écologique

L'acquis fondamental du mouvement écologique, qui a provoqué un changement profond dans la prise de conscience des questions de l'environnement, a été et reste la compréhension de l'ampleur de la destruction de l'environnement par le capitalisme tardif. La destruction de la nature a atteint des dimensions qui mettent en péril l'humanité toute entière. Il s'agit ici, comme dans le cas d'une guerre nucléaire mondiale, d'une question de survie. Toutefois, à la différence du danger de destruction nucléaire, c'est une question qui est toujours "neuve" et qui s'aggrave constamment par des manifestations de plus en plus évidentes. Cet acquis fondamental du mouvement écologique constitue en même temps sa limite fondamentale. Dans la mesure où la question est reconnue comme vitale pour l'humanité, on cherche des solutions interclassistes et par conséquent on n'utilise pas les moyens adéquats (lutte de classe contre le capital).

La remise en question du concept de

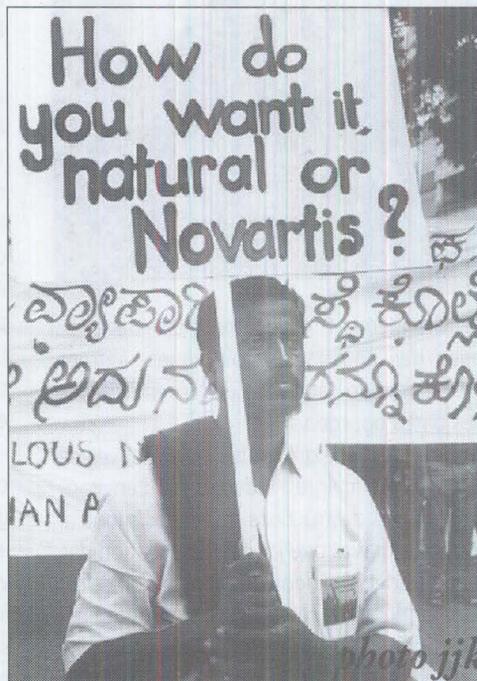
“progrès” est, elle aussi, un acquis du mouvement écologique. Elle a montré les carences de l’analyse marxiste du capitalisme tardif : on ne peut plus parler comme au début du développement du capitalisme d’un développement positif de forces de production qui ne seraient que freinées par le cadre de la propriété privée des moyens de production ou développées au détriment du prolétariat. Le capitalisme, qui a “survécu” beaucoup plus longtemps qu’historiquement “nécessaire” pour le développement des forces productives, transforme de plus en plus les forces de production en forces de destruction. Mais ceci signifie aussi qu’elles ne peuvent pas être “libérées” telles quelles, c’est-à-dire utilisées dans un système socialiste au profit de tous, mais qu’une sélection et une analyse critique sont nécessaires. Il ne s’agit pas seulement d’une question théorique, mais aussi d’une question éminemment pratique qui comporte la critique de l’idée de “dépassement” du capitalisme propre à la bureaucratie stalinienne. De plus, le côté matériel de la production (valeur d’usage) a été mis en avant pour la première fois par une analyse plus fouillée, en posant la question de savoir quels produits sont désirables d’un point de vue écologique et social etc.

Après le recul du mouvement de 1968, le mouvement écologique a de nouveau introduit dans la politique la dimension “utopique”. La discussion sur un changement fondamental du système social, sur une autre façon de vivre et de produire, est relancée à partir des nécessités écologiques. Au débat susmentionné sur la valeur d’usage des produits est intégrée la discussion d’une production socialement utile, de nouvelles idées utopiques à propos d’une société différente sont exprimées et des “plans de reconversion” concrets sont esquissés.

Le premier lieu de développement du mouvement écologique a été l’Europe. Des mobilisations de masse importantes ont eu lieu, même dans les pays où le mouvement ouvrier était sur la défensive, comme l’Autriche, la Suisse ou l’Allemagne. Les formes de lutte combattives et concrètes, comme des manifestations, des blocus, des occupations de sites ont favorisé l’essor d’une “culture de résistance”. Si dans un premier moment l’axe principal des luttes a été la question du nucléaire, par la suite d’autres thèmes se sont révélés mobilisateurs : le combat contre la pollution et le refus des OGM. Des événements comme la crise de la “vache folle” ont sensibilisé l’opinion à la question de la “mal-bouffe” et des dangers résultant

de la logique de rentabilité du marché capitaliste. En France, l’entrée en scène de la Confédération Paysanne a créé une dynamique radicale : partant d’une action symbolique (démontage d’un MacDonald) contre les mesures de rétorsion américaines face à l’interdiction française d’importation de bœuf aux hormones, la lutte s’est étendue à une dénonciation de l’OMC, avec le soutien de syndicats, associations écologiques et partis de gauche, et une large sympathie de l’opinion publique. Cette sympathie s’est manifestée en juin 2000 lors du rassemblement de solidarité avec les paysans en procès à Millau (France).

Les USA ont aussi connu des mobilisations écologiques importantes, et la formation d’un mouvement complexe et hétérogène, allant de la “deep ecology”, qui prétend donner la priorité aux espèces végétales et animales sur l’humanité, à l’éc-socialisme. Les récentes mobilisations à Seattle — décembre 1999 — ont montré la puissance de ce mouvement et la disposition de plusieurs de ses composantes — comme par exemple l’importante association écologique “Amis de la Terre” — à s’allier avec les syndicats et la gauche dans le combat contre l’OMC et la marchandisation du monde. Seattle a aussi permis une première convergence dans la lutte entre mouvements nord-américains, européens — la Confédération Paysanne française était représentée par ses porte-parole (José Bové) — et du Tiers Monde.



Rien ne serait plus faux que de considérer que les questions écologiques ne concernent que les pays du Nord — un luxe des

sociétés riches. De plus en plus se développent dans les pays du capitalisme périphérique — le “Sud” — des mouvements sociaux à dimension écologique.

Ces mouvements réagissent à une aggravation croissante des problèmes écologiques d’Asie, Afrique et Amérique Latine, en conséquence d’une politique délibérée “d’exportation de la pollution” par les pays impérialistes, et du productivisme effréné exigé par la “compétitivité”. On voit ainsi apparaître dans les pays du Sud des mobilisations populaires en défense de l’agriculture paysanne, et de l’accès communal aux ressources naturelles, menacés de destruction par l’expansion agressive du marché (ou de l’État), ainsi que des luttes contre la dégradation de l’environnement immédiat provoquée par l’échange inégal, l’industrialisation dépendante et le développement du capitalisme (“l’agro-business”) dans les campagnes. Souvent, ces mouvements ne se définissent pas comme écologistes, mais leur combat n’en a pas moins une dimension écologique déterminante.

Il va de soi que ces mouvements ne s’opposent pas aux améliorations apportées par le progrès technologique : au contraire, la demande d’électricité, eau courante, canalisation des égouts, et multiplication des dispensaires médicaux figure en bonne place dans leur plate-forme de revendications. Ce qu’ils refusent c’est la pollution et la destruction de leur milieu naturel au nom des “lois du marché” et des impératifs de “l’expansion” capitaliste.

Un texte de 1991 du dirigeant paysan péruvien Hugo Blanco (de la Quatrième Internationale) exprime remarquablement la signification de cette “écologie des pauvres” : « A première vue, les défenseurs de l’environnement ou les conservationnistes apparaissent comme des types gentils, légèrement fous, dont le principal objectif dans la vie c’est d’empêcher la disparition des baleines bleues ou des ours pandas. Le peuple commun a des choses plus importantes pour s’occuper, par exemple comment obtenir son pain quotidien. (...) Cependant, il existe au Pérou un grand nombre de gens qui sont des défenseurs de l’environnement. Bien sûr, si on leur dit, “vous êtes des écologistes”, ils répondront probablement “écologiste ta sœur” !... Et pourtant : les habitants de la ville d’Ilo et des villages environnants, en lutte contre la pollution provoquée par la Southern Peru Copper Corporation ne sont-ils pas des défenseurs de l’environnement ? (...) Et la population de l’Amazonie, n’est-elle pas totalement écologiste, prête à mourir pour défendre ses forêts contre la déprédation ?

De même la population pauvre de Lima, lorsqu'elle proteste contre la pollution des eaux. »

Le Brésil est un des pays où l'articulation du social et de l'écologique a atteint des niveaux importants. On assiste à la mobilisation du Mouvement des Paysans Sans Terre (MST) contre les OGM, dans un affrontement direct avec le grand trust multinational Monsanto, et à la tentative des municipalités ou provinces gérées par le Parti des Travailleurs d'introduire des objectifs écologiques dans leur programme de démocratie participative. Le gouvernement de la province du Rio Grande do Sul, proche du MST et de la gauche du PT, veut éliminer les OGM de la région, au grand dam des riches propriétaires fonciers, qui dénoncent cet exemple "d'archaïsme" et voient dans la lutte contre les semences transgéniques une "conspiration pour imposer la réforme agraire".

Les populations indigènes, qui vivent en contact direct avec la forêt, sont parmi les premières victimes de la "modernisation" imposée par le capitalisme agraire. Elles se mobilisent donc dans beaucoup de pays d'Amérique Latine pour défendre leur mode de vie traditionnel, en harmonie avec l'environnement, contre les bulldozers de la "civilisation" capitaliste. Parmi les innombrables manifestations de "l'écologie des pauvres" brésilienne, un mouvement apparaît comme particulièrement exemplaire, par sa portée à la fois sociale et écologique, locale et planétaire, "rouge" et "verte" : le combat de Chico Mendes et de la Coalition des Peuples de la Forêt en défense de l'Amazonie brésilienne, contre l'œuvre destructrice des grands propriétaires fonciers et de l'agro-business multinational.

Rappelons brièvement les principaux moments de cet affrontement. Militant syndical lié à la Centrale Unique des Travailleurs et au Parti des Travailleurs brésilien, se réclamant explicitement du socialisme et de l'écologie, Chico Mendes organise, au début des années 80, des occupations de terres par des paysans qui vivent de la collecte du caoutchouc (seringueiros) contre les latifundistes qui envoient leurs bulldozers abattre la forêt en vue de la remplacer par des pâturages. Dans un deuxième temps il réussit à rassembler des paysans, des travailleurs agricoles, des seringueiros, des syndicalistes et des tribus indigènes — avec le soutien des communautés de base de l'Église — dans l'Alliance des Peuples de la Forêt, qui met en échec plusieurs tentatives de déforestation. L'écho international de ces actions lui vaut en 1987 l'attribution du Prix Ecologique Global, mais peu après, en décembre 1988,

les latifundistes lui font payer très cher son combat en le faisant assassiner par des tueurs à gages.

Par son articulation entre luttes sociales et écologie, résistances paysannes et indigènes, survivance des populations locales et sauvegarde d'un enjeu global (la protection de la dernière grande forêt tropicale), ce mouvement peut devenir un paradigme des futures mobilisations populaires dans le "Sud".

Dans certains pays — notamment en Europe — le mouvement écologique a réussi à faire adopter de nombreuses réformes, qui ont partiellement freiné un accroissement explosif de la destruction de la nature. Ainsi, par exemple, il n'y a eu presque plus de nouvelles centrales nucléaires, la production de certains produits chimiques (CFC, engrais, etc.) a été limitée, des normes restrictives ont été fixées pour certaines usines, pour les automobiles, etc. Une industrie de



l'environnement capitaliste s'est développée, des réformes écologiques entrent même dans le catalogue des revendications des partis bourgeois.

Pourtant, malgré toutes les tentatives de réformes et malgré l'industrie de l'environnement, les destructions au niveau mondial sont plus graves que jamais. La pollution des mers, le déboisement des forêts tropicales, les changements climatiques, montrent clairement que la dynamique globale de la crise écologique reste inchangée. De ce point de vue, cette crise montre la nécessité, par-dessus toute réforme, d'un changement fondamental de notre société.

Comme il n'a pas de programme révo-

lutionnaire cohérent et qu'il ne considère pas les travailleurs comme sujet révolutionnaire, le mouvement écologique est loin de concrétiser son aspiration à constituer une nouvelle force sociale, qui puisse occuper ou hériter de la place du mouvement ouvrier. Néanmoins, si on fait abstraction des groupements explicitement bourgeois ou réactionnaires, numériquement faibles, le mouvement écologique reste un allié important des révolutionnaires dans la lutte d'ensemble contre le système capitaliste.

VI. Les problèmes de l'environnement et la domination bourgeoise

A cause des effets de la production capitaliste sur l'environnement, la destruction des fondements naturels de la société humaine a atteint une dimension nouvelle qui est en soi un problème pour la domination de la bourgeoisie et son idéologie :

— la crise écologique est mondiale et, dans un contexte de concurrence inhérent au capitalisme, elle ne peut qu'être conçue comme un mal commun;

— certaines causes de la crise écologique remontent dans le temps, d'autres sont le produit du développement combiné de différents facteurs séparés; il est donc difficile d'en établir et d'en dater les causes temporelles et physiologiques. De même, la maîtrise de la crise écologique nécessite du temps et des investissements qui condamnent au désarroi toutes les conceptions bourgeoises des cycles input/output ;

— enfin, contrairement à ce qui est le cas quant à la crise économique classique, aux conséquences sociales néfastes du capitalisme et même aux suites d'affrontements militaires, on ne peut faire payer que partiellement l'addition de la crise écologique aux classes dominées et exploitées. Cependant, il est incontestable que, surtout dans les pays dépendants, les classes opprimées en portent le fardeau essentiel. et ceci d'autant plus qu'il y a interaction entre crise sociale et économique et crise écologique.

La prise de conscience croissante de la crise écologique et le mouvement écologique qui s'est formé dès le début des années 1960, ont représenté une attaque vigoureuse contre l'un des concepts les plus importants de l'idéologie bourgeoise : l'idée selon laquelle l'ordre social et économique bourgeois serait à même de garantir de façon continue un "progrès pour tous", ou bien que la soumission continue de la nature est en soi positive et que tous les problèmes en rapport avec elle pourraient être

résolus.

Face au défi idéologique, des tentatives d'actualisation de l'idéologie bourgeoise ont vu le jour. La première, mondialement connue, a été le rapport du Club de Rome ("Les limites de la croissance", 1972), qui démontrait que la destruction de l'environnement progresse rapidement et proposait une politique supranationale contre la croissance démographique, le gâchis de matières premières, la destruction de l'environnement etc. Cette étude, et d'autres qui ont suivi, ont eu un effet à double tranchant. D'une part, la science et l'idéologie bourgeoise reprenaient l'initiative sur les questions de l'environnement et entamaient la discussion sur les pronostics et les exigences à mettre en avant. D'autre part, cela confirmait les visions pessimistes de l'avenir du monde en stimulant davantage le mouvement écologique. L'ordre existant de l'économie capitaliste mondiale perdait son auréole de supériorité ; sa finalité et ses mécanismes étaient remis en question de l'intérieur. En même temps, ces analyses aboutissaient à des catalogues de revendications plus ou moins élaborés tendant à une planification mondiale et à une régulation politique de l'économie. Ainsi, elles entraient directement en conflit avec l'économie de marché capitaliste, le libéralisme économique et les offensives gouvernementales de dérégulation à l'ordre du jour partout dans le monde à l'époque.

Au plus tard au milieu des années 1980, une deuxième offensive bourgeoise sur le terrain de la défense de l'environnement s'était avérée nécessaire : il fallait apporter des solutions, surtout au niveau de la politique concrète, à de telles contradictions. Le rapport Brundtland ("Our Common Future"), adopté par l'assemblée générale de l'ONU en 1988, en est une expression. Il est déjà entièrement marqué par la conviction bourgeoise que le capitalisme, tout en portant malheureusement atteinte à l'environnement, sera en même temps en condition de prendre les mesures de réparation nécessaires. Il prétendait ainsi rassembler les éléments d'une nouvelle croissance plus équilibrée ("développement soutenable").

Les années 1990 ont accentué la contradiction entre les promesses de nouvelles régulations internationales du capitalisme mondialisé et la brutalité de leurs conséquences sociales et environnementales. La Déclaration de Rio, issue du sommet de la Terre (1992), a certes énoncé quelques principes, comme le principe de précaution, qui représentent une avancée dans la prise de conscience des données de la crise écologique. Ni l'Agenda 21, un vaste fourre-tout

de 2500 mesures, ni les conventions internationales sur la biodiversité ou les changements climatiques, n'ont débouché sur les solutions radicales nécessaires. Tandis que la création de l'OMC soumet plus encore l'environnement aux effets de la libéralisation du commerce international, ces conventions sont restées largement en échec. Les proclamations en défense de la biodiversité sont impuissantes face à la dégradation continue des milieux naturels. Sur le plan politique, elles se heurtent aux intérêts des multinationales de

de l'agrochimie et de la pharmacie qui cherchent à s'appropriier le vivant par l'expansion des OGM et le brevetage des génomes. Le protocole de Kyoto (1997) sur l'effet de serre n'induit aucune obligation pour les pays riches sur les moyens d'accéder aux objectifs, fort modestes, de réduction des émissions de gaz à effet de serre. 125 milliards de dollars sur 10 ans avaient été annoncés à Rio pour ces politiques de défense de l'environnement à l'échelle internationale. En 1996, seul 315 millions de dollars avaient été investis. Entre les idées réformistes prônées dans le rapport Brundtland, puis à Rio, et le modèle ultra-libéral de l'impérialisme dominant, ce dernier l'a pour le moment emporté.

Aujourd'hui, une approche pratique des problèmes de l'environnement fait partie du programme de tout gouvernement bourgeois. En général, on s'efforce de fixer des limites à la pollution de l'air, de la terre et de l'eau. S'y ajoutent des plans progressifs de réduction des effets dangereux des résidus des processus de production. Ces plans font péniblement l'objet d'accords internationaux. En fin de compte, une telle politique n'est que du rafistolage : elle reste toujours insuffisante pour contrecarrer les destructions qui se produisent réellement. Les programmes économiques et les orientations politiques concernant "l'économie écologique de marché" prennent eux aussi de l'importance. Jusqu'à présent, les tentatives de tourner intrinsèquement l'économie capitaliste vers un fonctionnement respectueux de l'environnement n'ont pas dépassé le stade de la théorie.

Cependant dans le contexte de mondia-

lisation capitaliste, une vaste offensive est en cours pour imposer un système de "marchés de droits à polluer" à l'échelle mondiale dans le cadre de la lutte pour la réduction de la quantité de gaz à effet de serre. Mis en avant par les États-Unis, ce mécanisme a été accepté par l'Union Européenne. Il comporte de graves dangers qu'il convient de combattre. En premier lieu, il ouvre la voie à un renforcement de la dépendance des pays sous-développés par rapport à ceux du Nord : dans un dispositif où chacun dispose

de son quota monnayable de pollution, le pouvoir de décider appartient à ceux qui disposent de la puissance financière pour marchander la pollution à leur guise. Les pays du Sud et de l'Est, fortement endettés, risquent fort de vendre leur quota aux pays du Nord, pourtant déjà largement les



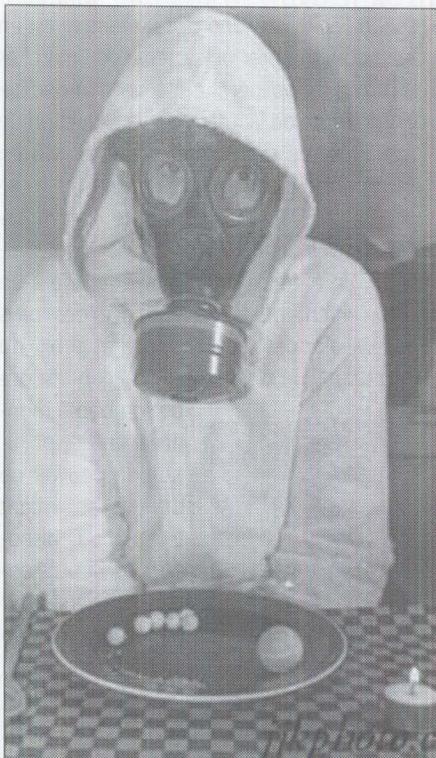
plus pollueurs.

Ensuite le système vise à transformer la pollution en marchandise, donc en source de profit. Comment imaginer dans ces conditions que cela permette une réduction effective de la pollution ?

Enfin, il faut souligner que ce dispositif, pièce maîtresse de l'offensive libérale dans le domaine environnemental, a pour objectif de désamorcer la charge subversive de la critique écologique dont la logique tend à remettre en cause le fonctionnement d'ensemble du système capitaliste : il s'agit d'accréditer l'idée que le marché est le meilleur instrument de lutte contre la pollution, que plus de capitalisme rendrait le capitalisme intrinsèquement "propre".

Cette idée doit être combattue au même titre que la thèse selon laquelle la protection de l'environnement pourrait devenir le moteur d'une "nouvelle modernisation de l'économie capitaliste".

Un véritable fossé sépare les États riches des États pauvres. Si, dans les pays impérialistes riches, on a réussi ces dernières années à endiguer quelques-uns des phénomènes les plus graves de pollution et de destruction, dans les pays pauvres, même les moindres mesures nécessaires échouent face aux problèmes de financement ou face à l'intérêt de quelques entreprises qui réalisent leurs profits, en grande partie, justement en dégradant l'environnement.



VII. Expériences d'organisation politique du mouvement écologique

Dans un nombre croissant de pays, des partis verts se développent. En Europe occidentale, ils ont acquis une représentation parlementaire dans des pays aussi différents que l'Allemagne, la France, l'Autriche, la Belgique, la Suède ou le Portugal et constituent un groupe significatif du Parlement Européen avec 47 députés. Ils participent maintenant avec des coalitions de gauche aux gouvernements de trois pays de l'Union : Allemagne, France et Belgique. Des partis verts existent de même dans des pays dépendants (Brésil, Turquie, etc.). Aux USA, la candidature de Ralph Nader aux élections présidentielles symbolise l'émergence politique, à partir des luttes anti-mondialisation, d'un front rassemblant défenseurs de l'environnement, jeunes et syndicalistes.

Le développement d'organisations et de partis verts depuis une vingtaine d'années s'explique, bien sûr, par l'émergence d'une crise écologique à dynamique globale, mais ne peut se comprendre sans des facteurs politiques supplémentaires, comme le manque de perspectives générales des directions traditionnelles du mouvement ouvrier ou l'absence de percée révolutionnaire en Europe capitaliste après 1968.

Il est complètement erroné de mettre dans le même sac les diverses expériences "vertes". Selon les pays, les cultures politiques, leur origine historique concrète, elles ont des caractéristiques spécifiques. La

palette va d'une forte influence de forces bourgeoises et petites-bourgeoises jusqu'à la cohabitation de courants gauches, alternatifs, éco-socialistes, en passant par des groupements verts réformistes. On peut dire d'une façon générale et avec toute la prudence qui s'impose que :

— il s'agit de tentatives d'organisation dans la gauche réformatrice qui se situent, le plus souvent, à gauche des directions traditionnelles ;

— bien que leur base sociale soit souvent composée à 75% de salariés, ces courants ne se considèrent pas comme faisant partie du mouvement ouvrier ;

— tout en étant souvent nés comme des structures électorales informelles sur des plates-formes centrées sur l'écologie, les mouvements verts ont pris des positions critiques dans d'autres domaines aussi (politique sociale, course aux armements, tiers-monde, etc.) ;

L'activité des Verts est caractérisée par la combinaison d'une critique souvent correcte d'injustices sociales sectorielles et des "stratégies" réformatrices illusoirs. Dans la plupart des cas, l'activité gouvernementale ou parlementaire étouffe quasiment l'activité militante du parti vert, favorise l'apparition de formes traditionnelles de délégation de pouvoir, et par-là même tend à désamorcer le caractère radical de son mouvement. Pire, les Verts allemands, par exemple, sont en passe de perdre toute la charge utopique contenue dans la critique écologiste, et de se transformer en un simple "parti de réforme" parmi d'autres. Leur entrée dans le gouvernement, à la fin 1998, a provoqué chez les "Grünen" un véritable séisme politique. Les secousses se sont succédées avec le compromis difficile sur le dossier nucléaire, la guerre du Kosovo et l'accentuation du cours néolibéral de la politique gouvernementale. Pour autant, il est vain de spéculer sur le rythme et les formes possibles des évolutions encore à venir dans les partis écologistes et sur la question de savoir dans quelle mesure la succession de décisions prises par les Verts pourrait faire système en modifiant ainsi leur caractère.

Les marxistes révolutionnaires jugent les acteurs politiques non pas en premier lieu en fonction de leurs affirmations, de leurs programmes ou de la conscience qu'ils ont d'eux-mêmes, mais d'après leur fonction réelle dans la lutte de classe. De façon générale, on peut affirmer que l'apparition d'organisations et de partis verts n'a pas eu d'effets rétrogrades, mais a, dans nombre de cas, élargi le champ d'action de la gauche. Loin de les ignorer, il s'agit plutôt de développer face à eux une politique active :

actions communes, débat sur leurs positions théoriques etc. Dans certains pays, ont surgi des partis de protestation et des mouvements écologiques qui rassemblent électoralement et organisent une partie du potentiel critique social. Il appartient à chaque section de l'Internationale de juger concrètement de la meilleure forme de coopération avec de tels partis ou mouvements.

VIII. La IV^e Internationale et la crise écologique

Comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, nous trouvons dans la pensée marxiste originelle les prémisses d'une critique écologique radicale du capitalisme. Mais, comme ce fut le cas pour la plupart des partis du mouvement ouvrier, cette problématique n'a pas été abordée dans les premières années d'existence de notre Internationale. Il serait inutile de la chercher, par exemple, dans le Programme de transition, qui est le document programmatique de base du congrès de fondation en 1938. Dans la période qui a suivi la seconde guerre mondiale, les marxistes révolutionnaires n'ont pas du tout ignoré la destruction de l'environnement et la pollution de l'air et de l'eau. Mais ces phénomènes n'étaient considérés que comme l'une des conséquences néfastes d'un système exploiteur et inhumain et non perçus comme un phénomène global qui menace de détruire les bases même de toute vie.

Ceci a changé depuis le début des années 1970, lorsque la tendance autodesstructrice de la société capitaliste était devenue un sujet largement discuté et repris, notamment par des idéologues bourgeois du Club de Rome en 1972. Des articles et des études écrits par des membres de notre mouvement sont apparus.

Mais le véritable test pour les organisations du mouvement ouvrier a été la naissance d'un mouvement populaire contre l'énergie nucléaire, surtout au Japon, en Europe de l'Ouest et aux États-Unis.

Pratiquement toutes les sections de la Quatrième Internationale ont été impliquées dans ces mouvements de masse, même si très peu de sections ont trouvé les moyens de consolider leur travail écologique quand le mouvement antinucléaire a commencé à décliner. L'expérience de ces mouvements a cependant frayé son chemin dans nos discussions pour les congrès mondiaux. Tandis que dans les textes du Xe congrès, l'écologie ou les problèmes qui lui sont liés ne sont même pas mentionnés, au congrès suivant, en 1979, la lutte contre l'industrie nucléaire est considérée comme "une question de survie de la classe ouvrière" et on déclare que



eu de problèmes avec l'intégration de ces "nouveaux" thèmes dans l'activité de notre mouvement. Beaucoup de camarades ont continué à considérer les problèmes écologiques comme une contradiction du capitalisme parmi d'autres. Ils ne les ont pas conçus comme des problèmes étroitement liés aux luttes quotidiennes pour la survie de la classe ouvrière, contre des conditions de vie et de travail inhumaines, contre le danger de guerre. La plupart

des sections n'ont commencé à se poser les problèmes écologiques que lorsqu'ils ont fait les gros titres de la presse à la suite des actions d'autres forces. Il s'en est suivi que le débat au sein de l'Internationale a été relativement lent. Tandis que d'autres courants et individus discutent de la question de l'écologie et du socialisme depuis des dizaines d'années, les marxistes révolutionnaires sont restés plutôt silencieux. Il est de plus en plus clair que les marxistes doivent faire un effort spécial pour appliquer leur méthode aux questions posées. Il n'est pas possible de se limiter à prendre quelques éléments de la pensée écologique et de les peindre un peu en rouge.

La IV^e Internationale ne veut pas seulement contribuer aux discussions sur la politique écologique concrète. Elle veut aussi faire les pas en avant politiques et organisationnels nécessaires aux actions de masses. Car ce n'est que par l'action du mouvement de masse que les conditions actuelles pourront être changées.

IX. Programme d'action

Aujourd'hui, il existe à travers le monde une multitude d'initiatives et de mouvements contre le pillage et la destruction de la nature. La IV^e Internationale soutient ces initiatives et ces mouvements et y participe parfois d'une façon critique, car les positions générales de certains écologistes sont souvent plutôt confuses. Les expériences du mouvement écologique montrent que seules de larges mobilisations et de protestations de masse permettent de gagner l'opinion publique et d'obtenir de succès réels.

Dans une large mesure, crise écologique et crise sociale sont alimentées par des mécanismes identiques. Intérêts des grands lobbies économiques, dictature toujours plus exclusive des "marchés", ordre mondial incarné par l'OMC, le FMI, la BM et le G8, etc., contribuent à l'épuisement conjoint des humains et de la nature. Des facteurs communs étant à l'œuvre dans les crises écologique et sociale contemporaines, des remèdes communs peuvent et doivent être

avancés : il faut briser l'état du "libéralisme économique" pour placer au centre des choix besoins humains et contraintes écologiques. D'où cette communauté de combat que l'on retrouve entre l'écologie et le social, ces terrains immédiats de convergences.

1. La défense des services publics

L'exemple des transports illustre combien une logique de service public est nécessaire pour répondre de façon cohérente aux impératifs sociaux et écologiques. En Europe, la logique libérale exige la réduction du réseau ferroviaire aux modes et aux lignes "rentables", favorisant pour le reste l'accroissement du "tout routier". Les exigences sociales (transports publics bon marché, réseau complet irriguant le territoire, normes de salaires et de travail acceptables) comme écologiques (réduction des modes de transports les plus polluants, physiquement les plus destructeurs et énergétiquement les plus coûteux) nécessitent le développement des transports en commun dans une logique de service public. Il en va de même en bien d'autres domaines.

Mais ce constat ne clôt pas le débat sur l'organisation contemporaine d'un service public. En effet, les monopoles d'État sont susceptibles d'élaborer leur politique en fonction d'objectifs non-démocratiques (dans l'énergie, par exemple, liens entre pétroliers et intervention impérialiste en Afrique, ou liens entre nucléaire civil et militaire), selon des modes de gestion et des modèles productifs étroitement capitalistes, en fonction de normes de rentabilité calculées sur celles des monopoles privés.

2. La lutte contre les pollutions

On prend de plus en plus conscience du coût humain (atteintes à la santé, hausse des prix, etc.) et naturel (atteintes à la biodiversité) des pollutions, ainsi que du rôle que jouent nombre d'intérêts économiques établis dans leur aggravation. Prépondérance de l'automobile, pollution atmosphérique et problèmes croissants de santé dans les centres urbains. Prépondérance de l'agro-industrie et pollution brutale des eaux, ou pollution difficilement réversible des nappes phréatiques. Prépondérance du lobby nucléaire et accumulation pour de très longues durées des déchets radioactifs, en France et dans d'autres pays. Prépondérance de grands intérêts privés et augmentation socialement insupportable du coût de l'eau potable au Nord — et absence massive d'ac-

la tâche de l'Internationale et des ses sections est de "renforcer le mouvement en entraînant les ouvriers industriels" dans sa lutte. Au congrès de 1985, les positions sont mieux élaborées. Les documents donnent une analyse plus détaillée pour chacun des trois secteurs de la révolution mondiale. La résolution principale appelle l'Internationale et ses sections à avancer de plus en plus la question écologique dans leur propagande et leurs activités et à organiser des actions communes avec les mouvements écologistes. En 1990, un projet de résolution sur l'écologie fut rédigé par une commission composée de membres de différentes sections de l'Internationale, et présenté à la discussion du XIII^e Congrès, mais il fut décidé d'approfondir le débat avant d'adopter un document.

Aujourd'hui, la IV^e Internationale considère la destruction de l'environnement comme un des principaux dangers qui menacent l'humanité, un problème qui donne un sens nouveau à la fameuse formule de Rosa Luxembourg : socialisme ou barbarie. Elle voit dans l'engagement du mouvement ouvrier et de ses organisations dans la lutte contre la destruction de la planète sa tâche principale dans ce domaine et elle s'efforce de frayer le chemin de la collaboration du mouvement social et du mouvement écologique, non seulement contre les différentes formes de destruction, mais aussi contre le système qui les détermine. Elle veut contribuer à la discussion dans ces mouvements et essaye de contrecarrer les illusions largement répandues sur la possibilité d'un capitalisme "propre".

Dans de nombreux pays, l'Internationale participe activement aux luttes en cours, comme celle contre les OGM ou contre la destruction de la forêt amazonienne au Brésil. Les sections européennes sont de plus en plus impliquées dans le mouvement écologique de leur pays. Dans nos analyses, le problème écologique constitue un des pôles les plus importants autour desquels la restructuration du mouvement ouvrier doit s'opérer.

Tout cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas

cès à l'eau potable au Sud... Dans chacun de ces domaines, combat écologique et combat social exigent d'opposer une logique alternative à celle de groupes économiques dominants.

La gravité des problèmes de pollution et de santé publique contribue à faire évoluer les consciences. Il devient plus difficile de présenter les enjeux dits écologiques comme des questions marginales, étrangères aux questions sociales, comme des préoccupations élitaires, un luxe pour petit-bourgeois. En Europe, la crise de la vache folle représente probablement un point d'inflexion majeur, analogue à Tchernobyl pour le nucléaire : elle a mis en pleine lumière l'acuité du danger intrinsèquement contenu dans le mode de production incarné par l'agro-industrie.

Il faut également combattre sans concession les solutions illusoire telles que les marchés de droits à polluer que les pays du Nord cherchent à imposer à la planète. La pollution ne doit pas se marchander, mais être éradiquée.

3. En défense de l'emploi

Une politique de protection de l'environnement est porteuse d'emplois dans de nombreux secteurs. Il y a plus. Des logiques économiques dominantes, qui surexploitent la nature, créent aussi le chômage. C'est clairement le cas avec l'agro-industrie qui désertifie les campagnes du double point de vue des espaces (réduction drastique de la variété des paysages et de la biodiversité) et humain (réduction drastique de l'emploi et exode rural). C'est aussi le cas dans l'industrie automobile qui licencie massivement tout en augmentant sa capacité de production et qui impose sa dictature sur les modes de transports, d'aménagement du territoire ou de développement urbain. Des logiques socio-économiques alternatives permettent de définir un mode de production à la fois moins prédateur vis-à-vis de la nature ou du mode de vie, et plus riche en emplois.

4. La lutte pour la terre

Il s'agit d'un des vecteurs les plus essentiels de la convergence entre mouvements sociaux et écologiques à l'échelle internationale. Ce n'est pas un hasard si les mouvements paysans les plus radicaux du point de vue social sont aussi ceux qui ont la conscience écologique la plus avancée. Il s'agit de lutter contre l'agro-business pollueur, avec ses OGM, ses engrais et ses pesticides qui empoisonnent l'environnement, en refusant l'agriculture capitaliste destruc-

trice du sol et des forêts. Dans les pays du Sud, ce combat est inséparable de celui pour une réforme agraire radicale, contre la monopolisation de la propriété foncière par les latifundistes, et pour une redistribution de la terre. Mais la lutte pour une agriculture alternative, respectant l'environnement, et fondée sur le travail paysan, les coopératives, les collectivités rurales ou les communautés indigènes est un défi planétaire, qui concerne aussi bien le Tiers-Monde que les métropoles capitalistes. Un des acteurs les plus conséquents dans cette bataille pour la terre est la "Via Campesina", réseau international de la gauche paysanne, qui regroupe des mouvements aussi importants que le MST brésilien ou la Confédération Paysanne française. Ces mouvements sociaux sont porteurs d'une autre conception de la production agricole, visant à satisfaire les besoins sociaux de la population plutôt que



ceux du marché capitaliste mondial, et respectant le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes.

5. Abolir le système de la dette

Le "développement par l'endettement", impulsé à l'origine par les puissances financières du Nord, a débouché sur un système de contrôle de la politique économique des pays débiteurs (surtout du Sud) et le renforcement des pouvoirs du FMI et de la BM (y compris au Nord). Le diktat du service de la dette et les canons ultra-libéraux de l'OMC ont des conséquences dramatiques pour les sociétés humaines (destructions des protections sociales, des cultures vivrières...), ainsi que sur la nature (destruction des ressources naturelles pour l'exportation...). Les mécanismes fondamentaux de ce système de domination doivent donc être combattus tant du point de vue social qu'écologique.

Les règles commerciales instaurées par le GATT, puis l'OMC, renforcent la domination des grandes multinationales du Nord. En imposant l'ouverture des marchés locaux à leurs produits, elles accentuent les dépendances (y compris alimentaires), minent les

équilibres sociaux et accroissent irrationnellement les échanges internationaux, nourrissant ainsi la crise énergétique et écologique.

6. Long terme et démocratie

La question écologique exige la prise en compte de contraintes à très long terme, les rythmes naturels appartenant à des temps bien différents de celui, nécessairement court, du marché. De nombreux besoins sociaux (éducation, santé, etc.) réclament aussi, pour être correctement traités, un temps plus long que celui du "marché-roi" — c'est d'ailleurs l'une des principales raisons d'être du service public au sens vrai. Contraintes écologiques et besoins humains exigent conjointement de nos politiques alternatives qu'elles intègrent ces temps longs et très longs qui relèvent de la solidarité intergénérationnelle. L'écologie, après la défense des besoins sociaux, donne une légitimité nouvelle à la notion de planification, car qu'est-ce que prendre en compte le long terme si ce n'est planifier ? Mais l'écologie a aussi contribué à la critique au fond des expériences bureaucratiques conduites à l'Est.

Cette indispensable rencontre entre l'écologique, le démocratique et le social est-elle possible ? Oui, parce que les crises écologique et sociale contemporaines ont une origine commune, dans le capitalisme précisément. A causes communes, solutions communes. Loin d'être intrinsèquement "négatif", l'anticapitalisme permet ici de percevoir le terrain de rencontre des combats écologiques et sociaux. Il aide de même à définir des alternatives communes, positives et solidaires. Il éclaire à la fois les causes et les solutions. En revanche, si elle se refuse à intégrer la critique du capitalisme, l'écologie politique risque de s'affaïsser, de perdre toute radicalité et de se replier sur les propositions élitistes, finalement antidémocratiques, socialement inégalitaires, à la fois impotentes et injustes.

Il s'agit bien d'un lien, pas d'une simple identification de l'écologie à sa portée sociale. La pensée écologiste introduit en effet une dimension majeure que l'on ne retrouve pas telle quelle dans la pensée sociale : l'analyse des rapports entre sociétés humaines et nature. C'est son apport original, son terrain propre. Disons donc qu'il ne faut ni "rabattre" la question écologique sur le seul terrain social ni ignorer l'antagonisme social au nom des enjeux écologiques planétaires. ■

Mobilisation contre le « Plan Colombie »*

1. Avec l'approbation du congrès des États-Unis du "Plan Colombie", le conflit politique, social et militaire colombien risque de devenir un des principaux scénarios d'affrontement anti-impérialiste dans le Tiers-monde.

La décision américaine de financer et de diriger directement le Plan Colombie est présentée comme une opération de lutte contre la drogue et le narcotrafic ; cependant, 80 % des 7 500 millions de dollars du Plan Colombie sont consacrés à l'objectif politique de combattre l'insurrection et se traduira par la destruction de cultures vivrières de 400 000 familles.

Les destructions de cultures et la dégradation écologique, ethnique et culturelle, se situe dans la lignée de "l'Opération Dignité" en Bolivie ; une opération dirigée par des "conseillers" et les militaires yankees et l'agence USAID.

Le Plan Colombie constitue l'agression étrangère la plus grave des années récentes à l'encontre d'un pays latino-américain et confirme la volonté impérialiste d'assurer son hégémonie en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il obéit à la vision nord-américaine selon laquelle le « désordre colombien se transforme en un risque régional », augmente « l'insécurité hémisphérique » et met en péril la « sécurité nationale » des États-Unis. Avec l'arrogance habituelle, l'Empire a décidé de transformer la Colombie — et la région andine — en un nouveau terrain de guerre.

2. Le décret du 23 août de l'administration Clinton qui accorde une « aide » militaire de 1 319 millions de dollars au gouvernement du président Pastrana a une seule explication : une déclaration de guerre contre l'insurrection armée (FARC, ELN, EPL) et aussi contre les mouvements syndical, paysan, populaire et en défense des droits de l'Homme, contre les partis politiques de gauche et, en fin de compte, contre tous les acteurs démocratiques de la société colombienne.

Dans le cadre d'un conflit politique, social et militaire qui a coûté 35 000 morts au cours des dernières années, 1 000 000 de « déplacés internes » (un chiffre qui n'est dépassé que par le drame rwandais-congolais) et 800 000 réfugiés, le plan Colombie, loin d'être une option de paix, constitue un instrument pour renforcer la capacité répressive de l'État, ainsi que celle des organisations paramilitaires criminelles.

3. Cette escalade de la stratégie interventionniste nord-américaine s'inscrit dans un contexte latino-américain marqué par la crise économique, la croissance des résistances sociales, et la perte de légitimité du « modèle néolibéral ». Dans certains pays les élites gouvernantes doivent faire face à des situations d'ingouvernabilité et des crises de domination (Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie).

Les soulèvements successifs — indigène en Équateur, populaire et paysan en Bolivie — ainsi que la décomposition du régime Fujimori d'une part, et les discours nationaliste de Chavez d'autre part, ont soulevé des tempêtes dans la région des

Andes. Simultanément, on assiste à une augmentation du mécontentement et de la résistance anti-néolibérale dans d'autres pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

L'impérialisme nord-américain joue toutes ses cartes pour obtenir une « stabilisation » à tout prix. Le Plan Colombie vise à modifier en profondeur les rapports de forces dans le conflit interne colombien, voire à établir un contrôle sur les Amériques et les gisements pétroliers d'Orinoco, ou réaffirmer la présence militaire dans la zone du canal de Panama et des Caraïbes.

4. L'argument de la « sécurité nationale » des États-Unis exprime la volonté de tutelle et le refus le plus total et le plus arrogant de toute velléité de souveraineté nationale qui pourrait « concerner » les intérêts des États-Unis.

Cette politique soumet les pays et les peuples latino-américains au contrôle économique et au pillage néocolonial des organismes financiers internationaux et des sociétés multinationales (remboursement de la dette externe, échange inégal, privatisations) et accélère la marche vers la création de la zone américaine de libre-échange (Area de Libre Comercio Americana, ALCA) qui recherche une « intégration » subordonnée aux intérêts des États-Unis et qui met en question les blocs régionaux existants, et notamment le Mercosur.

Il est ainsi question de mieux discipliner les gouvernements latino-américains, et de fermer la porte à tout projet alternatif de développement démocratique et souverain proposé par la gauche et le camp populaire.

En même temps, le Plan Colombie poursuit une délimitation des aires d'influence avec les impérialismes de l'Union européenne, en compétition pour les marchés latino-américains, les richesses bioénergétiques et stratégiques de l'Amazonie, en attribuant aux gouvernements de l'Union européenne le rôle de donateurs « humanitaires », avant tout pour atténuer les déséquilibres macroéconomiques, garantir le paiement de la dette publique et privée et minimiser les incidences sociales « collatérales » de la politique de la terre brûlée.

5. A la différence des autres opérations interventionnistes américaines, le Plan Colombie utilise la pression militaire pour assurer l'application du plan d'ajustement antipopulaire et les dénationalisations convenus par le gouvernement Pastrana et le FMI en 1999.

Cet accord a établi les conditions pour faire avancer les contre-réformes qui cherchent à : miner l'enseignement, la santé publique gratuite et les systèmes de sécurité sociale solidaires ; approfondir la flexibilité du travail ; privatiser les entreprises étatiques, les routes et les fleuves ; vendre la biodiversité ; assurer l'exploitation privée des richesses énergétiques ; nier les droits des peuples indigènes.

Ce plan d'ajustement aggrave le chômage et la misère dans un pays où 50 % de la population survit avec moins de deux dollars par jour et où une petite oligarchie (3 %) possède 70 % des terres.

Ces contre-réformes de caractère antidémocratique, qui ne peuvent être appliquées qu'à la condition de remettre en cause les droits sociaux

fondamentaux et de violer les droits humains élémentaires, ont déjà été dénoncés par les mouvements sociaux au travers des grèves et des différentes manifestations de masse.

6. Devant la gravité de la situation, en tenant compte que « l'Operacion Sur » (scénario pilote du Plan Colombie) est déjà en cours dans la région de Putumayo, les organisations, réseaux et mouvements syndicaux, paysans, indigènes, de quartier, de femmes, religieux, Amnesty International et le Service Paix et Justice, ainsi que les partis et fronts politiques de l'Amérique latine (notamment les groupes membres du Forum de Sao Paulo) commencent à se mobiliser contre cette agression nord-américaine et en solidarité avec le peuple colombien.

De même, diverses ONG, groupes de solidarité en Europe, aux États-Unis et au Canada, conjointement à des personnalités comme Noam Chomsky, Eduardo Galeano, Jose Saramago, Dario Fo et Danielle Mitterrand, entre autres, ont signé un Manifeste pour la paix et les droits humains en Colombie.

Toutes ces mobilisations et campagnes se rejoignent pour exiger le plein respect de la souveraineté nationale et des droits de l'Homme, le démantèlement du paramilitarisme, la fin immédiate au terrorisme d'État et de l'impunité pour les coupables de nombreux massacres, le retrait des 300 « conseillers » militaires nord-américains et la fin de toute intervention étrangère, le respect de l'autonomie des mouvements sociaux, paysans et indigènes — y compris dans les zones contrôlées par l'insurrection armée — et la revendication du « dialogue et de justice sociale » comme condition pour la paix.

7. Les sections, organisations sympathisantes et fraternelles de la IV^e internationale participent à ces mobilisations et campagnes, et s'engagent dans la bataille contre l'intoxication médiatique qui, sous prétexte de la lutte contre le trafic de drogue, cherche à neutraliser les actions d'un grand nombre d'ONG et de mouvements sociaux et démocratiques.

Simultanément, nous insistons sur la nécessité de développer une campagne — large, ouverte et unitaire — de solidarité avec les mouvements et organisations populaires et indigènes de Colombie, comme de l'Équateur et du Pérou, qui sont les cibles directes de la stratégie répressive du Plan Colombie.

Les forces de la IV^e internationale s'accordent également sur la nécessité de mettre l'accent sur la nature de classe de cette guerre et sur la légitimité des luttes insurrectionnelles qui, en pratique, sont des luttes de résistance anticapitalistes contre les oligarchies locales et l'expression d'un anti-impérialisme concret.

En de telles conditions, la réalisation du prochain Forum Social Mondial (Porto Alegre, janvier 2001) est une occasion militante pour que les conséquences du conflit colombien et régional fassent partie tant des réflexions et débats sur l'opposition à la mondialisation capitaliste, que des projets politiques et sociaux de transformation radicale de la société. ■

* Résolution adoptée à l'unanimité par le CEI de la IV^e Internationale le 29 octobre 2000.

Résolution sur la guerre à outrance du régime philippin et de ses parrains américains à Mindanao et en soutien au RPMP*

1. Lorsque le président Estrada a commencé sa politique de guerre à outrance contre le Front de Libération Islamique Moro (FLIM) à Mindanao, il comptait terminer la guerre en quelques semaines. Il a mobilisé pour cela près de trois quarts de ses forces armées (aviation, infanterie et marine) dirigées par les forces d'élite entraînées par les États-Unis dans le cadre de l'accord sur le stationnement de l'armée américaine aux Philippines (Visiting Forces Agreement-VFA).

2. L'objectif de cette guerre est d'affaiblir militairement le FLIM et de l'attirer à la table de négociations où le régime Estrada veut lui imposer sa conception de la paix. Utilisant l'armement moderne fourni par les États-Unis (système GPS, photos satellites, armement lourd), les Forces armées des Philippines ont attaqué les 47 camps du FLIM, y compris les camps où la Brigade Alex Bongcayao de l'Armée révolutionnaire prolétarienne, l'unité armée du Rebolusyonaryng Partido ng Maggaqawa ng Pilipinos (Parti révolutionnaire des travailleurs de Philippines, RPMP) stationnait aux côtés des forces du FLIM.

3. Le peuple Moro lutte pour son droit à l'autodétermination depuis plus de 50 ans. Il a résisté, en fait, à tous les colonisateurs et envahisseurs des Philippines depuis plus de 300 ans. Sa lutte pour l'autodétermination est aujourd'hui conduite par le Front de Libération Islamique Moro et les Forces Armées Islamiques Banga (FAIB). Le RPMP soutient cette lutte du peuple Moro.

4. La solution militaire d'Estrada à un problème qui n'est pas militaire a été un échec. Elle a provoqué le déplacement forcé de près d'un million de personnes à Mindanao, parmi lesquelles de nombreux enfants et vieillards, forcés à vivre aujourd'hui dans les tentes en plastique des « centres d'évacuation ». Des centaines d'enfants sont morts du fait de manque de nourriture et de soins médicaux dans ces camps.

5. Le RPMP, agissant en commun avec d'autres organisations progressistes, lutte au sein des trois peuples de Mindanao – les Moro, les Lumads (peuples indigènes) et la majorité chrétienne – en vue d'une solution globale des problèmes de l'île. Cette activité a déjà réalisé des avancées significatives, mais le régime Estrada et

l'impérialisme américain veulent empêcher d'aller plus loin sur cette voie.

6. Il n'est pas fortuit que l'offensive militaire d'Estrada contre le FLIM ait ressuscité à son apogée le groupe musulman intégriste d'Abû Sayyaf. Ce groupe a enlevé et pris en otages des chrétiens et des touristes étrangers dans une île de Malaisie, proche de Mindanao. Ces actes ont fait la "une" des médias locaux et internationaux. Au départ, ce groupe avait formulé des revendications politiques comme condition pour la libération des otages. La machine de propagande du gouvernement Estrada avait réussi à faire l'amalgame entre le FLIM et le groupe Abû Sayyaf. Les actes terroristes de ce dernier ont servi de prétexte afin d'armer les chrétiens de Mindanao et de les mobiliser non seulement contre le groupe Abû Sayyaf, mais aussi contre le FLIM et la population musulmane en général. Les chrétiens et les musulmans qui ont cohabité pacifiquement depuis longtemps ont ainsi été tournés les uns contre les autres.

7. Après avoir tué des milliers de personnes et détruit massivement des habitations et des plantations, Estrada a proclamé sa victoire mili-

taire après la prise du principal camp du FLIM (Camp Abubakir). La direction du Front a alors appelé au djihad (guerre sainte), plus pour défendre sa patrie et sa cause que pour défendre ses camps. Fin juillet, Estrada a envoyé ses représentants à la réunion des ministres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) à Kuala Lumpur pour empêcher que le FLIM n'y obtienne un statut d'observateur. Une semaine plus tard, il se rendait aux États-Unis pour demander au président Clinton une augmentation de l'aide militaire.

8. La politique de guerre à outrance du gouvernement Estrada n'est pas dirigée contre le seul FLIM. Le rôle stratégique de Mindanao pour la réussite du projet néolibéral de mondialisation capitaliste aux Philippines est la principale raison de cette guerre : c'est une guerre contre tous ceux qui s'opposent à la mondialisation capitaliste. Le RPMP a été l'une des principales forces menant la campagne pour arrêter cette guerre, tant à Mindanao que dans l'ensemble des Philippines. Il a pris l'initiative de conférences de base pour la paix, aux niveaux local et international, et dirigé des projets humanitaires en soutien aux populations disloquées par la guerre.

9. Actuellement le FLIM a entrepris des contre-offensives de guérilla contre les Forces armées des Philippines. La guerre a entièrement drainé les ressources du gouvernement et le déficit budgétaire dépasse de plus de 30 % le niveau négocié avec le FMI. Au point culminant de son offensive militaire, le gouvernement dépensait plus d'un million de dollars par jour. C'est une des causes majeures de la crise économique aux Philippines.

10. Cette crise s'est aggravée au cours des trois dernières semaines du fait du scandale qui éclabousse le président Estrada. Un membre de son entourage a rendu publique son implication dans les réseaux clandestins de jeu. Estrada doit maintenant faire face à une procédure de destitution au Congrès. Les partis politiques bourgeois ont tiré parti de ce scandale pour affaiblir davantage Estrada.

11. Dans cette situation difficile, il est urgent de forger la solidarité de tous les partis et groupes progressistes de par le monde afin d'arrêter la guerre à outrance menée par le gouvernement Estrada contre le peuple Moro, avec le soutien direct et indirect de l'impérialisme américain. Le peuple Moro en lutte pour son autodétermination et les organisations progressistes qui incarnent cette lutte doivent bénéficier d'urgence de notre soutien.

12. Le RPMP mène une lutte révolutionnaire aux côtés du peuple Moro pour son objectif politique d'autogouvernement, en aidant à bâtir et à renforcer l'organisation de la classe ouvrière et de la paysannerie de manière à assurer le contenu prolétarien de son droit à l'autodétermination. La IV^e Internationale exprime sa pleine solidarité internationaliste avec les camarades du RPMP et s'engage à poursuivre le soutien politique et matériel qu'elle leur apporte. ■

Afrique équatoriale

Solidarité urgente

Les sociétés africaines subissent de plein fouet la mondialisation néolibérale. Leurs appareils d'État et leurs bureaucraties, soutenus auparavant à bout de bras par les anciennes puissances coloniales, se désagrègent dévoilant leur nature profonde de bandes armées. Les guerres civiles, souvent soutenues en sous-main, voire suscitées, par les entreprises multinationales présentes sur le terrain, désolent ces pays.

Dans l'un d'entre eux, dont nous tairons le nom par souci de protection de nos camarades, un groupe marxiste-révolutionnaire continue la lutte pour une solution humaine à la crise. Les destructions de la guerre civile ont privé ces camarades de leur local, de leur ordinateur, de leur ronéo... Les chars sont passés par là ne laissant que la terre brûlée.

Pour poursuivre leur activité, pour pouvoir continuer à publier leur journal, ces camarades ont besoin de notre aide matérielle. Reprenant leur appel, *Inprecor* s'adresse à vous : il nous faut pour cela d'urgence 5 000 francs français.

Envoyez vos chèques (même petits) établis à l'ordre de J. Malewski (mention au dos : "solidarité Afrique") à l'adresse d'*Inprecor* (PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France).

* Cette résolution a été adoptée par le CEI de la IV^e Internationale à l'unanimité des votants, le 30 octobre 2000, en présence du représentant du Parti révolutionnaire des travailleurs de Philippines (RPMP), parti ayant le statut d'observateur dans les instances de l'Internationale.

DOSSIER

Israël et Palestine face à la seconde Intifada

Résolution du
CEI de la IV^e Internationale*

L'automne sanglant, déclenché par la provocation commise par le général Ariel Sharon, superviseur des massacres de Sabra et Chatila au Liban en 1982 — avec l'escorte que lui a gracieusement fournie le général Ehud Barak, premier ministre "travailliste" d'un État israélien plus que jamais dominé par les militaires — constitue d'ores et déjà l'un des épisodes les plus brutaux de la longue histoire de violences criminelles perpétrées par l'entreprise sioniste à l'encontre du peuple palestinien. Le monde entier n'a pas manqué de constater, encore une fois, à quel point le discours des puissances impérialistes sur les droits humains et les droits des peuples est à usage variable en fonction des intérêts de leur hégémonie mondiale : bombardements intensifs et embargos meurtriers pour l'Irak et la Serbie, "États voyous" ; aide militaire sans égale et recommandations amicales pour Israël, membre-clé du dispositif stratégique de la domination impérialiste dans cette région, qui est la principale exportatrice de pétrole dans le monde ; et dans tous les cas, non-reconnaissance des droits nationaux, ceux des Palestiniens comme ceux des Kosovars.

La provocation de Sharon n'a été toutefois que la goutte d'eau qui a fait déborder un vase plein à ras bord depuis fort longtemps. Elle a fait voler en éclats le processus mis en route depuis les accords d'Oslo et leur signature à Washington, sur la pelouse de la Maison blanche, en septembre 1993. Elle est la conséquence de la suraccumulation de frustrations au cours des sept années écoulées durant lesquelles la situation économique et sociale du peuple palestinien a empiré.

En signant ces accords, le général Rabin offrait aux Palestiniens un marché de dupes : il pouvait procéder au retrait des troupes israéliennes de l'intérieur des zones de peuplement palestinien au sein des territoires occupés en 1967 — retrait réclamé avec insistance depuis l'Intifada de 1988 par des

membres de l'état-major israélien, soucieux de préserver le moral de leur armée et inquiets des conséquences de son enlèvement dans des tâches de répression en Cisjordanie et à Gaza sur son état de préparation générale face à l'environnement arabe.

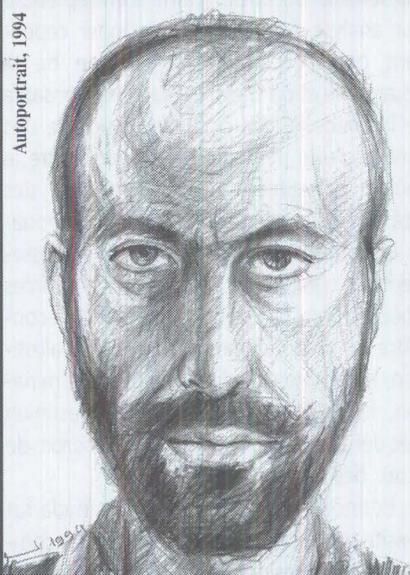
Outre ce redéploiement, Rabin n'offrait aucune concession de nature à satisfaire les revendications élémentaires des Palestiniens : démantèlement des colonies sionistes en Cisjordanie et à Gaza, retrait total de l'armée israélienne des territoires occupés en 1967, établissement d'un État

palestinien sur l'ensemble de ces territoires, y compris Jérusalem-Est, et retour en Palestine des réfugiés de 1948 et 1967. Il faisait seulement miroiter la possibilité d'accepter une version largement tronquée et dénaturée des aspirations palestiniennes, à la condition expresse que l'Autorité palestinienne (AP) dirigée par Yasser Arafat remplit sa part des engagements, en démontrant qu'elle est capable de mater efficacement et durablement la population de Cisjordanie et de Gaza.

Ce marché de dupes a été très vite bloqué par une contradiction majeure : c'est au compte-gouttes et avec un retard croissant que les gouvernements sionistes successifs, ceux de Rabin, Pères, Netanyahu et Barak, ont concédé aux Palestiniens quelques-unes seulement des promesses d'Oslo, en imposant à chaque fois à l'AP, comme condition pour l'étape suivante, l'exigence d'un surcroît de répression par procuration. Leur mentalité "sécuritaire", leur arrogance chauvine et leur mépris raciste des Palestiniens ont fait qu'ils se sont tous prioritairement souciés de complaire à la frange la plus réactionnaire de l'opinion publique israélienne. Ce faisant, ils ont mis en place une politique de développement des colonies sionistes et de quadrillage militaire et infrastructurel des territoires palestiniens, humiliante et révoltante au plus haut point pour la population de ces territoires.

Dans de telles conditions, il était tout à fait prévisible que l'AP, confrontée à l'exaspération des habitants de Cisjordanie et de Gaza, aurait beaucoup de mal, malgré ses efforts dans cette voie, à museler complètement la société palestinienne. Par ailleurs, Yasser Arafat et ses lieutenants étaient d'autant moins enclins à pousser plus loin l'escalade répressive que, d'une part, ils savaient qu'en perdant toute légitimité aux yeux de leur population, voire aux yeux d'une partie de leurs propres troupes, ils s'affaiblissaient

Ce dossier est illustré par
Nasser Soumi



NASSER SOUMI est né en 1948 en Palestine. Exilé, artiste-plasticien, il vit et travaille à Paris depuis 1980. Il a bien voulu accepter que nous reproduisions quelques unes de ses œuvres pour illustrer ce dossier. Ces reproductions, malheureusement en noir et blanc, ne rendent pas les merveilleuses couleurs des originaux, où l'indigo (souvenir de son enfance palestinienne) se mélange aux diverses teintes du bois, du sable, du soleil... Alors, faites jouer votre imagination et n'hésitez pas à vous déplacer lorsqu'il exposera à nouveau, à Paris, en Palestine ou ailleurs.

* Cette résolution a été adoptée par le Comité exécutif international de la IV^e Internationale lors de sa session du 30 octobre 2000, par 84,6 % des voix, contre 11,5 % des voix et 3,8 % d'absentions.

eux-mêmes face à Israël ; et que, d'autre part, ils s'apercevaient progressivement avoir souscrit à un marché de dupes. Cette impasse de plus en plus évidente a déterminé l'explosion récente et l'automne sanglant qui en a résulté et qui est encore en cours. Ces événements illustrent de manière cruelle la faillite totale du choix stratégique de la direction Arafat consistant à miser sur la bienveillance de l'État sioniste et le soi-disant "arbitrage" de Washington afin d'obtenir un bantoustan dans les territoires de 1967. La faillite de plus en plus patente de cette stratégie n'a fait que nourrir la croissance de l'intégrisme islamique au sein de la population palestinienne.

Barak, qui s'efforce d'obtenir la participation d'Ariel Sharon à un gouvernement d'union sioniste, proclame aujourd'hui son intention de revenir au projet initial de l'état-major israélien, tel que conçu en 1988 : achever unilatéralement le redéploiement de l'armée israélienne en Cisjordanie et à Gaza, de manière à consolider le contrôle israélien stratégique de ces territoires et de leurs frontières extérieures, en plaçant sous siège permanent des enclaves de peuplement palestinien, réduites à la situation de vastes camps de concentration autogérés, constamment menacés d'être asphyxiés par un resserrement du blocus israélien.

La première différence entre cette perspective et l'interprétation israélienne des accords d'Oslo serait l'absence de collaboration directe entre la direction palestinienne et le gouvernement sioniste et un désintéret méprisant affiché par ce dernier quant à la gestion interne des territoires palestiniens. Face à cela, la seule perspective progressiste qui s'offre au peuple palestinien serait de se doter à nouveau des formes d'auto-organisation qui ont caractérisé les premiers temps de l'Intifada, au lieu de l'administration répressive et hautement corrompue mise en place dans le cadre des accords d'Oslo.

La population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza n'a pas les moyens à elle seule de desserrer l'étau israélien qui l'étouffe. Le rapport des forces lui est défavorable de façon écrasante. Elle ne peut espérer le modifier qu'en trouvant les appuis qui jusque-là lui ont fait cruellement défaut :

- dans la pression du mouvement populaire de solidarité sur les gouvernements arabes pour les contraindre à apporter aux Palestiniens le soutien diplomatique et l'aide économique qui leur sont indispensables ;
- dans la pression du mouvement de solidarité international pour la reconnaissance du droit des Palestiniens à un État, pour leur apporter une aide internationale d'urgence et pour empêcher l'État d'Israël de pour-

suivre sa politique d'étranglement des territoires palestiniens et pour couper toute aide militaire ou assimilée à cet État ; une des conditions pour un mouvement efficace de solidarité avec le peuple palestinien est de rejeter énergiquement toute manifestation d'antisémitisme ;

● au sein même de l'État d'Israël, où le déchaînement de violence dont ont été victimes les Palestiniens détenteurs d'une citoyenneté israélienne de seconde zone a montré vers quels abîmes risque de glisser la société israélienne. Il faut espérer que cette

perspective effrayante puisse pousser un grand nombre d'Israélien/nes à se mobiliser afin d'imposer à leur gouvernement de cesser d'affamer les Palestiniens et de reconnaître leur droit à un État souverain sur l'ensemble de leurs territoires occupés en 1967, comme élément indispensable sur la voie d'un règlement équitable fondé sur le principe des droits égaux de tous les peuples, des Arabes et des Juifs, sans lequel cette région du monde n'aura pour perspective d'avenir que la violence meurtrière et l'insécurité permanente. ■

Al Aqsa Intifada : le refus de capituler

Par
Majed Nassar et Nassar Ibrahim*

L'Intifada actuelle repose sur un nombre de réalités politiques formant un cadre qui permet de mieux saisir les événements des dernières semaines dans les Territoires palestiniens occupés. Avant d'entreprendre leur analyse nous devons souligner cependant que l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza est seule responsable de l'Intifada. Cette occupation signifie des années d'une politique de terreur contre le peuple palestinien, des arrestations, des assassinats, le pillage de l'économie nationale, la confiscation des terres et l'établissement des colonies de peuplement. Les forces d'occupation refusent toujours de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien, notamment le droit à l'autodétermination, le droit de créer un État palestinien avec Jérusalem pour capitale et le droit de retour des réfugiés.

L'étincelle qui a allumé cette Intifada fut la visite provocatrice d'Ariel Sharon, en compagnie de centaines de soldats israéliens, à Al Haram A-Sharif. Toute tentative de mini-

miser ce fait ou d'expliquer les événements actuels sans en tenir compte ne peut que mener à échec.

Paix ou capitulation sans conditions

On a assisté à une perte de confiance croissante dans le processus de paix conçu selon la vision américano-israélienne, qui implique la réalisation exclusive des conditions israéliennes. Ces conditions sont :

- l'éclatement de l'unité géographique et démographique du peuple palestinien en imposant les cantons A, B et C, séparés par les routes de contournement qui absorbent des milliers d'hectares de terres palestiniennes ;
- la construction et l'expansion de nouvelles colonies ;
- le siège continu des villes, villages et camps palestiniens ;
- la politique de démolition des habitations ;
- l'ignorance des droits humains fondamentaux des Palestiniens et de leurs droits nationaux ;
- l'emploi des prisonniers palestiniens comme monnaie d'échange pour obtenir de nouvelles concessions.

De plus, Israël a régulièrement refusé de respecter les résolutions de l'ONU, les remplaçant par ses propres références renforcées par la politique du fait accompli. Pour ce faire, Israël dépend exclusivement du soutien américain, qui couvre ses pratiques contre le peuple palestinien. De plus les États-Unis menacent continuellement de recourir à leur pouvoir de veto contre toute

* Dr. Majed Nassar, vice-président de l'Union des comités de santé (UHCW) est membre du Conseil d'Administration du centre d'information alternative (AIC). Nassar Ibrahim, ancien rédacteur en chef de *El Hadaf*, l'hebdomadaire du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), est membre du collectif d'AIC. Nous reproduisons cet article de *News from Within* n° 8 de novembre 2000, revue mensuelle publiée par AIC (AIC/News from Within PO Box 31417, Jérusalem, abonnement d'un an : 60 dollars ou équivalent).

tentative de condamner les crimes israéliens.

Les événements récents, tout comme le fiasco des sept années de processus d'Oslo avec tous les "accords" conclus dans ce cadre, relèvent de la même volonté de neutraliser et de nier les droits du peuple palestinien. Aucun de ces accords n'était un pas vers l'établissement d'une juste paix dans la région. La violence extrême employée par Israël contre le soulèvement palestinien n'est rien d'autre qu'une nouvelle tentative de dicter par la force une "paix" fondée sur la capitulation.

Intransigeance israélienne

Bien qu'Israël se présente comme une partie prête au compromis, en réalité la politique du "fait accompli" illustre parfaitement son intransigeance. Barak s'est rendu à Camp David, qu'il voyait comme devant être le début des négociations concernant le statut final, porteur des conditions suivantes :

- Pas de retrait aux frontières d'avant le 6 juin 1967, en violation flagrante des résolutions n° 242 et 338 de l'ONU ;
- Insistance pour que la majorité des colonies soient maintenues et annexées par Israël, en contradiction également avec les mêmes résolutions de l'ONU et avec sa propre loi qui considère illégales toutes les colonies en Cisjordanie et à Gaza ;
- Le déni de tout droit palestinien sur Jérusalem-Est et le traitement de Jérusalem en totalité comme la capitale éternelle d'Israël ;
- Le refus d'accorder aux Palestiniens le droit de revenir dans les habitations dont ils ont été expulsés en 1948, également en contradiction avec la résolution de l'ONU n° 194 ;
- Le refus d'accepter qu'une quelconque armée "étrangère" puisse prendre pied sur la rive ouest du Jourdain.

La signification de tout cela est claire : si jamais Israël accepte la création d'un État palestinien, ce sera une entité dépendante, non-viable et dépourvue de tout moyen d'autodéfense.

Il est important de comprendre ce que signifient ces conditions pour les Palestiniens et surtout celles concernant les principaux "faits accomplis" : les colonies et le réseau croissant des autoroutes israéliennes. Les colonies sont un projet politique israélien qui vise à la négation des aspirations palestiniennes à la liberté et à l'indépendance. Tout discours réaliste sur la création d'un État palestinien qui coexisterait avec les colonies et les routes de contournement implique un État privé de souveraineté : cela a toujours été une des principales causes de désaccord

et d'affrontements. La vision israélienne de l'annexion des colonies existantes implique l'annexion de 15 % de terres palestiniennes en plus. Il y a actuellement environs 200 000 colons qui vivent dans plus de 140 colonies en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem. A Hebron le cas est dramatique : 400 colons juifs vivent au milieu de 200 000 Palestiniens, mais contrôlent 20 % de la cité.

La question des réfugiés est un autre problème fondamental au cœur de la cause palestinienne. Les réfugiés sont le résultat direct du projet sioniste en Palestine. 78 % de la superficie de la Palestine a été occupée en 1948 et, en conséquence, près d'un million de Palestiniens sont devenus des réfugiés. Au cours de la Guerre des six jours, en 1967, un demi-million de nouveaux réfugiés les ont rejoints. Aujourd'hui près de quatre millions de réfugiés palestiniens vivent au Liban, en Syrie, en Jordanie et ailleurs, y compris en Palestine.

Ce sont les faits sur lesquels se fonde l'actuelle Intifada. La seule conclusion qu'on peut tirer de tout cela c'est que tandis qu'Israël parle avec éloquence de son désir de paix, il agit dans les faits comme un occupant brutal qui entend maintenir son contrôle pour l'éternité. Oslo a seulement permis à l'armée israélienne de s'emparer de chaque ville et de chaque village palestiniens. Les plans de redéploiement mis au point à Oslo ont seulement amélioré la position stratégique de l'armée israélienne, sans nullement entamer son retrait. Le récent sommet du 17 octobre à Sharm a-Sheikh, avec Clinton, Mubarak, Annan, Solana, Arafat et Barak ne fut qu'un pas de plus perpétuant la déception qui a dominé toutes les tentatives de régler le conflit de manière rationnelle. La résistance palestinienne fut présentée au cours de ce sommet comme une émeute et non comme l'expression profonde des aspirations de tout un peuple à la liberté et à

l'indépendance. Ce sommet et ses résultats ont été l'expression de la vision américaine de la "paix" dans la région, une "paix" qui écraserait l'Intifada palestinienne, bloquerait le mouvement national arabe et entraverait les mouvements de solidarité en Europe et ailleurs dans le monde. Une des conséquences les plus vicieuses de ce sommet fut la tentative de mettre sur le même plan les victimes et les agresseurs et de nier la dimension politique du mouvement de libération qui constitue l'essence de la résistance palestinienne. En résumé Sharm a-Sheikh fut une tentative pour transformer le fait accompli par la force brutale israélienne en gains politiques qui s'imposeraient comme conditions politiques israéliennes dans tout accord futur.

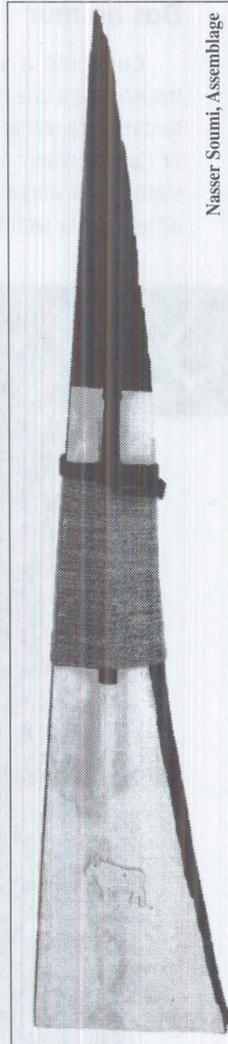
Unité palestinienne sans précédent

Al-Aqsa Intifada se distingue par une unanimité d'intentions et de motivations de tous les secteurs de la société palestinienne, sans précédent depuis 1948. Dans les rues de Gaza, de Jérusalem et de Cisjordanie les slogans exprimant le désespoir et la perte de confiance dans le processus de paix sont identiques. De plus, pour la première fois, les Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières israéliennes (la "ligne verte") et ceux des camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie et au Liban, sont unis par les mêmes revendications.

Depuis 1948 Israël a tenté d'isoler les Palestiniens vivant à l'intérieur de la "ligne verte" du reste du peuple palestinien, les traitant comme des "Arabes d'Israël". Malgré cela les Palestiniens de 1948 se sont engagés pleinement dans l'actuelle Intifada (et un des leurs, Mohammad Barakeh, affronte un procès pour avoir appelé à soutenir le soulèvement). Leur participation à l'Intifada est la reconnaissance de leur appartenance au peuple palestinien. L'Intifada est aussi leur moyen de lutte pour leurs propres droits.

La stratégie israélienne : « les mettre à genoux »

Les Palestiniens à travers le monde se sont engagés à réaffirmer leurs droits nationaux inaliénables. L'intention de Sharon, avec la bénédiction du gouvernement israélien, était de créer un nouveau "fait accompli". Cela seul suffit à expliquer la réaction violente d'Israël face aux manifestants palestiniens qui protestaient contre la visite de Sharon. Le gouvernement Barak a voulu



Nasser Soumei, Assemblage

DOSSIER - Israël & Palestine

délivrer un message clair au peuple palestinien : Israël est prêt à tout pour protéger ses propres intérêts politiques tels qu'ils ont été définis par Barak à Camp David. Les Palestiniens doivent s'agenouiller en signe de soumission et accepter les conditions israéliennes ou ils devront subir la terreur.

La tactique de l'armée israélienne — emploi concentré de la force le plus rapidement possible de façon à écraser toute résistance — n'a pas été loin de s'avérer efficace (mais pas complètement) masquée par les considérations politiques et les discours sécuritaires. Quatre éléments définissent la stratégie israélienne face à l'Intifada :

- Maintenir la supériorité israélienne par des tactiques qui imposent des pertes maximales aux Palestiniens tout en préservant l'armée israélienne ;
- Assiéger les villes et villages palestiniens en limitant sévèrement la liberté de mouve-

ment grâce au contrôle absolu des routes par l'armée israélienne ;

- Encourager les colons de Cisjordanie et de Gaza à attaquer les villages palestiniens ;
- Présenter les affrontements comme l'opposant à une force palestinienne fortement armée et dangereuse, bien qu'Israël sache parfaitement que la police palestinienne ne possède que des armes de poing en faible quantité. Cet argument sert de couverture et de justification à l'emploi disproportionné des hélicoptères de combat, des chars et des fusées.

Dos au mur

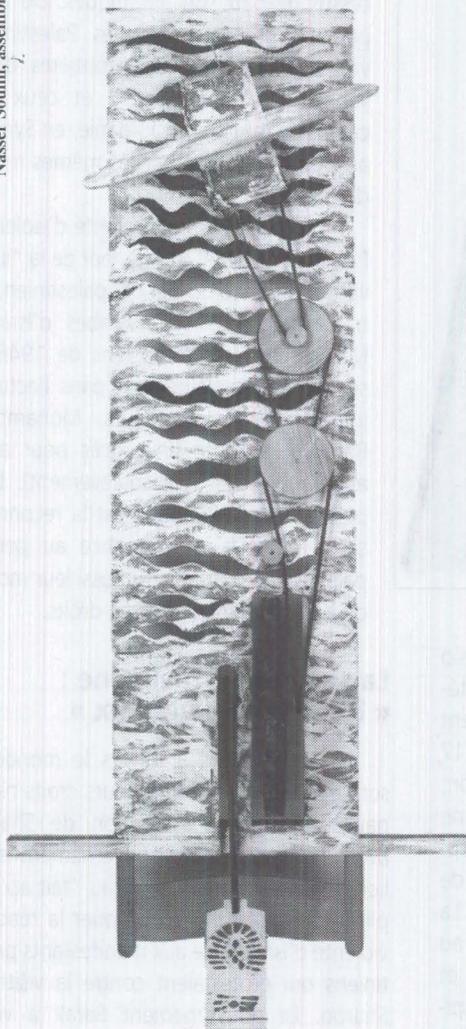
Confronté à cette réalité Arafat s'est trouvé face à une nouvelle porte close. Toute tentative de rechercher un compromis à partir des conditions israéliennes concernant le statut final aurait signifié l'abandon de la lutte pour la reconnaissance des droits légi-

times du peuple palestinien. Aucun Palestinien ne pouvait l'accepter. Les revendications palestiniennes restent simples et claires : la fin de l'occupation, le démantèlement de toutes les colonies ; la garantie de la liberté et de l'indépendance palestinienne dans un État souverain avec Jérusalem pour capitale ; le droit au retour des réfugiés.

Le peuple palestinien cherche une solution politique juste et non une nouvelle forme, plus élaborée, d'occupation. C'est pour cette raison que le conflit continue et que la résistance se renforce. C'est pour cette raison que l'occupation israélienne, avec toutes ses tactiques de terreur et d'agression, ne sera jamais capable d'écraser l'esprit palestinien et son désir de justice. L'Intifada est une résistance politique populaire, dotée d'un programme et de buts clairs. Elle se poursuivra jusqu'à leur réalisation. ■

Le langage des chiffres

Nasser Soumi, assemblage



Le 4 décembre 2000, au cours d'une conférence de presse tenue à Jérusalem le mouvement israélien La Paix maintenant a rendu public son enquête concernant l'évolution des colonies de peuplement depuis la signature des accords d'Oslo en 1993. Fondé sur une compilation des chiffres israéliens et palestiniens et sur ses propres observations le bilan est explicite et prive de toute légitimité le discours sur la prétendue volonté de paix des gouvernements israéliens de Benjamin Netanyahou (Likoud) et de Ehud Barak (travailliste) :

— environ 200 000 colons israéliens vivent aujourd'hui en Cisjordanie et dans la bande de Gaza dans 161 implantations dont 90 comptent moins de 500 habitants ; à ces colonies il faut ajouter celles construites autour de Jérusalem (« extension des quartiers juifs ») sur des territoires annexés après 1967, qui compte quelque 180 000 habitants ;
— Depuis 1993 le nombre de logements dans les colonies (hors Jérusalem, que La Paix maintenant, contrairement au mouvement national palestinien et à la gauche militante israélienne, sépare du reste des Territoires occupés) a augmenté de 52,5 % ; le rythme de la construction ne s'est pas ralenti sous

le gouvernement de Barak : 2 830 logements ont été construits depuis sa nomination et 3 500 appels d'offres nouveaux ont été lancés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ;

— la population dans ces implantations (toujours hors Jérusalem) a augmenté de 73 % entre décembre 1993 et décembre 2000 ;

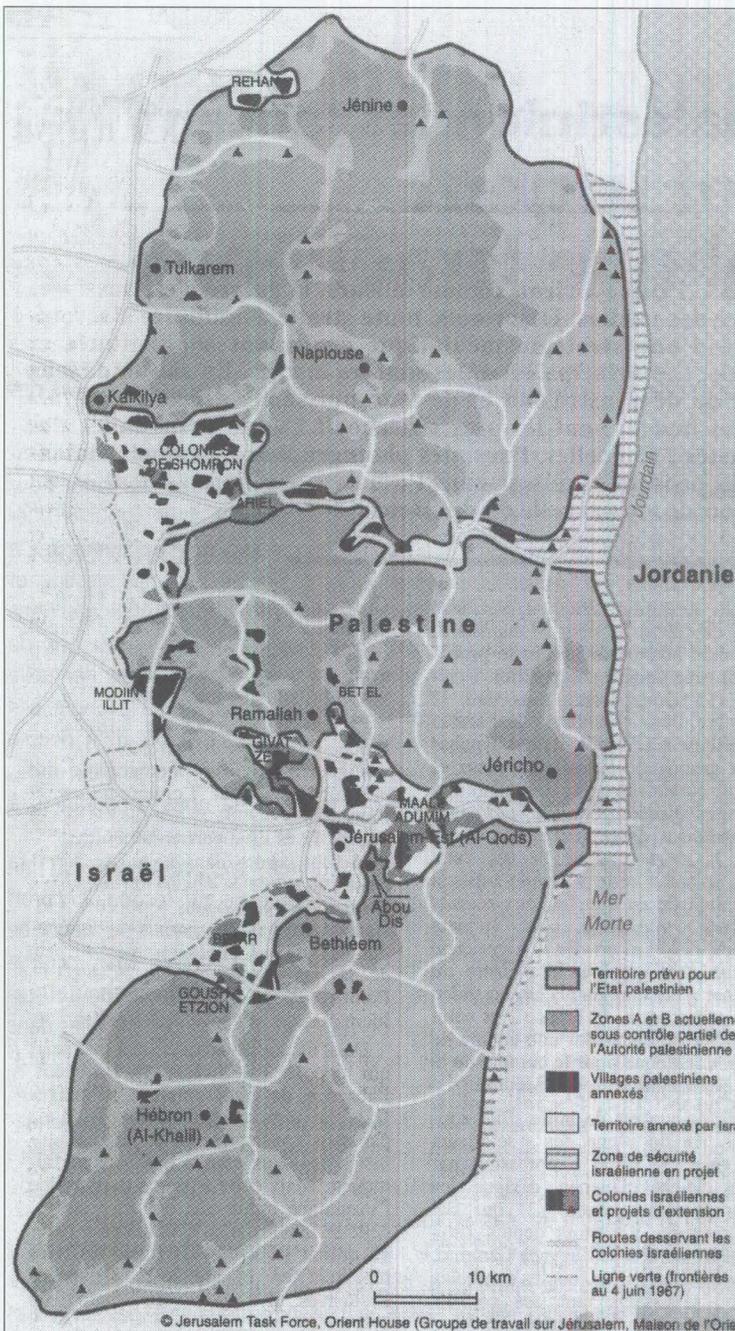
— L'augmentation des routes de contournement est allée de pair, comme celle de la destruction des habitations palestiniennes (740 maisons détruites entre fin 1994 et novembre 2000) et du nombre des jours de « bouclage » des zones palestiniennes.

Si le mouvement La Paix maintenant dénonce comme « impraticable » le plan de Barak visant à annexer trois blocs de colonies où vivent 80 % des colons, il estime, contrairement au mouvement national palestinien et aux mouvements progressistes israéliens, que l'État d'Israël peut négocier l'annexion d'environ 5,5 % des territoires palestiniens contigus à la frontière de 1967, où se sont établis 42 % des colons. Il se prononce pour le démantèlement « graduel et dans un délai raisonnable » des autres colonies. ■

La Palestine aujourd'hui et selon les plans de Barak

Les deux cartes reconstituant les propositions de Ehud Barak (à droite) ont été publiées par *Le Monde Diplomatique* de décembre 2000.

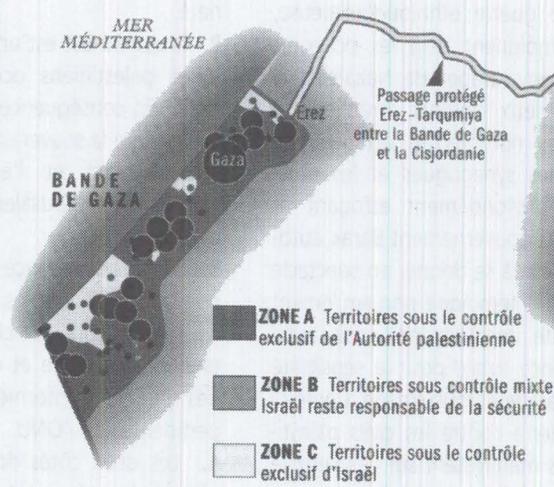
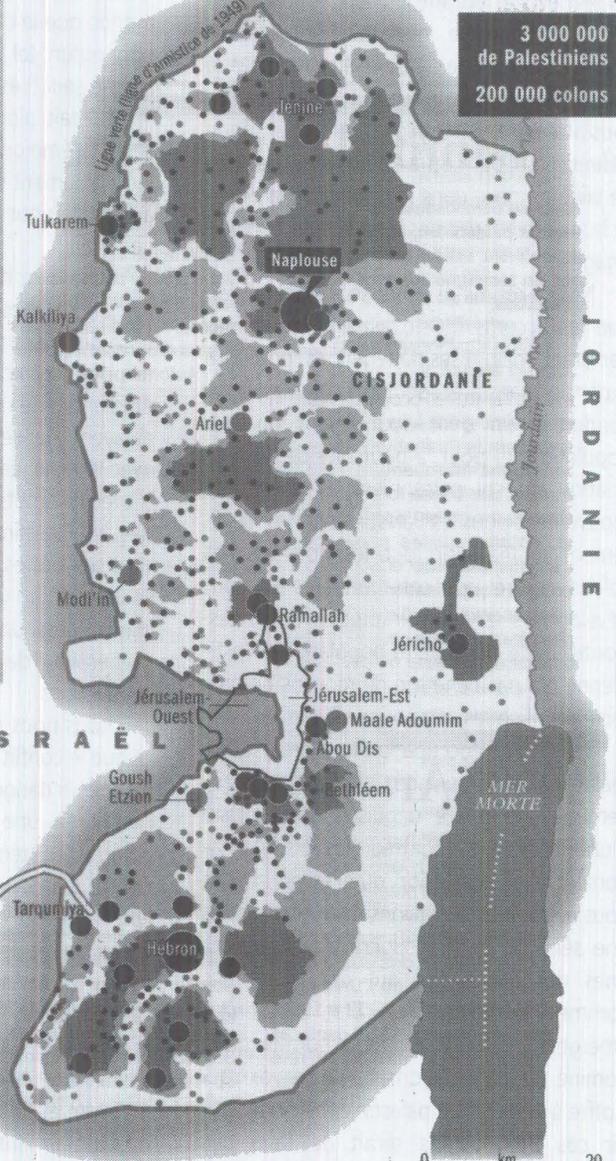
La carte représentant la situation actuelle des Territoires occupés (ci-dessous) a été publiée par *Courrier International* n° 527 du 7 au 13 décembre 2000.



Les Territoires palestiniens

Situation actuelle (7 décembre 2000)

3 000 000 de Palestiniens
200 000 colons



- ZONE A** Territoires sous le contrôle exclusif de l'Autorité palestinienne
- ZONE B** Territoires sous contrôle mixte : Israël reste responsable de la sécurité
- ZONE C** Territoires sous le contrôle exclusif d'Israël

- Nombre d'habitants dans les
- Localités palestiniennes
 - Colonies juives
 - Moins de 10 000
 - De 10 000 à 100 000
 - Plus de 100 000

Sources : cartes du redéploiement israélien de mars 2000 en Cisjordanie (accords intermédiaires de Charm el-Cheikh), ambassade d'Israël, FMEP (Fondation pour la Paix au Moyen-Orient), La Paix maintenant, "Yediot Aharonot".

121 personnalités palestiniennes lancent Un appel urgent à l'opinion publique israélienne

DOCUMENT

En février de cette année nous — universitaires et militants palestiniens — avons adressé un appel à l'opinion publique israélienne. Nous y exprimons notre crainte que le processus de paix entamé à Oslo, tel qu'il a évolué durant les sept années passées, ne conduise inévitablement à nous opposer davantage — peut-être même à la guerre — et non au but que nous voulons tous atteindre : une réconciliation historique définitive qui permettrait à nos deux peuples de vivre en paix, dans le respect de la dignité humaine et avec des relations de bon voisinage.

Nous exprimons notre souci face au fait que les accords d'Oslo avaient été utilisés par Israël, malgré ses dénégations, pour une expansion sans précédent des colonies, qui a conduit à un quasi-doublement de leur population, et pour la poursuite de l'expropriation du sol palestinien. La liberté de mouvement pour les Palestiniens a été sévèrement limitée, alors que les violences des colons contre nos communautés se sont développées sans se voir imposer de limites. Contre cette situation la population palestinienne n'a pas bénéficié de moyens de protection politiques, légaux ou physiques.

Tandis que l'occupation militaire est une réalité palpable qui nous atteint quotidiennement, elle a été déguisée depuis Oslo d'une manière qui contredit les lois internationales et la protection qu'elles pourraient nous apporter. Nous vivons maintenant dans une série de petites superficies isolées les unes des autres qui ont été présentées comme l'embryon d'un État palestinien émergent. Selon la logique déformée qui a dominé les négociations, la seule voie qui s'offre à la direction palestinienne pour élargir ces Bantoustans serait de faire des concessions qui légitimeraient une série d'exigences israéliennes contraires à la loi internationale : abandonner nos droits nationaux sur Jérusalem-Est, permettre aux colons de demeurer dans les Territoires occu-

pés et renoncer au droit de retour des réfugiés palestiniens.

Le direction israélienne (qu'elle soit du Likoud ou du Parti travailliste) a continué à s'imaginer, vu le rapport militaire de forces qui lui est indiscutablement favorable, qu'elle serait capable d'imposer à l'Autorité palestinienne sa vision injuste d'un règlement final et prétendre ainsi aux yeux du monde que le conflit serait résolu. Cette illusion qu'un tel accord pourrait être réalisé avec le seul Président Yasser Arafat, que l'on imaginerait alors forcer son peuple à l'accepter, témoigne de myopie politique et a inévitablement conduit à la situation critique à laquelle nous sommes confrontés maintenant.

Beaucoup d'entre nous ont été dans la rue au cours des récentes semaines, sans tenir des fusils ni des pierres. Nous portions des bougies, commémorant la mort de nos étudiants, de nos voisins ou parents qui essayent de se faire entendre du monde avec leur vie, ce que nous n'avons pas réussi avec nos mots. L'idée naïve et dangereuse, que les Palestiniens prennent la rue en suivant les ordres de Yasser Arafat n'est pas seulement un affront à notre intelligence, elle est aussi un signe de l'absence de compréhension de la situation dans laquelle nous vivons.

Nous nous rendons parfaitement compte que le conflit risque à tout moment d'emprunter la dangereuse spirale qui le transformerait en une guerre ethnique/religieuse, comme en témoignent déjà les pogroms contre les citoyens arabes de Nazareth, le lynchage de deux soldats israéliens à Ramallah et les nombreuses attaques de foules contre les synagogues et les mosquées. L'acte profondément arrogant et irresponsable du gouvernement Barak autorisant Ariel Sharon à se donner en spectacle à Haram al Sharif témoigne non seulement d'une alarmante imprévoyance mais aussi d'une indifférence totale pour la sensibilité palestinienne, arabe et musulmane. L'emploi d'armes de guerre contre les civils palestiniens désarmés manifestant sur ces lieux le lendemain et lors des protestations qui ont

suivi montre un total mépris pour la vie des Palestiniens.

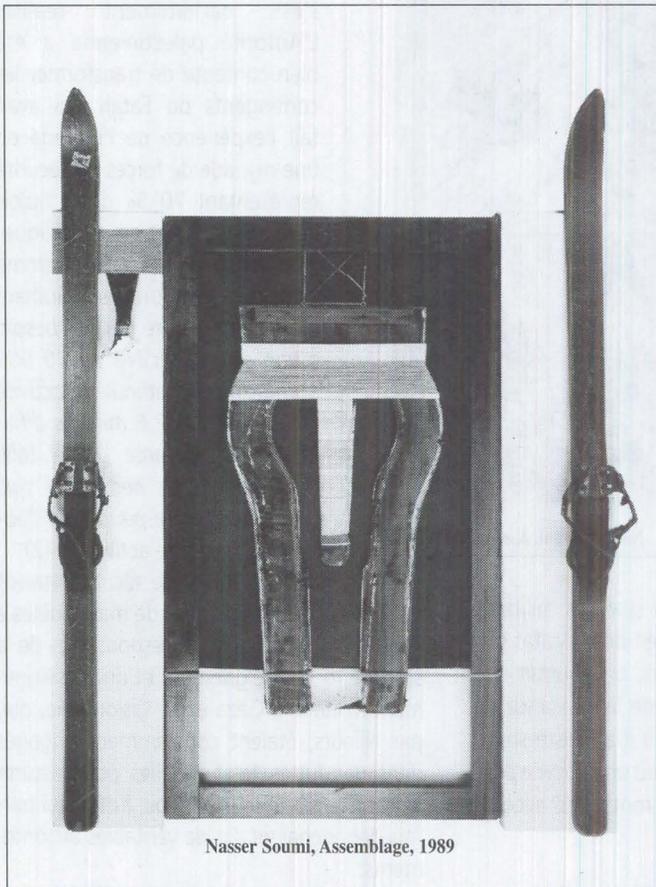
Le recours têtu et l'escalade dans l'emploi de la puissance militaire israélienne pour écraser le soulèvement actuel, pour terrifier la population palestinienne et lui imposer la soumission, témoigne du refus obstiné et dangereux de s'en prendre aux causes. Dans l'immédiat, l'armée pourra — au prix de nombreuses vies — subjuguer l'actuelle vague de protestations. Mais à la longue elle ne pourra étouffer la volonté d'un peuple cherchant sa place, juste et de plein droit, dans le monde. Cela nous condamnera à revivre encore et encore la crise actuelle.

Nous sommes tous convaincus qu'une paix juste et équitable, qui reconnaît le droit à l'autodétermination, peut être négociée entre Israéliens et Palestiniens. Mais, comme nos communautés, nous avons perdu l'espoir de résoudre les iniquités actuelles dans le cadre des accords d'Oslo et du "tuteurage" américain exclusif du processus. Nous croyons que nous devons trouver un fondement équitable pour la paix, qui devra nécessairement prendre pour point de départ les principes généraux suivants :

1. Les négociations doivent être fondées sur le principe que toutes les terres occupées par Israël en 1967 sont, de fait, des Territoires occupés et que la paix ne pourra être établie que par l'arrêt de cette occupation ce qui permettra aux Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination et à la souveraineté.
2. Jérusalem-Est est une partie de ces territoires palestiniens occupés en 1967 par Israël. En conséquence tout règlement final doit inclure la souveraineté palestinienne sur Jérusalem-Est et l'engagement mutuel reconnaissant Jérusalem comme la capitale des deux États.
3. La reconnaissance par Israël de sa responsabilité envers les réfugiés Palestiniens de 1948 est une pré-condition pour trouver une solution juste et durable au problème des réfugiés, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU.
4. Les deux côtés doivent reconnaître les affinités historiques et spirituelles de chacun

envers les sites et lieux à l'intérieur de leurs frontières et doivent reconnaître et garantir l'accès et la protection de l'autre peuple sur ces lieux à l'intérieur de leurs frontières. Mais dans aucun cas l'existence de tels sites ne peut être employée pour formuler des revendications d'extra-territorialité à l'intérieur des frontières de chacun.

Nous croyons que la mise en œuvre de ces principes permettra une paix juste et donc durable et authentique. La coexistence que nous espérons entre nos deux peuples ne deviendra possible que si la paix est fondée sur un accord équitable. Cela requiert la



Nasser Soumi, Assemblage, 1989

reconnaissance de l'injustice historique faite aux Palestiniens. La paix et la coexistence ne seront pas possibles si on impose un règlement injuste qui va à l'encontre de la volonté du peuple. Cette terre est destinée à accueillir nos deux peuples. Le besoin d'une solution fondée sur le respect et l'accord mutuel s'impose non seulement par la recherche de la sécurité et de la stabilité mais encore par la quête de la liberté et de la prospérité pour les générations futures. Nous espérons que, malgré les tragédies des dernières semaines, une nouvelle et juste vision de la paix peut émerger entre nos deux peuples.

Novembre 2000

1. Dr. Haidar Abdel-Shafi (Président de la Société

du Croissant Rouge, Gaza) 2. Dr. Hanan Ashrawi (membre du Conseil législatif palestinien) 3. Dr. Saleh Abdel Jawad (Université de Birzeit) 4. Dr. Kamal Abdul Fattah (Université de Birzeit) 5. Dr. Abdul Rahman Abdul Ghani (Université de Birzeit) 6. Ezzat Abdul Hadi (Centre de développement de Bisan) 7. Dr. Rabab Abdul Hadi (Université Américaine, Le Caire) 8. Ghassan Abdullah (Université de Birzeit) 9. Prof. Ibrahim Abu Lughod (Université de Birzeit) 10. Dr. Lamis Abu Nahleh (Université de Birzeit) 11. Dr. Ragheb Abu Sarris (Université de Birzeit) 12. Nadia Abu Zahra (chercheur) 13. Dr. Mohammad Abu Zaid (médecin et écrivain) 14. Dr. Ilham Abu-Ghazaleh (Université de Birzeit) 15. Dr. Latif Abuhijleh (Université de Birzeit) 16. Prof. Eisa Abu-Shamsieh (Université de Birzeit) 17. Khader Abusway (journaliste) 18. Dr. Mamdouh Aker (chirurgien) 19. Mohammad Alagha (journaliste, Londres) 20. Dr. Suad Al-Aamiry (Université de Riwaq) 21. Dr. Nazmi Al-Ju'beh (Université de Riwaq et Birzeit) 22. Ghassan Al-Khatib (Centre des médias et de la communication de Jérusalem) 23. Rana Al-Khatib (Université de Birzeit) 24. Mustafa Al-Kurd (compositeur et musicien) 25. Dr. Helga Al-Kurd / Baumgarten (Université de Birzeit) 26. Dr. Majdi Al-Malki (Université de Birzeit) 27. Dr. Sherif Al-Mousa (Université Américaine, Le Caire) 28. Hussein Al-Rimmawi (Université de Birzeit) 29. Dr. Simon Araj (Université de Birzeit) 30. Tayseer Arouri (Université de Birzeit) 31. Naim Ashhab (journaliste) 32. Prof. Naseer Aruri (émérite, Université de Massachusetts) 33. Naela Ayeshe (Centre des affaires féminines, Gaza) 34. Suheir Azzouni (Comité technique des affaires féminines) 35. Dr. Raja Bahlul (Université de Birzeit) 36. Dr. Mustafa Barghouthi (médecin et président de Union palestinienne des comités de secours médicaux) 37. Siham Barghouty (Fédération palestinienne de l'action des femmes) 38. Kamal Boullata (artiste, France) 39. Ibrahim Dakkak (Institut d'Études Palestiniennes) 40. Rabeih Diab (Ministère de la jeunesse et des sports) 41. Dr. Beshara Doumani (Berkeley, USA) 42. Ali El-Taher (Université de Birzeit) 43. Dr. Tamer Essawi (Université de Birzeit) 44. Prof. Ghassan Faramand (Université de Birzeit) 45. Anita G.-Abdullah (Université de Birzeit) 46. Dr. Rita Giacaman (Université de Birzeit) 47. Dr. Rema Hammami (Université de Birzeit) 48. Rudaina Hammouri (Grande-Bretagne) 49. Dr. Sari Hanafi (CEDEJ, Le Caire) 50. Dr. Ahmad Harb (Université de Birzeit) 51. Dr. Roger Heacock (Université de Birzeit) 52. Dr. Jamil Hilal (écri-

vain, membre du Conseil National de Palestine) 53. Prof. Khalil Hindi (Université Brunel, Grande-Bretagne) 54. Dr. Suha Hindiye-Mani (Université de Birzeit) 55. Dr. Samia Huleileh (Université de Birzeit) 56. Islah Jad (Université de Birzeit) 57. Penny Johnson (Chercheur, Université de Birzeit) 58. Aysa Joma (Terre des Hommes) 59. Hassan Joubeh (éditeur) 60. Zahira Kamal (Ministère du plan et de la coopération internationale) 61. Prof. Sharif Kanaana (Université de Birzeit) 62. Mustafa Karkuti (journaliste, Londres) 63. Samira Kawar (journaliste, Londres) 64. Hassan Khader (écrivain) 65. Jalal Khader (avocat) 66. Salima Khalil (journaliste) 67. Dr. Samir Khalil (neuro-pédiatre) 68. Rashid Khatib (Orlando, USA) 69. Amal Khreishe (Association palestinienne des femmes travailleuses) 70. Eileen Kuttab (Université de Birzeit) 71. Flora Lahham (journaliste, Londres) 72. Khalil Malouf (Terre des Hommes) 73. Prof. Nur Masalha (SOAS, Université de Londres) 74. Dr. Nadim Mseis (Université de Birzeit) 75. Zakaria Muhammed (poète et journaliste) 76. Prof. Ibrahim Muhawi (Université d'Edinburgh) 77. Prof. Foad Mughrabi (Université de Tennessee) 78. Reem Musleh (Université de Birzeit) 79. Dr. Walid Mustafa (Université de Bethlehem) 80. Dr. Issam Nassar (Institut des études sur Jérusalem) 81. Prof. Jamal Nassar (Université d'État d'Illinois) 82. Maha Nassar (Union des femmes palestiniennes) 83. Mamdouh Nofal (écrivain et membre du Conseil législatif palestinien) 84. Dr. Muna Odeh (Université de Sao Paulo, Brésil) 85. Ziad Othman (journaliste et chercheur) 86. Imad Qamhiyeh (Université de Birzeit) 87. Dr. Mudar Qassis (Université de Birzeit) 88. Nahla Qourah (municipalité de Ramallah) 89. Suleiman Rabadi (Université de Birzeit) 90. Ramzi Rihan (Université de Birzeit) 91. Adnan Sabah (juriste, Grande-Bretagne) 92. Nahed Sabri-Mikki (pédiatre) 93. Abdul Jawad Saleh (membre du Conseil législatif palestinien) 94. Hilmi Samara (consultant pétrolier, Grande-Bretagne) 95. Dr. Rosemary Sayigh (chercheur et écrivain) 96. Prof. May Seikaly (historien et écrivain) 97. Dr. Othman Sharkas (Université de Birzeit) 98. Raja Shehadeh (juriste et écrivain) 99. Samih Shbib (journaliste et conférencier) 100. Dr. Azmi Shu'aibi (membre du Conseil législatif palestinien) 101. Mahmoud Shukeir (écrivain) 102. Prof. Salim Tamari (Institut des études sur Jérusalem) 103. Vera Tamari (artiste, Université de Birzeit) 104. Dr. Spiro Tamas (chirurgien) 105. Muna Tamimi (Université de Birzeit) 106. Dr. Liza Taraki (Université de Birzeit) 107. Laura Wick (Université de Birzeit) 108. Prof. Muhsin Yusuf (Université de Birzeit) 109. Jamal Zaqout (membre du Conseil national palestinien) 110. Prof. Elia Zureik (Université Queens, Canada) 111. Dr. Wassfi Kafri (Université de Birzeit) 112. Dr. Gamal Siyam (Université de Birzeit) 113. Dr. Muhammed Abd al-Haq (Université de Birzeit) 114. Dr. Samih Geda' (Université de Birzeit) 115. Dr. Ilias Saqan (Université de Birzeit) 116. Dr. Mundir Barakat (Université de Birzeit) 117. Dr. Khalid Abaza (Université de Birzeit) 118. Dr. Allan Tlaibi (Université de Birzeit) 119. Dr. Fuad Husni (Université de Birzeit) 120. Dr. Mervat Bulbul (Université de Birzeit) 121. Prof. Mashhour Abudaka (Université de Birzeit).

Le *Tanzim* du Fatah, ou la révolte de la base

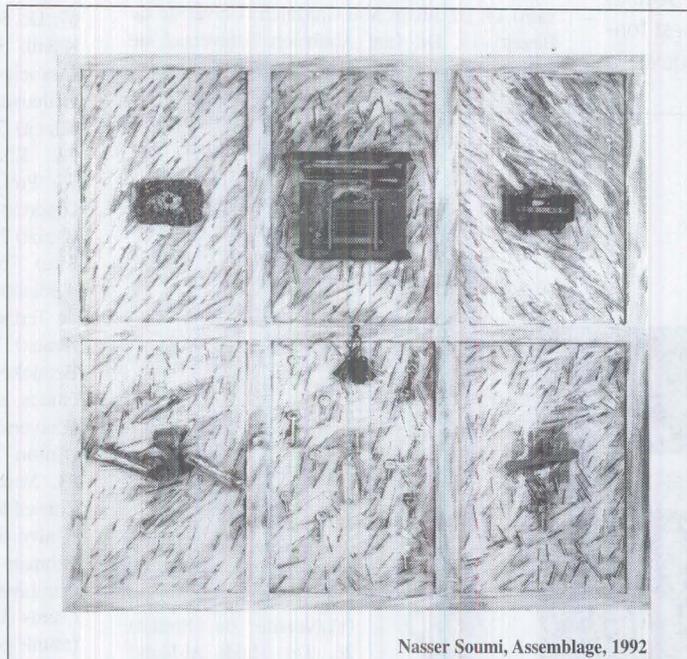
Par
Toufic Haddad*

Au coucher du soleil du 7 octobre dernier, dans le faubourg de Doha, au sud de Bethléem, de nombreuses personnes rendent hommage à la famille de Mustafa Farajeh, un jeune de 22 ans tué deux jours auparavant par des balles dum-dum de l'armée israélienne. La famille est saluée par environ 30 000 personnes qui avaient déjà pris part aux obsèques le jour précédent. Un groupe de 25 personnes masquées entre dans la tente funèbre. Certaines d'entre elles sont en uniforme, d'autres ont des vestes avec des insignes militaires. La plupart ont des fusils M16 automatiques, d'autres des armes plus traditionnelles. Tous saluent la famille : un bref discours est prononcé pour affirmer que le sang du jeune Mustafa n'a pas été versé en vain et que sa mort sera vengée.

Le groupe en question appartient au *Tanzim*, une formation paramilitaire liée au Fatah dont le nom signifie « organisation ». De nombreux conflits qui ont eu lieu dans les territoires occupés sont attribués à cette formation. Pour sa part, le gouvernement israélien a attaqué *Tanzim* en tant que responsable du « cycle de violences » et demandé à l'Autorité palestinienne de la désarmer. Pourtant, il sait très bien, comme le sait l'Autorité palestinienne, qu'un tel projet est

* Toufic Haddad, journaliste, édite aux côtés de Tikva Honig-Parnass la revue mensuelle israélo-palestinienne *Between the Lines* (PO Box 681, Jérusalem, abonnement annuel 45 dollars ou équivalent). L'article que nous reproduisons ci-contre a été publié dans *Between the Lines*, n° 1 de novembre 2000.

1. *Haaretz* et *Yediot Abaronot*, 7 septembre 1993
2. Graham Usher, "The Politics of Internal Security", *Journal of Palestine Studies*, hiver 1996. On estime actuellement l'ensemble des forces de sécurité palestiniennes à 45 000 hommes.



Nasser Soumi, *Assemblage*, 1992

irréalisable du fait même que ces militants représentent le seul soutien dont Arafat dispose à la base. Par ailleurs, on pourrait dire qu'Israël est responsable de la naissance de *Tanzim* dans la mesure où il a insisté sur la nécessité de mettre sur pied une « force policière solide » selon les mots des accords d'Oslo.

Une organisation de combat

L'apparition de *Tanzim* sur la scène palestinienne est tout à fait récente : elle ne remonte qu'à 1995 lors de l'arrivée de l'Autorité palestinienne dans les territoires occupés. C'est alors que l'Autorité palestinienne a été mise sur pied avec la constitution d'un réseau de sécurité et de renseignements bien organisé : c'était une condition préalable exigée par Israël à Oslo. Dans une intervention du 30 août 1993 à la Knesset, Yitzhak Rabin avait exigé l'émergence « d'une réalité où une sécurité interne palestinienne serait aux mains des Palestiniens... Ce sont eux qui gouverneront par leurs propres méthodes, libérant, ce qui est le plus important, les soldats de l'armée israélienne de la tâche qu'ils doivent accomplir eux-

mêmes » (1). Si Rabin avait vécu plus longtemps, il aurait été heureux de constater que son vœu s'est parfaitement réalisé. L'Autorité palestinienne a été bien contente de transformer les contingents du Fatah qui avait fait l'expérience de l'Intifada en une myriade de forces de sécurité représentant 70 % des emplois dans la fonction publique. Pourtant, il va de soi que, comme l'a expliqué le journaliste Graham Usher, « l'Autorité n'a pas besoin d'une force policière de 30 000 hommes pour stimuler l'activité créative de ses 2,6 millions d'habitants. Une force d'une telle envergure n'est nécessaire que pour encadrer le peuple en l'absence d'une telle activité. » (2)

Ces forces de sécurité étaient dominées par des hommes de main fidèles à Arafat, parmi lesquels des responsables de la sécurité, du renseignement et du renseignement militaire à Gaza et en Cisjordanie, qui, par ailleurs, étaient constamment engagés dans des luttes fractionnelles pour assurer leur influence et leur pouvoir, luttes qui parfois débouchaient sur de véritables affrontements.

En fait, la tâche la plus importante des forces de sécurité était de tenir en échec l'opposition politique, dans une large mesure islamiste. Mais elles s'engageaient aussi dans des opérations visant à surveiller des collaborateurs d'Israël, à contrôler le marché noir des armes et à combattre les activités criminelles. Les cadres du Fatah qui venaient d'être intégrés dans ces forces étaient les premiers candidats pour l'accomplissement de ces tâches étant donné leur connaissance des milieux locaux. Signalons également l'inclination du Fatah à liquider les collaborateurs pendant l'Intifada et le fait que la nature de leur travail amenait certains de ses hommes à s'engager dans le commerce d'armes et de voitures volées.

La situation commença à se détériorer au fur et à mesure que le processus de paix

s'épuisait après l'avènement de Netanyahu. Les cadres du Fatah avaient de plus en plus de peine à se défendre des accusations populaires selon lesquelles l'Autorité avait une attitude de faiblesse à la table des négociations et, en même temps, commettait des abus dans la rue. Qui plus est, la conscience nationale de nombreux cadres du Fatah était marquée du sentiment qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas dans la trajectoire politique de l'Autorité. Lors d'une crise au mois de mars 1997, une session extraordinaire du Comité central du Fatah se déroula à Beit Sahour, près de Bethléem. Le secrétaire général du Fatah en Cisjordanie, Marwan Al Barghouti, déclara que « de nombreux Palestiniens, y compris dans les rangs du Fatah, se demandaient s'il était juste de faire la paix avec Israël... A la conférence de Beit Sahour des cadres se sont prononcés pour un retour à la lutte armée. Ce n'était pas la majorité, mais nous ne pouvons pas ignorer ces opinions » (3).

Le même dirigeant ajoutait : « Nous demandons que l'OLP cesse toute négociation avec Israël. Nous demandons également que se termine toute coopération entre l'Autorité et Israël en matière de sécurité. Nous ne pouvons ni ne voulons assurer la

sécurité d'Israël sans condition ».

C'est dans ce contexte que *Tanzim* est né. *Tanzim* est devenue le front de la base du Fatah, incluant de nombreux membres des services de sécurité de l'Autorité, mais aussi beaucoup d'entre ceux qui craignaient que la stratégie de l'Autorité ne devienne un obstacle à la défense des intérêts nationaux palestiniens. En se donnant une image de défenseur des droits nationaux et en ayant des armes à sa disposition, légales comme les Kalashnikov, mais surtout illégales comme les M16, *Tanzim* mettait en question le sentiment largement partagé selon lequel le Fatah était inséparable de l'Autorité. Par ce moyen l'organisation réussissait dans une certaine mesure à gagner la confiance populaire en se présentant comme luttant contre la corruption de l'Autorité. Sa participation aussi bien à des manifestations non violentes que, plus récemment, aux affrontements armés lui a obtenu le respect des masses. Au fond de la conscience populaire il y avait le sentiment que le Fatah était responsable de la tragédie d'Oslo. Dans ce sens les manifestations qui ont déferlé dans les Territoires occupés ont été pour le Fatah une épreuve de rédemption par le feu dans son effort pour se placer à nouveau dans le camp des

masses palestiniennes. Sur ce terrain l'Autorité n'a pas beaucoup de choses à dire ou à faire, sauf se mettre à la traîne de *Tanzim* et de ceux qui luttent dans la rue, tout en essayant d'éviter de se voir accusée par les gouvernements des États-Unis et d'Israël d'être responsable des « désordres ».

Le rôle de Barghouti

Tanzim est dirigée officiellement par Marwan Al Barghouti, bien qu'il soit bien connu que la nature fractionnelle des services de sécurité se reflète aussi dans ses rangs. Tous les hommes forts de l'Autorité ont leurs partisans dans *Tanzim* puisqu'ils ont intérêt à apparaître eux aussi populistes. Pourtant, l'écrasante majorité de l'organisation se range soit derrière Barghouti lui-même soit derrière des héros de l'Intifada des régions où le Fatah a été historiquement fort : Ramallah (camp des réfugiés d'Ama'ri et Vieux Ramallah), Naplouse (camp Balata et Casabeh-Vieille Ville) et Gaza. Une mise au point s'impose à ce sujet : les militants de base préfèrent se lier à des dirigeants locaux bien connus, originaires des territoires occupés plutôt qu'à ceux qui ont rejoint l'Autorité en provenance d'autres pays (4). Il est aussi important de souligner qu'à cause de sa structure assez relâchée, *Tanzim* ne pourrait être manipulée aisément, comme le supposent les Israéliens lorsqu'ils exigent de l'Autorité « d'arrêter *Tanzim* ». Un dirigeant peut lancer un appel au calme à Ramallah alors qu'un autre peut appeler à une escalade à Gaza.

L'explosion de violences dans les territoires occupés a amené *Tanzim* à traverser le Rubicon. Lorsqu'en 1997 Barghouti disait que ce n'était pas une majorité du Fatah qui appelait à la lutte armée, c'était une époque où des secteurs du peuple palestinien commençaient à se rendre compte que les accords d'Oslo n'avaient pas garanti la conquête de leurs légitimes droits historiques. Trois ans et demi plus tard, cette prise

Marwan Al Barghouti* :

L'Intifada va s'intensifier même si les pourparlers de paix recommencent

« Les Palestiniens vont continuer à intensifier le soulèvement et tous les moyens sont envisageables. L'Intifada n'est pas un processus qui se compte en semaines ou en mois mais un soulèvement dans le but de mettre fin à l'occupation et chacun doit apprendre à vivre patiemment avec. »

« Nous demandons à ceux qui discutent avec Israël d'arrêter. Ces réunions ne sont pas nécessaires et conduisent à déformer les buts de l'Intifada. L'Intifada n'a pas éclaté pour améliorer les conditions des négociations mais pour mettre une fin définitive à l'occupation israélienne. Nous ne sommes pas contre le principe des négociations mais l'arrêt de l'Intifada ne peut être une condition pour reprendre les pourparlers. Nous avons aujourd'hui un soulèvement palestinien qui a mûri et nous sommes déterminés à l'intensifier et à le poursuivre. C'est le seul moyen d'accroître nos chances de libérer notre terre. »

« Le plus grand succès déjà remporté par l'Intifada a été d'attirer l'attention internationale sur l'opposition palestinienne aux colonies israéliennes qui sont illégales du point de vue de la loi internationale. Un grand nombre de colons juifs ont abandonné les Territoires occupés. L'Intifada a déjà rendu difficile aux colons de rester dans les zones occupées. »

« Bien sûr qu'Israël tente d'assassiner les leaders et les militants de l'Intifada. Il pense que l'élimination des dirigeants est le seul moyen de contenir le soulèvement. Mais il sait aussi que ce ne sera pas facile. »

« Nous ne voyons pas l'intérêt des pourparlers actuels et nous croyons qu'ils ne servent pas l'Intifada. Nous sommes contre ces manœuvres [les pourparlers israélo-palestiniens] car ils donnent une fausse impression au monde et ne peuvent que servir les intérêts de Barak. »

* Marwan Al Barghouti, secrétaire général de l'organisation du Fatah en Cisjordanie est considéré comme le coordinateur du soulèvement palestinien sur la rive ouest du Jourdain. Nous reproduisons ci-dessus quelques extraits de l'interview qu'il a donnée le 2 décembre 2000 à "arabia.com", un service d'information par Internet.

3. Interview de Marwan Al Barghouti faite en mars 1997. Cité par Graham Usher, *Dispatches from Palestine : The Rise and Fall of the Oslo Peace Process*, Pluto Press 1999, p. 137.

4. La plupart des dirigeants actuels du *Tanzim*, dont Barghouti, étaient des dirigeants du Fatah qui ont été déportés par les Israéliens. La tension entre "l'extérieur" et "l'intérieur" concerne donc en fait les membres de la diaspora traditionnelle revenus de Tunisie avec Arafat (qui ont perdu leur base de masse) et ceux qui ont été expulsés plus tard des Territoires occupés (qui sont restés populaires).

de conscience populaire s'était renforcée en poussant à la recherche d'alternatives. *Tanzim* est une des alternatives et il est tout à fait significatif qu'elle émerge de ce secteur de la société palestinienne qui était sans doute le dernier à soutenir le processus de paix. L'outrage représenté par la visite de Sharon à Al Aqsa a provoqué la réaction de toutes les fractions palestiniennes. L'Autorité devait choisir : soit étouffer les manifestations comme le demandait Israël (en renforçant ainsi l'idée qu'elle collaborait avec Israël), soit apparaître, tout au moins, comme engagée du côté des masses. *Tanzim*, dont les membres étaient poussés à la résistance par l'humiliation subie comme anciens défenseurs du « processus de paix » s'est avérée être l'instrument nécessaire qui tirait sa légitimité de l'Autorité et la poussait dans la rue.

Voilà ce qui explique mieux qu'autre chose pourquoi les manifestations ont continué si longtemps. L'Autorité n'a pas le pouvoir d'y mettre fin justement parce que sa propre base, Fatah et *Tanzim*, le lui a enlevé. Ainsi, au moment où la délégation palestinienne se rendait au sommet de Sharem al Cheikh pour chercher un accord de cessez-le-feu, le Fatah signait avec les forces nationales et islamistes un communiqué contre la participation à ce sommet. En outre, après la fin du sommet, le Conseil révolutionnaire central du Fatah se réunissait à Ramallah pour contester les conclusions de Sharem. Selon les informations, Barghouti aurait quitté le meeting avant la fin d'une façon provocatrice, à la grande déception des dirigeants de l'Autorité fidèles au Fatah, en déclarant : « Dès le début le sommet aurait dû discuter non du seul retrait des blindés mais aussi de la véritable raison de l'Intifada, c'est-à-dire l'occupation israélienne. »

En fait, il a voulu apparaître en première ligne comme porte-parole de l'Intifada en se prononçant pour une grève générale (dans la pratique d'une demi-journée), le boycott des produits israéliens, la fin des patrouilles mixtes israélo-palestiniennes, pour la participation populaire aux manifestations de solidarité et le blocage des routes utilisées par les colons.

5. Ainsi Abu Ala' et Abu Mazen apparaissent comme symboles du rejet d'Oslo. Par contre Jibril Rajoub (chef de la Sécurité préventive en Cisjordanie) et Mohammed Dahlan (de la Sécurité préventive de Gaza) sont à ranger dans une catégorie différente : en tant qu'anciens symboles de la résistance à l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza avant la première Intifada, ils continuent à jouir d'un respect populaire malgré les accusations de corruption et de liens avec la CIA qui pèsent sur eux.

L'influence croissante de Barghouti s'explique par sa capacité à saisir la nouvelle situation qui s'est créée dans les territoires occupés. Elle s'explique aussi par le fait que se pose désormais le problème de la succession d'Arafat, âgé de 72 ans. La famille de Barghouti — composée de plusieurs milliers de personnes — provient des villages ruraux autour de Ramallah. Elle n'apparaît pas comme aristocratique et a des racines profondes dans la résistance nationale palestinienne. Cette origine familiale, de même que ses discours virulents lors des derniers événements, ont fait apparaître Barghouti comme un leader national en l'opposant à la coterie d'Arafat méprisée y compris dans les rangs du Fatah (5).

L'émergence de *Tanzim* est donc l'expression des luttes et des intérêts divergents au sein du Fatah. Les commentateurs israéliens l'ont bien compris et ils se posent la question de savoir s'il s'agit d'un plan plus ample d'Arafat ou si Arafat représente désormais une opposition impuissante. En fait, toute tentative de sa part de s'opposer à la radicalisation exprimée par *Tanzim* serait un suicide politique.

Lors des bombardements israéliens de représailles du 13 octobre l'un des objectifs avait été le local de *Tanzim* de Beit Lahiya à Gaza. Le message était qu'Israël était décidé à utiliser tous les moyens pour liquider la résistance armée, mais aussi qu'Israël considérait comme une menace le fait que *Tanzim* échappe au contrôle de l'Autorité. Pour sa part, le ministre de la Sécurité intérieure Shlomo Ben Ami déclarait : « S'il [Barghouti] agit de façon indépendante, nous avons les moyens de le contrecarrer. »

En fait, l'Autorité palestinienne est placée devant le dilemme suivant : soit elle change radicalement son ordre du jour national, soit elle va perdre toute légitimité. Dans le deuxième cas, il serait difficile pour l'establishment israélien de trouver un autre interlocuteur valable. C'est pourquoi il y a des intérêts convergents entre le gouvernement israélien et les élites de l'Autorité palestinienne. On sait, par ailleurs, qu'au cours de la dernière Intifada des responsables de la sécurité de l'Autorité comme Mohammed Dahlan se sont rencontrés avec leurs homologues israéliens, comme le prévoit la déclaration de Sharem, en présence de représentants de la CIA qui ont effectivement circulé dans les rues « en tant qu'observateurs ». On serait curieux de savoir ce qu'ils se sont dit...

Par
Azmi Bishara*

Il semble que les événements récents conduisent à la mise en œuvre d'un régime d'apartheid à la fois à l'intérieur de l'État d'Israël et entre ses frontières et les Territoires occupés. En ce qui concerne le traitement appliqué par les forces de sécurité, c'est déjà fait ! Les forces de police ont institutionnalisé deux modes clairement différents de répression des manifestations et deux formes différentes de détention et d'emprisonnement : une pour les Juifs et une autre pour les Palestiniens qu'ils soient citoyens israéliens ou sujets des territoires occupés. Et cela en accord avec ceux des médias israéliens qui ont été mobilisés au service des forces de sécurité pour exciter la communauté juive contre les Arabes, définis comme l'ennemi. Les représentants de la gauche semblent avoir avalé leur langue. La majorité de la population israélienne (à en croire les sondages) exprimant un sentiment de compréhension envers ces attaques contre les Arabes, les conditions de l'établissement d'un régime d'apartheid se mettent en place.

Ainsi les contradictions secondaires au sein de la société israélienne et ses divisions partisans apparaissent comme inconséquentes. Elles passent à l'arrière-plan à cause du « problème arabe ». Lorsque l'État n'est plus celui de tous les citoyens, lorsque la citoyenneté n'est plus au centre de l'État, l'égalité devient une illusion si ce n'est une fraude. Quand un policier ou un garde-frontières est confronté à un manifestant arabe,



Nasser Soumi, Traces du XX^e siècle, 1998

Ainsi se développe un régime d'apartheid

il n'emploie pas contre lui des « *moyens discriminants* » ; il se comporte simplement comme face à un ennemi.

La gauche et la brutalité contre les Arabes en Israël

Le fait est que chaque fois lorsque des citoyens Arabes étaient assassinés en Israël, la gauche (ou ce qui est appelé ainsi) était au gouvernement et la droite était dans l'opposition : le massacre à Kufr Qassem (1956), la Journée de la Terre (1976) comme les événements actuels ont tous eu lieu sous des gouvernements travaillistes. Cette soi-disant gauche a toujours appuyé les forces de sécurité, les a renforcées et leur a abandonné les citoyens arabes. Depuis des années les citoyens arabes se sont plaints du comportement d'Alic Ron, commandant de la police dans les districts septentrionaux, mais personne de la gauche ne les a écoutés. Le prof. Ben Ami, ministre de la sécurité intérieure, lui donne aujourd'hui l'accolade et lui assure son plein soutien....

Les récentes manifestations à l'intérieur d'Israël, au cours desquelles 14 personnes ont été tuées et des centaines de jeunes blessés, ne constituent pas le premier cas où le feu a été ouvert au cours des dernières années. Auparavant il y avait eu les manifestations d'Al Ruha, UM-Al-Sahali et d'autres. Et bien qu'il n'y ait pas de manifestations qui ne doivent affronter le feu dans le secteur arabe, tout reste tranquille en Israël. Les récents événements ne constituent donc pas un tournant, mais seulement un moment où la quantité s'est transformée en qualité. Au cours de tous ces événements la gauche israélienne a brillé par son absence. Son silence était sépulcral lorsque le feu a été ouvert à Lydd, où j'ai été blessé personnellement. De plus aucune condamnation ne fut entendue lorsqu' Alic Ron eut recours à la violence pour réaliser sa politique de démolition des habitations.

C'est le paternalisme de la gauche israélienne qui la conduit à recommencer sans cesse ses comportements extrémistes. Non seulement elle adopte des positions fausses, mais — et c'est la différence avec la droite — elle espère que les Arabes vont les accepter. C'est pourquoi la gauche devient déçue

et se fâche et c'est la raison pour laquelle elle cherche des « *agitateurs* » qu'elle pourrait blâmer. Ainsi nous, qui sommes en faveur de l'égalité des citoyens et qui adoptons une attitude libérale opposée à la politique identitaire, autrement dit, qui luttons pour une société civile, démocratique et égalitaire, nous sommes soudainement devenus des agitateurs extrémistes aux yeux de l'État d'Israël.

taire, nous sommes soudainement devenus des agitateurs extrémistes aux yeux de l'État d'Israël.

L'an dernier j'ai tenté d'intéresser trois quotidiens israéliens de premier plan à la question de la violence policière croissante, mais aucun ne manifesta d'intérêt. Les libéraux israéliens ne sont choqués que lorsque c'est une foule de droite qui se mobilise pour tuer les Arabes. C'est ainsi que la gauche ne s'est réveillée qu'à la fin des massacres de Nazareth (qui ont commencé avec une mobilisation des Juifs de Nazareth-Ilit), les horreurs l'ont traumatisée et puis, après que la police se fut livrée à des violences brutales anti-arabes, elle a oublié son émotion. La seule chose que la gauche a alors été capable de faire c'est de rendre visite aux familles endeuillées. Car elle s'interdit de choisir un camp contre l'autre et juge même un tel choix inacceptable.

Le comportement brutal à l'égard des citoyens arabes est le reflet des valeurs qui autorisent une brutalité sans limites dans les Territoires occupés. Ce sont ces mêmes valeurs qui imposent un silence absolu — voire un soutien explicite — sur toutes les mesures prises par les Forces de sécurité, un silence qui dure alors que l'on dénombre des centaines de tués et des milliers de blessés au cours des récentes manifestations dans

les Territoires occupés. Là encore les événements ont commencé lorsque la police a tiré sans aucune raison sur des gens qui priaient à la mosquée Al Aqsa.

Le soutien de la gauche à Barak

Ces mesures d'une brutalité sans précédent, auxquelles s'est ajouté plus tard l'emploi des hélicoptères de combat et des chars, furent généralement acceptées par le public israélien, qui accepta également la version israélienne en ce qui concerne le processus de paix (« *Nous n'avons pas de partenaires pour faire la paix* ») et le comportement de l'armée dans les Territoires occupés.

Tant à l'intérieur qu'à l'ex-



térieur de la Knesset nous avons dit que le programme de Barak, porté aux nues après sa victoire aux dernières élections, ne pouvait être une base pour la paix. Nous l'avions répété avant que Barak ne se rende à Camp David et naturellement après. Mais personne ne voulait écouter car tout le monde était si heureux que Netanyahu ait perdu les élections. Ainsi la gauche israélienne a contribué à renforcer la ligne anti-arabe. Elle a parié sur une paix fondée sur le rapport des forces existant et non sur les principes d'égalité et de justice. C'est pour cette raison qu'elle n'a pas affronté l'opinion publique israélienne en exigeant une paix juste et, au lieu de critiquer les initiatives de Barak, elle a soutenu les accusations contre les Palestiniens qui avaient le tort de refuser un accord fondé sur un État d'apartheid divisé en cantons. C'est aussi pour cela que la gauche israélienne non seulement s'est limitée au programme de Barak, mais encore a accepté les

* Azmi Bishara est député palestinien (arabe de citoyenneté israélienne) à la Knesset (parlement israélien) depuis 1996. Il dirige le Rassemblement national démocratique (Balad). L'article que nous reproduisons ci-contre est repris de la revue mensuelle israélo-palestinienne *Between the Lines*, publiée par Tikva Honig-Parnass et Toufic Haddad (*Between the Lines*, P.O. Box 681, Jérusalem. Abonnement annuel : 45 USD).

DOSSIER - Israël & Palestine

délais que ce dernier a imposés pour voir « *s'il y a ou non un partenaire pour la paix* ». Avec l'argument de sécurité écrit sur ses drapeaux, la gauche a propulsé les militaristes au pouvoir et n'a pas consacré une seule pensée à la signification que prenaient les mesures « *politiques* » décidées au cours des derniers mois. Aujourd'hui nous pouvons voir les résultats de cette attitude. Et tout cela après qu'aucune voix ne se soit élevée contre la politique de colonisation massive, contre la démolition des habitations, contre la déportation des personnes ni contre les restrictions continues de leurs déplacements et de leur travail. Ces procédés étaient au-delà des aires d'intérêt des gouvernements de Barak au cours de sa première année.

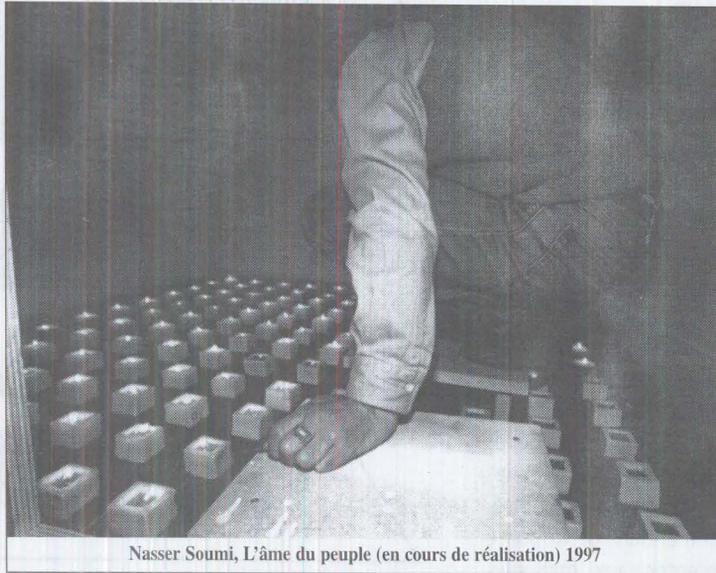
C'est aussi le cas des questions syrienne et libanaise : il était possible de quitter la Syrie et le Liban avec un accord de paix. Mais la gauche israélienne a célébré le retrait unilatéral au lieu d'exercer une pression sur Barak pour lui imposer la réalisation d'un accord concevable, tout en ignorant constamment toute critique morale de son programme.

La marche de Barak vers la guerre

La guerre déclarée par Israël à l'Autorité palestinienne c'est la poursuite de la même politique avec des moyens différents. Elle était tendanciellement inscrite dans la politique de Barak dès le début. Elle s'inscrivait dans l'ultimatum qu'il avait présenté aux Palestiniens : tout ou rien - ou bien Arafat signe immédiatement les conditions de Barak, ou bien rien, c'est-à-dire la guerre. Les « *pressions physiques modérées* » (qui incluent les menaces sur la vie d'Arafat !) sont la suite des pressions diplomatiques commencées immédiatement après le sommet de Camp David. Très peu nous ont rejoints durant ces mois où nous tentions, encore et encore, de faire comprendre qu'aucun Palestinien ne pouvait accepter un tel ultimatum, qu'il s'agissait d'une politique dangereuse conduisant directement à la guerre.

En 1982, après la guerre au Liban, il y eut une tentative pour isoler Arafat de l'OLP. En 1987 l'Intifada vint comme réponse. Après le (dernier) sommet de Camp David on a assisté à une nouvelle tentative pour isoler l'OLP et la forcer ainsi à signer une paix injuste. Le résultat est visible aujourd'hui. Barak et ses soutiens n'ont pas vu venir le danger et se sont convaincus qu'ils seront capables d'imposer leur accord aux Palestiniens. Barak était satisfait de ses réali-

sations diplomatiques et du succès qu'il a remporté en réussissant à faire passer Arafat pour une personne récalcitrante qui refuse ses offres « *généreuses* ». Mais sa générosité est un leurre : Barak reste attaché à son discours préélectoral, les « *4 non !* » : non à la souveraineté palestinienne sur Jérusalem-Est, non au retrait sur les frontières d'avant le 5 juin 1967, non au démantèlement des colonies (avec 80 % des colons sous la souveraineté israélienne) et un non définitif à



tout débat concernant le droit au retour ou toute solution juste de la question des réfugiés. C'est pour cette raison que le soulèvement populaire était si prévisible.

La ruée de Sharon à la mosquée Al Aqsa n'est qu'un détail dans ces incidents, une modeste partie de changements bien plus amples en cours en Israël. Il est même difficile de dire si la visite de Sharon fut la cause directe de la révolte ou si Barak avait consenti à cette visite. Il est même plus plausible que ce fut la présence massive de la police autour de la mosquée et le massacre des gens qui priaient à Al Aqsa le lendemain, qui mit le feu aux poudres. Il faut se rappeler que Sharon ne cherchait pas à provoquer les Palestiniens. Son but était seulement de tester Barak, de mesurer s'il tient vraiment à préserver la souveraineté israélienne sur cette aire. Barak et Ben Ami ont envoyé des milliers de policiers pour escorter Sharon et le lendemain ils ont fait encercler la mosquée, préparant ainsi la tuerie qui devait se solder par la mort de sept hommes et par des dizaines de blessés. Ainsi ils passaient ensemble le test imposé par Sharon pour un gouvernement d'union nationale, mais ils échouaient complètement devant le test de la paix. L'unité réalisée entre la police de Ben Ami et Sharon pour envahir Al Aqsa demeure la seule base d'un tel gouvernement. Il n'y

en a pas d'autre.

Israël avait espéré que la police palestinienne serait une sorte de milice à ses ordres, dont le rôle serait de maintenir l'ordre israélien dans les Territoires occupés. Israël négociait avec l'OLP, mais attendait son soutien contre le peuple palestinien. Il espérait aussi qu'Arafat allait se comporter comme Anton Lahad (chef de l'Armée du Sud Liban qui avait collaboré avec l'occupation israélienne) et qu'il pourrait être instru-

mentalisé pour préserver les intérêts israéliens dans les Territoires occupés. Il semble que les autorités israéliennes espéraient que les policiers palestiniens se joindraient à ceux qui tiraient sur leur peuple et non qu'ils réagiraient lorsque les manifestants tomberaient sous les balles. Lorsqu'il

est devenu clair que l'OLP s'unirait avec son peuple au moment de la crise, que les victimes d'Israël n'enverraient pas les victimes de l'occupation en prison, le rêve s'est brisé et Israël a employé la force. Mais à la différence de la première Intifada, parce que la séparation géographique des forces entre l'armée israélienne et le peuple palestinien a déjà eu lieu, l'armée ne cherche pas seulement à briser les os de ses adversaires, mais elle tire et bombarde comme dans une Guerre du Golfe à échelle réduite. Et en même temps Israël feint la surprise devant le fait que les policiers palestiniens n'ouvrent pas le feu sur les leurs mais tentent de défendre les manifestants attaqués par l'armée israélienne.

Aujourd'hui les seuls lieux de contact direct entre l'armée et les manifestants sont Jérusalem et les points de contrôle. Comme l'armée n'a pas décidé de reconquérir les cités et les villages, elle les bombarde. Lorsque, comme à Al Aqsa, l'affrontement direct se produit, il devient clair que l'occupation continue et qu'Israël reste Israël. Et peu importe que le ministre se nomme Ben Ami ou Sharon. L'affrontement le plus important a eu lieu à Al Aqsa juste après la visite de Sharon. La police israélienne s'est comportée comme elle l'a toujours fait depuis 1967 : elle a tiré et tué. Rien n'a

changé.

Le choix de l'apartheid

Nous avons toujours dit qu'il n'y a que trois possibilités d'un accord :

- La première, c'est la constitution de deux États, c'est-à-dire l'établissement d'un État palestinien dans ses frontières de 1967, incluant Jérusalem, avec le démantèlement des colonies ;
- La seconde serait la constitution d'un État démocratique et laïque, permettant aux deux peuples de vivre ensemble ;
- La troisième, c'est une réalité d'apartheid.

Quiconque refuse les deux premières solutions s'oriente de manière naturelle vers la troisième : l'apartheid. La gauche israélienne n'acceptait pas le principe de deux États, mais soutenait un accord fondé sur un découpage des Territoires occupés. Elle est toujours choquée par l'idée même d'un État démocratique fondé sur l'égalité nationale et citoyenne. Ainsi elle conduit elle-même à l'apartheid, autrement dit elle soutient la troisième solution.

La conclusion évidente que la gauche doit tirer des récents événements, c'est qu'au lieu de plonger dans un désespoir hypocrite, il lui faut commencer un examen de conscience réellement autocritique. Dans ce contexte nous appelons la gauche israélienne à se ressaisir et à exprimer clairement ses objections envers la politique du gouvernement, à lutter contre l'apartheid, contre l'oppression systématique de la population palestinienne et contre la « *plan de paix* » de Barak. La politique menée par ce dernier ne peut en effet qu'envenimer la situation et conduire à une escalade du conflit. Il ne suffit pas d'appeler « *les deux parties à s'asseoir à la table de négociations* ». La gauche doit clairement dire quelles sont les valeurs et les normes morales sans le respect desquelles il ne pourra y avoir de paix.

Mais la gauche israélienne n'est pas la seule à qui incombent de nombreuses responsabilités. Dans le monde arabe et dans la société arabe beaucoup de tâches nous attendent également. La déclaration de guerre à toute une nation a ouvert les portes à toute sorte de discours irrationnels, y compris celui d'une guerre religieuse. Ce discours n'a pas encore envahi l'insurrection nationale, mais un tel danger se profile dans l'opinion publique et dans certains médias arabes. Les forces nationales et démocratiques de la société arabe ne doivent pas ignorer ce phénomène. Aussi difficile que cela puisse être, nous devons lui tordre le cou dans le cours même du douloureux processus de décolonisation. ■

Le silence du camp de la paix

Par
Michel Warschawski*

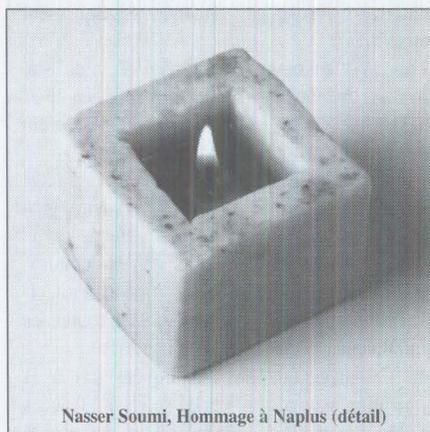
Le silence du camp de la paix israélien au cours des derniers mois a été largement mentionné dans les médias internationaux, comme l'a été le retour de nombre de ses principaux porte-parole dans le marais d'unité nationale et leur soutien acritique aux actes criminels de l'armée israélienne et du gouvernement travailliste (cf. la lettre ouverte en p...). Les Palestiniens aussi ont remarqué cette tendance et nombre d'intellectuels et de militants politiques ont exprimé leur déception, voire leur colère. Les amis d'hier sont à nouveau devenus ennemis lorsqu'ils ont offert leur réputation pour tenter de légitimer la machine de propagande des criminels de guerre.

Les Palestiniens ont le droit de se mettre en colère devant le comportement de ces hypocrites et de dénoncer leur manque total d'épine dorsale morale. Ils ont même le devoir de réviser leur coopération avec le dit

dont de nombreux Palestiniens furent victimes.

Cette illusion a commencé à apparaître dès 1982, lorsque de nombreux Palestiniens ont été fascinés par les centaines de milliers d'Israéliens qui manifestaient contre les massacres à Sabra et Shatila. « *Dans aucune capitale arabe on n'a vu de manifestations aussi grandes contre l'agression israélienne au Liban* », avaient l'habitude de dire les militants palestiniens, exprimant ainsi simultanément leur déception pour le manque de solidarité dans les pays arabes et leur émerveillement étonné devant l'émergence nouvelle d'un camp de la paix en Israël. Sans aucun doute un tel phénomène ne pouvait être ignoré par le mouvement national palestinien et il devait être intégré dans sa stratégie politique. Mais sans illusions ni idéalisation.

Et pourtant on a vu se répandre et l'idéalisation et les illusions, surtout au début du processus d'Oslo. Chaque Israélien qui soutenait le soi-disant processus de paix était perçu par beaucoup de Palestiniens comme un ami et un allié. Et plus ces Israéliens étaient près du centre sur la carte politique, plus ils étaient considérés. Peu d'attention était apportée aux motivations de la majorité des supporters israéliens du processus de paix, des partenaires des programmes « *d'un peuple à l'autre* », et pas davantage au prix qu'ils étaient (ou n'étaient pas) prêts à payer pour la paix. L'écart était béant entre les revendications palestiniennes de liberté et d'autodétermination et les rêves israéliens d'une vie séparée. Les Palestiniens voulaient des droits et les Israéliens étaient préoccupés par les pourcentages de « terres données ». Les Palestiniens aspiraient au respect et à la réciprocité alors que les Israéliens réaffirmaient leur comportement paternaliste et supérieur. Certains militants et intellectuels palestiniens ont été aveuglés par ces nouveaux « Amis des Palestiniens », devenus



Nasser Soumi, Hommage à Naples (détail)

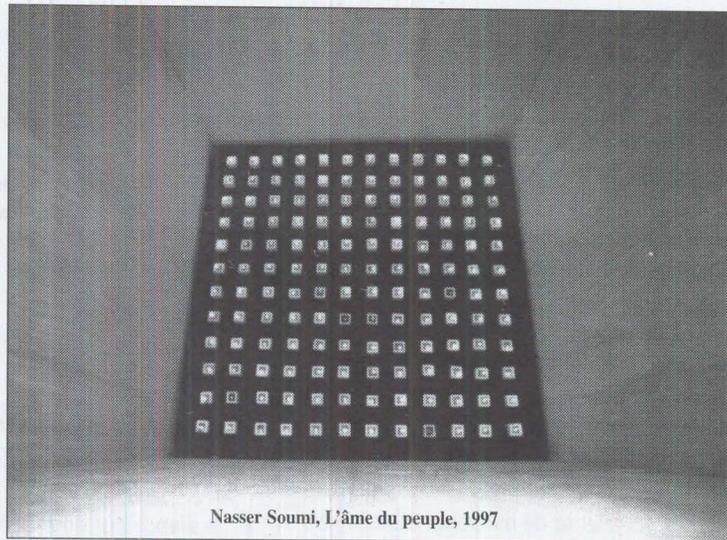
« camp de la paix israélien » et de mettre de nouvelles conditions plus draconiennes pour son éventuel renouvellement. À côté de la colère exprimée par les Palestiniens, on peut aussi identifier une déception énorme, comme si un tel comportement de la part de la grande majorité du camp de la paix israélien n'avait pas été prévisible. Cette déception est cependant le résultat d'une illusion,

* Michel Warschawski, journaliste israélien, est collaborateur du Centre d'information alternative (AIC). Dans Inprecor n° 452 de novembre 2000 nous avons publié son analyse du début de la guerre d'indépendance palestinienne.

pour eux LE camp de la paix israélien et leurs alliés privilégiés. Et maintenant ils demandent : « Où sont les forces de paix israéliennes ? Où est la gauche ? »

Permettez-moi de répondre que la vraie gauche n'a pas attendu un jour pour dénoncer avec force les crimes de l'armée israélienne ni pour blâmer clairement la responsabilité totale de Barak et de son gouvernement. En fait, depuis la signature des accords d'Oslo (si ce n'est bien avant) cette partie du mouvement de la paix n'a jamais arrêté ses activités contre la poursuite de l'occupation. Déjà en septembre 1993 le Bloc de la paix (*Gush Shalom*) avait manifesté pour le démantèlement immédiat des colonies et la libération de tous les prisonniers. Au cours des dernières sept années Bat Shalom et le Bloc de la paix ont animé des campagnes systématiques en faveur de la souveraineté palestinienne sur Jérusalem-Est. Depuis trois ans le Comité israélien contre la démolition des habitations en commun avec les "Rabbis pour les droits de l'homme" furent actifs contre la politique de nettoyage ethnique dans la zone C. Lorsque *Peace Now* (la Paix Maintenant) et le *Meretz* soutenaient le cloisonnement avec l'argument fallacieux que « le cloisonnement = la

séparation = la paix », toutes les vraies organisations pour la paix l'ont dénoncé comme une violation flagrante des droits humains et même des accords d'Oslo. A ces organisations pour la paix on peut ajouter les campagnes systématiques en défense des droits individuels et collectifs des Palestiniens de "B'tselem", des "Physiciens pour les droits de l'Homme", du "Comité public contre la torture" et de nombreuses autres organisations israéliennes des droits humains. Elles n'ont pas cessé leurs activités sous prétexte que le processus de paix était en cours et même si nombre d'entre elles ont investi leurs espoirs dans le processus d'Oslo, au moins à ses débuts, elles n'ont pas arrêté de le confron-



ter à la réalité, cette réalité d'occupation et d'oppression.

Pour toutes ces organisations et pour les quelques milliers de militants autour d'elles, le soulèvement palestinien n'a pas été une surprise et il n'était pas difficile de savoir qui blâmer. Et elles ont réagi aussi fort qu'elles le pouvaient : des dizaines de manifestations regroupant parfois une douzaine et parfois quelques centaines de participants. Elles ont fait paraître des articles courageux (de Tanya Reinhart, Uri Avneri, Haim Hanegbi, Yitshak Laor et d'autres) dans les principaux médias et ont utilisé Internet pour envoyer des messages dans le monde. Elles ont organisé des pétitions et des visites aux familles des victimes. Durant plus d'un mois elles se sont mobilisées jour et nuit pour dénoncer la violence israélienne, pour exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien et pour défendre ses droits légitimes.

La solidarité et la défense inconditionnelle du Droit, c'est ce qui a motivé les vraies forces de paix israéliennes. Le rejet moral et politique de toute forme d'oppression et d'occupation a été leur lutte depuis des décennies. Pour elles la paix signifie la fin complète de l'occupation, et non des fêtes de paix financées par l'USAID ou le Ministère norvégien des affaires extérieures, tandis que le cloisonnement démantèle la société palestinienne et que les combattants pour la libération croupissent derrière les barreaux. C'est pourquoi elles étaient dans la rue dès le premier jour de l'offensive israélienne.

Cependant, tandis que nous poursuivons notre lutte contre l'occupation, le reste du camp de la paix israélien était occupé par la normalisation. Les prisonniers, les colonies, les démolitions des habitations et le cloisonnement ne le concernaient pas. La grande majorité des partisans israéliens de la paix n'a jamais été motivée par la solidarité avec les Arabes ni par des valeurs telles que

Les conditions de coopération avec les organisations israéliennes

Déclaration du PNGO*

Au moment où l'armée israélienne poursuit ses attaques contre notre peuple et où les massacres reflètent l'extrémisme et le racisme israélien de la pire espèce, où une campagne massive des médias israéliens s'efforce de déformer les faits, la réalité et de blâmer le peuple palestinien, le réseau des ONG palestiniennes a réuni une Assemblée générale extraordinaire le dimanche 22 octobre en vue d'étudier la situation politique actuelle. Cette réunion a adopté les décisions suivantes :

1. Le PNGO appelle toutes les ONG palestiniennes à arrêter tous les programmes conjoints et toutes les activités communes avec les organisations israéliennes, en particulier les projets menés dans le cadre du programme "d'un peuple à l'autre", de l'Institut Peres pour la paix et du "programme de projets conjoints" fondé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), ainsi que tous les autres projets visant la normalisation avec Israël.

2. Le PNGO appelle toutes les organisations palestiniennes, gouvernementales ou non-gouvernementales, à arrêter immédiatement tous les projets régionaux incluant Israël. Nous appelons également les institutions de l'Autorité palestinienne à arrêter et à boycotter de tels projets.

3. Le PNGO appelle les ONG palestiniennes

et arabes à mettre fin immédiatement à tous les projets conjoints avec les organisations israéliennes jusqu'à la fin complète de l'occupation des territoires palestiniens de 1967, y compris Jérusalem-Est.

4. Le PNGO appelle toutes les ONG palestiniennes à s'abstenir de toute relation et de tout travail avec les ONG israéliennes tant que ces dernières n'auront pas annoncé publiquement leur soutien :

— au droit du peuple palestinien d'établir son État indépendant sur ses terres occupées en 1967 (Cisjordanie et Bande de Gaza) avec Jérusalem pour capitale et

— au droit des réfugiés palestiniens de revenir dans leurs habitations et de recouvrer leurs propriétés.

5. Le PNGO compilera une liste des organisations palestiniennes et arabes qui violent ces décisions et la publiera régulièrement dans toutes les communautés arabes et palestiniennes.

6. Ces décisions ne s'appliquent pas à la coopération avec les projets de solidarité lancés par les organisations israéliennes des droits humains ni à la coopération avec les institutions israéliennes qui soutiennent le droit palestinien à la liberté, à la dignité et à une paix complète, juste et durable respectant les droits nationaux palestiniens.

Ramallah, Palestine,
le 23 octobre 2000

* Cette déclaration du PNGO (Assemblée générale des ONG palestiniennes) a été publiée dans *Al-Quds* le 24 octobre 2000.

le droit des peuples de résister à l'agression étrangère. Ils défendaient les intérêts d'Israël tels qu'ils les comprenaient : ne pas s'embarquer dans des guerres qu'on ne peut gagner ; protéger l'image internationale d'Israël et ses relations avec les États-Unis ; préserver le caractère juif et démocratique de l'État d'Israël ; et ainsi de suite. C'est seulement lorsque ces objectifs sont en danger que le courant principal du mouvement de la paix israélien se mobilise de lui-même. Autrement il préfère préserver le consensus national et soutenir la politique du gouvernement. C'est pourquoi au début d'une crise on ne verra jamais une mobilisation immédiate du grand mouvement pour la paix : on ne l'a vu ni en 1982, ni en 1987, ni après le massacre de Haram el Sharif en 1990. Jamal Zahalka, le militant palestinien de Kafr Kar'a, a une fois nommé cela « *le syndrome du premier jour* » : la première réaction du courant principal du mouvement de la paix est de soutenir la politique officielle. Ce n'est qu'après, lorsque cette politique devient de plus en plus insupportable, que le processus de déconnexion et de dissidence commence. Au cours des dernières semaines nous avons été témoins du même schéma et nous pouvons prédire que si la crise continue et si la pression internationale s'intensifie, lorsque le nombre de victimes du côté israélien va s'accroître, de plus en plus d'Israéliens vont revenir à une attitude plus critique.

La décision récente de la coordination des ONG palestiniennes (cf. ci-contre) de mettre une fin aux « *fêtes de la paix* » avec les partenaires israéliens et aux autres initiatives « *d'un peuple à l'autre* » reflète une nouvelle sensibilité envers la réalité du camp israélien de la paix et ses limites. Cette décision témoigne d'une volonté de différencier les organisations motivées seulement par la normalisation de la situation sans changement réel de la relation avec le peuple palestinien de celles motivées par les droits des Palestiniens et leur lutte pour la justice.

La paix n'est pas une fête, mais le résultat d'une longue et difficile lutte pour la libération et la liberté. Dans cette lutte le peuple palestinien a des alliés en Israël, peu nombreux, mais motivés par l'intégrité morale et l'aspiration à la justice. Ils ne recherchent pas des récompenses et des célébrations de la paix et ne demandent rien en échange de ce qu'ils font. Ils veulent seulement être capables de regarder leurs enfants et leurs petits-enfants droit dans les yeux, sans honte, et pouvoir leur dire : l'injustice a été commise en notre nom et nous avons fait de notre mieux pour l'arrêter.

La fête est finie

lettre ouverte à un ami de La Paix maintenant

Par
Michel (Mikado) Warschawski*

Cela fait exactement sept ans que je t'ai écrit ma dernière lettre. C'était le lendemain de la signature des accords d'Oslo, lorsque tu m'avais invité à danser sur Menorah Square pour célébrer la paix israélo-palestinienne, qui n'avait pas encore acquis le suffixe de "processus". Permet-moi de citer quelques extraits de cette lettre ancienne :

« Tu as dansé dans la rue parce que tu étais heureux de **cette paix**. Pas seulement la paix, mais un mélange de paix, de sécurité, de Palestiniens abjurant leurs fautes (renonciation au terrorisme) et espérant des concessions d'en face pour plus tard. Une paix dont tu pouvais être fier. Une paix pour laquelle — tu te réjouissais — nous n'avions rien concédé (« Juste un tout petit peu » chuchotait le Premier ministre) et nous avons gagné beaucoup : la reconnaissance, une plus grande sécurité, l'arrêt de l'Intifada, la renonciation au terrorisme, le soulagement de la pression arabe, et plus encore. Tu es heureux de cette sorte de paix et tu m'invites à danser en son honneur. Non merci...

« Depuis que je te connais — quinze ans déjà — tu as lutté pour une paix qui n'était pas une valeur en soi mais un moyen pour nous, les Israéliens, d'assurer notre sécurité. Tu es en faveur du retrait des Territoires occupés dans le but d'assurer une majorité juive en Israël ; tu manifestes contre Sharon parce que tu te préoccupes de l'avenir de la jeunesse juive ; et tu acceptes les négociations avec l'OLP car sans cela nous devrions négocier avec Hamas. Moi, au contraire, je vois la paix comme une fin et non simplement comme un moyen, j'appelle à quitter les territoires occupés parce que nous n'avons rien à y faire, même si cette occupation ne nous coûtait pas une victime et

même pas un centime. Et je suis contre l'assassinat des enfants — et des adultes — simplement parce qu'il est interdit de tirer sur les enfants et les civils.

« Alors, qu'est-ce qui pourrait être meilleur pour toi que cette paix là ? Tu te débarrasses de Gaza, tu sépares les Israéliens des Palestiniens, tu leur laisses le sale boulot et tu ne leur promets même pas le retrait militaire ou un véritable État. Une paix pouvait-elle être achetée moins cher ? Pour toi l'accord israélo-palestinien a toujours été un



jeu à somme nulle : tout ce que nous leurs donnons va nous manquer. Il gagne, je perds. Si tu étais capable de penser réellement en termes de paix, tu comprendrais à quel point tu te trompes : plus les Palestiniens recevront — plus d'indépendance, plus de fierté — et plus nous en profiterons. Plus nous serons avares et plus nous perdrons...

« Et pourtant, nous allons maintenant mener ensemble la même campagne : lutter pour la mise en œuvre pleine et entière des accords d'Oslo dans l'espoir que ces nouvelles dispositions prépareront le terrain pour une paix véritable entre Israël et les Palestiniens. "Dans l'espoir" — ai-je écrit — parce que, à la différence de vous, je ne compte pas sur la "nécessité historique", ni sur Yitzhak Rabin et son gouvernement... En ce qui concerne le gouvernement Rabin, tu admettras que le fardeau des preuves repo-

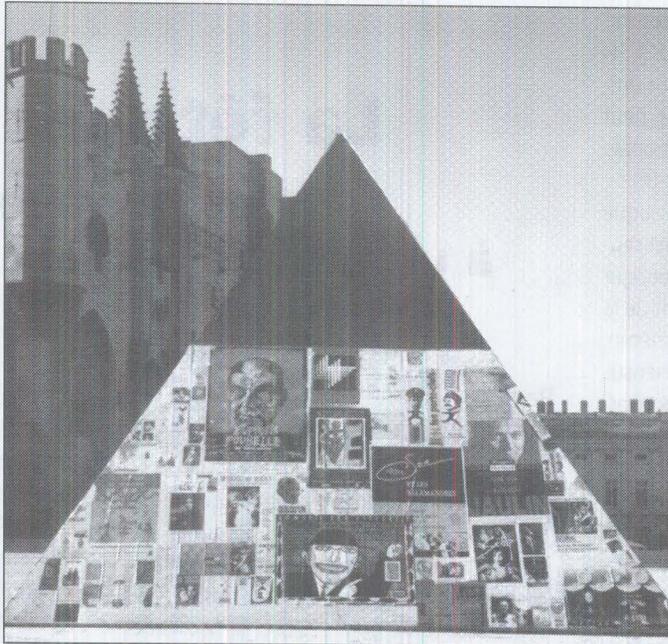
* Michel Warschawski, journaliste israélien, est collaborateur du Centre d'information alternative (AIC). Mikado fut son surnom dans l'organisation de la gauche antisioniste Matzpen.

DOSSIER - Israël & Palestine

se sur tes épaules et non sur les miennes... »

Depuis que j'ai écrit ces lignes vous avez célébré la paix et vous êtes devenus gras et prospères. Les violations variées et continues des accords ne t'ont pas dérangé, pour ne pas mentionner l'absence d'un changement quelconque dans notre culture de guerre et d'occupation, dans le ton arrogant de ceux qui négocient en notre nom, dans les tentatives d'exiger sans cesse plus en échange de moins. Et pourquoi est-ce que cela devrait te déranger ? Tu as obtenu ce que tu voulais — la séparation, la sécurité, la prospérité économique pour les membres de ta classe, l'appui de la communauté internationale et la possibilité de te regarder de nouveau dans le miroir avec un sentiment de satisfaction et de vertu — le tout pour quelques centimes. La réconciliation avec les colons étant à l'ordre du jour, tu t'es appliqué à expliquer à tes amis Palestiniens que tu n'avais pas encore perdu et que, s'ils veulent la paix, ils feraient mieux de tenir compte des nécessités de la réconciliation interne entre Israéliens. Car sinon ils n'auront rien, ou un nouveau désastre pour leur peuple comme en 1948, etc. Tu n'exigeais pas des négociations sincères avec les Palestiniens, tu acceptais la tactique du salami et lorsque nous te disions que cela ne peut pas marcher et que la guerre allait sûrement recommencer, tu répondais : « *S'ils la veulent, ils l'auront et sinon, c'est leur problème* ». Parce que pour toi la guerre de conquête est préférable à une guerre civile.

« *Après toutes les danses et tous les applaudissements pour les architectes de l'accord, es-tu prêt à descendre dans la rue avec moi pour t'assurer que le Premier ministre ne reculera pas une nouvelle fois, mais qu'il fera son possible pour réaliser l'accord ? Et bien qu'il ne soit pas forcé par la signature d'Arafat, es-tu prêt à exiger de lui que la question des colonies commence à être résolue dès maintenant, car, peut-être à la différence d'Arafat, toi et moi*



Dans le cadre du 44^{ème} Festival d'Avignon (1991), Nasser Soumi a présenté une performance monumentale éphémère. Une pyramide de 4 mètres de hauteur fut installée sur la place du Palais des Papes. Chaque jour Nasser Soumi a "alimenté" la structure de tracts, affiches, programmes, éléments divers récupérés sur les lieux même du Festival. Au cœur de la pyramide se trouvait une nacelle mécanique. Le haut de la pyramide s'ouvrait pour laisser monter la nacelle jusqu'à 12 mètres de hauteur. Comédiens, danseurs, musiciens l'animaient.



savons qu'il n'y a pas de possibilité d'avancer sans la traiter dès le début ? Es-tu prêt à exiger à mes côtés plus de libertés et plus de droits pour les résidents de la Cisjordanie, même si cela n'est pas écrit dans les accords, par seul souci de leurs droits humains et parce que cela est aussi une condition pour avancer ? Te joindras-tu à moi pour demander la libération de la masse des prisonniers politiques ou diras-tu, comme Rabin, "Vous ne l'avez pas demandé, nous ne l'avons pas promis, maintenant c'est trop tard" ?

« *Je crains qu'une nouvelle fois nous n'allions nous retrouver seuls — mes amis et moi — dans cette campagne et que tout le boulot pour assurer la réalisation de cet accord — qui est loin de nous satisfaire — ne retombe encore sur nos épaules.* »

Et c'est ce qui s'est passé. A tes yeux nous sommes redevenus des rêveurs gauchistes ou pire, des bellicistes, des ennemis de la paix. « *Vous demandez même plus qu'Arafat* », « *Laissez le gouvernement conduire les négociations* » ou encore « *Nous devons tenir compte de ceux qui votent à droite* ». Tout à l'écoute de nos chers frères et sœurs des colonies de Ofra et Tapuah, tu as cessé d'entendre les voix de Gaza et Naplus, de Dura et Kalkiliya. Et, à vrai dire, pourquoi les aurais-tu écouté ? Car dans la paix comme dans la guerre tu te détermine en fonction de ce qui est bon pour nous. Imbu de ton arrogance coloniale tu as même dicté le rôle des Palestiniens dans la paix. Depuis 1993 toi et tes amis aviez apprécié les fruits de la paix et les Palestiniens ont attendu la réalisation de vos promesses de retrait militaire, d'indépendance, de souveraineté et de liberté. Ils l'ont attendu sous l'occupation, sous le bouclage, pendant que vous célébriez et consommiez les fruits de la paix. Combien de temps pensais-tu que cela pourrait durer ?

Et maintenant regarde ! A ta grande surprise, ils ne récitent pas les rôles que tu leur avais composés mais leur propre texte, et ils perturbent ton spectacle. La vérité c'est que les Palestiniens, et non

seulement la gauche ou les mouvements islamistes, mais leurs porte-parole officiels, n'ont jamais caché, ne serait-ce qu'un moment, quelles étaient leurs conditions et ce qui constituait pour eux la ligne rouge. Mais, comme j'ai dit, tu ne voyais pas le besoin de les écouter puisque tu es le metteur en scène exclusif du spectacle de la paix.

Aujourd'hui tu es fâché, tu bous de rage : Pourquoi ces si soudaines manifestations ? Pourquoi ces demandes soudaines de souveraineté sur Jérusalem ? Pourquoi l'exigence de l'évacuation de toutes les colonies ? D'où vient cette haine contre l'armée, Barak, le camp de la paix israélien ? Qui a autorisé ces Palestiniens à s'éloigner de leur rôle et à improviser leur propre texte ? Quelle ingratitude, après tout ce que tu étais prêt à leur accorder, après sept années de réjouissances de paix financées par les pays européens !

Une fois de plus tu leur dit « *ne venez pas me chercher* ». Ne venez pas me chercher parce que je retournerais au sein du consensus pour défendre mon peuple et ma patrie. La vérité, c'est que tu n'as pas à retourner dans un quelconque consensus, car tu ne l'as jamais quitté. Tu n'as jamais arrêté de travailler à la réconciliation nationale avec les pires ennemis de la paix. Et de plus, au vu de ces efforts de réconciliation dont tu es devenu si friand après l'assassinat de Rabin, la droite a compris rapidement que non seulement tu n'avais pas d'épine dorsale idéologique ou morale, mais aussi à quel point tu étais naïf. Comme chaque maître-chanteur dans les films policiers de série B, la droite a compris qu'elle pouvait presser indéfiniment un lâche comme toi. Aussi longtemps que tu étais prêt à payer pour éviter la guerre civile, la droite demandait plus : de Jérusalem-Est elle t'a conduit à Abou Dis, d'Abou Dis à Hizma, de Hizma à Beitunia. Aujourd'hui tu es prêt à mourir pour Psagot et Netzarim. Excuse-moi, pas de mourir, de tuer pour les frères et sœurs qui colonisent le cœur de Gaza dans l'unique but d'empêcher toute paix possible.

L'autre jour dans une réunion à Jérusalem un de tes camarades de Meretz, un des meilleurs et des plus honnêtes d'entre eux, a dit : « *Je suis confus* ». A la lumière de l'absence de scrupules dont toi et la plupart de tes amis faites preuve, j'ai voulu le féliciter pour les siens. Mais les images vues ce même jour à la télévision — ce média hostile aux droits de l'homme, dénué d'honnêteté intellectuelle et privé d'éthique journalistique — me sont venues à l'esprit et je lui ai refusé mon indulgence, j'ai refusé de comprendre sa confusion. Qu'y a-t-il là qui

ne soit clair d'emblée ? Une armée conquérante emploie des canons, des chars et des hélicoptères pour disperser les manifestations. Après sept ans de déceptions et de violations des accords les Palestiniens se soulèvent. Qu'y a-t-il là de difficile à comprendre ? Barak menace d'imposer la souveraineté juive sur Haram/Le Mont du Temple à Jérusalem et ils refusent d'accepter cela comme une solution pour l'avenir. Cela est-il si difficile à comprendre ?

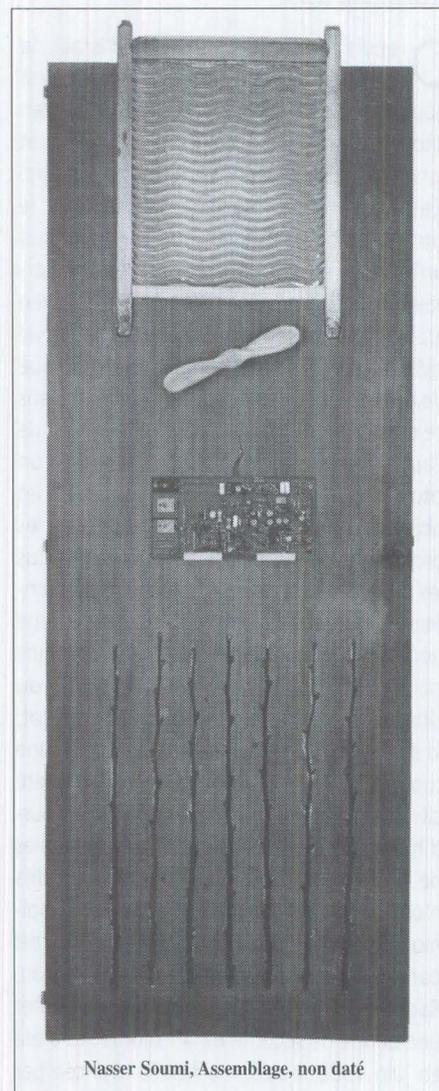
Il n'y a là aucune place pour le doute. Il y a une occupation et une lutte contre cette occupation. Il y a les manifestants et une armée qui a reçu l'ordre de faire couler le sang. Alors qu'on ne vienne pas tenter de m'impressionner avec l'histoire des fusils. Ton expérience militaire te qualifie pour comprendre ce que même les reporters de la CNN ont déjà compris : ces fusils ne mettent pas en danger Israël ni même ses soldats pour peu qu'ils ne s'en approchent pas trop près. Ils ne mettent même pas en danger l'occupation depuis la mise en place, sous le couvert du processus de paix, des moyens qui permettent à l'Israël de contrôler pleinement les Territoires occupés "sans la Cour suprême et B'tselem" mais sans aussi une présence militaire massive. Le "bain de sang" faisait partie des plans préparés par l'armée pour l'éventualité d'une déclaration unilatérale d'indépendance par les Palestiniens, longtemps avant la provocation de Sharon, et même un enfant peut voir que la Force de défense d'Israël a été préparée à faire couler le sang. Ta confusion, mon cher ami, est artificielle. Car si ce qui est fait en notre nom et selon les ordres du premier ministre que tu soutiens n'était pas une honte pour tous, tu n'aurais aucune difficulté à t'apercevoir qui est la victime, qui a besoin de notre soutien et qui mérite d'être condamné.

En ce qui te concerne, mon ami de la Paix maintenant, tu n'es même pas confus. Tu es en colère contre les Palestiniens parce qu'ils dérangent tes célébrations et refusent de te laisser vivre dans l'illusion que l'occupation est finie et que la paix règne sur cette terre. La paix est un tango qui exige deux partenaires dansant ensemble, ce n'est pas une danse du scalp où l'un s'agit en menaçant l'autre. Et qu'en dis-tu ? « *Si c'est comme cela, il n'y a pas de partenaires* ». Cette fois, tu as raison. Dans ta danse de la paix tu n'as pas de partenaires, seulement des ennemis. Ta paix est leur occupation. Ton succès c'est leur perte. Ta réconciliation avec les tiens signifie fermer la porte à la réconciliation avec les Palestiniens.

« *Nous avons signé un accord de cessez-le-feu et c'est bien que nous l'ayons signé.*

Mais la paix est encore loin, parce que la paix exige l'honnêteté, parce que la paix exige l'égalité. Tu veux les forcer à mentir, tu veux qu'ils capitulent pour avoir la paix, tu célèbres une paix entre le maître et l'esclave. Dans de telles conditions tu auras peut-être la pacification et la tranquillité, mais tu n'auras pas la Paix. Pas tant que nous ne serons pas prêts à une paix de partenariat entre égaux. »

C'est ce que je t'ai écrit il y a exactement sept ans. Tu as préféré te boucher les oreilles et fermer tes yeux. Je suis désolé, réellement



Nasser Soumi, Assemblage, non daté

désolé que seuls le sifflement des balles à Psagot et l'explosion des missiles devant Netzarim t'aient ouvert les yeux et débouché les oreilles. J'espère que ton cœur et ton esprit s'ouvriront aussi rapidement, avant que les bus n'exploient dans nos villes. Nous sommes toujours devant le même choix : soit une paix authentique, sans transactions ni déceptions, une paix fondée sur le respect mutuel, soit la spirale descendante vers une guerre religieuse dans laquelle il n'y aura que des perdants. ■

L'État, la société civile et l'armée en Israël

Depuis la guerre du Liban jusqu'au second soulèvement palestinien

Par
Sergio Yahni*

Depuis la création de l'État d'Israël, la définition de sa population juive s'est appuyée sur le service militaire. Le parfait citoyen d'Israël était celui qui servait l'État lors des guerres contre le monde arabe. Cette définition marginalisait autant le citoyen arabe-palestinien que le citoyen juif orthodoxe, en effet aucun des deux ne servaient dans l'armée, de plus le citoyen arabe-palestinien était aussi exclu de la vie civile et de l'État par la définition ethnique de ce dernier comme étant un État juif. Dans ce contexte qui est d'un côté ethnique et de l'autre militariste, s'est créée l'image d'un citoyen qui sert l'État sans contester les objectifs nationaux et dont, d'autre part, les droits sont définis par ce service (sont inclus les droits à l'éducation, à la santé et au bien-être social). Pour être viable, ce système nécessitait des guerres avec des objectifs clairs pour l'opinion publique. La guerre du Liban a rompu cette convention entre l'État, la société civile et l'armée et a ainsi créé une rupture sociale et politique dans la société civile israélienne qui existe encore aujourd'hui. Une des caractéristiques principales de la guerre au Liban a été que ses objectifs n'ont jamais été clairement exposés à l'opinion publique et au gouvernement d'Israël par ceux qui l'ont perpétrée : Ariel Sharon, Raphaël Eytan et Menahem Begin. Créer une bande de sécurité de 40 kilomètres a été en juin 1982 la raison officielle avancée par le gouvernement israélien pour justifier l'invasion. Cette bande de sécurité était seulement un prétexte : même les sous-officiers savaient que l'invasion ne s'arrêterait pas avant Beyrouth. A la fin de la bataille de Beyrouth, quand la direction de l'OLP s'est retirée à Tunis, c'est-à-dire quand les objectifs de la guerre avaient été atteints, la raison

d'être de cette dernière a changé. Une fois Beyrouth sous contrôle on a tenté d'imposer au Liban un gouvernement pro-israélien, celui des phalanges dirigées par Béchir Gemayel. Ce gouvernement a signé un accord de paix avec Israël, or Gemayel a été assassiné et cette stratégie anéantie. Comme conséquence de l'assassinat, les phalanges dirigèrent le massacre dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila dont les troupes israéliennes avaient fermé les accès et les issues empêchant ainsi la fuite de leurs habitants.

Parallèlement aux changements sociaux et idéologiques qui ont accompagné les modifications dans la politique internationale et le développement technologique des années 90, cette guerre a été déterminante pour les modifications sociales, politiques et culturelles internes à la société israélienne, par exemple dans la relation État/société civile/armée et dans la relation de cette dernière avec les peuples arabes et en particulier le peuple palestinien. Comme conséquence de la guerre et de la réaction populaire qui s'en est suivie en Israël, la place occupée par l'armée et le service militaire dans la structure sociale israélienne s'est trouvée dévalorisée.

D'autre part, on peut indiquer comme une des conséquences de cette guerre l'Intifada palestinienne (1987-1991). Jusqu'en 1982, la présence des troupes israéliennes d'occupation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza empêchait le développement d'une opposition politique à l'occupation israélienne. Les dirigeants nationaux palestiniens qui avaient une présence publique, même ceux qui étaient étrangers à la lutte armée, avaient été arrêtés et en grande partie exilés à l'étranger. Cette répression, dont l'objectif selon le discours officiel israélien faisait partie d'une « lutte contre la terreur », rendait particulièrement vulnérables les forces politiques non armées, et ainsi, paradoxalement créait un espace où la lutte armée devenait la seule voie ouverte à l'expression du mouvement national palestinien. Finalement, la lutte armée était dirigée par l'OLP hors de la Palestine (parfois par l'intermédiaire d'ordres donnés aux

organisations de l'intérieur, parfois depuis le Liban ou la Jordanie). La guerre du Liban a eu comme conséquence la diminution des effectifs militaires israéliens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ce qui a donné lieu au développement d'une société civile palestinienne qui ne recevait pas de directives de l'OLP en exil puisque celle-ci avait à résoudre des problèmes vitaux et immédiats. Cette société civile en construction formée d'organisations populaires, d'organisations des droits de l'homme, de syndicats, d'organisations d'étudiants, etc. a été celle qui cinq ans plus tard a déclenché l'Intifada.

Comme nous le verrons, tant le soulèvement palestinien que nous vivons aujourd'hui que la réponse des institutions politiques et militaires de l'État d'Israël peuvent être compris comme une répercussion du développement de cette guerre.

Le camp pour la paix et l'armée d'Israël

Au-delà de groupes radicaux et marginaux en nombre le mouvement pour la paix et la contestation de la politique militaire en Israël a surgi comme une conséquence du traumatisme de la guerre de 1973.

Jusqu'à cette guerre, la population israélienne avait une confiance totale dans le gouvernement, dans l'armée et dans la politique menée par ces derniers. En 25 ans, cette politique avait conduit à trois guerres (1948, 1956, 1967) qui non seulement avaient fini par affirmer la supériorité militaire d'Israël sur ses voisins mais aussi par additionner les territoires sous son contrôle. Ce ne fut pas le cas en 1973, quand les armées égyptiennes et syriennes surprisent l'armée israélienne avec une attaque conjointe par laquelle des territoires qui avaient été occupés par l'armée israélienne en 1967 furent récupérés. Bien que pendant la contre-attaque Israël réussit à traverser le canal de Suez et à occuper des territoires égyptiens supplémentaires en Afrique, il ne put occuper de nouveau totalement les territoires récupérés par l'Égypte et la Syrie.

Ce qu'on appelle « le traumatisme de la

*Sergio Yahni est collaborateur d'Alternative Information Center (AIC). Cet article est issu d'un précédent travail écrit en collaboration avec Diego Crenzel et présenté lors du séminaire de l'UNED "Proche-Orient : Quel type de paix ?" à Barcelone en juin 2000.

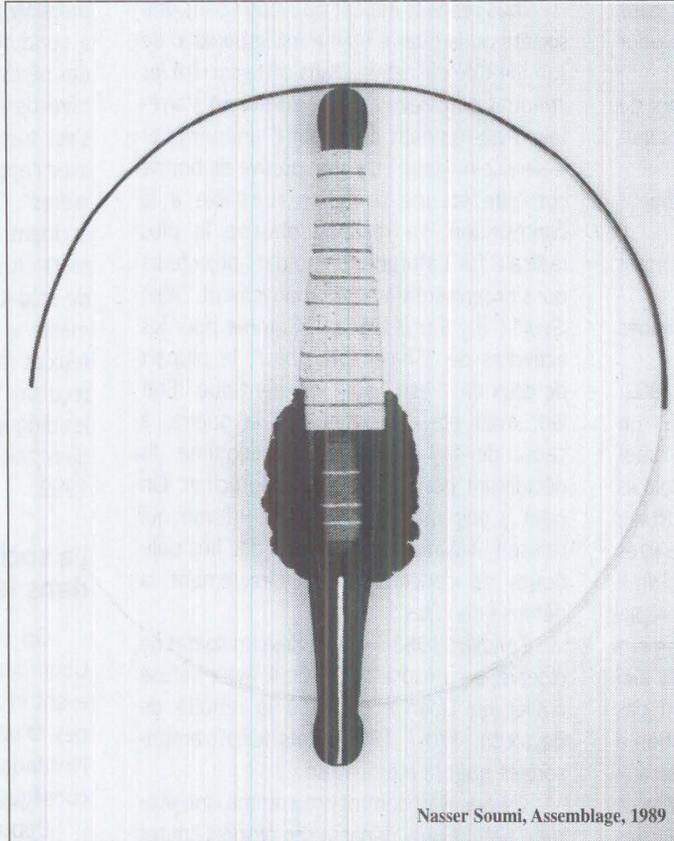
Guerre de Yom Kippour » provient de l'effet de surprise de l'attaque et du grand nombre de morts et de blessés dans les batailles.

A la fin des batailles de 1973, les soldats démobilisés sont allés manifester contre ce qu'on a appelé « la politique irresponsable du gouvernement de Golda Meir ». Ce mouvement de contestation n'a jamais critiqué le système militaire israélien mais la direction politique de l'État qui n'a pas su prévoir et se préparer pour la guerre. Il a obtenu que le gouvernement nomme une commission judiciaire d'investigation qui a jugé coupable la direction militaire du fiasco de la guerre mais qui a absous la direction politique.

Une des plus importantes conséquences politiques de la guerre de 1973 a été la perte du gouvernement par le Parti travailliste qui le dirigeait depuis la création de l'État. Le pouvoir a été perdu à cause d'une rupture interne dans les rangs travaillistes et le gouvernement est passé au Likoud. Ce fut un traumatisme majeur pour le travaillisme qui non seulement constituait la direction politique de l'État mais qui était l'État lui-même : l'armée, les services de sécurité, les syndicats et les industries organisés dans la Histadrout ainsi que l'académie étaient de façon hégémonique tenus par ce parti. Pour les classes dirigeantes et surtout pour la direction bureaucratique cette déroute électorale était comparable à la perte du pays.

Avec la visite de Sadate à Jérusalem, en 1977, commença le processus de paix israélo-égyptien sous les auspices de Menahem Begin, alors Premier Ministre. En mars 1978, après une rencontre frustrante entre Begin et Sadate à Ismailia (Égypte), alors que le processus de paix semblait entrer dans une crise insurmontable, un groupe d'officiers de réserve déclarait dans une lettre ouverte au Premier ministre : « *Un gouvernement qui préférerait un Israël dans les limites du "Grand Israël" à une coexistence pacifique basée sur de bonnes relations avec ses voisins génèrerait en nous une sérieuse appréhension. Un gouvernement qui préfère créer des colonies au-delà de la ligne verte au lieu d'achever le conflit historique et d'établir des relations normales va créer des doutes sur la justesse de notre cause. La force de l'armée d'Israël réside dans l'identification de ses soldats avec le chemin fondamental de l'État d'Israël.* »

Cette lettre fut signée au début par 350 officiers de réserve. Fin mars, les rédacteurs de la lettre annonçaient qu'ils avaient obtenu 10 000 signatures supplémentaires et appelèrent à une manifestation pour le 1er avril à laquelle participèrent 40 000 personnes. La campagne pour obtenir des signatures et organiser la manifestation fut à l'origine de la création du mouvement connu aujourd'hui comme "*Shalom achshav*" (La Paix maintenant). Ce mouvement de contestation s'est distingué pendant la guerre du Liban et pendant l'Intifada comme



Nasser Soumi, Assemblage, 1989

une force d'opposition au gouvernement, non parlementaire et qui exprimait en général la ligne politique majoritaire du centre-gauche sioniste.

« *La Lettre des officiers* » fut, dans l'histoire d'Israël, la première expression d'une certaine relation (plutôt sous-entendue parmi les militaires signataires) entre la politique du gouvernement et la motivation des officiers pour accomplir leur service militaire. Mais "*Shalom achshav*" n'a pas été simplement une force d'opposition mais aussi l'expression du sentiment d'une grande partie des citoyens d'Israël que l'État leur avait été usurpé. Pour autant, ce fut une "opposition responsable" qui est restée toujours fidèle aux institutions militaires de l'État qu'elle considérait comme étant les siennes et dont elle demeurait aux ordres.

Depuis 1982, l'idéologie de cette

"opposition responsable" combinait une opposition active au gouvernement du Likoud, qui s'est surtout exprimée par une participation massive à des manifestations et des meetings contre la guerre avec l'espoir que ses cadres continueraient d'être à la direction des forces armées. Avec cette conception, ne pas s'enrôler était impensable comme l'était aussi la notion de ne pas obéir aux ordres. Aujourd'hui la situation est radicalement différente : ne pas aller à l'armée est considéré comme un choix personnel. Il n'y a pas de données exactes, mais différents médias ont annoncé que seulement 20 % des soldats de réserve font leur service annuel et qu'à peu près 30 % des jeunes parmi ceux qui sont aptes ne font pas le service militaire obligatoire.

Ce changement a été provoqué autant par la guerre du Liban que par l'Intifada palestinienne. La guerre du Liban conjointement à la libéralisation de l'économie nationale a fini par briser la superposition entre l'État et la société civile et a créé pour la première fois parmi la population juive d'Israël un individu dont les intérêts comme citoyen peuvent être différents des intérêts de l'État. L'armée, qui au début de la guerre du Liban était l'expression totale de la symbiose entre l'État et le citoyen, à laquelle il fallait tout sacrifier jusqu'à sa propre vie, a été l'institution au sein de laquelle cette rupture a été la plus évidente. Ce processus ne fut pas une réaction spontanée à la guerre mais fut plutôt conditionné par l'apparition de contestataires qui

défièrent ouvertement l'application systématique d'ordres militaires en contradiction avec la conscience individuelle.

L'invasion du Liban

On peut trouver les origines de l'invasion du Liban dans la visite du secrétaire d'État de l'administration Reagan, Alexander Haig, au Moyen-Orient en avril 1981. Lors de cette visite, le secrétaire d'État introduisit l'idée de créer un bloc antisoviétique dans la zone. Du point de vue de l'administration nord-américaine, la Syrie était le principal allié de l'URSS au Moyen-Orient.

Il s'agissait donc pour Israël de créer un bloc anti-syrien, et c'est ainsi que le gouvernement israélien et son chef d'État-major, le général Raphaël Eytan, ont interprété cette politique. Et l'on vit dans la visite de Haig un

feu vert pour accroître la tension militaire, déjà existante au Liban, avec l'OLP et la Syrie. Ce fut ainsi jusqu'en juin 1981, lorsque les tirs d'artillerie de l'OLP obligèrent Israël à signer un accord indirect de cessez-le-feu avec l'organisation palestinienne, qui a perduré jusqu'au 4 juin 1982.

Pour le ministre de la Défense du second gouvernement Begin élu en 1981, le général Ariel Sharon, ce fut l'opportunité de mener une guerre qui allait de pair avec un plan mégalomane de création d'un nouvel ordre pro-Israélien au Moyen-Orient. Deux mois après l'arrivée au ministère de Sharon, l'état-major reçut une instruction qui avait pour objet la préparation d'un plan détaillé pour l'opération, avec les objectifs suivants :

- éloigner les canons palestiniens hors de portée des territoires juifs en Galilée supérieure ;
- détruire politiquement et militairement l'OLP à Beyrouth ;
- imposer à Beyrouth un gouvernement libanais qui signe la paix avec Israël ;
- assurer l'évacuation des forces syriennes du territoire libanais.

Ces plans étaient prêts en janvier 1982. Selon eux la guerre se transformait en un instrument pour imposer la politique israélienne à un pays voisin et à cause de cela ils rompaient le consensus public en Israël, fondé sur une conception des guerres comme défensives et comme l'ultime recours. Pour cette même raison, les préparatifs de guerre furent cachés non seulement à la presse mais aussi aux ministres et aux officiers de l'état-major qui n'y étaient pas directement impliqués. Cette dissimulation a conduit à une situation où les soldats aux combats s'alimentaient de vagues rumeurs sans avoir d'ordres qui puissent dévoiler les objectifs réels de la guerre. De plus, si le plan prévoyait que les troupes israéliennes dépassent éventuellement l'autoroute Beyrouth-Damas, l'annonce officielle du gouvernement fut que l'objectif était seulement de créer une bande de 40 kilomètres en territoire libanais, au nord de la Galilée, et d'éloigner ainsi l'artillerie palestinienne.

Les conditions dans lesquelles la guerre a commencé en juin 1982 — avec un gouvernement pas complètement légitime aux yeux d'une partie importante de la population d'Israël, avec les plans mégalomanes du général Sharon et dans une atmosphère de conspiration — ont été les éléments d'une réaction massive des forces oppositionnelles. Dès le 7 juin les étudiants de l'université hébraïque de Jérusalem ont organisé la première manifestation contre la guerre devant la résidence du premier ministre. Le lendemain, le Front démocratique pour la paix et

l'égalité (dirigé par le Parti communiste) fit voter au parlement une motion de défiance contre le gouvernement. Le 13 juin, 20 000 personnes manifestaient contre la guerre à Tel Aviv, et le 3 juillet 100 000 personnes participaient à une manifestation appelée par "*Shalom achshav*", également à Tel Aviv. Le lendemain, 120 soldats de réserve de retour du Liban, manifestaient devant la résidence du premier ministre, et le 7 juillet des soldats de réserve des "commandos de l'état-major" demandèrent la démission du général Sharon dans une lettre au premier ministre.

Tous ces faits étaient nouveaux dans une société où la guerre était aussi le berceau de son identité collective. Dans cette société les critiques adressées au gouvernement s'arrêtaient au moment de revêtir l'uniforme, et le service militaire était une preuve de bonne conduite et une condition préalable à la contestation. La réaction massive la plus radicale fut l'attitude des soldats objecteurs qui s'organisèrent dans le mouvement "*Yesh Gvul*" ("il y a une limite"). Comme pour les activistes de "*Shalom Achshav*", la plupart de ceux de "*Yesh Gvul*" sentaient que l'État leur avait été usurpé et que la guerre, à cause de ses objectifs, était illégitime. Ils décidèrent donc de ne pas y participer. On peut y voir une forme de patriotisme qui refuse l'utilisation de l'armée à des fins politiques ne concernant pas directement la défense de l'État.

En juillet 1982 il y avait déjà un soldat de réserve en prison parce qu'il avait refusé d'aller au Liban et, jusqu'à la retraite de Beyrouth, 170 à 180 soldats furent emprisonnés pour la même raison.

Ce qui avait commencé comme une attitude patriotique, dépassa ses propres limites du fait que, d'une part, le gouvernement du Likoud n'était pas un phénomène passager ou accidentel, mais était partie intégrante de la réalité socio-politique d'Israël et que, d'autre part, la guerre du Liban était devenue une partie de la réalité quotidienne. L'attitude de "*Yesh Gvul*" avait ouvert une brèche : le refus du service militaire était devenu une alternative légitime. Des militants du mouvement ont calculé que pour un soldat ayant subi une peine de prison, dix soldats avaient réussi à faire leur service hors du Liban après l'avoir demandé et cent soldats avaient trouvé des moyens de ne pas aller au Liban sans avoir à exprimer leurs objections (ce phénomène fut nommé l'objection grise). Cette réalité nouvelle permit aux différents groupes, qui étaient auparavant hors du champ du discours politique légitime (tel le mouvement féministe, qui joua un rôle essentiel dans la contestation

pendant l'Intifada), de pouvoir s'exprimer sans avoir à prendre des attitudes militaristes.

La guerre du Liban et la contestation contre elle, et plus tard l'Intifada ainsi que d'autres développements sociaux, ont été des agents du changement d'une société monolithique vers une société hétérogène, où il est presque impossible aujourd'hui de trouver des éléments d'identité communs à tous. La brèche de légitimité ouverte par les activistes du "*Yesh Gvul*" pendant la guerre s'est transformée de fait en droit du citoyen à choisir sa relation avec l'État et l'armée. La pression populaire créée par cette légitimité a conduit l'armée à accepter l'intervention des pères dans les conditions du service militaire de leurs enfants, et cette intervention s'est transformée en 1997 en contestation avec l'apparition du "*mouvement des quatre mères*". Ce mouvement a été créé après un accident aérien où 73 soldats ont trouvé la mort en se rendant au Liban. Quatre mères de soldats ont alors protesté « *en tant que mères* » contre un service militaire dangereux et sans aucune logique visible. Elles ont reçu un appui populaire qui conduisit tous les dirigeants politiques à promettre un rapide retrait du Liban à la veille des élections de 1999.

La société Palestinienne dans les Territoires occupés

On ne peut pas séparer la guerre du Liban des événements qui se sont déroulés avant et après elle dans les Territoires occupés. D'une certaine façon on peut aussi voir l'Intifada palestinienne comme une des conséquences de cette dernière.

Depuis 1967 Israël a mené une politique d'intégration économique des Territoires occupés. Elle devait conduire à une augmentation du niveau de vie de la population palestinienne, diminuer sa résistance à l'occupation et créer les conditions pour une solution politique ouvrant la voie à l'annexion éventuelle d'une partie de ces territoires et à la négociation d'un accord de paix avec le Royaume de Jordanie en ce qui concerne l'autre partie. L'OLP étant le principal obstacle pour imposer cette politique, les différents gouvernements ont tenté de la détruire où, au moins, de la diviser.

La première tentative sérieuse pour diviser le mouvement national palestinien fut menée par Yitzhak Rabin en 1976 lorsqu'il organisa des élections municipales en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, auxquelles l'OLP ou ses fractions ne pouvaient pas participer. Cette tentative de Rabin visait à faire apparaître une direction politique

locale qui constitue une alternative à l'OLP, qui soit légitimée par un processus électoral et avec laquelle il puisse négocier une solution politique. Mais les choses ne se sont pas passées comme prévu : les candidats élus en 1976 s'étaient bien présentés comme indépendants, mais ils étaient liés à l'OLP en exil.

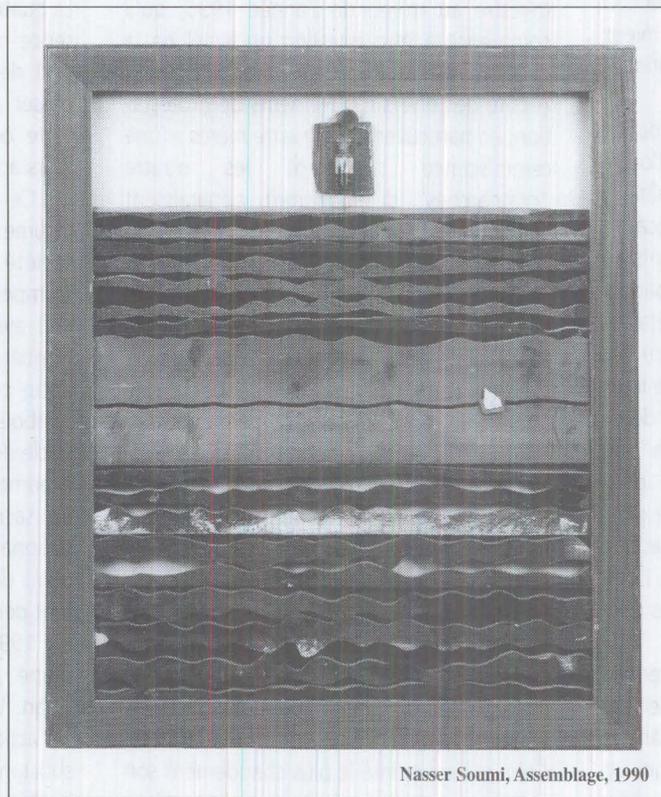
D'autre part, la stratégie des différentes fractions du mouvement national palestinien était principalement militaire. Dans cette optique le sud du Liban jouait pour la révolution populaire palestinienne le rôle d'un « *Viêt-nam du Nord* », d'où étaient sensées partir les attaques contre Israël. Cette stratégie ne réservait qu'un rôle passif à la population palestinienne des Territoires occupés : rester sur sa terre, s'y incruste et attendre la libération. La guerre du Liban a déstabilisé cette stratégie et a donné un rôle plus important aux Palestiniens en Palestine, malgré la direction de l'OLP. Dès le milieu des années 1980 les dirigeants palestiniens des Territoires occupés commençaient à organiser la population en vue d'un soulèvement tandis que la direction en exil essayait de se réorganiser dans les zones non occupées par Israël au Liban et de chercher des moyens diplomatiques pour communiquer avec Israël.

Dans le cadre de l'application des accords de Camp David entre Israël et l'Égypte concernant l'autonomie palestinienne, le gouvernement de Menahem Begin rendit public unilatéralement en 1980 l'ordre militaire n° 947 imposant une administration civile dans les Territoires occupés, qui prendrait une partie des responsabilités du gouvernement militaire existant depuis 1967. L'OLP et la direction nationale locale organisée en "Comité de Direction Nationale" s'opposèrent à cette mesure ce qui conduisit à une grande vague de résistance en novembre 1981. Le gouvernement israélien en rendit responsable l'OLP en exil. Il réagit en destituant neuf maires élus et en lançant une répression intense contre la population, à laquelle participèrent des colons israéliens.

Dans cette situation, la proposition d'Alexander Haig de créer un bloc anti-soviétique au Moyen-Orient ouvrait pour Israël la possibilité non seulement d'en finir sur le plan politique et militaire avec l'OLP mais aussi d'appliquer les projets israéliens dans les Territoires occupés. Comme les dirigeants israéliens considéraient que les

cadres locaux de l'OLP se limitaient à recevoir et appliquer les ordres venant de l'étranger, il considéraient qu'il suffirait de démanteler la direction de l'OLP pour désarmer les cadres locaux et ainsi imposer la politique d'Israël.

L'analyse israélienne des relations entre l'OLP en exil et le mouvement de résistance dans les Territoires occupés du début des années 1980 n'était pas erronée, mais l'espoir du gouvernement Begin qu'il suffirait d'en finir avec la première pour pouvoir imposer sa politique dans les Territoires occupés témoignait de son aveuglement. Comme l'explique un des dirigeants des comités de choc (organisations armées qui existaient pendant l'Intifada), au début des



Nasser Soumi, Assemblage, 1990

années 1980, les Territoires avaient déjà des cadres politiques qui pouvaient prendre des responsabilités dans la lutte et qui les prirent : « *La crise de l'OLP après l'invasion Israélienne [du Liban] nous a laissés orphelins. Mais parce que nous étions membres de partis politiques, nous avons compris que nous devons prendre des responsabilités sans attendre que [la direction à l'extérieur] nous dise ce qu'il fallait faire. Les organisations populaires qui se sont créées à partir des années 1970 ont été notre principal champ d'action et les partis nous laissaient agir comme bon nous semblait. Cela nous a permis d'écouter le peuple et de percevoir sa combativité.* »

De cette façon l'invasion du Liban, qui

par ailleurs réduisait les effectifs militaires chargés de contrôler la population locale dans les Territoires occupés, a donné la possibilité aux cadres politiques en Palestine de transformer la population de sujets passifs qui attendent la libération, en agents actifs de cette libération. L'activité politique de ces cadres a augmenté en même temps que les affrontements avec les autorités de l'occupation et a atteint son apogée en décembre 1987 dans un soulèvement général, connu aujourd'hui comme l'Intifada et qui a surpris aussi bien les autorités israéliennes que l'OLP en exil.

Les services de sécurité d'Israël n'ont jamais pu écraser l'Intifada, mais les changements politiques internationaux, notamment la disparition du bloc soviétique et la guerre du Golfe, ont fini par créer une crise interne au mouvement national palestinien qui l'a conduit à négocier avec Israël sous la tutelle des États-Unis. De ce point de vue, on peut constater dans les accords d'Oslo un pacte entre, d'une part, l'incapacité de l'État d'Israël à résoudre « *le problème palestinien* » par les moyens répressifs et, d'autre part, une volonté de l'OLP de survivre politiquement aux changements dans l'arène politique internationale en s'alignant sur les exigences impérialistes. Une des conséquences de ces accords a été la création sous contrôle israélien d'une entité palestinienne autonome (sur 18 % des Territoires occupés) et d'une zone de contrôle mixte (42 % des Territoires occupés), où résident près de 80 % des Palestiniens.

Par sa nature géographique (l'entité palestinienne est divisée en six zones autonomes discontinues auxquelles il faut ajouter plus de cinquante zones sous contrôle mixte), socio-économique (l'entité palestinienne ne dispose pas des moyens permettant de créer une économie différenciée de celle d'Israël) et politique (l'entité palestinienne ne peut prendre des décisions politiques ou juridiques qui contrarient les intentions israéliennes) l'entité palestinienne s'est transformée d'un véhicule conduisant à l'indépendance nationale en un organe de contrôle israélien sur la population, dirigé par un sommet bureaucratique, qui monopolise aussi bien la vie politique que la vie économique de la population palestinienne. L'impossibilité pour ce sommet de se transformer en un point d'appui pour la libération nationale a créé une atmosphère d'inquiétude

DOSSIER - Israël & Palestine

de sociale au cours des sept années d'application des accords d'Oslo. .

La guerre occultée

Depuis qu'en 1985 l'armée israélienne s'est établie dans la "bande de sécurité", la guerre du Liban a disparu durant plus de dix ans des préoccupations de l'opinion publique israélienne. Il y a à cela plusieurs raisons. Du point de vue politique, depuis 1984 Israël a eu à sa tête un gouvernement de coalition entre le travaillisme et le Likoud, appelé "d'union nationale", avec Shimon Peres pour Premier ministre et Yitzhak Rabin pour ministre de la Défense. Ce gouvernement a permis que la base sociale et politique du mouvement de protestation retrouve une certaine confiance dans la direction politique du pays. Ainsi elle fut bien mieux disposée à accepter les solutions politiques proposées par cette direction.

Le retrait de l'armée de la "bande de sécurité" constitua un changement d'ordre quantitatif et un autre d'ordre qualitatif. D'abord il y a eu une réduction significative du nombre de soldats israéliens présents au Liban depuis l'établissement de cette bande. Ensuite les soldats "réservistes" (qui étaient en pointe de la vague de protestation) ont quasiment disparu, une grande part de leurs tâches étant prise en charge à partir de ce moment par "L'Armée du Sud-Liban" du général Lahad. Cela a aussi signifié pour l'armée une réduction des pertes. De plus, avec l'Intifada en Palestine, la thématique libanaise fut reléguée au second plan, l'opinion publique s'étant tournée vers les événements dans les Territoires occupés.

Au cours de ces années la présence militaire au Liban et le prix à payer pour elle sont devenus une routine indiscutable. Dans le cadre de cette routine s'est produit un double changement — à la fois un approfondissement et une dépolitisation — des méthodes de riposte populaire, différentes de celles du mouvement de protestation du début de la guerre. Le refus de se battre au Liban a cessé de se fonder sur une objection idéologique mais sur une objection individuelle. Comme en Israël l'unique moyen de ne pas accomplir le service militaire régulier ou de réserve est d'invoquer des raisons médicales ou psychologiques, les raisons psychologiques se sont popularisées pour y échapper. La presse israélienne a aussi mentionné les cas de soldats réguliers qui préféreraient être emprisonnés (pour des raisons disciplinaires) plutôt que de servir au Liban.

Ce phénomène de démoralisation était inégal, avec un pic parmi ceux qui précédemment avaient servi en tant qu'officiers

ou soldats d'élite. Cela a aussi ouvert des possibilités d'ascension pour une population qui jusque là était marginalisée. Ainsi ce phénomène a conduit également à une modification sociologique du corps des officiers. Jusqu'aux années 1980 les officiers étaient principalement liés au travaillisme. Dans les unités d'élite la proportion de ceux qui étaient issus des Kibboutz et des Moshavs était plus grande que dans la population israélienne. Depuis le début des années 1990 cette proportion dans le corps des officiers et dans les unités d'élite a diminué alors que parallèlement augmentait celle des colons et des individus liés aux partis sionistes religieux (de droite).

C'est sous le gouvernement de Benyamin Netanyahu, devenu premier ministre au milieu de l'année 1996, qu'il commence à être question en Israël de la nécessité d'un « *retrait unilatéral du Liban* ». A côté des divers mouvements de protestation, en particulier des « *quatre mères* » (une réminiscence suggérant les quatre "matriarches" du judaïsme), apparaissent des figures politiques qui parlent de l'intérêt d'abandonner le Liban, avec ou sans accord. Yosi Beilin, actuel ministre de la justice et un des architectes des accords avec les Palestiniens, est un des premiers à avoir exprimé cette position. L'utilité de la dite "bande de sécurité" a disparu, argumentait-il, et Israël peut se défendre aussi efficacement sinon même mieux à partir des frontières reconnues internationalement.

Ce qui pourrait sembler curieux, c'est qu'au lieu de soulever une vague de critiques indignées, la proposition a reçu, surtout au cours de la dernière année du gouvernement Netanyahu, l'adhésion de la majorité des dirigeants politiques israéliens et des officiers supérieurs des forces armées. Celui qui a exprimé le plus chaudement son soutien au retrait fut l'ex-général et artisan de la présence israélienne au Liban, l'homme de droite, Ariel Sharon.

Ces coïncidences étranges méritent une explication plus développée. Signalons, entre autres, certains des traits particuliers du mouvement des mères pour le retrait. Comme nous l'avions déjà mentionné, ce mouvement a surgi à la suite d'un accident d'avion dans lequel périrent 73 soldats en route pour le Liban. Bien qu'il n'ait jamais généré une adhésion aussi large que "*Shalom Achshav*", ce mouvement a concentré les phénomènes d'éclatement du consensus dont nous avons déjà parlé et ceux marquant l'apparition d'un nouveau type de société en Israël.

Sa première caractéristique se situe dans le nom même de l'organisation : Mères. Être

mère de soldats leur confère une position et un droit pour mettre en question les décisions de l'armée et de la classe dirigeante. Il se peut qu'en Europe cela serait une évidence, mais en Israël ce n'est évident que depuis quelques années. La deuxième caractéristique, liée à la première, c'est qu'il s'agit d'un groupe dont le noyau est formé de femmes. De femmes qui exigent la prise d'une décision politique, mais qui est d'abord militaire. Encore un saut sur la voie de la destruction des paramètres sociaux traditionnels. La troisième caractéristique tient aux formes d'action de ce mouvement, qui a adopté des méthodes particulières de protestation, comme des randonnées nationales à bicyclette, traversant diverses localités du pays pour diffuser ses mots d'ordre. La quatrième caractéristique réside dans l'essence même du message : sortir de Liban tout de suite, sans spécifier ce qui doit se passer après, position qui devrait conduire cette organisation à se dissoudre peu de jours après le retrait israélien du Liban.

Ce mot d'ordre unique du mouvement résume le changement opéré au sein de la société israélienne. En 1920 Yosef Trumpeldor, un combattant sioniste, a dit peu avant de mourir en combattant à la frontière nord « il est bon de mourir pour notre patrie », phrase qui est devenue le symbole et la consigne de plus d'un demi siècle de la vie en Israël. Les "quatre mères" expriment le renversement de cette attitude du sacrifice individuel pour la collectivité nationale et son remplacement par le sentiment de l'existence de la mort et de la vie, tant personnelle que sociale.

1998 et 1999 n'ont pas été des années d'une activité militaire exceptionnelle au Liban. Les caméras du Hezbollah ont filmé ses actions militaires, mais cela n'a pas accru substantiellement le nombre de victimes israéliennes, qui s'est maintenu à un niveau similaire à celui de 1995 ou 1996 (autour de 25 soldats tués chaque année). Cependant, en lien avec les changements sociaux et les modifications de la perception populaire du rôle de l'armée, du sacrifice pour des objectifs nationaux, etc. l'exigence du retrait du Liban est devenue un des enjeux de la politique israélienne. Avec la démission du gouvernement du Likoud en 1999 et les nouvelles élections, on a assisté à un fait sans précédent dans la politique israélienne. Un ex-général, commandant en chef des forces armées il y a encore quelques années, s'est présenté aux élections avec parmi ses promesses électorales « le retrait du Liban avant juillet 2000 avec ou sans accord de paix ». Il s'agit d'Ehud Barak, l'officier le plus décoré de l'histoire militaire israélienne, qui promet-

tait le retrait en le présentant comme la meilleure façon de mettre fin à un conflit armé de plus de deux décennies. Il ne fait pas de doute que la promesse de mettre fin à la présence militaire israélienne au Liban a contribué à son triomphe à l'issue du scrutin de mai 1999.

Du Camp David II au soulèvement du 29 septembre

La politique libanaise de Barak se fonde sur le fait que la population israélienne n'est pas disposée à payer le prix du sang qu'Israël payait pour sa présence au Liban. Le retrait a donc rendu populaire sa politique. C'est ainsi qu'il a essayé d'utiliser la même recette sur la scène palestinienne. Plus de 60 % de la population israélienne accepte les accords d'Oslo en tant seule manière pour l'État d'Israël de se débarrasser des 2 000 000 de Palestiniens. Mais, en même temps, l'existence de 400 000 colons en Cisjordanie et dans la bande de Gaza rend impossible aux yeux de l'opinion publique israélienne un retrait total sur les frontières du 4 juin 1967.

La signature des accords d'Oslo a ouvert une nouvelle époque dans les relations entre Israël et les Palestiniens. Jusqu'à ces accords les relations étaient marquées par la lutte entre l'occupation israélienne et la résistance palestinienne. A la suite de ces accords les relations se sont transformées en un processus de négociations entre le gouvernement d'Israël et l'Autorité nationale palestinienne. On pouvait présumer que du fait de la nature temporaire de ces accords les actions unilatérales dans les territoires litigieux seraient gelées.

Mais la réalité fut différente. Durant les sept années le processus de colonisation des Territoires occupés s'est poursuivi et maintenant, en l'an 2000, la population des colons israéliens a augmenté. Ainsi l'expansion démographique et géographique des colonies israéliennes a modifié la nature finale de l'entité palestinienne qui doit voir le jour lors des accords définitifs. Conjointement à l'expansion des colonies israéliennes a été créé un réseau de routes qui ne servent qu'aux colons et qui divisent le territoire palestinien restant. On a également assisté à une modification de l'opinion publique internationale

envers la présence israélienne dans les Territoires occupés. Si en 1993 on parlait de l'occupation israélienne, en 2000 on parle de territoires litigieux, si en 1993 les colonies israéliennes étaient des entités illégales, en 2000 elles sont devenues objets de débat. Ainsi aujourd'hui, en l'an 2000, on peut dire qu'Israël est parvenu à créer une matrice de contrôle qui empêche l'existence d'un État palestinien viable.

Au cours de la conférence de Camp David II Ehud Barak, qui avait déjà perdu sa majorité parlementaire, tenta d'utiliser toutes les marges possibles offertes par son opinion publique, comme cela fut fait avant le soulèvement palestinien. Si ces marges permettaient d'entrevoir la création d'un État palestinien, elles le réduisaient en n'en-

mètre municipal de Jérusalem et le contrôle des frontières. Ces blocs représentaient entre 5 et 10 % de la Cisjordanie mais, du fait de leur position géographique, ils la divisaient en trois territoires séparés et presque sans communication possible entre eux. D'un point de vue palestinien cela signifiait abandonner totalement la viabilité de la souveraineté nationale. De plus, dès qu'on commencerait à réaliser les accords d'Oslo, seule une élite économique et bureaucratique profiterait de la division des territoires sous l'administration de l'Autorité nationale palestinienne, en y établissant des monopoles politiques et économiques.

Dans ce contexte le soulèvement palestinien du 29 septembre fut la reprise par le peuple palestinien de sa lutte pour l'indé-

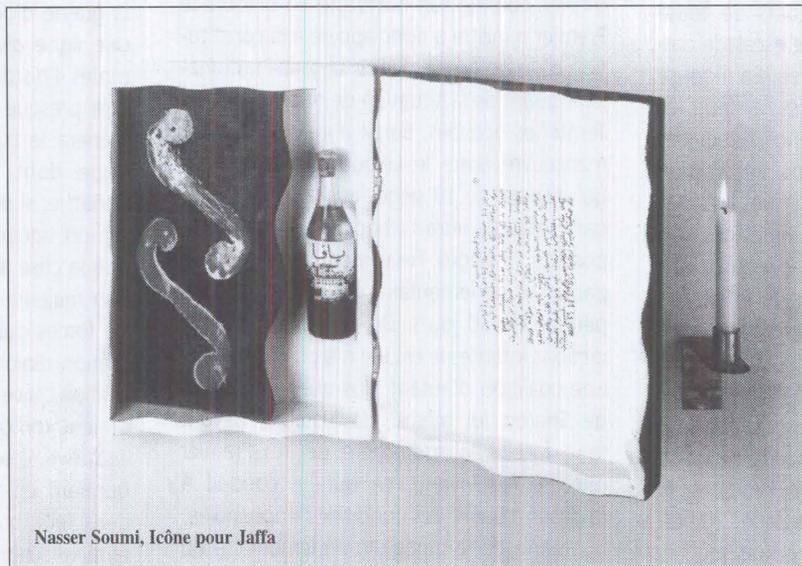
pendance. C'était à la fois une réaction à la politique de Barak qui tenait compte des faiblesses de la société civile israélienne et une lutte pour la démocratie au sein de la société palestinienne où le peuple et les organisations armées ont pris la place des bureaucrates corrompus de l'administration Arafat. Pour sa part, Arafat a compris que son avenir impliquait de se séparer de la politique de ses fonctionnaires et de se situer en tant que leader de la lutte populaire. S'il ne l'avait pas fait il aurait perdu sa place au

sein du mouvement au profit des dirigeants populaires du Fatah, tels Barghouti, et il est probable que la direction du mouvement serait passée entre les mains des organisations islamistes.

La réaction de la société israélienne

Comme il a été dit, la politique du Premier ministre israélien arrivait aux limites autorisées par le consensus politique en Israël, qui inclut aussi les partis de la gauche sioniste. Le refus palestinien d'accepter qu'on lui impose ces limites, qui ne répondent pas aux nécessités palestiniennes minimales, a été interprété en Israël comme un retrait de la direction palestinienne du processus de paix et l'ouverture d'une voie conduisant au conflit armé pour lequel les forces armées israéliennes se préparaient depuis septembre 1996 (depuis le conflit du tunnel sous le Mont du Temple).

La confrontation entre les forces armées



Nasser Soumi, Icône pour Jaffa

visageant pas le démantèlement de la majorité des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Gaza et en ne permettant d'accorder que des concessions minimales en ce qui concerne la ville de Jérusalem. Néanmoins Barak a choisi de dicter à Arafat un accord du style "à prendre ou à laisser" qui conduisait à la création d'un État palestinien mais dont la nature et la forme étaient inacceptables pour tout dirigeant palestinien. De plus, l'opinion publique palestinienne, y compris les rangs du Fatah, avait perdu ses illusions envers le processus d'Oslo. Son niveau de vie ayant baissé, elle contemplait comment une direction corrompue négociait un accord où l'État palestinien à créer ressemblait plus à un bantoustan sud-africain qu'à un pays souverain. Par ailleurs elle avait en exemple la lutte du Hezbollah comme alternative.

A Camp David II le Premier ministre israélien a proposé à Arafat un accord avec lequel Israël gardait trois blocs de colonies en plus des colonies israéliennes dans le péri-

DOSSIER - Israël & Palestine

israéliennes et l'Autorité palestinienne a des caractéristiques différentes des confrontations armées passées, y compris la guerre du Liban, et dévoile les faiblesses de la société israélienne. Au cours du premier mois de la confrontation la lutte palestinienne était avant tout une lutte de masse, où on pouvait au plus entendre des tirs en l'air. La riposte israélienne fut mortelle — les soldats ont tiré pour tuer (la majorité des blessures au cours de cette période et aussi postérieurement atteint la partie supérieure du corps des victimes), alors qu'il n'y a eu aucune tentative d'employer des moyens de répression non mortels. Plus que l'usage de la force et l'absence de victimes israéliennes, c'est l'affaiblissement du sentiment de sécurité de la population juive qui poussait à l'intensification de l'emploi de la force. L'escalade militaire menée par Israël au cours de toute cette période a conduit à une escalade correspondante du côté palestinien. En réponse à l'emploi mortel des armes à feu, les Palestiniens ont aussi commencé à tuer des soldats et des colons israéliens. En réponse aux bombardements aériens de localités palestiniennes est apparu l'emploi des voitures-piégées dans les cités israéliennes. Bien que la proportion des victimes n'ait pas changé, les actions palestiniennes ont commencé à provoquer entre deux et trois morts israéliens par semaine.

D'un autre côté, alors que l'escalade a déjà atteint le niveau d'une guerre de basse intensité et que dans les Territoires occupés les effectifs israéliens ont dépassé les 10 000 hommes, l'armée n'a toujours pas recours aux réservistes. La raison en est simple — à la différence d'autres époques, la population civile n'est pas prête à payer le prix nécessaire pour poursuivre l'occupation et l'armée craint que les pertes supportées par les réservistes ne conduisent rapidement à un retournement de l'opinion publique en faveur d'un retrait total des Territoires occupés. Pour la même raison Israël fait tout pour que les affrontements ne puissent provoquer une guerre avec le monde arabe. Dans un tel cas il faudrait faire appel à la mobilisation des réservistes, sans lesquels Israël ne pourrait tenir tête dans une guerre totale, mais l'armée n'est pas certaine que ces derniers répondront à l'appel.

Le prix payé maintenant par la population juive d'Israël est avant tout un sentiment croissant d'insécurité. Le 30 septembre la population palestinienne d'Israël a manifesté en solidarité avec les Palestiniens des Territoires occupés, en clamant également ses propres revendications. La riposte d'Israël a coûté la vie à 13 Palestiniens citoyens d'Israël et des centaines furent blessés. Mais

la population juive en a surtout retenu le sentiment de vivre dans un État assiégé par les Arabes. Ce sentiment fut renforcé par les médias israéliens qui ont présenté les citoyens palestiniens d'Israël comme des ennemis de l'État qui tentent de le détruire par leurs actions.

L'impasse socio-politique en Israël

Le gouvernement Barak a vu dans le sentiment d'insécurité de la population juive l'ultime moyen pour assurer sa survie politique. Comme nous l'avons dit, Barak a perdu sa majorité parlementaire à la veille de la conférence de Camp David II et envisageait de tomber sur une motion de défiance au Parlement dès l'ouverture de la session d'hiver. Lors de son ouverture en octobre le Premier ministre a donc appelé à la constitution d'un gouvernement d'urgence nationale, arguant de la situation de guerre dans les Territoires occupés. Barak a immédiatement manœuvré entre le Likoud d'Ariel Sharon, qui dispose de 19 sièges au Parlement et le parti séfaraïde ultra-orthodoxe, Shas, qui dispose de 17 sièges. Finalement il a obtenu un parapluie parlementaire du Shas pour une période de 30 jours. Du fait de ses contradictions internes le Likoud n'a pu entrer dans une coalition d'autant plus que la direction de Sharon lui-même est instable, devant faire face à la surenchère de l'ex-Premier ministre Netanyahu, ce qui l'a conduit à imposer à Barak des conditions impossibles.

Bien que le parapluie parlementaire du Shas empêche le gouvernement de tomber, ce dernier n'a aucun moyen de faire accepter ses projets de loi par le Parlement, même pas le budget de 2001. D'autre part Barak, les travaillistes et leurs associés savent qu'en cas de nouvelles élections, ils les perdront largement. De ce fait l'unique objectif de Barak est de survivre, en espérant qu'apparaîtra une constellation parlementaire ou extraparlamentaire qui lui permettra de reprendre le pouvoir. Mais Barak ne peut survivre face au parlement qu'aussi longtemps que le Shas ouvre son parapluie parlementaire, c'est-à-dire tant que les affrontements continuent.

La seule possibilité extraparlamentaire que peut envisager le gouvernement Barak pour survivre politiquement serait un triomphe militaire remporté sur les Palestiniens qui obligerait Arafat ou tout autre dirigeant palestinien à accepter un diktat, dont les conditions seraient pires que celles de Camp David II. Mais pour obtenir un tel triomphe militaire il devrait mobiliser les unités de réserve qui payeraient un tel

prix que la situation politique intérieure approcherait du chaos.

De ce fait le gouvernement a opté pour une voie médiane. Il poursuit une guerre de basse intensité employant surtout les moyens de combat aériens, moins efficaces militairement que les moyens terrestres, mais ne risquant pas de renverser la situation intérieure. D'autre part il prend des précautions pour que le nombre des victimes dans la population israélienne ne dépasse pas une certaine limite. C'est dire que c'est l'impasse politique et sociale où s'est fourvoyé Israël qui est la cause des souffrances croissantes du peuple palestinien et que tant qu'il se trouve dans cette impasse Israël ne peut accepter une sortie pacifique de la crise.

Quelle qu'en soit l'issue, on peut penser qu'elle aura un poids comparable à celui de la guerre d'octobre 1973 et qu'elle établira une ligne divisant en deux époques différentes l'histoire de l'État d'Israël. On peut être presque certains que la crise actuelle mènera le travaillisme à une défaite historique dont il mettra des années à se remettre, si même il parvient à se recomposer politiquement. Il est de même certain que la crise actuelle conduit à une polarisation majeure de la société israélienne entre les forces qui préfèrent une meilleure intégration régionale au maintien de la caractérisation juive de l'État et celles qui voudraient renforcer encore son identité juive exclusive. Il en est de même pour les forces qui sont en faveur de la paix en Israël — dans leur pratique politique elles devront faire un choix entre le sionisme et la lutte pour la paix.

Dès maintenant nous pouvons voir des divisions politiques embryonnaires tant au sein de la société en général qu'au sein du camp de la paix israélien. Alors que s'élèvent des voix contre les colonies juives dans les Territoires occupés et d'autres contre l'alignement des Juifs sur les forces politiques arabes, le mouvement "Shalom Achshav" lui-même se divise en suivant cette polarisation cependant que l'extrême-droite nationaliste descend dans la rue pour exiger plus de sang arabe. ■





Forum social mondial, Porto Alegre, 25-30 janvier 2001

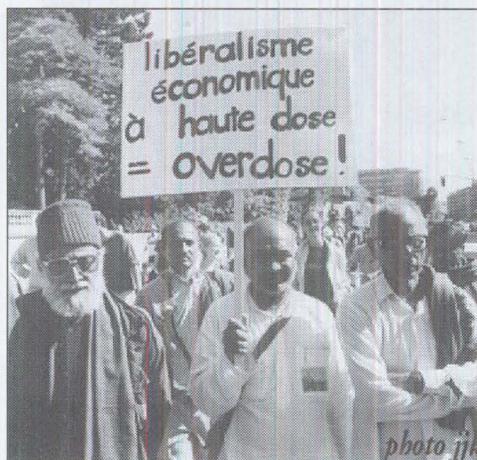


Cette année le forum de Davos, laboratoire du néo-libéralisme, qui rassemble chaque année dans la station des Alpes suisses le gotha mondial de la finance, aura un concurrent de poids : en même temps (du 25 au 30 janvier), à Porto Alegre au Brésil, se tiendra le Forum social mondial (1) qui réunira des syndicalistes, des associatifs, des ONGistes, des féministes, bref, des militantes et militants de différents réseaux qui luttent de par le monde contre les diverses facettes de la mondialisation capitaliste. Le choix du lieu est en lui-même significatif : loin des chalets des riches de Davos, c'est dans l'industrielle capitale de l'Etat brésilien de Rio Grande do Sul, dirigé par "la gauche rouge" du Parti des travailleurs et symbole de la démocratie participative, que vont débattre durant une semaine les représentants de ceux qui depuis les mobilisations contre le sommet de l'OMC à Seattle en décembre 1999 se mobilisent sans cesse davantage sur tous les continents pour affirmer que, décidément « Non, le monde ne doit pas être une marchandise ! » et « Oui, un autre monde est possible ! ».

A l'origine de ce projet on trouve les organisateurs de l'Autre Davos et les initiateurs de l'Appel de Bangkok, où, en marge de la conférence de l'ONU sur le développement, des représentants de plusieurs réseaux ont rédigé un "appel aux peuples du monde" pour promouvoir en commun des alternatives à la mondialisation néolibérale. L'Appel de Bangkok avait en particulier proposé d'organiser à Genève, à l'occasion du "sommet social" de l'ONU, un sommet alternatif les 22-25 juin 2000. A Genève, plus de 70 organisations et mouvements sociaux ont pris la décision d'organiser un Forum social mondial et accepté la proposition du camarade Miguel Rossetto, vice-gouverneur de Rio Grande do Sul, que celui-ci se tienne à Porto Alegre. Des centaines d'organisations syndicales, paysannes, environnementales, de défense des droits humains ont d'ores et déjà annoncé leur présence à cette rencontre qui sera le symbole de la capacité des opprimés à mondia-

liser leurs revendications.

Le FSM se déroulera en deux parties bien distinctes : le matin, des séances thématiques permettront d'entendre les propositions des personnalités et des leaders politiques reconnus internationalement ; l'après-midi se tiendront différents ateliers, proposés par les organisations présentes, pour des échanges d'expériences et pour l'articulation des actions communes. Un grand meeting public aura lieu le 25 Janvier dans un amphithéâtre pouvant accueillir 50 000 personnes.



Les travaux du forum se dérouleront de manière à permettre des débats autour de quatre thèmes principaux, chacun décomposé à son tour en sous-ateliers :

● La production des richesses

1. Comment construire un système de production de biens et de services pour tous ?
2. Quel type de commerce international voulons-nous ?
3. Quel est le système financier capable d'assurer l'égalité et le développement ?
4. Que faire pour garantir les multiples fonctions de la terre ?

● L'accès aux richesses et le développement soutenable

1. Comment traduire le développement scientifique en développement humain ?
2. Comment garantir le caractère de bien public aux biens communs à l'humanité et comment empêcher qu'ils ne deviennent

des marchandises ?

3. Comment promouvoir une distribution des richesses qui puisse assurer une vie digne pour tous ?
4. Comment établir un contrôle social sur l'environnement ?

● L'affirmation de la société civile et des espaces publics

1. Comment renforcer la capacité d'action des sociétés civiles et la construction de l'espace public ?
2. Comment assurer le droit à l'information et la démocratisation des médias ?
3. Comment assurer le droit à l'identité et à la diversité ?
4. Comment garantir les identités culturelles et comment protéger la création artistique contre le mercantilisme ?

● Ethique et pouvoir politique dans la société nouvelle

1. Quels sont les fondements de la démocratie et d'un pouvoir nouveau ?
2. Que faire pour rendre le pouvoir démocratique ?
3. Quel futur pour les Etats-Nations ?
4. Comment assurer la médiation des conflits et comment construire la paix ?

Survenant après les mobilisations contre l'OMC (Genève, 1998), contre le projet d'Accord multilatéral sur les investissements (AMI, 1998), à nouveau contre l'OMC (Seattle, 1999), contre le FMI (Washington et Prague, 2000), contre le Forum économique Mondial (Melbourne, 2000), après la Marche mondiale des femmes (2000) et après les mobilisations européennes à l'occasion des sommets de l'Union européenne (Amsterdam, Bonn, Lisbonne, Nice...), le Forum social mondial est la première initiative qui permettra d'approfondir le débat entre les diverses composantes du mouvement social et la gauche internationale. A ce seul titre c'est déjà un événement car il témoigne du renouveau de l'internationalisme des opprimés. [J. M.]

1. Toutes les informations peuvent être recueillies par internet : www.forumsocialmundial.org.br

Attac un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action

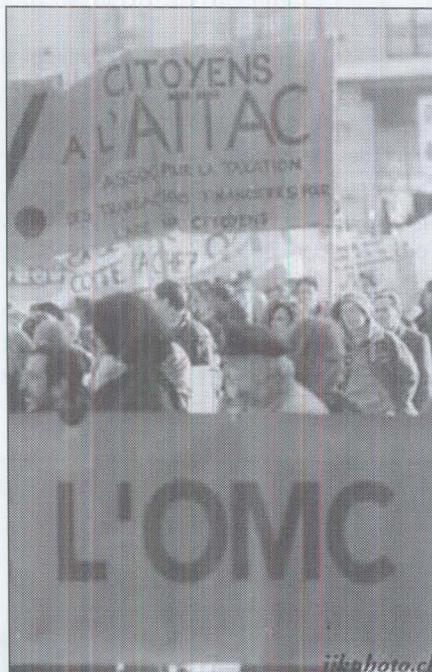
Par
Pierre Rousset*

En France, l'association Attac (1) a été fondée en juin 1998. Elle a immédiatement rencontré un écho qui a surpris jusqu'à ses initiateurs. Elle annonce, après deux ans et demi d'existence, 28 000 adhérents individuels (en sus de ses organisations fondatrices) et 180 comités locaux. Quelque 200 initiatives locales sont prises chaque mois. A l'échelon national, Attac est devenue un nouvel acteur de la vie sociale, citoyenne et politique française ; elle a aussi rapidement gagné une stature internationale significative.

Une fois officiellement lancée, l'association s'est déployée simultanément dans toute une série de directions, à un rythme très soutenu et sous des formes souvent fort spontanées. Ce fut une belle flambée ; mais, soulignons-le, pas un feu de paille : Attac semble effectivement s'inscrire aujourd'hui dans la durée. Pour en être certain, peut-être faut-il attendre encore sa première crise (qui devra bien arriver un jour) et la façon dont elle la surmontera. Mais commençons aujourd'hui par prendre la mesure du "phénomène Attac", tel du moins qu'il se manifeste en France — et de France.

La flambée

Attac a été créée, avec la participation d'un nombre limité de personnalités, par un éventail d'organisations de nature diverses : fédérations syndicales de salariés, mouvements de chômeurs et Confédération paysanne, comités de rédaction et associations citoyennes et de solidarité internationale, collectifs militants (pour les droits des femmes, le développement...) et ONG. Elle a investi un terrain d'action encore peu défriché et plutôt ardu : la taxation et le contrôle des mouvements spéculatifs de capitaux, la résistance à la dictature des marchés. Les processus unitaires exigent aussi généralement du temps pour aboutir. Or, il n'a fallu à Attac que 6 mois pour se consti-



tuer.

En décembre 1997, *Le Monde diplomatique*, un mensuel influent dans les milieux progressistes, a publié un éditorial d'Ignacio Ramonet proposant de s'organiser pour mieux résister aux marchés financiers internationaux. La réponse des lecteurs a été immédiate et enthousiaste, ce qui a conduit la rédaction du *Diplo* à convoquer une réunion unitaire pour mettre le projet en chantier. L'accord s'est rapidement fait pour former une association légalement déclarée, plutôt qu'une coalition de fait comme c'est souvent le cas.

Bien que créée initialement par des organisations, Attac est ouverte aux membres individuels. Un véritable flux d'adhésions s'est immédiatement amorcé et s'est poursuivi au rythme d'un millier par mois. Ce qui a conduit à la constitution d'un nombre croissant de comités locaux. Bien entendu tous les adhérents ne sont pas des militants (et tous ne sont pas à jour de cotisation), mais ce processus n'en est pas moins saisissant par son ampleur et sa spontanéité.

Le dynamisme originel d'Attac ne s'est pas seulement manifesté par son impact en France. En toute logique, l'association aurait dû fêter son premier anniversaire par une initiative nationale majeure, afin de consolider son implantation. Le premier grand rassemblement

d'Attac, en juin 1999, a pourtant été une conférence internationale : les rencontres de Saint-Denis, dans la banlieue parisienne. Préparer une telle initiative en dehors de tout rendez-vous institutionnel (du type réunion de l'ONU) et en si peu de temps était une gageure. Mais nous voulions battre le fer quand il était chaud et profiter du choc provoqué par les crises financières de 1997-1998 pour tisser des liens tous azimuts. Les résultats ont été probants.

Pour résumer, dans un premier temps, un ensemble de collectifs et d'organisations a fondé Attac. Dans un deuxième, les adhérents individuels ont rejoint en grand nombre l'association, les comités locaux se sont formés, les liens internationaux se sont noués. Et le conseil scientifique d'Attac a créé des commissions pour travailler au fond sur les thèmes de campagne (taxe Tobin, défense des retraites et rejet des fonds de pension...).

Dans un troisième temps, les mobilisations unitaires ont pris de l'ampleur, jusqu'à atteindre un pic au moment de Seattle. Simultanément, l'impact institutionnel d'Attac s'est fait sentir. Des parlementaires se sont identifiés à l'association ou ont engagé une action en faveur de la taxe Tobin. Des municipalités se sont réclamées d'Attac pour affirmer la résistance à l'ordre néolibéral mondial et promouvoir la démocratie locale. C'est l'Appel de Morsang, lancé après la tenue d'un symposium dans la commune de Morsang-sur-Orge les 28 et 29 janvier 2000.

L'arrière plan

Tout n'a certes pas commencé avec Attac. En fait, bien des idées maîtresses qui ont conduit à la fondation de cette association avaient germé, depuis 1995 déjà, dans les milieux militants engagés dans la résistance à l'ordre néolibéral. Diverses campagnes et initiatives ont préparé le terrain. Alors, pourquoi est-ce autour d'Attac que ces idées ont pris forme, que cette dynamique nouvelle s'est affirmée — et avec une force particulière ? Il y a certainement bien des éléments de réponses à cette question. Contentons-nous d'en relever certains.

La conjoncture a de toute évidence joué à plein. Le moment était favorable. Attac s'est constituée dans la foulée de la crise est-asiatique, alors que l'onde de choc frappait la

* Pierre Rousset milite dans le Groupe de travail international d'Attac-France ainsi qu'au comité Attac des Institutions européennes. Nous reproduisons cet article de la revue espagnole *Viento Sur* d'octobre 2000.

1. Attac : Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide au citoyen.

Résistances à la mondialisation capitaliste

Russie, puis le Brésil, et menaçait les Etats-Unis (avec la quasi-faillite d'un important fonds spéculatif). L'idéologie néolibérale s'affichait encore avec toute son arrogance, mais dans le monde réellement existant, le modèle néolibéral connaissait déjà sa première crise majeure. La volonté de taxer et de contrôler les mouvements spéculatifs de capitaux — l'oriflamme initiale d'Attac — apparaissait bien comme une exigence de l'heure, et un défi démocratique lancé à l'ordre dominant.

D'un point de vue plus général, la création d'Attac a répondu à une aspiration largement partagée : ne plus accepter passivement la "dictature des marchés" ; remettre le social au centre des préoccupations et des choix politiques ; se réapproprier le politique par une démarche citoyenne et sous des formes nouvelles. En effet, le programme d'Attac ne s'est jamais limité à la taxation du capital spéculatif et l'association a su faire sien le cri de ralliement des résistances à la mondialisation néolibérale : "Le monde n'est pas une marchandise".

Si Attac a pu être créée si rapidement — et répondre ainsi à l'événement — c'est qu'elle a pu bénéficier d'une tradition unitaire ancrée dans une partie du mouvement social, des campagnes engagées durant les années 1990 contre l'ordre néolibéral international et de l'impact durable de la grève des services publique de novembre-décembre 1995.

Attac rassemble en son sein des organisations qui, parfois et par ailleurs, se retrouvent en situation de concurrence, voire de conflit. Le cas du mouvement syndical de salariés est en l'occurrence éclairant. On trouve notamment, parmi les membres fondateurs de l'association, des fédérations CGT (qui bénéficient de l'appui de la confédération), l'Union syndicale-groupe des Dix, la FSU (principal syndicat de l'Education nationale), des éléments de la gauche CFDT... Ces composantes diverses du syndicalisme français coopèrent quotidiennement au sein d'Attac ; et sur des questions qui sont loin d'être mineures : réponse aux politiques libérales, question des retraites, attitude vis-à-vis de l'OMC, unité avec le mouvement associatif, etc. Il en va de même pour les principaux mouvements de chômeurs.

Une tradition unitaire s'est forgée en France depuis une quinzaine d'années, qui a permis à de nombreuses organisations d'apprendre à agir ensemble malgré leurs divergences. Elle a aussi contribué à une importante inflexion des campagnes menées contre l'ordre financier international. Cette inflexion s'est amorcée en 1995, quand la campagne française "50 ans, ça suffit !" (contre les institutions de Bretton-Woods) a passé le flambeau aux "Autres Voix de la planète" en vue du contre-G7 de 1996 : le mouvement social a alors commencé à jouer un rôle plus central au sein de ces campagnes. Pour la première fois en 1996, des manifestations contre un sommet du G7 ont été caractérisées par la présence de cortèges syndicaux (lors de la manifestation

des "Autres Voix" et lors de la mobilisation propre de la CGT). La perception des solidarités Nord-Sud s'est modifiée, une communauté de sort, relative mais nouvelle, s'affirmant face à l'universalité des politiques néolibérales. Rappelons que la même année, les zapatistes ont organisé leur propre initiative mondiale contre le néolibéralisme.

Les effets de la grève des services publics en novembre-décembre 1995 n'ont pas été univoques. Elle n'a en effet pas obtenu les victoires que son ampleur rare, sa détermination et le soutien de la population pouvaient laisser espérer. Mais elle a contribué à une prise de conscience collective, à l'affirmation d'une volonté de résistance face à l'ordre dominant, à une profonde délégitimation du discours néolibéral. En 1998, la campagne unitaire



contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et la constitution d'Attac ont montré, chacune à sa manière, que l'esprit de décembre 1995 n'était pas mort.

Le développement d'Attac répond enfin, en France, à la crise du politique. Et ce en deux sens, au moins. Face à un ordre néolibéral qui sanctifie la suprématie des marchés, l'association, par son succès même, réaffirme la primauté de la démocratie citoyenne, du choix politique sur la dictature des intérêts économiques. Elle offre aussi un cadre nouveau d'organisation, d'éducation et d'action, à l'heure où de très nombreux militants (potentiels) ne se reconnaissent plus dans les formes traditionnelles d'activités politiques.

Attac n'est pas devenue le seul vecteur de la résistance à la mondialisation néolibérale en France. Le rôle spécifique de la Confédération paysanne (qui est, rappelons-le, aussi l'une des organisations fondatrices de l'association) reste, par exemple, très important. Le fait qu'une population largement urbanisée puisse se reconnaître dans le combat d'un syndicat

paysan en dit d'ailleurs long sur la crise du modèle dominant de société et sur la façon dont est aujourd'hui perçu le lien entre santé publique et production alimentaire, exigences écologiques et sociales.

Mais Attac n'en occupe pas moins un espace politique considérable, qui déborde son champ propre d'intervention.

La dynamique

Deux ans et demi après sa fondation, Attac reste dans une large mesure une organisation en devenir, ce qui force à inventer du neuf dans le cours de l'expérience.

Comment définir Attac ? Nous l'appelons souvent un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Ou un mouvement d'éducation politique. Attac est aussi le point de rencontre entre l'exigence sociale (incarnée, disons, par ses organisations fondatrices : syndicats, etc.) et l'exigence citoyenne (incarnée par le flot des adhésions individuelles). C'est, en ce sens, un mouvement socio-citoyen.

Cette dynamique propre d'Attac se reflète dans son programme et ses campagnes. Ainsi, dès l'origine, la bataille pour la taxe Tobin s'est inscrite dans une perspective démocratique (réaffirmation de la primauté du politique face à la dictature des marchés), pédagogique et militante (mise à jour et critique des mécanismes financiers du libéralisme), sociale (taxation du capital et non du travail), solidaire (utilisation du revenu de cette taxe pour réduire les inégalités, en particulier Nord-Sud), antispéculative (limitation des mouvements spéculatifs de capitaux).

Dès l'origine aussi, la taxe Tobin a été pensée en rapport avec d'autres combats, qui se sont progressivement élargis : contre les paradis fiscaux et les accords inégalitaires de libre-échange, les plans d'ajustement structurel du FMI ou la loi de l'OMC, pour l'annulation de la dette du Tiers monde, contre la création de fonds de pension et pour la défense des services publics, contre l'introduction des organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture et la brevetabilité du vivant...

La volonté de s'opposer à la dictature des marchés fonde l'unité du combat d'Attac, dans sa variété. Elle permet aussi à l'association d'œuvrer activement à la convergence de toutes les résistances à l'ordre néolibéral. Attac, en France, a ouvert un nouveau champ d'action, ce qui a conduit, par la vertu de l'exemple, à la création de comités Attac dans un certain nombre d'autres pays d'Europe, d'Amérique latine, du monde arabe ou d'Afrique noire. Mais l'association n'a jamais eu pour ambition d'occuper seule le terrain de l'antimondialisation. Elle vise au contraire à faire converger l'action des réseaux et campagnes intervenant sur la dette, les institutions financières, l'OMC, les accords de libre-échange... Pour construire ensemble une maison commune où puisse s'exprimer le nouvel internationalisme des mouvements citoyens et

Résistances à la mondialisation capitaliste

sociaux. Bien des liens ont ainsi été tissés en Asie, où pourtant aucun comité Attac ne s'est jusqu'à maintenant créé.

Dans cette perspective d'ensemble, les rencontres internationales de Saint-Denis, en juin 1999, ont à leur tour représenté un point d'inflexion. Une initiative très ample a pu être organisée sur la base de financements et d'un accueil essentiellement militants. Son centre de gravité était situé du côté des syndicats et associations plus que des ONG. Les ambitions lobbyistes n'avaient pas lieu d'être, en l'absence de tout rendez-vous institutionnel. Conférence de travail où les ateliers occupaient une place plus importante que les plénières, tournée vers la détermination de campagnes communes, elle a permis de poser des jalons et d'amorcer des convergences, initiant un processus qui s'est approfondi en 2000, lors des rencontres de Bangkok et Genève, sous l'impulsion de Seattle.

L'avenir

Tant au sein d'Attac que dans le cadre des convergences internationales, un cadre unitaire très large s'est constitué où la radicalité des mouvements sociaux et citoyen s'exprime aujourd'hui de façon dynamique. Ce dynamisme n'est évidemment pas garanti pour l'éternité ; il doit être alimenté. Et les équilibres vitaux d'Attac doivent être préservés.

Attac, en France tout particulièrement, est à la mode. On l'a vu, l'influence de l'association se fait sentir dans la sphère institutionnelle (parlementaires, municipalités...). Ce qui est une étape nécessaire, si nous voulons que des objectifs pour lesquels nous combattons soient demain inscrits dans la loi — comme la taxation des mouvements spéculatifs de capitaux, l'interdiction des paradis fiscaux ou l'annulation de la dette du Tiers monde. Mais il est entendu que le fonctionnement et l'orientation de l'association doivent continuer à être déterminés par les organisations fondatrices et les membres organisés en comités locaux. Il faut s'assurer que le centre de gravité d'Attac reste militant. Ce qui ne suffit cependant pas à régler tous les problèmes qui touchent aux liens entre un mouvement militant et des élus. Des conflits peuvent par exemple éclater entre un comité local et un maire qui se réclame d'Attac.

Dans une large mesure, l'avenir d'Attac, en France, va être conditionné par la qualité du lien entre ses membres "collectifs" (les syndi-

cats, associations, comités de rédaction, etc.) et ses membres individuels. Le fonctionnement de l'association a commencé à être adapté à son développement : le conseil d'administration, tout d'abord constitué uniquement de "membres fondateurs", a été ouvert à des délégués de comités. Les comités locaux sont reconnus responsables de leurs propres activités. Les organisations fondatrices assurent une grande stabilité au mouvement. Mais, dans la vie de l'association, il existe encore trop souvent une césure entre les membres individuels et les organisations qui opèrent au niveau national, mais ne s'investissent pas toujours localement. Et puis comment trouver une commune mesure de représentation démocratique entre une fédération syndicale nationale et un comité local ? La question n'est pas simple et il existe en la matière peu de précédents dont on puisse s'inspirer. Il reste donc probablement beaucoup à inventer en ce domaine.

La soif d'apprendre est très manifeste chez nombre d'adhérents. Les participants à bien des conférences locales et à la première université d'été d'Attac (qui a réuni 700 personnes en août 2000) s'affirment particulièrement studieux. Ils attendent souvent des intervenants la



transmission d'un savoir. En cela, Attac est effectivement un mouvement d'éducation militant, et c'est important. Mais, bien souvent aussi, l'apprentissage du débat reste à faire dans ces réunions. Est-ce dû au fait que, pour la majorité des adhérents ou sympathisants d'Attac, l'association représenterait leur première expérience politique ? Quoi qu'il en soit, cet apprentissage, malgré ses difficultés, peut s'avérer lui aussi important pour l'avenir.

Le rapport aux partis politiques fait parfois problème. Ces derniers n'ont pas été intégrés au processus de constitution d'Attac. Leurs membres sont bienvenus, mais ils ne sont pas représentés en tant que tel dans l'association au niveau national. Des partis le sont pourtant dans un certain nombre de comités locaux. Ce qui ouvre un débat sur la cohérence du fonctionnement de l'association. (2)

Attac en France n'est pas un cartel de courants politiques. Bon nombre de ses adhérents ne se reconnaissent d'ailleurs dans aucun courant particulier. Des militants de partis en sont

certes membres, mais soit par le biais des organisations constitutives, soit à titre individuel. Cette médiation, souhaitable, n'est pas une affaire formelle. Cependant, bien évidemment, Attac incorpore de fait un large éventail politique. Disons, pour simplifier, que l'on trouve des positionnements radicalement antineolibéraux jusqu'à des positionnements radicalement anticapitalistes. Des éléments de la gauche radicale côtoient ainsi des éléments de la gauche gouvernementale. Mais sans que cela donne naissance à des courants constitués dans l'association ni que cela remette en cause son unité. Peut-être parce que même les adhérents qui soutiennent le gouvernement PS-PC-Verts sont heureux de trouver un cadre où ils peuvent exprimer librement leur opposition à des politiques libérales que leurs gouvernants avalisent.

L'évolution des rapports entre générations militantes constitue probablement une autre des clefs de l'avenir d'Attac. Or, rien n'apparaît évident en la matière. Attac ne déplaît pas aux jeunes, mais sa structure nationale est encore animée par des cadres relativement âgés, dont quelques rescapés de la génération de Mai 1968 et des années 1970. La jeunesse en France n'a pas encore affirmé ses propres modalités de radicalisation, comme cela s'est fait en Grande-Bretagne. Mais cela viendra un jour. Attac sera-t-elle alors à même de s'ouvrir à cette expérience ?

Toutes les générations militantes se sont fondues lors des grandes mobilisations impulsées par Attac (les dizaines de milliers de manifestants à la veille de la réunion de l'OMC, à Seattle), ou auxquelles Attac a activement participé (les dizaines de milliers de manifestants réunis à Millau en juin 2000, en solidarité avec les membres de la Confédération paysanne condamnés en justice). La résistance à la mondialisation capitaliste s'avère aujourd'hui un terrain propice à l'unité, politique ou générationnelle. Mais les modes de militantisme devraient néanmoins évoluer dans les années qui viennent.

Enfin, les forces dominantes seront-elles à même de s'autoréformer substantiellement ? Dans l'affirmative, elles mettraient peut-être à rude épreuve l'unité réalisée au sein d'Attac. Mais ce qui frappe aujourd'hui, c'est plutôt leur incapacité à mettre en œuvre toute réforme du système. Bon nombre d'experts jettent des cris d'alarme. L'idéologie néolibérale est en crise. Les institutions financières internationales modifient leur discours, cherchant à coopter les organisations non-gouvernementales. Le fonctionnement de bien des institutions se bloque. Mais en pratique, le cours (ultra) libéral du capitalisme contemporain n'est ni enrayer ni inversé. Ce qui devrait contribuer à maintenir le dynamisme des mouvements de résistance à la mondialisation. ■

La désobéissance civile et le mouvement anti-néolibéral



Par
Peter Boyle*

Le nouveau courant contre la mondialisation néolibérale s'est construit autour d'une série d'actions de désobéissance civile hantant les rencontres des principales institutions du capitalisme mondial. De ce fait, ces institutions ont de la difficulté à trouver des villes où se réunir à l'abri des larges mouvements de protestation.

En conséquence, on rapporte que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), par exemple, est incapable de trouver une ville qui veuille accueillir sa prochaine rencontre. Selon le Financial Times de Londres, le petit État du Qatar s'est offert mais essaie maintenant de faire marche arrière en invoquant le manque d'hôtels suffisamment spacieux et le fait que le Ramadan, le mois du jeûne musulman, pourrait coïncider avec la date probable de la rencontre prévue pour novembre 2001. Les autres candidats ne se bousculent pas pour remplacer le Qatar en dépit de l'appât des quelques 5 000 responsables, lobbyistes et journalistes attendus. Après tout, qui veut des misères vécues par Seattle en décembre 1999 ? Son centre-ville a été fermé, ses commerces pillés, le chef de police a dû démissionner et la ville doit faire face à des poursuites de la part de 600 manifestants. Des militants planifient déjà d'assiéger la prochaine rencontre du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et du Forum économique mondial (FÉM).

Mais la capacité de désorganiser les rencontres de ces institutions est-elle la base sur laquelle repose la force de ces nouveaux mouvements ?

Nouvelle direction ?

Récemment, Michael Albert, un des fondateurs et éditeurs de *www.zmag.org* (un magazine Internet influent du nouveau mouvement) a plaidé en faveur d'une réorientation du style d'activités de ce mouvement, avançant une orientation pour mettre au centre la participation des masses. Il écrit : « *Qu'est-ce qui ne va pas, vous demandez-vous ? Des milliers de militants, de gens courageux affluent de ville en ville. Prague ne s'est-il pas terminé un jour plus tôt ? Les laquais de l'argent ne sont-ils pas toujours au large ? Les horribles impacts de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale ne sont-ils pas visibles pour tous ? Certainement, mais notre but n'est pas seulement de faire*

beaucoup de bruit, d'être visibles, ou courageux, ni même d'effrayer les plus méchants administrateurs du capitalisme pour qu'ils abrègent leurs rencontres. Notre but est d'obtenir des changements pour améliorer des millions de vies. Ce qui compte n'est pas seulement ce que nous avons atteint mais ce vers quoi nous nous dirigeons. Obtenir "des réformes non-réformistes" pour une pleine justice demande une réflexion stratégique. Mais n'est-ce pas ce qui est arrivé ? N'avons-nous pas une stratégie dans ces grands événements et ne réalisons-nous pas nos plans malgré l'opposition ? Oui, mais pour abolir le FMI et la Banque mondiale maintenant, et obtenir de nouvelles institutions à long terme, nous avons besoin de toujours plus de partisans avec une conscience politique et un engagement toujours grandissant, capables d'utiliser de multiples tactiques mobilisatrices et simultanément d'augmenter les coûts sociaux que l'élite ne peut supporter sans abdiquer. C'est la logique de la "dissidence" : devenir des menaces grandissantes aux priorités que les élites chérissent en nous multipliant et diversifiant nos stratégies et tactiques jusqu'à ce qu'elles nous accordent nos revendications et ensuite demander plus. L'ironie dans tout cela c'est que l'efficacité de la désobéissance civile et autres tactiques militantes n'a rien d'irréel ni d'a priori. Elle réside, au contraire, dans la rencontre entre ces pratiques militantes et le mouvement grandissant des dissidents, plusieurs étant dans l'impossibilité de se joindre à de telles tactiques mais appuyant leur logique et marchant dans cette direction. Ce qui donne à la désobéissance civile et aux autres manifestations la force d'obliger l'élite à souscrire à nos revendications est la peur qu'elles ne précèdent une menaçante explosion sociale. Cependant, s'il advient un sit-in de 2 000 ou de 10 000 personnes, même à répétition, mais sans le support d'une communauté de dissidents plus large, plus visible, pouvant nourrir et agrandir les rangs de ceux qui font le sit-in, alors il n'y a pas de sérieuse menace d'explosion sociale. »

La discussion au sujet des tactiques ne devrait pas se réduire à argumenter contre l'ultra-gauchisme libéral, surtout quand davantage de forces conservatrices essaient de mettre un frein au radicalisme politique du nouveau mouvement. À Melbourne, à Prague et à Séoul, l'affrontement sur les tactiques a aussi séparé les radicaux de ceux qui cherchaient à satisfaire les tentatives des entrepreneurs mondiaux pour donner un visage humain à leurs institutions prédatrices.

En Australie, la voie des réformes a traditionnellement été identifiée à l'ALP (Australian Labour Party, Parti travailliste australien). Si vous êtes pour le changement, vous suppliez votre député (travailliste), vous faites circuler une résolution dans les associations (ALP), vous faites entrer le Parti travailliste au gouvernement et vous vous croisez les mains en espérant qu'une réforme sera décrétée par ce gouvernement. Ce sont les moyens habituels des "dissidents", mais depuis deux décennies beaucoup de gens ont réalisé que ces moyens ne fonctionnaient pas. Les gouvernements travaillistes ressemblent aux gouvernements libéraux. Les deux ont ouvertement appuyé et ont implanté les mesures néolibérales en Australie.

À Melbourne, près de 20 000 personnes ont voté en participant massivement aux piquets pour briser la voie traditionnelle des réformes. Les tentatives de l'ALP pour affaiblir/isoler le blocus contre la rencontre du FÉM à Melbourne n'ont réussi qu'à souligner l'indépendance politique de l'Alliance contre ce sommet et rendre la victoire encore plus enivrante.

La désobéissance civile

Se rebeller contre l'appareil politique et les structures traditionnelles est la manière préférée de ce mouvement pour exprimer son désaccord : il se traduit par la désobéissance civile. Celle-ci exprime la volonté délibérée de briser avec les moyens habituels de "dissidence". Pendant la manifestation de Melbourne, la tactique de paisible blocage de masse a séduit l'imagination des gens qui en ont marre des moyens habituels. Probablement beaucoup auraient hésité à s'y rendre s'il s'était agi juste d'une autre manifestation convoquée par des bureaucrates syndicaux ou des politiciens travaillistes qui ne sont pas très intéressés à changer la société.

La tactique du blocage de masse a beaucoup contribué au succès de la mobilisation,

* Peter Boyle est membre de l'exécutif national du Parti socialiste démocratique (DSP) d'Australie, dont les militants ont été très actifs dans l'organisation de la manifestation contre la réunion du Forum économique mondial à Melbourne, les 11-13 septembre 2000. Nous lui ouvrons la tribune d'Inprecor, persuadés que l'échange d'expériences et de réflexions est nécessaire pour le renforcement du mouvement contre la mondialisation capitaliste. Traduit de l'anglais par Jacqueline Loiselle et Marc Bonhomme (Québec).

Résistances à la mondialisation capitaliste

même si certains participants ont pu avoir l'illusion de pouvoir forcer le FÉM à changer de cours et malgré la présence de petits groupes, certains habillés en tenue de combat, qui firent l'effet d'une diversion colorée. Mais il y avait aussi ces groupes qui voulaient démontrer qu'ils étaient les plus militants même au prix de la réussite du mouvement. Il a fallu beaucoup de travail aux militants de gauche plus clairvoyants pour empêcher que prévaille la conception tactique de l'extrême-gauche voulant réduire le blocage à un affrontement d'une heure ou deux avec les policiers (tel qu'expliqué par un dirigeant de l'organisation International Socialist).

Il a fallu travailler dur pour gagner la bataille morale contre les partisans des méthodes violentes et s'en tenir à un blocage non-violent de masse. D'ailleurs les participants au blocage le souhaitaient eux-mêmes. Finalement, le blocage a été un grand succès. Il a aussi fallu lutter au sein de l'Alliance pour s'assurer que les tactiques désespérées pour empêcher la tenue du FÉM ne dépouillent pas le mouvement de sa victoire principale, le fait de délégitimer le FÉM et son programme néolibéral.

La peur de la centralisation

Cependant, le grand défi du nouveau mouvement est de mettre au point d'une façon indépendante sa propre politique radicale. La peur de la centralisation parmi nombre de militants de gauche empêche le mouvement de mettre en avant ses revendications, ce qui laisse le champ libre aux ONG, aux bureaucraties syndicales et aux autres institutions conservatrices pour s'exprimer en son nom.

Il fut impossible de conclure la discussion sur les tactiques et les problèmes d'organisation. Cet échec de l'Alliance, incapable d'aller au-delà du slogan « *Éliminons le FÉM !* » (« *Shut down the WEF !* »), a contribué à mettre en place une division informelle et partielle du travail qui a permis aux experts plus conservateurs ou aux militants ayant un accès plus facile aux médias d'être les porte-parole officieux du mouvement.

Si, avec la "désobéissance civile", le mouvement post-Seattle essaie de rompre avec le conservatisme des mouvements traditionnels, il signifie aussi pour eux un indéniable recul. Beaucoup de militants du nouveau mouvement se méfient de toute direction ou de tout centralisme à cause de leur expérience dans ces anciens mouvements dominés par des bureaucrates sociaux-démocrates ou staliniens. Le rejet de la hiérarchie est très apparent dans le nouveau mouvement.

Certains aiment à dire qu'il est sans direction. On a tendance à sacrifier le prétendu modèle organisationnel de Seattle construit sur la base d'une convergence idéalisée de petits groupes d'affinités reliés par Internet.

Tout ceci est fantaisie semi-anarchiste. Quand on cherche à appliquer ce modèle, ça

ne marche pas. Quand les militants des États-Unis sont arrivés à la manifestation contre le congrès du Parti Démocrate à Los Angeles, quelques-uns disaient : « *Ca ne colle pas. Est-ce vraiment démocratique ?* »

Dans la montée vers le sommet de Prague, quelques vétérans de Seattle faisaient la loi auprès des militants tchèques tout en prêchant le supposé modèle sans direction de Seattle. Après Prague, plusieurs militants se sont exprimés sur les conséquences antidémocratiques et démoralisantes des petits groupes par affinité qui avaient le droit d'attaquer violemment les policiers puis de s'enfuir et de laisser les masses de manifestants paisibles parer les coups de bâton, les gaz lacrymogènes et les canons à eau. Seul un plus grand fonctionnement démocratique peut empêcher de petites factions (ou des provocateurs de la police) de dicter leur forme de lutte et leur message politique sous le couvert de s'opposer au centralisme.

Le nouveau mouvement peut s'organiser démocratiquement sans sacrifier sa diversité culturelle et politique. On n'a pas besoin d'une direction centralisée qui dicte à tous comment manifester mais le mouvement a besoin de fonctionnement collectif s'il veut grandir et garder son indépendance politique.

Le modèle des groupes par affinité n'a jamais été la seule façon d'organiser les grandes manifestations du nouveau mouvement. L'Alliance à Melbourne, par exemple, fonctionnait sur la base de réunions ouvertes et centralisées de militants où les décisions étaient prises par vote majoritaire. De semblables coalitions ont aidé à l'organisation de Seattle et Washington, travaillant de concert et en collaboration avec les représentants des groupes par affinité.

Melbourne nous a permis d'entrevoir les possibilités que le mouvement anti-mondialisation offre à un grand nombre de personnes de faire l'expérience de la force de la démocratie à la base lors des trois jours que nous avons passés sur les lieux de blocage autour du Crown Casino. Toutes les décisions-clés y furent discutées, votées et mises en œuvre par les participants au blocus. C'est cette démocratie militante participative alliée à une coordination centralisée de tout le blocus par l'Alliance plutôt que par les groupes d'affinité qui a rendu la manifestation si efficace. ■



Melbourne 2000, militant(e)s de Résistance, organisation de jeunesse du DSP (photo Susan Price)



Par Susan Caldwell*

En chantant et en criant des milliers des femmes ont manifesté dans 159 pays au cours de la seconde et de la troisième semaine d'octobre. Bien qu'ignorée par les médias de presque tous les pays, la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence fut une réussite complète. Le 15 octobre à Washington plus de 20 000 personnes ont défilé, dont environ 2 000 femmes et hommes venus d'autres pays. A New York environ 10 000 femmes et hommes de près de 100 pays se sont rassemblés devant le siège des Nations Unies, symbolisant la Marche mondiale des femmes à travers toute la planète. Parmi les délégations on remarquait un contingent important de femmes d'Europe, renforcées par le succès de la Marche des femmes européennes, qui avait rassemblé 35 000 personnes à Bruxelles le 14 octobre. Il y avait aussi 250 femmes mexicaines venues dans une colonne de voitures dont certaines arrivaient du Chiapas. On notait encore la présence de 50 Japonaises, d'un grand contingent de représentantes des nations américaines originelles et des groupes de femmes d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

L'ensemble représentait à la fois la vague de mouvements de libération des années 1970 et les nouvelles générations de femmes en lutte contre la pauvreté et la violence, mobilisées contre la mondialisation capitaliste néolibérale. Elles ont pris part aux mobilisations de Seattle, de Washington, de Melbourne, de Prague et maintenant elles font resurgir l'impact spécifique de la mondialisation néolibérale sur les femmes. Deux caractéristiques majeures et nouvelles ont marqué cette Marche des femmes 2000 contre la pauvreté et la violence : celles qui l'ont rejointe acceptaient une plate-forme radicale contre le patriarcat et contre la mondialisation néolibérale ; de plus presque toutes avaient pris part au processus organisationnel en cours depuis plusieurs années qui a généré les actions simultanées dans de nombreux pays et la marche à New York.

Centrée sur la "face féminine de la pauvreté" la plate-forme de la Marche des femmes 2000 exigeait l'abolition de la dette du "Tiers-monde" et rejetait les programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale (BM). Soulignant le lien entre la pauvreté et la violence contre les femmes, la plate-forme notait

Les femmes déblayent la voie

également que nombre des pays riches poursuivent des politiques et appliquent des lois patriarcales, ce qui perpétue la violence dont souffrent les femmes. La Marche mondiale des femmes exige ainsi que l'ONU et ses États membres prennent des mesures concrètes pour mettre fin à la pauvreté et aux différentes formes de violence faite aux femmes. Elle exige le respect réel des droits de toutes les femmes, quelle que soit leur origine, leur orientation sexuelle, leur statut culturel ou social.

C'est là qu'apparaît une des ambiguïtés de la Marche des femmes 2000. Tandis que sa plate-forme est assez radicale, sa stratégie n'a pas tranché clairement sur le rôle des institutions internationales comme l'ONU et la politique à adopter à leur égard. Elle oscille entre une activité de lobbying auprès des gouvernements et des diverses institutions nationales et internationales d'une part et l'imposition des changements à travers la construction de rapports de forces de l'autre. Cela découle de l'origine de cette Marche initiée par la Fédération des Femmes du Québec (FFQ) après la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Beijing (Pékin) en 1995 : le réseau originel de l'initiative était celui des ONG féminines présentes à Beijing et à la Conférence parallèle à Huairou où la stratégie du lobbying était largement partagée.

Renaissance de l'espoir

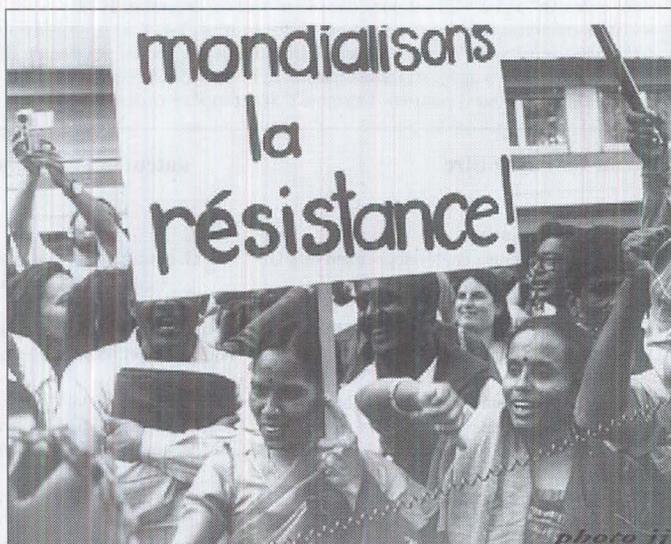
Cependant, sous l'impact du succès de la Marche des femmes pour le pain et les roses au Québec en 1995, la FFQ avait pris conscience que les gouvernements tiennent davantage compte des actions publiques et des mobilisations de masse. En outre l'élargissement progressif du réseau aux mouvements populaires et féministes au niveau international a contribué, tout au long de la campagne, à renforcer cette conscience et à stimuler la réflexion stratégique à l'intérieur du mouvement. Ainsi la Marche mondiale des femmes est arrivée en fin de campagne à s'adresser aux institutions financières telles le FMI et la BM en exposant sa plate-forme qui indique clairement leur politique comme la source des problèmes dénoncés par les femmes, sans être dupes des tentatives de maquillage "de genre" des projets de développement ou de l'invitation au "dialogue constructif" de la part de la BM.

Respectant les différences nationales et cherchant à opérer par une voie démocratique la FFQ s'est montrée capable de créer les conditions pour élaborer une plate-forme

internationale, d'encourager le développement des structures unitaires nationales et de maintenir à travers un travail constant de communication la coordination entre une myriade d'initiatives locales qui culminèrent au niveau international.

L'impact même de la mondialisation néolibérale a conduit à unifier les revendications : — les femmes du "Premier-monde" ont vu leurs conquêtes des années 1970-1980 s'éroder alors que les restrictions des services sociaux provoquaient à la fois le chômage et l'accroissement de leur charge de travail ; — les femmes du "Tiers-monde" ont vu l'effet dévastateur des plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la BM, conduisant à une véritable suppression des services publics de santé et d'éducation, à l'accroissement des taux de mortalité infantile et maternelle et à la résurgence de maladies auparavant contrôlées, telles le choléra et la tuberculose ; — les femmes des régions déchirées par la guerre ont été à la fois victimes des violences des soldats ennemis et réduites à un statut de réfugiées dans les camps. Lors de la Marche des femmes à New York six femmes venant des pays en guerre (Afghanistan, Colombie, Kurdistan, Palestine, Rwanda et Yougoslavie) ont présenté avec beaucoup d'émotion et une grande force de conviction les effets particuliers de tels conflits sur les conditions des femmes et des enfants. Elles ont dénoncé l'industrie de la mort que représente le commerce des armes et d'autres trafics.

Les femmes de 159 pays se sont organisées et ont agi dans le réseau de la Marche mondiale des femmes 2000 contre la pauvreté et la violence. Environ cinq millions de signatures ont été recueillies à travers toute la planète et présentées aux Nations Unies pour soutenir deux revendications : l'élimination de la pauvreté et celle de la violence faite aux femmes. Dans divers pays des actions furent menées pour des revendications spécifiques — depuis celle d'un salaire minimum garanti jusqu'aux demandes de budgets pour des centres de femmes ou pour l'éducation des filles. Peu, si ce n'est aucune, de ces revendications n'ont été satisfaites. Mais les femmes ont pu se convaincre de leur capacité à s'organiser collectivement et elles ont senti la force de leur



solidarité collective.

La décision a déjà été prise de maintenir le réseau organisationnel de la Marche mondiale des femmes, pour discuter de son bilan et des perspectives pour des actions futures.

Les courants féministes révolutionnaires ont toute leur place dans ces discussions et dans l'organisation du réseau, à la fois pour que sa plate-forme adopte définitivement la défense des droits des lesbiennes et revendique explicitement le droit universel à l'avortement libre et gratuit, pour aider à dépasser les séquelles de la stratégie lobbyiste et pour aider à vaincre les illusions sur la capacité des institutions nationales et internationales à s'auto-réformer.

Il s'agira aussi de renforcer les convergences avec le mouvement de contestation de la mondialisation capitaliste et d'y faire entendre la voix des féministes afin que ce mouvement intègre les dimensions socio-sexuées dans ses revendications. Cela passe par la présence organique de structures féministes comme peut l'être la marche mondiale des femmes au niveau international. Le renforcement du réseau international, en particulier en y associant plus d'organisations populaires dans tous les pays, posera à nouveau la question d'une structuration plus démocratique et plus représentative. Avec la remobilisation des féministes des années 1970 et 1980 et la participation des jeunes femmes de la "génération Seattle", il y a une nouvelle place pour la renaissance de l'espoir. Les nouvelles générations de femmes sont souvent spontanément anticapitalistes du fait de leur opposition à la mondialisation néolibérale et en même temps, ayant grandi dans la période marquée par les acquis du mouvement des femmes, elles sont spontanément opposées au patriarcat. Ainsi la résurgence du mouvement de libération des femmes est à l'ordre du jour. ■

* Susan Caldwell, militante féministe canadienne, est enseignante à Montréal.

— Les index paraissent toujours dans le dernier numéro de l'année. Le précédent index (n° 443 à 442) est paru dans le n° 442 de décembre 1999.
 — Trois numéros doubles ont paru en 2000 : le n° 443/444 de janvier-février (52 pages), le n° 449-450 de juillet-septembre (68 pages, spécial : la pensée de Léon Trotsky 60 ans après son assassinat) et le n° 453/454 de décembre 2000 - janvier 2001 (68 pages) paru en décembre 2000 et indexé ci-dessous.

Thème ou Pays / titre	auteur	n°	date
Afrique			
Les accords post-Lomé			
ou la fin de la politique de développement de l'UE	G. Buster	445	mars
Afrique équatoriale : solidarité urgente	(réd.)	453/4	décembre
Allemagne			
La plus profonde crise de l'histoire de la CDU	Paul Kleiser	445	mars
La teutomanie au congrès du PDS de Cottbus	Winfried Wolf	453/4	décembre
Amériques			
IF rencontre américaine contre le néolibéralisme	(réd.)	443/44	janvier
Force et faiblesses de la gauche latino-américaine	Rafael Bernabe	446	avril
Déclaration de la IX ^e Rencontre du Forum de Sao Paulo	document	446	avril
Australie			
Vers le renouveau d'une riche histoire ouvrière ?	John Tully	446	avril
La désobéissance civile et le mouvement anti-néolibéral	Peter Boyle	453/4	décembre
Autriche			
Les racines de l'extrémisme de droite	Boris Jezek	445	mars
Belgique			
À l'heure du blairisme "arc-en-ciel"	Alain Tondeur	443/44	janvier
Brésil			
Libérer le camarade Jose Rainha	IV ^e Internationale	443/44	janvier
Le PT dirige l'état de Rio Grande do Sul depuis un an	C.H. Àrabe	443/44	janvier
Le II ^e Congrès du PT	Fernanda Estima et Rosana Ramos	443/44	janvier
Le débat sur le socialisme	Carlos Henrique Àrabe	443/44	janvier
Actualisation du programme du PT	Démocratie socialiste (thèses)	443/44	janvier
Les primaires du PT à Porto Alegre	Luiz Marques	447	mai
Démocratie directe au Sud du Brésil	Luis Pilla Vares	449/50	juillet
Bolivie			
Tempêtes sur les Andes	Ernesto Herrera	448	juin
La renaissance de la multitude	Raquel Gutiérrez & Alvaro Garcia Linera	448	juin
Canada			
Dans la tourmente de l'endettement néolibéral	Marc Bonhomme	447	mai
Caraïbes			
Les accords post-Lomé			
ou la fin de la politique de développement de l'UE	G. Buster	445	mars
Chine			
Un pays en voie de privatisation	Lau Yu Fan	443/44	janvier
Comment le PCC réforme les entreprises étatisées	Zhang Kai	443/44	janvier
Colombie			
Mort de Libardo Gonzalez, fondateur du trotskisme	(réd.)	447	mai
Libardo Gonzalez (1942 - 2000)	Jesus R. Bolivar B.	448	juin
"Plan Colombie" : opération sans anesthésie	Ernesto Herrera	451	octobre
Alfredo Castro assassiné	IV ^e Internationale	452	novembre
Mobilisation contre le « Plan Colombie »	IV ^e Internationale	453/4	décembre
Communauté des États Indépendants (C.E.I., ex-U.R.S.S.)			
Les faiblesses du mouvement ouvrier	David Mandel (Étude)	443/44	janvier
Poutine I ^{er} , tsar de toutes les Russies ?	Jan Malewski	446	avril
Trotsky, celui qui analysa la société du mensongedéconcertant	Jan Malewski	449/50	juillet
Trotsky vu au travers des archives du stalinisme	(documents)	449/50	juillet
Culture			
Les flux de changement : la culture dans une perspective historique	Francisco Louça	447	mai
Danemark			
Le vote populaire met à mal les euro-élites	Finn K. Johansen	452	novembre
Disparitions			
Libardo Gonzalez, fondateur du trotskisme colombien	(réd.)	447	mai
Tony Cliff, dirigeant du SWP britannique	Alan Thornett	447	mai
Libardo Gonzalez (1942 - 2000)	Jesus R. Bolivar B.	448	juin
Alfredo Castro assassiné	SU de la IV ^e Internationale	452	novembre
Hommage à Hoang Binh (1905-2000)	Hoang Khoa Khôi	453/4	décembre
Écologie			
L'écologie en débat au CEI de la IV ^e Internationale	(réd.)	453/4	décembre
Écologie et socialisme	Projet de résolution de la IV ^e Internationale	453/4	décembre
Économie			
À propos d'un mini-krach	Maxime Durand	447	mai
Crise mondiale ou nouvelle onde expansive	Marc Bonhomme	447	mai
Le Canada dans la tourmente de l'endettement néolibéral	M. B.	447	mai
Les flux de changement : la culture dans une perspective historique	Francisco Louça	447	mai
La dynamique à long terme de l'économie capitaliste	Léon Trotsky	449/50	juillet

La théorie des "cycles longs" du prof. Kondratiev	Léon Trotsky	449/50	juillet
Crise de la dette et plans d'ajustement	Éric Toussaint	451	octobre
Une cinquième "onde longue" du capitalisme ?	Jan Malewski	451	octobre
Le système capitaliste n'a pas surmonté l'onde longue de stagnation	Gianni Rigacci	451	octobre
Un nouvel ordre productif ?	Henri Wilno	451	octobre
Écosse			
Le SSP, un nouveau parti pour le socialisme	F. Curran & M. Smith	447	mai
Le SSP fait reculer le gouvernement écossais	M. S.	447	mai
Équateur			
Crises et luttes sociales	Juan Adolfo Montenegro	443/44	janvier
Les revendications du mouvement social	Juan Adolfo Montenegro	443/44	janvier
Les leçons d'une insurrection manquée	Juan Adolfo Montenegro	443/44	janvier
Espagne			
Réflexions sur l'annonce de rupture de la trêve	Jose Iriarte "Bikila"	443/44	janvier
Pays Basque : Déclaration de d'Espace alternatif	document	443/44	janvier
Accord PSOE-IU : la fin d'un cycle politique	Jaime Pastor	445	mars
L'accord de gouvernement PSOE-IU (extraits)	document	445	mars
La Gauche Unie que nous voulons (recomposer)	Espace alternatif	445	mars
Une gifle à la raison	Jose Ramon Castaños "Trogló"	445	mars
4 ^e Déclaration du Forum de Lizarrar-Garazi	document	445	mars
« Construire les ponts, pas les détruire »	Ekaitza-Espace alternatif	445	mars
Victoire électorale du Parti populaire	Jaime Pastor	446	avril
Euskadi : Une crise du leadership national	J. R. Castaños "Trogló"	446	avril
Les débats de la gauche espagnole	J. M.	453/4	décembre
La crise de l'Izquierda Unida reste ouverte	Jaime Pastor	453/4	décembre
Le débat sur la crise de l'IU a eu lieu	D. Toledano & P. Montes	453/4	décembre
PSOE : Une nouvelle génération aux commandes ?	Antonio Garcia Santesmases	453/4	décembre
États-Unis			
Pour une politique indépendante (document)	Solidarity	451	octobre
Le renouveau du mouvement ouvrier et les tâches	Kim Moody	452	novembre
Europe (cf. également Union européenne)			
Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne	F. Vercammen	453/4	décembre
Communiqué de presse de la LCR	document	453/4	décembre
Féminisme			
La convention internationale sur les congés de maternité en danger		448	juin
La Marche mondiale des femmes au cœur du renouveau du mouvement sociale	Penelope Duggan	451	octobre
Contre la mondialisation capitaliste, les femmes débloquent la voie	Susan Caldwell	453/4	décembre
France			
Le social-libéralisme honteux	Christian Picquet	448	juin
Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne	F. Vercammen	453/4	décembre
Communiqué de presse de la LCR	document	453/4	décembre
Attac : un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action	Pierre Rousset	453/4	décembre
Grande-Bretagne			
L'extrême-gauche, au-delà du sectarisme	Alan Thornett	446	avril
Ken Livingstone, le rouge ?	Veronica Faganand	446	avril
Blair, à la droite du possible	Tariq Ali	446	avril
"Un digne héritier", de Keith Dixon	L. Abrassart (note de lecture)	446	avril
Mort de Tony Cliff, dirigeant du SWP	Alan Thornett	447	mai
Écosse — Un nouveau parti pour le socialisme : le SSP	Frances Curran & Murray Smith	447	mai
Le SSP fait reculer le gouvernement écossais	M. S.	447	mai
Un camouflet électoral pour Blair	Dave Hudson	448	juin
London Socialist Alliance, au delà de l'addition de ses composantes	Dave Hudson	448	juin
Le Service national de santé (NHS) de Thatcher à Blair	John Lister	448	juin
Grèce			
Dilemmes existentiels pur une gauche traumatisée	G. Mitralias	447	mai
Homosexualités			
Pays Bas, une brèche dans la culture homophobe	Peter. Drucker	451	octobre
Indonésie			
Un géant aux pieds d'argile	Pierre Beaudet	443/44	janvier
Israël			
La guerre d'indépendance palestinienne a commencée	Michel Warschawski	452	novembre
Résolution sur la Palestine	IV ^e Internationale	453/4	décembre
Nasser Soumi, artiste-plasticien palestinien	(réd.)	453/4	décembre
Al Aqsa Intifada : le refus de capituler	M. Nassar & N. Ibrahim	453/4	décembre
Le langage des chiffres et de la cartographie	(réd.)	453/4	décembre
Un appel urgent à l'opinion publique israélienne	document	453/4	décembre
Le "Tanzim" du Fatah, ou la révolte de la base	Toufic Haddad	453/4	décembre
l'Intifada va s'intensifier	Marwan Al Barghouti	453/4	décembre
Ainsi se développe un régime d'apartheid	Azmi Bishara	453/4	décembre
Le silence du camp de la paix	Michel Warschawski	453/4	décembre
Les conditions de coopération avec les organisations israéliennes	Déclaration du PNGO	453/4	décembre
La fête est finie, lettre ouverte à un ami de			
La Paix maintenant	Michel Warschawski	453/4	décembre

L'État, la société civile et l'armée en Israël	Sergi Yahni	453/4	décembre	Tous les chemins qui ont mené du Bloc de gauche	(réd.)	445	mars
Italie				Bloc de gauche : une année au Parlement	Luis Branco	452	novembre
Le congrès des Démocrates de Gauche (DS)	Livio Maitan	445	mars	XVII ^e camp international des jeunes	photo-reportage	453/4	décembre
Réflexions sur la mondialisation et les perspectives du mouvement ouvrier	Extraits du livre de Fausto Bertinotti	452	novembre	Quatrième Internationale			
A propos du livre de Fausto Bertinotti	Livio Maitan	452	novembre	Un Bulletin électronique pour l'Amérique latine	(réd.)	446	avril
Jeunesse				XVII ^{èmes} Rencontres internationales de jeunes au Portugal	(réd.)	448	juin
XVII ^{èmes} Rencontres internationales de jeunes au Portugal	(réd.)	448	juin	Alfredo Castro assassiné	IV ^e Internationale	452	novembre
XVII ^e camp international des jeunes	photo-reportage	453/4	décembre	XVII ^e camp international des jeunes	photo-reportage	453/4	décembre
Lectures				Réunion d'octobre du Comité exécutif international	(réd.)	453/4	décembre
Keith Dixon, <i>Un digne héritier</i>	Loïc Abrassart	446	avril	Mobilisation contre le « Plan Colombie »	IV ^e Internationale	453/4	décembre
Fred Zeller, <i>Témoin du siècle</i>	Jean Michel Krivine	447	mai	L'écologie en débat au CEI de la IV ^e Internationale	(réd.)	453/4	décembre
Casseurs de Pub n° 1	J. M.	447	mai	Écologie et socialisme	Projet de résolution de la IV ^e Internationale	453/4	décembre
A lire sur Léon Trotsky	J.-M. K.	449/50	juillet	Résolution sur la Palestine	IV ^e Internationale	453/4	décembre
Mexique				Résolution sur la guerre à outrance du régime philippin et de ses parrains américains à Mindanao et en soutien au RPMP	IV ^e Internationale	453/4	décembre
Dix thèses sur la défaite du PRI	Sergio Rodriguez Lascano	451	octobre	Afrique équatoriale : solidarité urgente	(réd.)	453/4	décembre
Mondialisation capitaliste				Russie (cf. également : C. E. I.)			
II ^e rencontre américaine contre le néolibéralisme	(réd.)	443/44	janvier	Les faiblesses du mouvement ouvrier	David Mandel (Étude)	443/44	janvier
Convention internationale sur les congés de maternité en danger		448	juin	Poutine I ^{er} , tsar de toutes les Russies ?	Jan Malewski	446	avril
Tiers-monde : allègement des dettes, effets d'annonce et réalité	Denise Comanne & Éric Toussaint	448	juin	Santé			
Impérialisme ? Impérialismes ?	3 questions à Gilbert Achcar	448	juin	Grande Bretagne : Le NHS de Thatcher à Blair	John Lister	448	juin
La Marche mondiale des femmes au cœur du renouveau du mouvement sociale	Penelope Duggan	451	octobre	Sénégal			
Le FMI, la banque mondiale, L'OMC... et nous ?	Nicolas Benies	451	octobre	« Sopi » (changement)	(réd.)	446	avril
Crise de la dette et plans d'ajustement	Éric Toussaint	451	octobre	Extrait du programme de la coalition Alternance 2000	document	446	avril
Forum social mondial, Porto Alegre, 25-30 janvier 2000	J. M.	453/4	décembre	Serbie			
Attac : un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action	Pierre Rousset	453/4	décembre	Vers une nouvelle guerre ?	Radoslav Pavlovic	446	avril
Les femmes déblayent la voie	Susan Caldwell	453/4	décembre	Liberté pour Albin Kurti	R. P.	446	avril
La désobéissance civile et le mouvement anti-néolibéral	Peter Boyle	453/4	décembre	Milosevic renversé par le soulèvement des ouvriers et de la jeunesse	Radoslav Pavlovic	452	novembre
Mozambique				Socialiste (projet)			
BM et FMI : refus d'assistance à peuple en détresse	Éric Toussaint	446	avril	Actualisation du programme du PT	Démocratie socialiste (thèses)	443/44	janvier
Norvège				« Sortir le socialisme du placard »	Francisco Louça	445	mars
Les travailleurs infligent une leçon à ceux d'en haut	A. Ekeland	448	juin	Écologie et socialisme	Projet de résolution soumis par le CEI	453/4	décembre
Organisation internationale du travail (OIT)				Trotsky, penseur du XX^e siècle (numéro spécial)			
La convention internationale sur les congés de maternité en danger		448	juin	Un tentative d'explication du XX ^e siècle	(réd.)	449/50	juillet
Pacifique				Actualité de la révolution permanente	Michael Löwy	449/50	juillet
Les accords post-Lomé				La question du parti ou le point faible de Trotsky	F. Vercammen	449/50	juillet
ou la fin de la politique de développement de l'UE	G. Buster	445	mars	A lire sur Léon Trotsky	J.-M. K.	449/50	juillet
Palestine				Instruments de lutte du prolétariat et dialectique démocratique	Livio Maitan	449/50	juillet
La guerre d'indépendance a commencé	Michel Warszawski	452	novembre	Démocratie directe au Sud du Brésil	Luis Pilla Vares	449/50	juillet
Résolution sur la Palestine	IV ^e Internationale	453/4	décembre	Trotsky et la culture	Michel Lequenne	449/50	juillet
Nasser Soumi, artiste-plasticien palestinien	(réd.)	453/4	décembre	Celui qui analysa la société du mensonge déconcertant J. Malewski		449/50	juillet
Al Aqsa Intifada : le refus de capituler	M. Nassar & N. Ibrahim	453/4	décembre	De l'Opposition de gauche à la IV ^e Internationale	J.-M. Krivine	449/50	juillet
Le langage des chiffres et des cartes	(réd.)	453/4	décembre	Mieux comprendre le fascisme pour mieux le combattre	M. Kellner	449/50	juillet
Un appel urgent à l'opinion publique israélienne	document	453/4	décembre	Un analyste du développement capitaliste, deux documents	L. M.	449/50	juillet
Le "Tanzim" du Fatah, ou la révolte de la base	Toufic Haddad	453/4	décembre	La dynamique à long terme de l'économie capitaliste	Léon Trotsky	449/50	juillet
l'Intifada va s'intensifier	Marwan Al Barghouti	453/4	décembre	La théorie des "cycles longs" du prof. Kondratiev	Léon Trotsky	449/50	juillet
Ainsi se développe un régime d'apartheid	Azmi Bishara	453/4	décembre	Trotsky vu au travers des archives du stalinisme (documents)			
Le silence du camp de la paix	Michel Warszawski	453/4	décembre	- De Trotsky à Hitler (extraits)	Cahiers du Communisme (1947)	449/50	juillet
Les conditions de coopération avec les organisations israéliennes	Déclaration du PNGO	453/4	décembre	- Staline, l'homme que nous aimons le plus	PCF (1950)	449/50	juillet
La fête est finie, lettre ouverte à un ami de La Paix maintenant	Michel Warszawski	453/4	décembre	- L'assassinat de Trotsky par ses assassins	Lev Vorobiev	449/50	juillet
L'État, la société civile et l'armée en Israël	Sergi Yahni	453/4	décembre	- Ramon Mercader, assassin de Trotsky, fort mal recompensé	Interview de Luis Mercader	449/50	juillet
Pakistan				Repères historiques		449/50	juillet
La gauche victime de la répression policière	(réd.)	446	avril	Tunisie			
Le premier congrès du Labour Party Pakistan (LPP)	Salah Jaber	448	juin	Desserrer l'état	Sayyed Murshid	447	mai
Pays Bas				Déclaration du Comité de défense de Jalel Zoghalmi	document	447	mai
Une brèche dans la culture homophobe mondiale	Peter Drucker	451	octobre	« Le défi pour nous est de construire un nouveau collectif militant, unitaire et évolutif »	entretien avec Sadri Khiari	451	octobre
Pays Basque				Union Européenne			
De l'annonce de la rupture de la trêve	Jose Iriarte "Bikila"	443/44	janvier	Les accords post-Lomé ou la fin de la politique de développement de l'UE	G. Buster	445	mars
Déclaration de d'Espace alternatif	document	443/44	janvier	Lisbonne, un sommet pour rien ?	François Vercammen	447	mai
Une giffle à la raison	Jose Ramon Castaños "Troglo"	445	mars	Nouvelle économie et Marché Unique-bis	François Vercammen	447	mai
4 ^e Déclaration du Forum de Lizarra-Garazi	document	445	mars	Prodi dans le colimateur ?	François Vercammen	447	mai
« Construire les ponts, pas les détruire »	Ekaitzza-Espace alternatif	445	mars	Fischer, le démocrate escroc !	François Vercammen	448	juin
Une crise durable du leadership national	J. R. Castaños "Troglo"	446	avril	Le sommet de Nice à la recherche d'un leadership de superpuissance	François Vercammen	452	novembre
Pérou				Les droits fondamentaux en péril	Mariue-Paule Connan	452	novembre
Entretien avec Hugo Blanco	Pedro Brieger	447	mai	L'élargissement à l'Est : alternatives à gauche	Catherine Samary	452	novembre
Philippines				Le vote populaire met à mal les euro-élites au Danemark	Finn K. Johansen	452	novembre
Solidarité urgente !	(réd.)	448	juin	Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne	F. Vercammen	453/4	décembre
Résolution sur la guerre à outrance du régime philippin et de ses parrains américains à Mindanao et en soutien au RPMP	IV ^e Internationale	453/4	décembre	Communiqué de presse de la LCR	document	453/4	décembre
Pologne				URSS (cf. Communauté des États Indépendants)			
Ils produisent, ils contrôlent, ils se payent	Dariusz Zalega	443/44	janvier	Viêt-nam			
La force de l'électorat de gauche	Zbigniew Kowalewski	452	novembre	Hommage à Hoang Binh (1905-2000)	Hoang Khoa Khôi	453/4	décembre
Portugal				Venezuela			
« Sortir le socialisme du placard »	Francisco Louça	445	mars	Document : « Chavez s'est compromis avec des secteurs de la classe dominante »	Douglas Bravo	448	juin
Questions à Luis Fazenda (UDP), député du Bloc de gauche	(réd.)	445	mars	Yougoslavie (cf. Serbie)			
Temps nouveaux, gauche nouvelle	François Vercammen	445	mars				

Hoang Binh n'est plus. Il vient de s'éteindre dans sa maison de retraite, le mardi 31 octobre, à l'âge de 95 ans. La veille il semblait encore lucide et en forme. Nous étions persuadés qu'il vivrait centenaire. Hélas, nous nous sommes trompés !

Né en 1905 d'une famille de paysans pauvres dans un petit village de la province de Ha Tinh (Centre Vietnam), il était venu en France en 1940 avec le contingent des travailleurs vietnamiens requis pour remplacer les jeunes ouvriers français partis pour le front.

Son itinéraire a été celui de ses 15 000 compatriotes requis comme lui. Sitôt arrivés on les envoyait travailler dans les arsenaux ou dans les poudreries aux quatre coins du pays. Mal adaptés au climat, mal logés, mal nourris, mal vêtus, astreints aux travaux les plus durs, beaucoup d'entre eux contractèrent des maladies et certains devaient même y laisser leur vie.

Après l'armistice de 1940, il était entendu que les 15 000 réquisitionnés regagneraient leur pays natal. Mais on les retint en France sous le prétexte qu'on manquait de bateaux pour les rapatrier et que la guerre continuait dans le Pacifique. Leur statut fut modifié : de travailleurs requis dépendant du Ministère des colonies ils devinrent des travailleurs placés sous la tutelle du Ministère du travail. La MOI (Main-d'Oeuvre Indochinoise), organisation qui les encadrait jusque là, devint la DTI (Direction des Travailleurs Indochinois) : les sigles changeaient mais ni les conditions de vie, ni l'organisation dans les camps. Ils étaient toujours encadrés par les anciens officiers et sous-officiers de l'ancienne armée coloniale qui faisaient observer une stricte discipline militaire. De ce fait, ils constituaient pour le marché du travail une main-

d'oeuvre docile très appréciée des entreprises françaises. Avec des contrats avantageux celles-ci les louaient pour les travaux les plus divers : depuis la cueillette des fruits jusqu'à la construction du Mur de l'Atlantique pour l'armée allemande d'occupation.

En 1948, avec ses compatriotes de la 56^e compagnie stationnée à Libos (dans le Lot et Garonne), Hoang Binh fut recruté par une

Hommage à un vétéran vietnamien récemment disparu



**Hoang Binh
1905 - 2000**

entreprise qui fabriquait des briques. Il y resta comme manoeuvre pendant 5 ans. En 1954, las de la vie de caserne et profitant des accords de Genève signés entre la France et le Vietnam il obtint la levée de sa réquisition et monta sur la capitale. Aidé par ses camarades de Paris il se fit embaucher comme manutentionnaire chez Citroën et y resta jusqu'en 1970.

C'est à Libos, en 1948, qu'il adhéra au groupe trotskiste vietnamien de la IV^e Internationale. Il y milita jusqu'à son entrée dans la maison de retraite.

De son vivant Hoang Binh fut estimé et aimé de tous ses camarades. Son attitude digne et réservée, aussi bien dans sa vie privée que dans sa vie militante, inspirait le respect et la confiance. Célibataire endurci, il ne voulut jamais se marier ni même vivre avec une femme, ne serait-ce qu'épisodiquement. Ses amis et ses camarades lui tenaient lieu de famille, leurs enfants furent ses enfants à qui il n'omettait jamais d'offrir des cadeaux pour Noël ou le Jour de l'an.

Binh fut un prolétaire dans tous les sens du terme. Il vivait modestement. Le peu d'argent qu'il gagnait de son vivant, il voulait le partager avec ceux qui en avaient davantage besoin, c'est du moins ce qu'il pensait. Dans les années 50 il avait transformé son appartement du 6^e arrondissement, rue Grégoire de Tours, en véritable cantine où il servait des repas bon marché (et souvent gratuits...) à des camarades démunis ou chômeurs. Ce qu'on appréciait le plus en lui était sa générosité, sa droiture, sa fermeté dans ses convictions politiques, sa fidélité de tous les instants à l'idéal communiste et trotskiste. Le lendemain de sa mort, j'ai trouvé sur sa table de nuit un livre en vietnamien dont certaines pages étaient usées et froissées par les lectures : c'était "La révolution trahie" de Trotski...

Hoang Binh n'est plus mais son souvenir restera en nous. A l'époque où les volte-face et les reniements politiques sont monnaie courante, il représente le symbole du courage et de la persévérance.

Hoang Khoa Khôi